

شكرا للقول

Magazine « Université 2000 »

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14707 - 6 F

MARDI 12 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les troubles dans le Caucase et au Tadjikistan

L'Azerbaïdjan en mauvaise posture

LES nouveaux succès militaires des forces armées azérides dans le Haut-Karabakh ont suscité un premier chassé-croisé diplomatique sans surprise : la Turquie a annoncé son intention de saisir la Conseil de sécurité de l'ONU pour « rétablir le cessez-le-feu au Haut-Karabakh » et l'Arménie a aussitôt fait de même, cette fois pour attirer l'attention du Conseil sur « une possible intervention de la Turquie en Transcaucasie ». Des responsables turcs avaient déclaré récemment qu'Ankara ne pouvait tolérer la poursuite des attaques arméniennes contre le Nakhitchevan, enclave azéride située entre l'Arménie et la Turquie, alors que les autorités d'Erevan parlaient, elles, de « provocations » azérides précisément destinées à justifier une intervention de la Turquie.

C'est cependant sur le front du Haut-Karabakh que les affrontements sont de loin les plus durs et les plus meurtriers. Les forces arméniennes - en dépit des démentis venus d'Erevan - « empiètent » d'un côté sur le territoire de l'Arménie et de l'autre sur le Haut-Karabakh. Pendant ce temps, les Azérides tentent de reprendre Chouchi. La part de cette ville de 40 000 habitants, d'où étaient lancées des roquettes sur la capitale de la région, Stepanakert, modifie profondément les données du conflit. « Désormais », les Arméniens contrôlent toutes les villes de cette région qu'ils revendiquent comme leur.

MAIS ce succès militaire pourrait rendre encore plus difficiles les tentatives de mettre fin à une guerre où ne comptent plus les morts et les atrocités. Chouchi a en effet été conquise immédiatement après que les présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan eurent signé sous les auspices de l'Iran un accord « historique » visant à rétablir la paix dans la région.

Même si l'actuel président intérimaire d'Azerbaïdjan, M. Mamedov, paraît croire à la bonne foi du président arménien, M. Tar Petrossian, et même si les Arméniens parlent de simple « coïncidence », il sera bien difficile de faire admettre cette version des faits à une opinion aigrie par le fait que son pays a été floué. De plus, tout le monde, à Bakou, s'accorde à accuser Moscou de soutenir en sous-main l'Arménie, et le Front national (opposition nationaliste) affirme en outre que les dirigeants russes continuent à jouer un jeu trouble destiné à empêcher de prendre le pouvoir. En même temps, les Azérides, qui disposent pourtant sur le papier de forces supérieures, paraissent conscients de leur incapacité à reprendre le dessus par les armes. « Les Azérides, actuellement, ne savent pas se battre », a même reconnu un porte-parole du ministère de la défense.

Bakou, on continuait donc. Au moins jusqu'à la prise de Chouchi, à miser sur une solution négociée, et à mettre dans les efforts déployés, parmi beaucoup d'autres, par la CSCE, des espoirs que certains diplomates occidentaux eux-mêmes jugent excessifs. Une conférence patronnée par la CSCE est toujours prévue à Minsk, mais l'Azerbaïdjan estimera-t-il encore possible d'y participer en position de grande faiblesse ? Ne cherchera-t-il pas auparavant, au prix de nouveaux morts, à remporter enfin sur le terrain un succès, fût-il symbolique ?

Lire nos informations page 4

Asie centrale : l'Iran se pose en médiateur

Le président iranien, M. Hachemi Rafsandjani, qui se pose en médiateur en Asie centrale, a annoncé dimanche 10 mai l'envoi d'une délégation au Tadjikistan, où de nouveaux incidents entre anciens communistes et opposition démocratique ont fait au moins huit morts. Le chef de l'Etat iranien participait à Achkhabad, capitale du Turkménistan, au sommet des Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, auquel étaient également représentés l'Iran, la Turquie et le Pakistan.

ACHKHABAD

de notre envoyé spécial

Alors que la rivalité turco-iranienne bat son plein dans la région, le président iranien Akbar Hachemi Rafsandjani a fait figure de vedette, dimanche 10 mai à Achkhabad, où s'est achevé un sommet de vingt-quatre heures réunissant, pour la première fois en territoire de l'ex-URSS, les présidents de ses Républiques musulmanes ainsi que ceux d'Iran, de Turquie et le premier ministre pakistanais, Nawaz

Charif. Il est vrai que, dès l'origine, il était prévu qu'il en serait ainsi : le président du Turkménistan avait convié à y a plusieurs ministres ses collègues d'Asie centrale à tenir un sommet dans sa capitale, avec le président iranien. Mais après la tournée centro-asiatique, début mai, du président turc, Süleyman Demirel, ce dernier a été également convié, ainsi que le Pakistan, à ce sommet présenté comme devant être à caractère essentiellement économique.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 3

Se prononçant pour le « respect des échéances »

M. Bérégovoy exclut un départ anticipé de M. Mitterrand

M. Pierre Bérégovoy a voulu couper court, dimanche 10 mai, aux spéculations sur un départ anticipé du chef de l'Etat, en affirmant que les législatives de 1993 ne seraient pas précédées par une élection présidentielle et en indiquant sa préférence, en cas de réforme du mandat présidentiel, pour un septennat non renouvelable.

L'embellie ?

par Jean-Marie Colombani

Division de l'opposition, difficultés en Allemagne, débat sur la possible réévaluation du franc, premier ministre solide et offensif : mais où sont donc passés les résultats des élections « locales » du 22 mars ? Cette brève énumération et cette simple question suffisent à caractériser sinon l'embellie, dont le pouvoir bénéficie, alors que le président entame sa douzième année de présence à l'Elysée, du moins un net changement de climat.

Lire la suite et nos Informations pages 11 et 12.



Désenchantement aux Philippines

Six ans après la chute du dictateur Marcos les électeurs se sont rendus aux urnes sans enthousiasme

MANILLE

de notre envoyé spécial

C'est sans enthousiasme que les Philippines sont allées aux urnes, lundi 11 mai, pour désigner le successeur de la présidente Corason Aquino. A la veille du scrutin, plus de 20 % des électeurs n'avaient pas encore fait leur choix. Une incertitude qui indique clairement que l'enjeu est loin d'être aussi clair qu'en 1986, lorsque « Cory », soutenu par l'Église, incarrait les forces

du bien face aux « démons » Marcos. Compte tenu de l'épanouissement des voix, ce scrutin à un seul tour se jouera à quelques points. Les électeurs paraissent, en revanche, plus motivés par les élections locales, où se manifestent les forces vives du pays.

Ce grand « exercice démocratique », avec des bulletins de vote de cinquante centimètres de long comportant quelque quarante noms à écrire à la main, et dont il faudra attendre plusieurs semaines avant

de connaître les résultats complets - plusieurs jours dans le cas du président - ouvre assurément l'avenir : ces élections auront été les plus libres de l'histoire d'un pays marqué par vingt ans de dictature Marcos. Les Philippines sont à un tournant : les institutions démocratiques ont été rétablies, mais les problèmes (pauvreté, injustice sociale) sont plus aigus que jamais.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 6

Cannes 92

Quatre films concourant pour la Palme d'or ont été présentés pendant le week-end : l'émouvant *Au pays des Julots* de Mehdi Cherif, une œuvre tonique de Robert Altman - *The Player* - mais surtout *Lune Park* de Pavel Lounguine, une descente aux enfers dans la Russie de Boris Eltsine et *Howards End*, où James Ivory évoque somptueusement l'ère victorienne.

Lire pages 18 et 19 les articles de JEAN-MICHEL FRODON et DANIELE HEYMANN

L'ÉCONOMIE

Alerte à l'emploi

La multiplication des faillites menace de déborder les fragiles dispositifs mis en place par l'Etat pour endiguer la montée du chômage.

par ALAIN LEBAUDE

« Le glâcis philippin » Défectueux des faillites « Corse au double visage » Avec la Chronique de Paul Fabra, les pages « Mode d'emploi », et le dossier sur « L'investissement direct » Pages 29 à 40

La lente mue syndicale

Les centrales restent divisées : les unes s'accrochent à la contestation, les autres se veulent participatives

par Jean-Michel Normand

Pour les syndicats français, les années 80 auront été celles de la spirale du déclin. Rien ne dit que la décennie 90 sera celle de la reconquête. En revanche, les nouveaux clivages qui apparaissent amorcent sans doute un lent remodelage du paysage syndical.

Lors de leurs récents congrès, la CGT, la CFDT comme Force ouvrière ont donné le sentiment de s'intéresser davantage aux 10 % de salariés français titulaires d'une carte syndicale (selon l'évaluation optimiste de l'OCDE) qu'aux « préoccupations quotidiennes des travailleurs ». En janvier, la CGT a manifesté « sa volonté de changement et d'indépendance » tout en maintenant « son caractère de classe et de masse, démocratique, indépendant et unitaire ». En avril, la CFDT a prôné la « constitution d'un pôle réformiste » alors que Force ouvrière s'est réfugiée dans un repli identitaire au nom du « syndicalisme libre et indépendant ».

Pas de quoi enthousiasmer des salariés dont 65 %, selon une récente enquête de *Linéas sociales*, ne se reconnaissent pas dans les syndicats. Pourtant, ce décalage est sans doute plus fécond qu'il y paraît, car ces

congrès ont souvent été marqués par un effort inédit d'introspection, voire d'autocritique. Leur impuissance manifeste à peser sur les choix des chefs d'entreprise comme des pouvoirs publics est un constat désormais reconnu par les syndicalistes. Même dans les rangs de Force ouvrière, nombre de militants ont contesté les propos définitifs de leur secrétaire général, M. Marc Blondel, selon lequel « il n'y a pas de nouveau syndicalisme à construire ». Comment remonter la pente et éviter l'apparition sporadique de coordinations ? Deux moyens d'y parvenir sont avancés : rénover les pratiques syndicales en privilégiant la capacité d'écoute et atténuer les divisions entre organisations.

Lors de son 42^e congrès, la CGT a admis que, trop souvent, « les revendications sont définies par quelques militants qui décident à la place des autres ». M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, regrette que l'on « continue trop souvent de voir dans l'adhérent un futur militant ». Lors de son congrès de Lille, en novembre 1990, le CFTC appelait elle aussi ses troupes à « davantage aller sur le terrain ».

Lire la suite page 21

ESPACE EUROPÉEN

Scandale à Milan

La « capitale morale » est prise dans la tourmente. Les autorités régionales ont dû se démettre, les heures de la municipalité sont comptées. Une vingtaine d'arrestations ont eu lieu dans les milieux politiques et industriels à propos de « pots-de-vin » et de « dessous de table ». Tous les partis sont atteints.

Lire page 8 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire également page 9 l'article de HENRI DE BRESSON : « L'Eglise évangélique est-elle mûre en position d'accusée », et page 10 : « La Russie à la recherche d'elle-même », par VADIM KOZOV

Sida : la France entendue à Washington

A l'occasion d'une visite de M. Hubert Curien à Washington, les autorités américaines ont officiellement admis le bien-fondé de la position française à propos de la renégociation de l'accord sur le sida de 1987. Celle-ci ne devrait s'amorcer que lorsque la procédure engagée par l'Institut national de la santé (NIH) sera achevée.

Lire page 16 l'article de FRANCK NOUCHI

Pierre Drieu la Rochelle

Journal

1939-1945

Préface et essai par Julien Hervier

Collection Témoins/Gallimard



"Son personnage est devenu mytique.

On l'acquiesce sans trop y aller voir.

Eh bien, allons-y !

Ce journal en donne l'occasion.

À chacun d'en vérifier son jugement."

Collection Témoins

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 190 PTA; G.-B., 66 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,50 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Jacques Attali

« Notre prochaine utopie doit être celle d'une démocratie sans frontières »

« 1492-1992 : à cinq cents ans de distance, est-ce, pour l'histoire mondiale, un tournant du même ordre ? »

— Sans doute. Mais on ne le saura que bien plus tard. Ce n'est d'ailleurs que trente ou quarante ans après 1492 qu'on a compris l'importance de tout ce qui s'est joué cette année-là : la découverte d'un continent, la première grammaire en langue non latine, la première sphère terrestre, la venue de la syphilis, la mort de Casimir IV, celle de Laurent de Médicis, l'élection d'un Borgia comme pape — un des facteurs, un peu plus tard, du début du protestantisme — sans oublier le traité d'Étaples, qui on cite peu mais qui, en 1492, a marqué la fin des ambitions continentales de l'Angleterre. Aujourd'hui, c'est aussi un tournant majeur ; mais avec des différences : d'abord le monde est vingt fois plus peuplé et cela accroît l'ampleur des mouvements. Ensuite, alors qu'en 1492 l'Europe s'est fermée à l'Est et tournée vers l'Ouest en essayant d'expulser d'elle tout ce qui n'était pas chrétien, aujourd'hui, assez largement, le contraire se prépare. Une parenthèse de cinq siècles ouverte en 1492 se ferme : l'Europe occidentale s'ouvre à son passé.

— C'est-à-dire que tout l'Est se rouvre ?

— Oui, l'Europe de l'Ouest se retourne vers l'Est et, d'une certaine façon, s'éloigne de l'Ouest ; l'Amérique se retourne vers elle-même — et elle fera un peu plus encore, après les événements californiens — et vers le Pacifique. Par ce grand basculement, ce grand mouvement pendulaire, l'Europe se retrouve confrontée à quelque chose qu'elle a enfoui en 1492 : sa dimension musulmane. 1492, c'est la fin du royaume de Grenade, la dernière entité musulmane de l'Europe de l'Ouest. Or aujourd'hui, on redécouvre comme européennes des entités musulmanes qui n'ont jamais cessé d'exister en Europe de l'Est : l'Europe retrouve ainsi sa diversité culturelle, géographique et religieuse. Un autre parallèle très important entre les deux périodes, c'est évidemment celui qu'on peut tracer entre la syphilis et le sida, aux conséquences morales assez proches. Je n'insisterai pas là-dessus.

— Un autre grand débat commun aux années 1492 et 1992 est la grande discussion sur la nature de l'Europe : doit-elle être unie ou divisée ? En 1492, on a eu, de l'imprimerie aidant, le latin allait s'imposer et, avec lui, l'Eglise et l'Empire romain germanique, trois unificateurs du continent. Mais déjouant tous les pronostics, les langues nationales, les réformes religieuses et les nations l'ont emporté ; l'Europe s'est fragmentée en frontières non encore fermées, en une conception de la nation résumée dans cette sublime phrase, qui, pour moi, reste encore ce qu'un fait de mieux en la matière, celle du chancelier Pot, haut fonctionnaire français venu de Bourgogne, déclarant aux états généraux de Tours : « La souveraineté n'appartient pas au roi, elle appartient au peuple ; j'appelle peuple l'universalité des habitants du Royaume ». Magnifique définition de ce qu'est la nation en construction, aux frontières poreuses, leçon pour aujourd'hui.

Jacques Attali, né le 1^{er} novembre 1943 à Alger, a toujours mêlé de front une carrière administrative (au Conseil d'État) et politique (auprès du président de la République) et une activité intellectuelle et universitaire. Enarque, polytechnicien, conseiller de M. Mitterrand avant et après l'accession de ce dernier à la présidence de la République, il vole désormais de ses propres ailes depuis qu'il préside aux destinées de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) dont le siège est à Londres et qu'il voudrait transformer en une structure préfigurant l'organisation de la Grande Europe qu'il appelle de ses vœux, malgré l'hostilité sur ce point des États-Unis.

Dans Au propre et au figuré (Fayard), son avant-dernier ouvrage, Jacques Attali avait étudié les conceptions de la propriété qui se sont succédées et entrecroisées depuis des siècles. Son dernier ouvrage — 1492 (Fayard) — était consacré à la description de ce qui fut considéré comme « une catastrophe », « une bifurcation » et qui devait déterminer un changement radical dans l'histoire de l'humanité. Jacques Attali est également romancier (la Vie éternelle et le Premier Jour après moi, Fayard). Il explicite pour nous son souhait de voir naître une nouvelle utopie autour de l'idée d'une démocratie sans frontières.

— Contre l'idéal de l'unification européenne autour de l'Empire, la France s'est alors construite autour de l'État. Elle a montré que pour faire une nation il faut d'abord construire un État. En France — comme en Angleterre d'ailleurs — l'État a structuré non seulement la nation, l'identité mais aussi la démocratie. Ailleurs, quand l'État et la nation sont apparus ensemble, ils ont nié l'un et l'autre la démocratie, née dans les villes. Et l'Europe des nationalismes a basculé dans la dictature. Ce vieux lien État-nation-dictature explique, à mon sens, pourquoi l'Europe moderne tout entière essaie de détruire, depuis la guerre, le concept même de nation. L'Ouest, les nations tendent à s'effacer vers le haut, dans la construction européenne. Quand nation et État ont été facteurs de monstruosités, les peuples ont voulu les remplacer par une entité plus vaste, la Communauté européenne. Ainsi l'Allemagne a voulu, à mon sens, après la guerre pour casser profondément les racines de son démon nationaliste, pour exorciser la possibilité même pour l'Allemagne de redevenir un jour un État nazi. De même la France, devenue pro-européenne à la suite de la guerre en partie pour exorciser son propre passé dans la collaboration.

— La France, l'Allemagne, l'Italie et les autres ont eu le même réflexe : affaiblir la nation et l'État par la construction européenne pour rendre impossible le retour du nationalisme. Ceci explique, à mon sens, pourquoi en Angleterre on a été au début si peu pro-européen : parce qu'on n'y a été ni nazi ni collaborateur, on n'a rien à se faire pardonner ; de plus les frontières y sont naturelles et non idéologiques ; elles ne posent donc pas de problèmes. Dans les pays d'Europe de l'Est, depuis 1989 on a aussi commencé, et pour les mêmes raisons, à détruire les nations mais cette fois-ci, par le bas. Il n'y a pas en de procès populaires contre les dictateurs : sagement, les peuples se sont dit qu'il valait mieux détruire l'État coupable de la dictature que punir ceux qui l'ont servi. Et avec l'État, détruite la nation, la couper en morceaux. Aussi comment-ils à détruire les nations pour éradiquer le démon dictatorial. C'est là le danger : à l'Est, plus de frontières et non pas, comme à l'Ouest, moins de frontières.

— Pourquoi tant parler de frontières ?

— Parce qu'en 1492 comme aujourd'hui le problème politique majeur est celui de la frontière, le choix entre nation et unité. Ainsi, on parle partout de marché et de démocratie comme si c'étaient des évidences parallèles, sans voir que l'économie de marché n'a pas besoin de frontières — la frontière interdirait le développement de l'économie de marché et condamnerait au dirigisme économique — alors que l'État, comme la démocratie, suppose des frontières pour distinguer le citoyen et le territoire d'autorité. Pour que la démocratie ne soit pas un frein au développement, elle doit être sans frontières sinon on aura la frontière sans la démocratie. Telle est la nouvelle utopie — le nouveau projet de civilisation démocratique sans frontières, où les

institutions n'existent ni État fort ni frontière limitative.

— Le concept est encore flou mais déjà présent partout. On le voit s'annoncer dans le débat sur le vote hors des frontières (la discussion sur le droit de vote des étrangers après Maastricht s'inscrit dans cette évolution), sur le pouvoir monétaire d'une banque centrale hors de frontières nationales ou sur le droit d'intervenir pour défendre la démocratie hors de ses propres frontières (le droit d'ingérence). Ce sera après Maastricht d'ailleurs beaucoup plus vaste, celui d'une multi-appartenance démocratique, où la forme supérieure de la démocratie sera le droit pour chacun d'être membre de plusieurs entités démocratiques dans des territoires différents, dans l'espace et, j'y reviendrai, dans le temps.

« Comme en 1492, le problème politique majeur est celui de la frontière. »

— Autant on peut comprendre ce raisonnement qui consiste en effet à opposer démocratie et État, autant on peut comprendre, encore, qu'il faudrait peut-être aller un peu plus loin dans ce sens, autant un des points de départ n'est pas immédiatement perceptible, parce que ce qui se reconstruit à l'Est, en fait, ce sont des frontières.

— Oui. Ce qui se passe à l'Est, c'est d'abord la négation des anciennes frontières — parce que celles-ci ont produit de monstrueux États. Et le danger est que, pour nier les vieilles frontières, on en invente d'autres, plus resserrées, qui interdiront l'économie de marché et menaceront la démocratie.

— L'idée dominante inverse aujourd'hui, c'est au contraire que démocratie et économie de marché se donnent la main et sont la fin de l'histoire.

— Et cette idée est absurde et dangereuse. On va répétant que démocratie et économie de marché sont synonymes. Ce n'est pas le cas. Ces deux valeurs sont partiellement contradictoires et auto-destructrices : l'économie de marché a besoin de faire tomber les frontières alors que la démocratie traditionnelle nécessite des frontières. Si l'une et l'autre ont quelque chose en commun, c'est de faire l'apologie du réversible — la démocratie parce qu'on doit pouvoir changer les dirigeants politiques et l'économie de marché parce qu'on doit pouvoir y changer les produits. Or, faire l'apologie du réversible, c'est faire celle de l'éphémère. Donc la démocratie, comme l'économie de marché, néglige le long terme : on ne peut pas faire voter légalement les morts, et le marché ne sait pas tenir compte de l'intérêt des consommateurs de demain. La



Boresnesco 192

démocratie sans frontières devrait lever cette contradiction.

— En étant sans frontières — non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps, — en donnant le droit de vote non seulement à ceux qui habitent loin dans l'espace mais aussi à ceux qui « habitent » loin dans le passé — pour protéger le patrimoine, — et loin dans l'avenir — pour protéger l'environnement. Institutionnaliser la prise en compte des intérêts de tous ceux qui vivent « ailleurs », dans l'espace et dans le temps. C'est la promesse de ce qui pourrait être un nouveau projet de civilisation, une réconciliation, au moins pour l'Europe, des tendances contradictoires à la différence et à l'unité qui, en 1492, ont conduit à des barbaries.

— Si j'entends bien ce que vous proposez comme utopie d'une démocratie sans frontières, ce n'est pas du tout un changement de système ni une rupture de l'histoire, mais c'est une manière de faire que le système démocratique cesserait d'être soumis aux risques de l'éphémère ou de l'auto-effacement ?

— Très exactement. Sans frontières dans le temps, la démocratie saurait tenir compte des intérêts des générations antérieures et ultérieures ; sans frontières dans l'espace, elle ne risquerait pas de s'identifier à des frontières et de basculer dans la tentation totalitaire — Hitler a été élu démocratiquement. Ceci n'est qu'un concept, pas encore un mécanisme, semblable à la machine de Locke ; j'en suis conscient : il faudra donc entrer dans les détails, penser et décrire les institutions concrètes organisant, par exemple, le droit de vote des non-citoyens ou le droit d'ingérence, ou le droit de vote des générations ultérieures.

— Je pense au principe de responsabilité qui développe pour une part cette idée d'une solidarité nécessaire, d'une responsabilité de notre présent.

— Philosophiquement, oui. C'est un concept voisin. Le problème est de l'inscrire dans des mécanismes institutionnels. Le droit constitutionnel actuel en a déjà un peu l'intuition : une Constitution est déjà un sanctuaire que la loi elle-même n'a pas le droit de modifier. Elle contient donc l'idée que quelque chose d'essentiel ne doit pas être soumis à l'éphémère de la décision démocratique du présent. Mais le cadre constitutionnel n'est pas une protection suffisante contre tout ce qui peut par la volonté de l'homme menacer l'espèce humaine. C'est uniquement une protection contre ce qui peut menacer les institutions de la démocratie elle-même. Et encore est-elle bien fragile.

— Cette démocratie sans frontières est plutôt une démocratie qui se donne pour horizon de ne pas faire compte des frontières et ne pas véritablement les abolir totalement et sans retour. — Exactement. Il s'agit de nier la frontière avec ce qu'elle a d'exclusif. Mais pas dans ce qu'elle a de porteur de différences : le langage, par exemple, est une frontière ; porteur de diversité qui enrichissent l'homme. On pourrait parler de la démocratie dans la multiplicité des appartenances.

— C'est la possibilité que les frontières soient perpétuelles.

ment franchissables, mobiles, souples, poreuses, etc. Mais pas les supprimer comme traces.

— Oui. Quand la frontière est un élément de définition, d'identité, elle est fondatrice. Quand elle excède elle est destructrice. Ainsi, il faut pouvoir distinguer le présent, le passé, l'avenir, afin de faire respecter les intérêts des hommes du présent, du passé et de l'avenir. Les distinctions dans le temps et dans l'espace sont donc importantes. Mais les distinctions ne sont pas des frontières : on devrait donc parler de démocratie « distinguée », si le mot n'avait perdu son vrai sens.

— Quel est votre sentiment, du poste où vous êtes aujourd'hui, sur antisémitisme et populisme qui resurgissent en Europe ?

Partout en Europe, non seulement à l'Est, resurgit la haine de l'étranger, du distingué, de l'autre, responsable de vos maux. Un exemple récent : un très important dirigeant russe m'a dit l'autre jour : « Le communisme est une utopie à laquelle les hommes un jour devraient arriver ; c'est une utopie monstrueuse qui était condamnée à l'échec ; cet échec, il fallait que l'humanité aille au bout pour savoir définitivement qu'il ne fallait plus le tenter. Je suis fier, comme Russe, que nous ayons été porteurs de cette monstruosité parce que ça montre que nous sommes le plus grand des peuples, et que nous l'avons fait pour le compte de l'humanité ». Ce qu'il ne dit pas, mais qui est implicite, c'est que les autres doivent payer les Russes pour l'avoir fait, en leur nom. Sinon, ils seraient responsables des maux des Russes. Magnifique rationalisation idéologique d'une monstruosité, d'une attitude d'assistance et d'un transfert de responsabilité.

— La vague de populisme qui traverse l'Europe vous paraît-elle influencer la situation française ?

— Oui. L'identité de la France venait de l'État. Et on a un peu trop fait celui-ci à mon goût, en dévalorisant le service public par les salaires et l'association des mots « fonctionnaire » et « bureaucrate ». Alors que les gens au service de l'État ne font pas ce qu'ils font pour l'argent ce qui est devenu rare par les temps qui courent. Quand l'État s'affaiblit, quand les frontières s'effacent sans être remplacées par d'autres signes d'appartenance, le nationalisme retrouve une place menaçante. De plus, avec le temps, la culpabilité — dont j'ai dit qu'elle était fondatrice de l'idéal européen — disparaît. Reviens sans honte un passé sans mémoire.

— Face à ce danger, la seule réponse est de rendre un rôle à l'État, afin qu'il reste l'instrument de l'action démocratique à l'intérieur des frontières et de pousser la démocratie au plus loin sans frontières pour être sans violence. Donner liberté et responsabilité à tous les nomades que nous sommes. C'est même la seule réponse non sacrificielle à la violence qui menace. C'est pourquoi le débat sur le vote des étrangers est au cœur des problèmes de l'avenir de la démocratie ; le droit d'ingérence aussi. Le populisme ne se combat pas en refusant ce débat mais

en l'affrontant. On en sortira par le haut — pas par le bas. En donnant un sens concret à la multi-appartenance, à la démocratie « distinguée ». L'Amérique le tente tous les jours et l'on voit comme c'est difficile.

— Riez-vous jusqu'à dire que les manipulations génétiques ou le champ libre à toute activité ou tout activisme biogénétique est une menace pour la démocratie ?

— Bien sûr, la manipulation génétique est une atteinte à l'intégrité des générations ultérieures. Elle menace, en cela, la démocratie « distinguée ». Le code génétique est un livre ; il faut le valoriser par des commentaires, et non le récrire. L'homme, une fois qu'il aura défini ce qu'est le propre de l'homme, devra se donner comme mission de protéger ce sanctuaire. Il le fera. L'homme a toujours en dans son histoire une seule obsession, celle de durer. Il sait que s'il touche à ce qui fait le propre de l'homme, il condamne sa propre durée comme espèce.

— Ainsi, pour cela, on définirait un cœur fondamental, dans le sanctuaire génétique, non propre de l'homme, intouchable. On interdirait les manipulations génétiques ayant des conséquences héréditaires sur ce sanctuaire. Et là on se trouverait dans la situation intéressante d'avoir à faire, au nom du refus de la frontière, l'apologie d'une distinction.

« Face au danger du retour, sans honte, d'un passé sans mémoire, la seule réponse est de rendre un rôle à l'État. »

— Là, nous revenons à 1492. Là est née la passion de la découverte. Aujourd'hui, faute de continent à découvrir, on commence justement à explorer un autre continent : le code génétique. Cela m'inquiète beaucoup. Si le code génétique est comme une nouvelle Amérique, à valoriser, on peut y détruire bien des vies humaines qui s'y trouvent, comme on l'a fait en Amérique. On peut rêver d'autres continents à découvrir : les autres planètes, par exemple (à mon avis, il faudra y aller, car si l'homme est assez fou pour détruire cette planète, autant se préparer à vivre ailleurs). Et aussi, le vrai continent à découvrir aujourd'hui : soi-même. En ce sens, deux mots me paraissent très importants pour fonder la culture de demain : « sérénité » et « impossibilité ». Valeurs fondatrices de la civilisation de distinction, de conquête de soi et non de l'autre. La démocratie sans frontières exige ces valeurs et aidera à les établir. Mais l'Occident n'a jamais considéré la « sérénité » et l'« impossibilité » comme des valeurs. Voilà peut-être pourquoi, est venu le temps de l'Orient, à la fois économiquement et éthiquement.

— Comment rendre l'Occident impassible ?

Dans la philosophie juive, il y a deux stratégies possibles pour séduire, deux ruses : la ruse d'Ézechiel et celle de Jérémie. Ézechiel, c'est la ruse par la prophétie positive. Il dit : « Voici comment sera votre éternité : si vous faites ce que je vous dis, vous irez vers une perfection ». Il annonce ce qu'il voudrait voir arriver et ainsi espère séduire les hommes pour accélérer la venue de ce qu'il annonce. L'autre ruse est celle de Jérémie qui, au contraire, annonce ce qu'il voudrait ne pas voir arriver : « Jérusalem sera détruite, nous sommes tous condamnés par nos péchés ». Ce n'est pas l'apologie de la rédemption. Au contraire. Il veut faire suffisamment peur aux hommes pour qu'ils modifient leur comportement. L'un veut avoir raison et l'autre veut avoir tort. Il me semble que l'impassibilité viendra plutôt par la ruse de Jérémie, par la peur, que par celle d'Ézechiel, la séduction : il faut avoir peur de la barbarie. Elle est là, à nos portes. Pourtant j'aimerais tant que Jérémie ait tort et qu'Ézechiel séduise.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ROGER-POL DROIT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Marcel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction) Yves Agnès Jacques Amélie Thomas Feraud Philippe Herremans Jacques-François Simon

Daniel Vernet (éditeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beau-Ménil (1964-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 16, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40.65.25.25
Télécopieur 40.65.25.99
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY 94092 VITRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40.65.25.25
Télécopieur 40.65.20.10

Les négociations

Asie centrale : l'ir

se pose en médiate

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

Le désarmement

les factions Armées

démocratie de 15 jours

هناك أمل

Jules Attali



ÉTRANGER

Le processus de paix au Proche-Orient

Les négociations multilatérales sont mal engagées

Les négociations multilatérales sur le Proche-Orient ont pris un mauvais départ. Quatre des cinq groupes de travail prévus par le processus de paix se réunissent cette semaine en l'absence d'une ou de plusieurs parties directement concernées par le conflit israélo-arabe. Ces pourparlers se dérouleront parallèlement aux négociations bilatérales qu'Israël mène avec chacun de ses voisins arabes et les Palestiniens.

Les difficultés devaient apparaître dès lundi 11 mai avec la réunion à Bruxelles, sans les Israéliens, d'un groupe de travail sur le développement économique et d'un autre, à Washington, sur la sécurité régionale et le contrôle des armements, sujet sensible entre tous, dont la Syrie, l'un des principaux protagonistes du conflit, et le Liban, dans son sillage, sont absents. Autant dire que les discussions ne pourront pas aller au-delà des généralités.

Israël n'a pas à Bruxelles - ni à Ottawa, où doit se tenir un groupe de travail sur les réfugiés le 13 mai - parce que des Palestiniens de la diaspora ont été admis à la table des discussions. Pour l'Etat juif,

leur présence contrevient au règlement de base du processus de paix, mis en route en octobre dernier à Madrid et en vertu duquel seuls les habitants des territoires de Cisjordanie et de Gaza sont autorisés à négocier.

Mais surtout, cette présence implique que la question du « droit au retour » dans leurs foyers des réfugiés de 1948 - ou à des compensations - sera soulevée. Une question dont l'Etat juif ne veut pas entendre parler, car elle sous-entend, selon lui, une remise en question de sa propre existence. Toutes les assurances américaines affirmant qu'il n'en sera rien n'ont pas suffi pour convaincre le premier ministre M. Yitzhak Rabin, en pleine période électorale, de céder sur ce point.

En février, c'étaient les Palestiniens qui avaient refusé de participer à une conférence préparatoire de ces pourparlers multilatéraux réunie à Moscou, exigeant que des délégués de la diaspora soient admis à la table de discussions. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, principal artisan du processus de paix, avait partiellement cédé du terrain, en acceptant que ceux-ci siègent au sein de deux groupes.

C'est la quadrature du cercle. M. Baker ne désespère pas pour autant. Il demeure convaincu

qu'Israël prendra le train en marche, mais peut-être seulement après les élections législatives du 23 juin. En attendant, il faut, à ses yeux, que la mécanique continue de tourner, même à vide, pour maintenir la dynamique des négociations. Au demeurant, tous les participants, y compris Israël, admettent que la vraie négociation se passe ailleurs, au sein des pourparlers bilatéraux qui traitent des problèmes de fond. « Les multilatérales doivent agir comme un complément et un catalyseur des bilatérales », a rappelé samedi 9 mai le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler.

Libanais et Syriens absents

La chaise d'Israël ne sera pas la seule vide aux réunions de Bruxelles et d'Ottawa. Syriens et Libanais ont clairement dit, dès la conférence inaugurale de Madrid, qu'ils ne participeraient aux pourparlers multilatéraux que lorsque des progrès seraient réalisés dans les négociations bilatérales. Or la cinquième session de ces pourparlers s'est achevée la semaine dernière, à Washington, sans autre avancée qu'un échange de projets antinukléaires entre Israël et l'Arabie. Le Liban et la Syrie seront donc absents de tous

les groupes. Israël, en revanche, participera aux séminaires sur les ressources hydriques à Vienne le 13, sur l'environnement à Tokyo le 18 et, dès lundi, au groupe de travail sur la sécurité régionale et le contrôle des armements à Washington.

L'absence de la Syrie à ce dernier n'est pas la seule étrange. Autre contradiction : les Etats-Unis, qui sont les auteurs d'une initiative pour la limitation de la prolifération des armes dans la région, y ont couché, depuis la fin de la guerre du Golfe, des contrats d'armements pour près de 9 milliards de dollars.

La Communauté européenne en relève une troisième : le statut de simple invité qui lui est réservé, à égalité avec des Etats tels que l'Inde, le Japon ou l'Ukraine, alors même que sa propre sécurité est indissociable de celle du Proche-Orient et qu'elle est l'un des principaux partenaires économiques de cette région, le premier en ce qui concerne Israël. Les Européens ont protesté auprès des Etats-Unis et attendent s'il en est, mais ils ne peuvent pas prétendre à un plus grand renforcement de ses relations économiques avec eux tout en s'acharnant à limiter leur rôle politique.

MOUINA NAÏM

Asie centrale : l'Iran se pose en médiateur

Suite de la première page

Or, non seulement les sujets « économiques » à l'ordre du jour touchent au cœur de la rivalité entre Téhéran et Ankara pour établir leur influence dans la région, mais un regain de violence dans le Tadjikistan voisin, les nouvelles avancées armées dans la guerre du Karabakh et l'incertitude de la situation à Kaboul ont achevé de placer le sommet sous le signe du nouveau « grand jeu » international en cours en Asie centrale, à l'instar de celui qui y avait précédé la domination soviétique.

Le président tadjik, Rakhmon Nabiev, ne participait pas au sommet d'Achkhabad, puisqu'il est toujours réfugié dans les bâtiments du KGB à Douchanbé, où de nouveaux incidents ont fait huit morts. Il refusait encore dimanche d'entériner la liste d'un gouvernement de coalition que lui soumettait l'opposition islamodémocratique (le Monde des 10-11 mai). Un mollah a alors appelé les milliers de manifestants toujours rassemblés sur la place Chabidan, qu'ils occupent depuis près de deux mois, à se diriger vers les locaux du KGB. Les forces spéciales de la police tadjike, qui protégeaient M. Nabiev aux côtés des militaires de la CEI toujours en gar-

nison à Douchanbé, ont, semblait-il, paniqué et ouvert le feu sur la foule de quelques centaines de personnes qui avançaient, sans armes, huit hommes ont été tués.

La tension a été relancée, et les difficiles négociations entre « ex-communistes » et opposition - visant aussi à maintenir l'unité d'un pays aux alliances fortement régionalisées - ont été momentanément interrompues. On apprend alors à Achkhabad que le président Nabiev, depuis sa capitale du sud pays persophone d'Asie ex-soviétique, avait téléphoné, juste après ces incidents, à celui des dirigeants réunis dans la capitale turkmène qui parle la même langue que lui, le président Rafsandjani. Et c'est à ce dernier que revient l'honneur d'annoncer, lors d'une conférence de presse, qu'il allait « envoyer une délégation à Douchanbé » pour tenter de rétablir le calme. Des contacts téléphoniques ont aussitôt eu lieu avec les dirigeants de l'opposition tadjike. Deux de ceux-ci (un du Parti démocratique et un du Parti de la renaissance islamique) ont alors tenu une conférence de presse à Douchanbé pour appeler l'ONU, l'Iran et l'Afghanistan à agir « pour empêcher la massacre du peuple tadjik par les forces de la CEI », accusées d'avoir aussi tiré contre les manifestants.

Un sommet de cinq heures

Le président Rafsandjani leur a ainsi, en quelque sorte, donné une réponse positive cautionnée par les dirigeants ex-communistes d'Asie centrale, pour qui la menace principale est pourtant ce foyer de « révolution islamique » tadjike. Cela permet à l'Iran de se poser ici, comme au Karabakh, en puissance régionale recherchant la « stabilité » face aux Etats-Unis, dont les ambassadeurs s'installent partout en Asie centrale avec une équipe de cooptation, de coopter l'influence iranienne.

Avant prolongé leur sommet de cinq heures, le temps de définir une attitude face aux événements de Douchanbé, les dirigeants réunis dans le fastueux « Palais de la présidence » turkmène (qui n'est autre que l'ancien siège du Parti communiste) ont annoncé le résultat officiel de leurs efforts : un communiqué en commun qui sera publié mercredi, un « accord économique » consistant en réalité en quatre accords que ces dirigeants s'apprêtent à signer, et un communiqué de presse. Cette présentation réduite de choses a été donnée en aparté, devant les correspondants occidentaux, par la délégation turque, qui a profité du caractère solennel, déclaratoire et vague de la conférence de presse commune pour mettre les points sur les « i » à sa façon.

Le communiqué de presse affirme d'abord l'engagement des participants à respecter l'intégrité territoriale de l'Afghanistan

- point rajouté à la demande du Pakistan - et à considérer ce pays comme un membre de leur forum, qui a regroupé en fait, à l'exception de l'Azerbaïdjan retenu par le conflit du Karabakh, les participants au dernier traité de l'Organisation de la coopération économique (ECO) réuni à Téhéran le mois dernier.

Pour le Tadjikistan, les signataires affirment aussi le respect de son intégrité territoriale (alors que l'Azerbaïdjan pourrait avoir des visées sur sa partie nord et les Tadjiks afghans sur le sud) et soulignent que le règlement de la crise ne doit faire l'objet d'aucune « interférence extérieure ».

Sur le Karabakh, le communiqué demande le retour à la situation prévalant « avant le début de l'occupation de ce territoire ». L'« accord de cessez-le-feu » de Téhéran, c'est-à-dire le retrait des forces armées de Chouba, ainsi que la poursuite des efforts de paix, « y compris ceux menés à Téhéran ». Selon les Turcs, l'Iran avait vainement tenté de faire adopter une position moins anti-arménienne. Un point sur un règlement au Caucase, conformément à la Charte de l'ONU, a aussi été rejeté à la demande du Pakistan.

La compétition est ouverte

Quant aux documents économiques, ils prévoient de travailler sur quatre rapports (alors que sept étaient à l'ordre du jour) : l'un sur les douanes, l'autre sur les routes terrestres - faire revivre la route de la soie - le troisième sur les chemins de fer, dont il ne reste qu'un tronçon de moins de 200 kilomètres à construire entre le Turkménistan et l'Iran pour relier les réseaux d'Asie centrale à ceux de l'Occi-

dent sans passer par la Russie. Mais la grande question, c'est le dernier rapport, celui prévoyant la construction d'un gazoduc pour exporter vers l'Occident le gaz turkmène. Le problème est politique et porte sur le tracé : l'Iran propose qu'il passe sur son territoire puis vers la Turquie, alors que cette dernière propose un gazoduc sous la mer Caspienne puis par l'Azerbaïdjan et la Géorgie (pour éviter l'Iran). Les Turcs affirment en avoir déjà fait les études de faisabilité et soulignent que leur projet a plus de chances d'obtenir un financement occidental.

La délégation turque a aussi annoncé avec satisfaction que le sommet, à commencer par le principal intéressé, le Kazakhstan, a refusé une proposition iranienne de faire transiter par son territoire un pipeline évacuant vers le Golfe le pétrole du grand gisement kazakh, pour lequel la firme américaine Chevron vient enfin de signer un accord en négociation depuis des années (le Monde des 10-11 mai). Mais l'Iran n'a pas été en reste pour autant : le président Rafsandjani a annoncé la signature d'un accord d'achat de gaz turkmène par l'Iran qui a l'avantage d'être réalisable immédiatement et qui s'ajoute à une série d'autres accords bilatéraux avec le Turkménistan : achat de coton, relations bancaires et ouverture, le jour du sommet, du premier magasin iranien à Achkhabad. La compétition est ouverte : le vainqueur sera celui qui a le plus à offrir, comme l'a déclaré samedi, à Achkhabad, le président Rafsandjani.

SOPHIE SHIHAB

Feu vert de l'OLP pour une « participation positive »

TUNIS

de notre correspondant

M. Yasser Arafat a tout lieu d'être satisfait des travaux du Conseil central palestinien (CCP), l'instance intermédiaire entre le Conseil national (parlement) et le Comité exécutif de l'OLP, qui se sont déroulés du jeudi 7 au dimanche 10 mai, à Tunis. Il a obtenu un nouveau feu vert pour la poursuite d'une « participation positive » aux négociations de paix et a réussi à faire renvoyer au calendrier la question de la délicate réorganisation des structures de la direction de l'organisation.

Ainsi, les Palestiniens ne seulement continuent de participer aux négociations bilatérales de paix, mais ils seront également représentés aux pourparlers multilatéraux, où leur présence n'était pas encore acquise. C'est la décision prise en février dernier par le secrétaire d'Etat américain James Baker d'inclure des représentants de la diaspora palestinienne au sein de deux groupes de travail de ces pourparlers multilatéraux qui a rendu cette décision possible. Le Conseil central a toutefois souhaité que la diaspora soit représentée à tous les niveaux des négociations. Les trois jours et trois nuits de débats n'en ont pas moins été fort animés et parfois brouillés, sans exprimer toutefois une volonté de révision déclinatoire. Le communiqué publié au terme de cette session réaffirme que, pour l'OLP, les négociations de paix se déroulent sur la base du principe de « la terre contre la paix » et des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Il réclame une nouvelle fois avec insistance l'arrêt des colonies de peuplement dans les territoires occupés. Pour

l'épauler dans son plaidoyer en faveur de la poursuite du processus de paix, M. Arafat avait fait appel à M. Fayçal Hussein, principal conseiller des négociateurs palestiniens, et à M. Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux pourparlers bilatéraux. Mais leurs interventions n'ont pas ébranlé les convictions des participants - minoritaires - d'une suspension des pourparlers. « Certains dirigeants baignent leur politique sur des illusions », a déclaré le chef du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), M. Nayef Hawatmeh, cependant que M. Abou Ali Mousa, numéro deux du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) dirigé par M. Georges Habbache, a demandé que les négociations soient placées sous l'égide de l'ONU. L'accident d'aviation dont le président de l'OLP a été victime le 7 avril avait rebattu au premier plan la question du fonctionnement de la direction de l'OLP. Mais au grand dépit de certains de ses membres, le Conseil central n'en a pas discuté. La réorganisation de l'OLP a été confiée à une commission chargée d'« approfondir l'examen du fonctionnement des structures ».

MICHEL DEURÉ

o Accord de coopération signé entre la Chine et la Mongolie. - A l'occasion de la première visite depuis trente ans d'un premier ministre mongol en Chine, les deux pays ont conclu, samedi 9 mai, un accord de coopération économique. La Chine fournira du pétrole à la Mongolie, en proie à de grandes difficultés économiques, contre des minerais. - (AFP)

AMÉRIQUES

HAÏTI : après dix jours de discussions

Un accord tripartite sur la formation d'un « gouvernement de consensus » a été signé

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

« La montagne a accouché d'une souris ». « Les manœuvres dilatoires se poursuivent » : tels étaient les commentaires dans les milieux diplomatiques et politiques à Port-au-Prince, après l'annonce par les autorités de fait d'un accord pour la formation d'un nouveau « gouvernement de consensus et de salut public pour la consolidation de la démocratie ».

Cet accord, rendu public samedi 9 mai, après dix jours de laborieuses négociations entre l'armée, l'exécutif provisoire et la délégation parlementaire, prévoit la nomination d'un nouveau premier ministre « modéré et doté d'une bonne expérience en administration publique nationale ». Un portrait-robot, qui, selon les observateurs, répond aux ambitions de M. Marc Bazin, un politicien conservateur qui n'a cessé de s'opposer au retour du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide depuis le coup d'Etat du 30 septembre dernier.

L'accord prévoit que l'actuel président provisoire, M. Joseph Nérèste, se retirera du pouvoir « au moment opportun », mais n'évoque à aucun moment le retour du président Aristide, élu en décembre 1990. Le nouveau gouvernement devra s'efforcer « de mettre fin à l'isolement diplomatique d'Haïti et d'obtenir la levée de l'embargo » imposé par la communauté internationale depuis le coup d'Etat.

Rapports tendus avec Washington

Selon la majorité des observateurs, cet accord, signé à la suite de fortes pressions sur les représentants du Parlement, a peu de chances d'être ratifié par les Chambres. La principale formation politique, le Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), « o catégoriquement rejeté » cet accord tripartite, dans un communiqué diffusé dimanche soir.

Pour le FNCD, qui avait appuyé la candidature du président Aristide, « toute solution durable à la crise passe par l'application de l'accord signé le 23 février dernier à Washington ». Cette dernière entente, conclue sous les auspices

de l'Organisation des Etats américains (OEA), prévoit la nomination de l'ancien dirigeant communiste René Théodore à la tête d'un gouvernement d'union nationale et le retour différé du président Aristide.

Selon des sources diplomatiques, il est exclu que l'OEA, qui doit se réunir le 17 mai aux Bahamas, entérine l'accord tripartite concocté par les autorités de fait. L'organisation interaméricaine pourrait au contraire durcir les sanctions contre le pouvoir en place à Port-au-Prince.

Les relations entre l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Alvin Adams, et les autorités de fait se sont dégradées au point que le gouvernement installé par les militaires vient de publier un communiqué soulignant que le diplomate américain « peut toujours s'en aller, si la solution nationale de la crise ne lui convient pas ». Le ministre de l'Information, M. Gérard Bissainthe, s'en est pris à une radio privée qui avait osé diffuser des propos de l'ambassadeur Adams demandant l'application de l'accord de Washington. Il a aussi enjoint les journalistes de ne plus utiliser les termes « gouvernement de fait » et « président Aristide » et de les remplacer par « gouvernement provisoire » et « ex-président Aristide ».

JEAN-MICHEL CAROIT

o ETATS-UNIS : les troupes fédérales ont quitté Los Angeles. - Quelque 3 500 soldats de l'Armée fédérale, appelés en renfort lors des émeutes du début du mois à Los Angeles, ont regagné leurs casernes, samedi 9 mai, mais 10 000 gardes nationaux resteront sur place. Une manifestation pacifique organisée vendredi soir à San Francisco pour protester contre l'acquisition des 4 policiers ayant battu Rodney King a donné lieu à 250 interpellations : des accrochages se sont produits avec la police lorsque les 600 manifestants ont tenté d'emprunter un itinéraire autre que celui qui avait été prévu. Le président Bush doit présenter cette semaine au Congrès un programme prévoyant d'encourager l'initiative privée et de favoriser l'accès à la propriété dans les quartiers pauvres des grandes villes. - (AFP, Reuter, AP)

Le plan de paix au Cambodge

Le désarmement des factions khmères débutera le 13 juin

Les Nations unies entameront le 13 juin prochain le cantonnement et le désarmement de 70 % des forces des quatre factions khmères, conformément aux accords de Paris, a annoncé, samedi 9 mai, le général John Sanderson, commandant militaire de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC). Cette opération, qui commencera avec treize jours de retard à la suite d'intenses négociations de couloir, représentera « le progrès le plus significatif depuis les accords de Paris », a indiqué le général. Il a d'énormes implications pour le processus de paix en cours.

D'autre part, le Comité des juristes pour les droits de l'homme a publié lundi un rapport dénonçant le système légal au Cambodge. Il estime que ce système est inadéquat, soumis à des pressions politiques et qu'il viole les droits de l'homme. - (AFP, UPI)

o Visite de la reine Elizabeth II au Parlement européen. - La reine Elizabeth II devait effectuer, mardi 12 mai, une visite officielle de vingt-quatre heures à Strasbourg, où elle prononcera deux discours, devant les députés du Parlement européen et devant les membres du Conseil de l'Europe. - (AFP)

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.R.S.P.
SAN FRANCISCO
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistrats, Maîtres

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie : AMA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

EUROPE

ALLEMAGNE : accord entre la CDU et le SPD

Le principe d'une grande coalition semble acquis dans le Bade-Wurtemberg

La « grande coalition » que les deux grands partis allemands, chrétien-démocrate (CDU) et social-démocrate (SPD), entendent mettre sur pied dans le Bade-Wurtemberg était pratiquement acquise, lundi 11 mai. Les organes de direction régionaux des deux formations ont approuvé, samedi 9 mai, un premier bilan des négociations où sont réglées les questions les plus difficiles, notamment celle de la réforme du droit d'asile politique.

BERLIN

de notre correspondant

Avec Berlin, le Bade-Wurtemberg sera le deuxième Land allemand à être gouverné en coalition par la CDU et le SPD. Jusqu'aux élections régionales du 5 avril dernier, cette région qui est la plus riche d'Alle-

magne était la dernière tenue par les chrétiens-démocrates dans la partie ouest de l'Allemagne. Le résultat du scrutin, marqué par la percée de l'extrême droite et des pertes sensibles pour les deux grands partis, a contraint ceux-ci à s'entendre pour éviter d'avoir à retourner aux urnes. Le ministre-président sortant, M. Erwin Teufel, dont le parti chrétien-démocrate était tombé à 39,6 % des voix, devait conserver son poste mais en partageant le pouvoir avec son jeune rival social-démocrate, M. Dieter Spöri.

Dans la phase difficile que traverse l'Allemagne, ces deux expériences de grande coalition seront suivies avec attention. Elles pourraient éventuellement servir de « modèles » en prévision des élections législatives de 1994, où il n'est pas exclu qu'aucun des grands partis ne puisse mettre sur pied une coalition viable.

Même si le départ, la semaine prochaine, de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires

étrangères et vice-chancelier, affaiblit le Parti libéral, aucun des partis de la coalition actuelle, qui dispose d'une large majorité, ne semble avoir intérêt à précipiter les échéances. De leur côté, les sociaux-démocrates ont confirmé qu'ils participeraient avec les représentants de la coalition du chancelier Kohl, le 27 mai prochain, à des discussions au sommet sur la situation politique. Mais le président du SPD, M. Bodo Evers, a une nouvelle fois exclu une « grande coalition » qui ne serait pas précédée d'élections.

Les négociations au Bade-Wurtemberg, qui obligent les deux parties à des compromis, préfigurent en revanche le règlement de certains dossiers bloqués jusqu'ici au niveau fédéral. Le Parti social-démocrate a notamment accepté, en matière de droit d'asile, le principe de modifications constitutionnelles sous couvert d'adapter le droit allemand à un futur modèle européen en cours de discussion. Jusqu'aux dernières élections régionales, les sociaux-dé-

mocrates et les libéraux s'étaient opposés à tout changement de Constitution dans ce domaine et le débat de principe dans lequel s'étaient enfilés les partis traditionnels avait favorisé la montée de l'extrême droite.

Les accords conclus à Stuttgart (capitale du Bade-Wurtemberg) portent aussi sur les restrictions budgétaires à prévoir dans des domaines aussi sensibles que les affaires sociales, l'éducation et la politique d'encouragement des investissements dans le sud-ouest de l'Allemagne. Après deux ans de polémique sur l'unification, le trouble qui a gagné l'opinion publique oblige les dirigeants politiques à se montrer plus pragmatiques, comme au Bade-Wurtemberg, mais cela n'a sans doute pas sans nouvelles secousses pour le gouvernement du chancelier Kohl : l'alle droite du Parti chrétien-démocrate et les chrétiens-socials de Bavière (CSU) n'entendent pas faire les frais de ce recentrage.

HENRI DE BRESSON

IRLANDE : après les débats sur l'avortement

Le scandale Casey provoque une grave crise au sein de l'Eglise catholique

A la suite du scandale et de la démission, jeudi 7 mai, de Mgr Eamonn Casey, l'un des membres les plus charismatiques de l'épiscopat irlandais, et de sa fuite probable vers l'Amérique latine, l'Eglise catholique d'Irlande traverse une crise sans précédent.

DUBLIN

de notre correspondant

Le grand quotidien de Dublin *The Irish Times* connaissait les raisons de la démission de l'évêque : une Américaine d'ascendance irlandaise, M^{lle} Annie Murphy, demeurant dans le Connecticut, près de New-York, avait, trois mois auparavant, contesté le journal pour dévoiler qu'elle avait eu, il y a dix-huit ans, en Irlande, une liaison avec Mgr Casey. Et que de cette liaison était né un fils, aujourd'hui âgé de dix-sept ans.

Dans un pays où la population est catholique pratiquante à 90 %, la supériorité a été considérable, d'autant plus que M^{lle} Murphy s'est exprimée dans toutes les émissions d'actualité de la radiodiffusion irlandaise, prête à révéler les détails intimes de ses relations avec Mgr Casey. Quant au fils, il a fait part de sa peine d'avoir été abandonné par son père. M^{lle} Murphy a déclaré avoir perçu une pension mensuelle de Mgr Casey de 260 dollars. Il y a deux ans, l'évêque lui a fait transférer la somme de 150 000 dollars. Elle a nié avoir agi pour réclamer davantage d'argent.

C'est la première fois que le pays connaît un tel scandale. Mais, curieusement, une bonne partie de la population, notamment dans son propre diocèse, a refusé de condamner formellement l'évêque. Elle se contente d'exprimer sa déception.

quant à la façon dont il avait quitté le pays sans évoquer le problème.

De tous les membres de l'épiscopat irlandais, Mgr Casey était en fait le plus connu et le plus admiré, ce qui rend l'affaire d'autant plus pénible. Constantement interviewé sur les ondes, la radio et la télévision, il avait la réputation d'être le plus progressiste de l'épiscopat conservateur qui, récemment, s'est trouvé au centre de la controverse sur l'avortement.

Jeune prêtre en Angleterre, au début de sa carrière, il avait lancé une campagne pour aider les réfugiés dans ce pays. Eamonn Casey était dévoué à des causes sociales, mais employait des méthodes peu orthodoxes. Sa nomination à l'archevêché de Kerry, au sud-ouest du pays, en 1967, à l'âge de quarante-deux ans, avait surpris mais aussi rassuré ses fidèles, qui souhaitaient une réorientation au sein de l'Eglise catholique d'Irlande. Lorsque, en 1972, l'épiscopat décida de créer une organisation d'aide au tiers-monde - l'« Irish Aid » - c'est vers Mgr Casey qu'il se tourna pour la gérer. En tant que président de cette organisation, Mgr Casey a beaucoup voyagé, notamment en Amérique du Sud et centrale. Défenseur des sandinistes du Nicaragua, Mgr Casey fut un critique acerbe de la politique étrangère américaine. Il avait refusé de rencontrer le président Reagan lors de sa visite en Irlande en 1984.

L'affaire et la démission de l'évêque laissent un épiscopat en plein désarroi. Le scandale et les révélations de la semaine passée arrivent à une période peu favorable pour l'Eglise, après le débat sur l'interruption de grossesse (à laquelle elle est hostile) et le jugement récent de la Cour suprême sur le cas du viol d'une jeune fille qui voulait se faire avorter en Grande-Bretagne. Le scandale de Mgr Casey a sans doute affaibli l'autorité morale de l'épiscopat qui ne sera pas en mesure de se prononcer sur des questions aussi controversées que l'avortement dans un avenir proche. Selon un sondage publié lundi, 19 % seulement de la population s'opposent à l'avortement.

JOE MULHOLLAND

Le prêtre Patrick Ryan relâché par la police. Le prêtre catholique irlandais Patrick Ryan, recherché par Londres pour des activités terroristes, a été remis en liberté par la police irlandaise, vendredi 8 mai, deux jours après son interpellation (*Le Monde* du 8 mai). Aucune charge n'ayant été retenue contre lui, le prêtre avait été arrêté en vertu de la législation antiterroriste, qui permet d'écarter à vue de 48 heures, suivie d'une inculpation soit d'une remise en liberté. (AFP)

EN BREF

■ ANGOLA : nouvelles défections de membres de l'UNITA. - Quatre membres de l'Union nationale pour l'indépendance du territoire angolais (UNITA), MM. Pedro Sagor, Carlos Eduardo, Gaudenzia Chidjony et Alice Fernandes, ont annoncé leur décision de quitter le mouvement, vendredi 8 mai, lors d'une conférence de presse à Luanda, en accusant le dirigeant de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, de pratiques politiques égoïstes. M. Savimbi se trouve sur la sellette depuis qu'il a reconnu l'existence de deux hauts responsables du mouvement, MM. Tito Chingunji et Wilson dos Santos (*Le Monde* des 4 et 8 avril). (AFP)

■ BIRMANIE : libération de 253 détenus. - La junte birmane a libéré, dimanche 10 mai, 253 prisonniers emprisonnés comme porteurs lors des offensives contre les rebelles karens. Les militaires poursuivront ainsi leur politique de libération des prisonniers qui « ne représentent pas une menace pour la sécurité nationale », entamée depuis quelques semaines, mais ils demeurent fermes envers M^{lle} Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition, toujours en résidence surveillée. (Reuters)

■ CORÉE DU NORD : restitution des restes de trente soldats américains. - La Corée du Nord remettra, mercredi 13 mai, à Pénmjun, les restes de quinze soldats américains tués au cours de la guerre de Corée. Elle devrait en

rendre quinze autres dans les semaines à venir a annoncé, lundi, le commandement des Nations unies. Cette restitution, qui a débuté depuis 1990 est un nouveau signe de détente à l'égard des Etats-Unis. Pyongyang a d'autre part exigé l'inspection des bases américaines au Corée du Sud parallèlement à celle de ses installations nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). (AFP, Reuters)

■ DANEMARK : un sondage défavorable à l'Union européenne. - A moins d'un mois de référendum sur le traité de Maastricht, un sondage publié, samedi 9 mai, par le quotidien conservateur *Bertingske Tidende* et Danmarks Radio indique que 40 % des Danois sont opposés à l'Union européenne, 37 % sont favorables et 12 % restent indécis. En Suède (pays candidat à la CEE), si un référendum avait lieu aujourd'hui, 40 % des électeurs voteraient contre l'adhésion, 35 % pour, 25 % étant sans opinion, selon un sondage publié dimanche par un quotidien de Göteborg. En décembre, le « oui » recueillait 48 %. (AFP, Reuters)

■ IRAN : les modérés assurés d'une victoire écrasante aux élections législatives. - Selon les résultats partiels connus dimanche 10 mai dans la soirée, les « pragmatiques » ou « modérés », proches du président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, semblaient assurés d'une victoire écrasante au second tour des élections législatives. Ils devraient notamment remporter la

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les Serbes accentuent leur pression sur Sarajevo

Alors que toute trêve entre l'armée serbo-yougoslave et les autorités bosniaques reste ignorée par les belligérants, le nombre de victimes augmente en Bosnie-Herzégovine. Selon un bilan officiel mais provisoire, publié dimanche 10 mai, 1 320 personnes ont été tuées, 6 700 blessées et 1 900 autres sont portées disparues depuis le début de la guerre, il y a quarante-quatre jours, dans cette ex-République yougoslave.

BELGRADE

de notre correspondant

En dépit des mesures prises par les autorités fédérales de Belgrade à l'égard de l'armée yougoslave et notamment après le limogeage de quarante de ses généraux, l'armée serbo-fédérale a accéléré son offensive contre la Bosnie-Herzégovine, mais aussi contre plusieurs villes de Croatie. Le général Ratko Mladic, qui commandait le corps d'armée de Kralj (Croatie occidentale), a par ailleurs été nommé à la tête des unités serbo-yougoslaves stationnées en Bosnie-Herzégovine, où il remplace le général Miroslav Kukanjac, limogé vendredi. La nomination de ce général serbe, originaire de Bosnie-Herzégovine, correspond à la volonté des autorités fédérales de rapatrier dans leur République d'origine les officiers supérieurs afin d'éviter le retrait de l'ex-armée yougoslave des Républiques qui ont accédé à l'indépendance.

Face à la dégradation de la situation, le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, a demandé à l'ONU l'envoi d'une force de paix investie d'un mandat spécifique et limité. Dans une lettre adressée, samedi, au secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, le président bosniaque estime qu'une force de l'ONU pourrait être engagée dans la « libération des routes et des voies ferrées et le contrôle des ponts et des postes frontalières ». Elle pourrait également contribuer à la réouverture de l'aéroport de Sarajevo qui, en dépit d'un accord entre les autorités bosniaques et l'armée serbo-fédérale, reste aux mains de cette dernière. L'émissaire spécial de l'ONU, M. Marten Crookling, venu la semaine dernière évaluer la possibilité d'étendre à la Bosnie-Herzégovine le déploiement des « casques bleus » - actuellement limités à la Croatie - avait toutefois tenu à souligner à plusieurs reprises qu'une telle opération ne pouvait être envisagée qu'en cas de cessation des hostilités et à la faveur d'un accord préalable entre toutes les parties impliquées dans le conflit.

Pour le moment, les représentants de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) basés en Bosnie (pour les besoins de leurs opérations en Croatie) sont déjà

intervenus à plusieurs reprises comme médiateurs dans la crise bosniaque. Ils supervisent, avec les observateurs européens, les négociations entre l'armée yougoslave et les autorités locales sur le retrait de l'ex-armée yougoslave de Bosnie-Herzégovine.

Le sort de l'armement

Cependant, les négociations sur ce retrait échouent sur plusieurs points. D'une part, la majeure partie des forces armées de l'ex-Yougoslavie stationnées en Bosnie-Herzégovine n'entend pas quitter la République. En vertu de la récente décision de la présidence yougoslave de ne retirer (d'ici au 20 mai) que les militaires serbes et monténégrins, « citoyens de la nouvelle Yougoslavie », près de cent mille soldats fédéraux, tous originaires de Bosnie-Herzégovine, resteront sur place. Serbes pour la plupart, ils rejoindront les structures « embryonnaires » de l'armée serbe de Bosnie-Herzégovine. D'autre part, le sort de l'armement - blindés et artillerie - pose des problèmes. Le président izetbegovic estime que ces armes doivent être « placées sous contrôle international ou détruites ». Il avait en outre précisé qu'il serait « inacceptable » que l'armée fédérale se retire avec ces armes et qu'elle les laisse en chemin dans les zones contrôlées par les Serbes. Les milices serbes considèrent, pour leur part, que les armes qui se trouvent sur les territoires qu'elles contrôlent « resteront en Bosnie ».

Si le rapatriement des soldats ressortissants de la nouvelle Yougoslavie - Serbie et Monténégro - s'effectue dans les délais prévus, l'armée serbo-yougoslave n'en poursuit pas moins ses opérations au profit de la communauté serbe, dont l'objectif proclamé est la partition de la Bosnie-Herzégovine lui permettant de s'emparer des deux tiers du territoire de la République, contre 20 % au profit des Croates et 15 % pour les Musulmans. Rien n'indique, par conséquent, un prochain « apaisement » des affrontements. Bien au contraire, puisque l'état-major de crise serbe a décrété, samedi, la mobilisation générale de tous les Serbes de dix-huit à soixante ans. De leur côté, les autorités bosniaques, qui voudraient mettre sous un même commandement toutes les milices et formations diverses qui se battent pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, tentent de remettre de l'ordre. La police bosniaque a notamment appelé « tous les habitants de la Bosnie-Herzégovine » qui ne font pas partie des troupes officielles à remettre « les armes, les installations et les explosifs » en leur possession avant lundi midi. Après ce délai, les forces « officielles » seront autorisées à perquisitionner.

FLORENCE HARTMANN

Dans l'enclave arménienne du Haut-Karabakh

Violents combats pour le contrôle de la ville de Choucha

Les forces arménienes et azéries se sont violemment affrontées tout au long du week-end pour le contrôle de la ville de Choucha, dernier bastion azéri dans le Haut-Karabakh, enclavé à majorité arménienne situé en Azerbaïdjan.

Des troupes irrégulières arménienes s'étaient dans un premier temps emparées de Choucha, dans la nuit de vendredi 8 à samedi 9 mai, puis Bakou a annoncé, samedi matin, une contre-attaque des forces azerbaïdjanaises. Les autorités d'Azerbaïdjan ont affirmé, dimanche, qu'elles avaient repris Choucha, mais cette information a été démentie par les Arméniens. Finalement, lundi matin 11 mai, le ministre de la défense d'Azerbaïdjan a reconnu à la radio de Bakou que ses forces devaient faire face à une forte résistance des Arméniens : « De violents et sanglants affrontements se déroulent à Choucha et dans les zones proches de la ville », a-t-il dit. L'ennemi oppose une forte résistance pour maintenir les positions qu'il a occupées. Le ministre a d'autre part affirmé que les troupes azéries progressaient depuis Agdam, à l'extrémité du Haut-Karabakh, vers Stepanakert.

Ces derniers combats, dans un conflit qui a fait quelque mille cinq cents morts depuis quatre ans, ont éclaté après la signature du nouvel accord de cessez-le-feu conclu à Téhéran. (AFP, Reuters)

■ POLOGNE : les capitaux étrangers bannis des casinos. - La Diète polonaise a voté, samedi 9 mai, une loi bannissant les capitaux étrangers des casinos et salles de jeux et imposant que tous les actionnaires des sociétés gérant ces établissements soient polonais. La loi doit encore passer devant le Sénat et être soumise à la signature du président de la République. (AFP)

TURQUIE : alors que les violences continuent

Les séparatistes kurdes ont évacué un camp d'entraînement au Liban

ISTANBUL

de notre correspondante

Les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), formation séparatiste de tendance marxiste-léniniste, ont évacué récemment l'un de leurs camps d'entraînement, situé dans la vallée de la Bekaa, sous contrôle syrien. Selon l'Agence anatolienne de presse, le dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, aurait lui-même quitté la Bekaa il y a une dizaine de jours avec plusieurs de ses proches collaborateurs.

Pour le ministre de l'intérieur, en particulier, l'annonce de la fermeture du camp où s'entraînaient environ cinq cents militants du PKK, est une bonne nouvelle : les déclarations de M. Sezgin à son retour de Damas en avril, selon lesquelles les autorités syriennes avaient promis de « mettre fin aux activités du PKK », avaient été

reçues avec scepticisme en Turquie. Au cours des deux derniers mois, cent soixante combattants du PKK ont été tués et quatre-vingt-dix capturés, a déclaré le gouverneur de la région du Sud-Est, M. Unal Erkan. Les autorités sont plus discrètes quant au nombre de victimes parmi les forces armées mais, de toute évidence, le bilan est élevé.

Depuis le début du mois de mai, douze policiers ou soldats, au moins, ont trouvé la mort au cours d'affrontements qui sont désormais quotidiens. Le gouvernement turc est aussi confronté à la violence du mouvement de guérilla urbaine d'extrême gauche Dev Sol. Depuis dimanche dernier, ses commandos ont assassiné neuf policiers à Istanbul et Bursa. La police, de son côté, a tué quatre militants de Dev Sol à Ankara.

N. P.



هكمن النحل

BOSSA NOVA

Les Serbes accentuent leur pression sur Saraje

Les Serbes ont tenté de faire passer une nouvelle offensive militaire sur Saraje. Les forces serbes ont tenté de faire passer une nouvelle offensive militaire sur Saraje. Les forces serbes ont tenté de faire passer une nouvelle offensive militaire sur Saraje.

Le ser de l'armée



LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE MARSEILLE-PROVENCE
REMERCE LES ENTREPRISES QUI ONT PARTICIPÉ A CETTE PREMIERE PHASE :

CMF SUD - PIERMATTEI - SOMETRA - SNEF ELECTRIC FLUX - ELECTRICITE MODERNE -
SOMEFI - ALQUIER - JOLISOL - THYSSEN HENSCHEL - SOVAM INDUSTRIE - BURG INDUSTRIE


aéroport marseille provence
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE MARSEILLE-PROVENCE

AFRIQUE

Kenya : tribalisme contre pluralisme

Le président arap Moi est soupçonné d'entretenir les luttes tribales, qui ont fait en deux mois près de deux cents morts, pour empêcher la démocratisation du régime

MOLO
de notre envoyé spécial

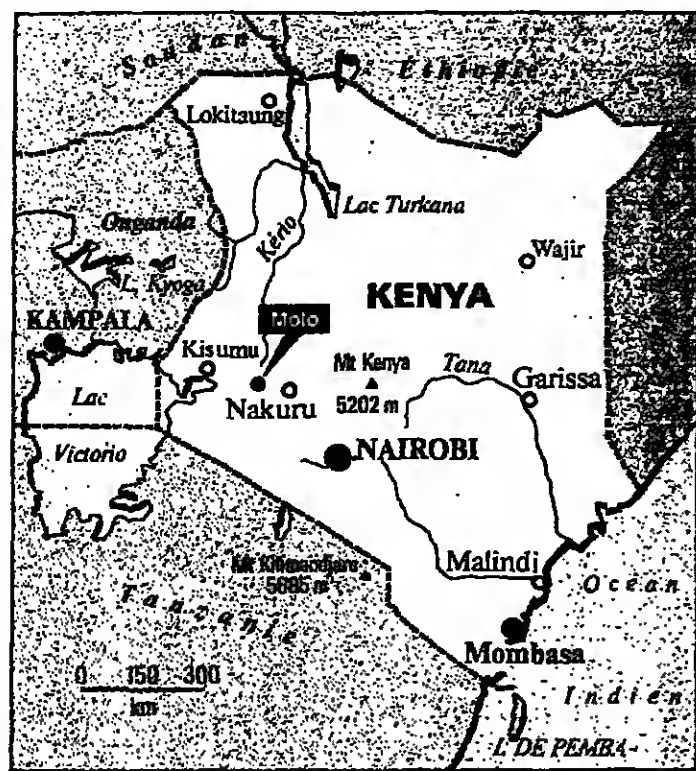
« Le président est derrière tout ça ! » M. Maina Kariuki, trente-sept ans, un paysan kikuyu de Kanjura, ne mâche pas ses mots. Il a abandonné sa ferme en catastrophe avec sa femme et ses enfants, le 20 avril, en échappant de justesse à quelques centaines d'individus armés surgis brusquement de la forêt. Il a laissé au village un troupeau de seize vaches et toute sa réserve de maïs, qu'il ne retrouvera sans doute jamais. Il en est certain : « Ce sont des Kalenjins qui nous ont attaqués et le président, qui est l'un des leurs, les utilise pour nous chasser de la Rift Valley ! »

Les écoles de Molo, où campent encore près de 6 000 réfugiés, bruisent de rumeurs sur la police « de mèche avec les guerriers Kalenjins », ou sur des hélicoptères de l'armée parachutant des vivres et des munitions (c'est-à-dire des troupes) aux commandos de cette ethnie. Témoignages à l'appui, ces rumeurs sont reprises par la presse kenyane indépendante. Le commissaire de la Rift Valley, M. Yusuf Haji les balaise en ces termes : « Les journalistes kikuyus font de la propagande pour le compte de l'opposition ! »

Pourtant, même l'Eglise s'interroge sur cette flambée de violence qui, depuis novembre 1991, a touché plusieurs régions de l'Ouest, où « est-ce un hasard ? » demande le Père Steven Mbugua — vivent les Kalenjins, mélangés à d'autres tribus. Le Père Mbugua, vicaire de Nakuru, s'est rendu plusieurs fois au sud de Molo. Il estime à près de 30 000 le nombre de personnes ayant fui la région : « La vallée est totalement désertée, mis à part quelques paysans Kalenjins, dont les troupeaux paissent sur les champs abandonnés, et les pilliers qui tiennent les maisons encore intactes sans être inquiétés par les forces de l'ordre... »

L'opposition
blâmée

Pour le commissaire, l'Eglise a « pris le parti de l'opposition » et cherche à dramatiser en refusant de rapatrier les villageois, alors qu'avec le déploiement de renforts (les policiers Kalenjins et kikuyus ont été « diplomatiquement » écar-



Une partie
perdue d'avance

d'un récent meeting du FORD, la foule a entonné de vieux chants de guerre datant de l'insurrection kikuyu des Mau-Mau contre le colonisateur britannique.

Le numéro un kenyan s'est rendu à Molo, auprès des réfugiés, quelques jours après les affrontements. Il y a été accueilli par une foule en colère. L'attitude de M. Moi soulève aujourd'hui des interrogations au sein même de la communauté Kikuyu, dont plusieurs personnalités ont publiquement demandé que le président clarifie sa position. « Nous ne souhaitons pas, ont-elles déclaré en substance, être victimes des représailles qui s'annoncent un peu partout dans le pays à cause d'un seul individu. » L'attitude de préciser qui est cet individu : le nom de M. Nicholas Biwott, ancien ministre de l'énergie, apparaît sur le champ quand il s'agit de dénoncer le responsable de ces troubles ethniques sans précédent au Kenya, qui ont fait déjà près de deux cents morts.

Certains observateurs estiment que l'influence de M. Biwott est restée intacte malgré son limogeage du gouvernement, il y a cinq mois, à la suite des accusations portées contre lui dans l'assassinat, en février 1990, de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Robert Ouko. Biwott par le président, après la dissolution de la commission d'enquête, M. Biwott cherche aujourd'hui, de concert avec le président du Parlement, à bloquer toute tentative de débat de débat des affrontements tribaux.

A Nakuru comme à Nairobi, personne n'exclut de nouvelles violences, peut-être à la suite du fief kikuyu des Hautes-Terres, à 100 kilomètres de la capitale. Est-ce que, réellement, M. Moi espère convaincre les baillieux de fiefs étrangers que son pays n'est pas mûr pour le pluralisme politique ? Devant l'intransigence des Américains et des Allemands, qui ne semblent pas disposés à reprendre leur assistance avant la tenue d'élections générales, la partie paraît perdue d'avance.

JEAN HÉLÈNE

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Nouvelles critiques
contre M. Kouchner

Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a de nouveau été l'objet, samedi 9 mai, de critiques en Algérie à la suite de ses déclarations sur les « centres de détention du Sahara qu'il envisageait de visiter (Le Monde du 10-11 mai). Le président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), M. Moud Brahami, a parlé de « provocation grossière » de la part de M. Kouchner et dénoncé ses « préoccupations humanitaires sélectives ». Le Quotidien d'Algérie estime que « les atteintes aux droits de l'homme commises en Algérie de 1962 à 1992 sont sans commune mesure avec les messages et les crimes commis par l'armée coloniale ».

Par ailleurs, deux bombes ont explosé samedi devant les locaux de journaux algériens sans toutefois faire de victimes. Une bombe a également explosé près d'un commissariat de police à Sétif.

Appel de la Ligue française des droits de l'homme pour la liberté d'information. — Dans une lettre, adressée, vendredi 7 mai, à l'ambassadeur d'Algérie en France, la Ligue française des droits de l'homme « s'inquiète des mesures prises à l'encontre de journalistes algériens et étrangers ». Elle émet l'espoir que « les uns comme les autres poursuivront sans nouvelles difficultés leur mission qui est d'informer librement » et qu'à cette fin les mesures prises à l'encontre de José Garçon, envoyée spéciale de Libération, et de Georges Marion, notre correspondant, seront « rapportées dans les meilleurs délais ».

INDE

La vente d'alcool
frelaté a causé la mort
de 162 personnes

La consommation d'alcool frelaté le 10-11 mai a provoqué la mort de 162 personnes dans l'Etat d'Orissa, dans l'est de l'Inde, selon les derniers chiffres disponibles. Le ministre chargé du commerce des boissons de l'Etat, M. Prasanna Kumar Acharya, a donné sa démission, samedi 9 mai. Les autorités s'attendent à une augmentation du nombre de victimes jusqu'à ce qu'il soit encore, vendredi, la vente de cet alcool toxique pour tant interdit depuis la veille.

JEAN HÉLÈNE

LIBÉRIA

La force de maintien
de la paix se déploie
« sans obstacle »

Le commandant de la force onusienne de maintien de la paix au Libéria (ECOMOG), le général Ishaya Bakut, a envoyé 843 soldats, samedi 9 mai, dans des zones contrôlées par le Front patriotique national du Libéria (FNPL) de M. Charles Taylor, dans le cadre de l'opération de déploiement prévue de longue date dans les différents accords de paix.

Un convoi de six véhicules transportant des troupes (le plus important depuis que l'opération a commencé, le 30 avril dernier) a été accueilli par un responsable du FNPL, M. Tom Woeviyu, dans la zone tampon du mont Barclay, en dehors de Monrovia. Lors d'une brève cérémonie, le général Bakut a déclaré être « satisfait » de voir ce déploiement se dérouler « sans obstacle » et a indiqué avoir bénéficié de la « coopération » du FNPL depuis le début de l'opération.

PÉROU

Les mutins
du Sentier lumineux
se sont rendus

Le président Alberto Fujimori a annoncé, dimanche 10 mai, que la police avait repris le contrôle de la prison Miguel-Castro-y-Castro de Lima, où une mutinerie lancée par des prisonniers membres du Sentier lumineux avait commencé cinq jours plus tôt.

Au cours d'une conférence de presse tenue dans la prison, M. Fujimori a indiqué qu'au total 30 personnes avaient été tuées (28 détenus, dont 22 hommes et 6 femmes, et deux policiers) et 20 autres gravement blessées. Environ 461 détenus membres du Sentier lumineux se sont rendus sans condition.

« Pour chaque combattant assassiné, dix récalcitrants seront éliminés », ont scandé les parents des prisonniers. L'opération a été menée par un commandant de police dans le port de Callao, où se trouvent les locaux du Sentier lumineux. Le lendemain, le Sentier lumineux a tué un sergent de police, à Pucallpa (700 kilomètres au nord de Lima). M. Fujimori, qui s'est arrogé tous les pouvoirs lors de son « coup d'Etat civil » du 5 avril, a déclaré qu'il n'y « aura pas de marche arrière » dans la lutte contre les terroristes. (Corresp.)

ASIE

Désenchantement aux Philippines

Suite de la première page

Bien que le potentiel économique réel de décollage existe, le pays a un besoin impérieux de réformes. Un exemple : par crainte de coupures de courant, plus fréquentes que jamais, mardi a été déclaré férié afin que les industries économisent l'énergie nécessaire au décollage des voix. Par mesure de précaution, des bougies ont été distribuées aux centres de dépoulement par la commission de contrôle des élections (COMELEC).

Ce test de démocratie comporte aussi sa part d'incertitude. Quel qu'il soit, le candidat élu sera un président minoritaire, et il est loin d'être certain que ses adversaires lui concèdent aisément la victoire.

L'inconnue
de M^{re} Santiago

Maturité politique ou envers de l'indifférence générale : contre toute attente, la campagne de trois mois aura été relativement calme : une quarantaine de morts contre les trois cent quarante victimes des trois dernières consultations. A la différence de l'élection de 1986, à la suite de laquelle Ferdinand Marcos fut renversé, la COMELEC a fait des efforts méritoires pour assurer un déroulement normal. Elle dispose d'une crédibilité symbolique d'une restauration des institutions démocratiques que devrait consacrer une passation pacifique du pouvoir le 30 juin prochain à l'échéance du mandat de « Cory ».

Le désenchantement et le scepticisme n'en ont pas moins marqué

une campagne électorale que les candidats se sont efforcés d'animer par des spectacles. Les Philippines ne croient plus en la vertu de la liberté pour améliorer leurs conditions de vie et, plutôt qu'une « Sainte », dont le taux de popularité est au plus bas, ils souhaitent un dirigeant énergique et pragmatique.

Le prélat se dit « très déçu » de son entrevue avec le président Daniel arap Moi, jeudi 30 avril, en compagnie des responsables des autres confessions. « Il ne semble pas comprendre exactement ce qui se passe et se borne à blâmer l'opposition », dit-il. Une méthode adoptée par le commissaire, dans son bureau de Nakuru, milroyen de l'Eglise catholique. Selon lui, depuis la restauration du multipartisme, en décembre 1991 (sous la ferme pression des pays occidentaux), les querelles politiques se sont multipliées jusqu'à dans les villages, et elles dégénèrent « malheureusement trop souvent » en conflits ethniques. « C'est le retour du tribalisme, soupire M. Haji, le président nous l'avait bien dit. »

« Nous n'avons aucun intérêt à créer le chaos », se défend M. John Kamanga, responsable pour Nakuru du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), principale formation d'opposition. Il ne fait aucun doute, à ses yeux, qu'après avoir répété que le Kenya n'était pas encore assez uni pour s'offrir le multipartisme, le chef de l'Etat voudrait aujourd'hui se donner raison. « Le président Moi attend que les autres ethnies prennent les armes contre les Kalenjins pour déclarer l'état d'urgence et bloquer le processus démocratique », affirme le responsable local du FORD, mais nous ne tomberons pas dans le piège ! » Pourtant, lors

Or, aucun des candidats ne répond à leur attente. Le successeur désigné par la présidence, M. Fidel Ramos, ex-général et ministre de la défense, porte une trop grande responsabilité dans la loi maritale du temps des Marcos pour susciter l'enthousiasme. M. Ramon Mitra, ancien président du Congrès, passe pour un homme de compromis, sion de compromission, et un tenant du jeu traditionnel du pouvoir que rejette la jeune génération. Quant à M. Eduardo « Danding » Cojuangco, « baron » du régime Marcos dont le retour est symptomatique des héritages de M^{re} Aquino à tourner le dos au

passé, il inquiète. La campagne a démontré sa puissance et sa richesse. Une candidate mineure a rejoint ce peloton de tête : M^{re} Miriam Santiago, ancienne commissaire à l'immigration. Avec ses formules à l'emporte-pièce, elle se présente comme la solution alternative à un système inefficace et corrompu. Une démagogie qui porte puisque, selon les sondages, elle détient le record de popularité. Les deux autres candidats semblent distancés : le sénateur Selonga, qui rallie intellectuels et étudiants, et la veuve de Marcos, la flamboyante Imelda, menacée d'une humiliante défaite.

Les vieux réflexes n'ont pas disparu. La semaine dernière un « message » est venu proposer à M. Zuniga 4 millions pour retirer sa candidature. « Sinon ? D'un geste éloquent du doigt en travers de la gorge il a fait comprendre ce que je réquies », nous dit-il. Depuis, il change de domicile chaque nuit. Mais il reste candidat.

« communiste ». Depuis deux ou trois ans, la Nouvelle Armée du peuple (communiste) a pratiquement disparu. Les ONG ont pris le relais, profitant du relatif niveau de conscience politique semé par les communistes. Sans pour autant adopter leur idéologie : M. Zuniga est soutenu par l'homme le plus riche du pays, le transporteur Pineflora. « Il faut rester pragmatique », dit-il.

Les vieux réflexes n'ont pas disparu. La semaine dernière un « message » est venu proposer à M. Zuniga 4 millions pour retirer sa candidature. « Sinon ? D'un geste éloquent du doigt en travers de la gorge il a fait comprendre ce que je réquies », nous dit-il. Depuis, il change de domicile chaque nuit. Mais il reste candidat.

« communiste ». Depuis deux ou trois ans, la Nouvelle Armée du peuple (communiste) a pratiquement disparu. Les ONG ont pris le relais, profitant du relatif niveau de conscience politique semé par les communistes. Sans pour autant adopter leur idéologie : M. Zuniga est soutenu par l'homme le plus riche du pays, le transporteur Pineflora. « Il faut rester pragmatique », dit-il.

Les vieux réflexes n'ont pas disparu. La semaine dernière un « message » est venu proposer à M. Zuniga 4 millions pour retirer sa candidature. « Sinon ? D'un geste éloquent du doigt en travers de la gorge il a fait comprendre ce que je réquies », nous dit-il. Depuis, il change de domicile chaque nuit. Mais il reste candidat.

Ph. P.

Deux mondes qui s'affrontent

ORANI (province de Bataan)
de notre envoyé spécial

Sceptiques lorsqu'il s'agit de choisir un président, les Philippines sont en revanche motivées par la désignation de leurs élus locaux. « Si on veut un changement, c'est ici qu'il commencera. Nous avons cru en Cory Aquino et la seule chose que nous ayons reçue, c'est le feu du volcan Pinatubo », dit M. Romulo Ocampo, chef du bario (quartier) de Pantalon Luna et dirigeant d'une association de pêcheurs d'Orani, à une centaine de kilomètres de Manille. Il gagne 50 pesos par jour (11 francs).

Ce bourg est le théâtre d'une bataille électorale de l'appartenance de forces nouvelles animées par les organisations non gouvernementales (ONG). La gauche traditionnelle est la grande absente. Les communistes n'ont pas pris

position, les syndicats non plus, et la gauche socialiste et chrétienne n'a aucun candidat. En revanche, une effervescence politique existe au niveau local, souvent animée par d'anciens activistes.

Ces dernières années, les ONG sont passées de 8 000 à 100 000. Plus efficaces que l'administration face aux besoins des plus démunies (80 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté avant sinon plus que du temps des Marcos), elles bénéficient d'une aide étrangère substantielle. Médisin, M. Mario Zuniga a trente-deux ans. Soutenu par les mouvements de citoyens, il se présente contre le maire sortant, Fred Galicia. Derrière eux, deux mondes s'affrontent : forces de changement et potentats locaux. Les adversaires de M. Zuniga l'accusent d'être

La popularité de M^{re} Santiago est révélatrice d'une évolution du jeu politique et de nouvelles exigences sociales. Plus que sur des programmes, la bataille s'est jouée sur des personnalités. Mais aussi, fait nouveau, entre personnalités et machines traditionnelles du pouvoir fondées sur l'argent et le clientélisme. Son succès est aussi symptomatique d'un désir de changement. Sa candidature est un « laboratoire politique » : sans grands moyens avec un état-major réduit à ses proches, le soutien d'un journal et une langue bien pendue, elle est devenue en quelques semaines une menace pour les mieux placés des candidats.

La « bénédiction »
de M^{re} Sin

Le « phénomène Miriam » est révélateur de l'évolution d'un pays où les deux tiers de la population ont moins de quarante-cinq ans et de l'apparition de nouvelles forces, indépendantes des réseaux traditionnels de pouvoir. C'est également sur celles-ci que s'appuie M. Ramos, lui aussi, à sa manière, un nouveau venu en politique par contraste aux « trappes » (politiciens traditionnels) comme M. Mitra.

Bien que la ploutocratie demeure le mal endémique des Philippines, comme en témoigne le poids des grandes familles dans cette campagne, une plus grande fluidité sociale est apparue, qui entame le système des patronages, mais aussi l'ascendant de la grande force politique d'une nation à 85 % catholique : l'Eglise.

Le cardinal Sin, archevêque de Manille, aime trop le pouvoir pour rester à l'écart de cette campagne : il s'est récemment enflammé en donnant implicitement sa « bénédiction » à M. Mitra par l'élimination des autres candidats, qualifiés, sans les nommer, d'« oppresseurs » et de « capitalistes sauvages ». L'en-

trée en scène du cardinal, tuteur au départ de M^{re} Aquino mais qui lui reproche d'avoir choisi comme successeur l'ex-général — au demeurant protestant — qui, du temps de Marcos, pourchassa les religieux contestataires, semble aussi dictée par l'engagement aux côtés de M. Cojuangco d'une secte chrétienne spécifiquement philippine, l'Eglise ni Cristo, qui compte deux millions de fidèles.

M^{re} Sin s'en est-il entendu ? La situation est différente de 1986. La conférence épiscopale n'a pas pris position et les autres prélats sont loin de faire bloc. Surtout, un renouveau par le bas de l'Eglise s'est opéré depuis six ans, qui la rend moins sensible aux directives de la hiérarchie.

Tous les candidats ont fait du changement et de l'efficacité leur leitmotiv. Mais à part M^{re} Santiago, dont l'activisme échevelé peut séduire mais qui risquerait de donner aux militaires des raisons d'intervenir, les électeurs ont le choix entre l'« efficacité à poigne » de M. Ramos, celle dont on peut douter qu'elle soit démocratique de M. Cojuangco, ou celle revendiquée par M. Mitra, qui a derrière lui la puissance machine du parti Laban Demokratikong Pilipino mais a guère su renouveler son image. Les milieux économiques, qui souhaitent un dirigeant « privé », se partagent entre M. Ramos et M. Cojuangco.

Plus encore que le résultat du scrutin, c'est la manière dont il sera accepté qui constitue la grande inconnue de ce test de la maturité politique des Philippines. Le lendemain des élections risque d'être plus animé que la campagne.

PHILIPPE PONS

Lire également page 29, l'article de Jeff Britton « Le péché philippin ».

هكنا من العمل

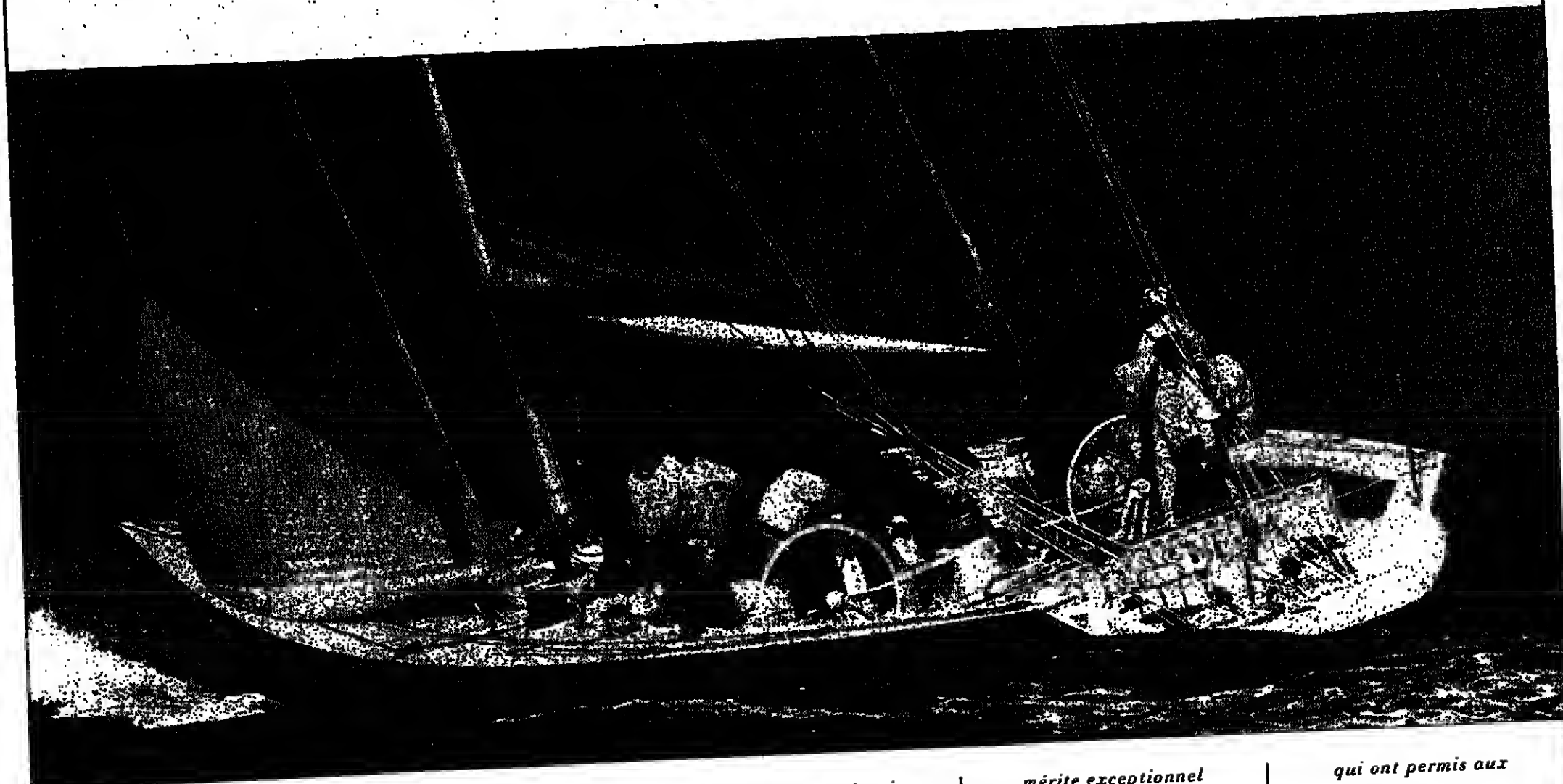
TRAVERS LE MOND

Le Monde • Mardi 12 mai 1992 7

LIBERIA
PEROU

[Faint, mostly illegible text from the adjacent page, including words like "Kachou", "sont", "de", "la", "technique", "des", "matériaux", "avancés"]

Un grand BATEAU DE la TECHNOLOGIE. Une grande VICTOIRE DES HOMMES.



Nous avions un bon bateau, ça nous le savions. Premier bateau entièrement conçu en laboratoire "Il Moro di Venezia" a été construit à l'aide des techniques les plus sophistiquées et à partir des matériaux les plus avancés. Une fois

achevé, nous étions vraiment fiers du travail accompli. Mais les bateaux seuls ne gagnent pas les courses. ce sont les hommes qui les gagnent. Notre fierté

a peu de chose à voir avec l'admiration et l'estime que nous avons pour le skipper Paul Cayard et son équipage italien d' "Il Moro di Venezia". Ils ont eu le

mérite exceptionnel d'enthousiasmer une nation entière. Chez Montedison, nous applaudissons les exploits, les efforts considérables et l'esprit

qui ont permis aux Italiens de conquérir la coupe Louis Fuitton. Et puisque nous parlons de coupe, si vous n'y voyez pas d'inconvenient, il en reste une que nous aimerions rapporter. Forza Italia... Toute l'Europe est avec toi.

IL MORO DI VENEZIA

MONTEDISON
Groupe Ferruzzi

IL MORO DI VENEZIA

LEADER MONDIAL DES MATERIAUX AVANCES.

هكنا من النحل

ESPACE EUROPEEN

Scandale politico-financier à Milan

Des industriels sont accusés d'avoir versé des pots-de-vin lors de l'adjudication de travaux publics et des hommes politiques, d'en avoir touché. Les socialistes sont au cœur de la tempête

ROME

de notre correspondante

DES centaines de millions de lires de pots-de-vin et de dessous-de-table, des dénonciations en cascade et déjà plus d'une vingtaine d'arrestations dans les milieux politiques et financiers : en moins de quinze jours, Milan, la ville symbole d'une Italie du Nord industrielle et prospère, celle que l'on appelle aussi la « capitale morale du pays », n'a plus rien à envier aux villes mafieuses de ce Sud tant décrié.

A cela près que, cette fois, ce n'est ni la Mafia, ni une quelconque branche du crime organisé que les policiers doivent affronter, mais un inextricable réseau de politiciens affairistes et d'entrepreneurs trop zélés qui, dans l'arrière-cour ombreuse de certains grands partis, et, au premier chef, du Parti socialiste de Bettino Craxi dont Milan était la place forte, du moins jusqu'aux dernières élections, ont mis la ville en coupe réglée.

A l'origine de ce maelström de révélations, un scandale presque banal à l'aune italienne, celui du Pio Albergo Trivulzio, une des plus grandes sociétés de bienfaisance de la ville. Le président, Mario Chiesa, un socialiste, est pris littéralement dans le sac le 17 février dernier, avec une « enveloppe » de 7 millions de lires (près de 35 000 francs). Sur des comptes en banque divers, en titres, et sur un placement en Suisse, les enquêteurs qui le surveillaient depuis plusieurs mois « reconstituent », au bas mot, une autre quinzaïne de millions de pots-de-

vin. En dépit des protestations véhémentes d'innocence des deux anciens maires mis en cause, et protégés de toute façon par l'immunité parlementaire que leur confère leur nouveau statut de députés, la machine inexorablement s'est mise en route et les noms continuent à pleuvoir. Le 1^{er} mai les magistrats interrogent six heures d'affilée Angelo Simonacchi, le conseiller délégué de la société de construction Torno (une des dix plus grandes du pays), soupçonné d'avoir versé des centaines de millions de lires pour participer à la construction du tunnel souterrain entre la gare et le métro.

Des ramifications à Rome

Pour se défondre Simonacchi explique qu'il était plus « victime de pressions » lui-même que corrupteur. Bientôt, c'est Sergio Soave, un des dirigeants du PDS (ex-PCI) lombard, qui « plonge », suivi de Pietro Longo, ex-secrétaire social-démocrate devenu socialiste et arrêté chez lui, en plein dîner, lors d'un épisode particulièrement rocambolesque, et de Epifanio Li Calzi, ex-secrétaire communiste. Soave, lui, expliquera qu'il « touchait », c'est vrai, mais qu'il revenait une partie des fonds à certains démocrates chrétiens... Si tout cela est vrai, où allait l'argent ? Aux partis eux-mêmes ? Sur des comptes privés ? Mystère et déduction.

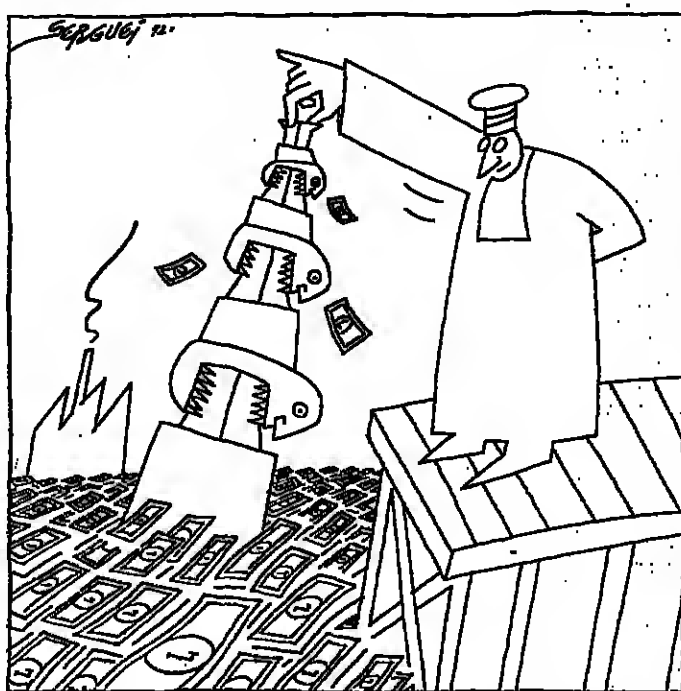
Opération mains propres

Les magistrats chargés du dossier, baptisé « Opération mains propres », Gerardo Colombo et Antonio di Pietro n'en croient pas leurs oreilles, car Chiesa, entre-temps renié par son parti, « se met à table », et avec quel appétit ! Il lèche des chiffres, des noms, de plus en plus gros, de plus en plus haut. Bref, il en vient à accuser, sans que, pour l'instant toutefois, aucune preuve ait pu être établie, les deux maires précédents, tous deux socialistes, d'avoir encaissé de copieuses commissions à l'occasion notamment de campagnes électorales entre 1984 et 1990.

Le premier, Carlo Tognoli, ministre du tourisme et des specta-

cles du dernier gouvernement Andreotti, et ami très proche de Bettino Craxi, aurait touché 500 millions de lires : le second, Paolo Pillitteri, propre beau-frère du chef socialiste, aurait reçu environ 1 milliard. Pis, Pillitteri aurait, selon Chiesa, non seulement empoché de l'argent mais aussi suggéré de lui-même certaines commissions aux entrepreneurs pour participer aux grands travaux de la ville.

En tout cas, la boucle est bouclée, et à travers l'enquête apparaît ce que certains journaux baptisent la « coupole du crime politique », en parallèle avec la « coupole de la Mafia », mytique organisme dirigeant du crime organisé. Du même coup seute aussi, sur le modèle mafieux, une certaine omertà (loi du silence) du milieu des affaires. Et — du jamais vu jusqu'alors — prenant les devants, plus de cent cinquante entrepreneurs demandant spontanément à être entendus. A travers leurs révélations, il ressort que du Piccolo Teatro au nouveau pavillon pour



les malades du sida de l'hôpital Sacco, en passant bien sûr par le stade ultra-moderne de San Siro, « la Scala du football », rénové pour le Mondial 90, pas un grand chaotique qui ne se soit moimé avec des pots-de-vin au moment des appels d'offres.

En sol, ce n'est pas vraiment une découverte, car ce genre de pratique était connu, mais la « régularité » et surtout le montant de ces tangenti, comme disent les Italiens, ont de quoi surprendre : la société Edilmediolanum, d'après ses

edmoistrateur délégué, aurait à elle seule versé en commissions jusqu'à 5 % du coût du stade de San Siro ; dans d'autres cas, les pots-de-vin auraient couvert plus de 10 % des frais totaux des contrats. Enfin, autre nouveauté, cette « Milan connection » trouve des ramifications à Rome, et les enquêteurs annoncent qu'ils ont de nouveaux noms suspectés de sortir, de nouvelles formations politiques d'être citées.

Résultat : ce quelques jours les manifestants, qui, il y a un mois, lors des législatives, dénonçaient place du Duomo « Rome la

volente », ont repris leurs pancartes en changeant seulement le nom, tandis que la campagne contre la « partitocratie » retrouvait une vigueur nouvelle. Certains élus réclamaient la levée de l'immunité parlementaire ; d'autres dénonçaient le manque de morale en politique et, depuis ses vacances irlandaises, le président démissionnaire Cossiga y allait lui aussi de sa sentence réformatrice : « En politique, le moralisme n'a jamais eu d'effet. Nous assistons à une autre des manifestations de la crise du régime. Inutile de jouer les prédicateurs. Il faut réformer les institutions. »

Barrer la route à Bettino Craxi

Au centre de cette tempête portée par le vent de contestation des dernières législatives et à laquelle le chaos politique actuel et les règlements de comptes post-électoraux ont donné, il faut bien dire, une ampleur un peu artificielle, les socialistes — et surtout Bettino Craxi, largement éclaboussé par cette affaire que ses adversaires ont saisi fort à propos pour tenter de barrer la route du Quirinal ou du palais Chigi au secrétaire du PSI, dont le nom figurait jusqu'ici parmi les candidats possibles à la présidence de la République et à la présidence du Conseil.

A moins que, au-delà des querelles de personnes et d'influence qui ont vu, pour la énième fois, le secrétaire du PDS (ex-PCI) Achille Occhetto, et celui du PSI, Achille Occhetto, se livrer à des échanges coups bas et invectives (Occhetto ayant publiquement suggéré à Craxi de renoncer à assumer des responsabilités dans le prochain gouvernement), ne se joue une partie plus serrée pour l'avenir de la gauche italienne, où, faute d'attente, une seule place est à prendre.

Quoi qu'il en soit, les socialistes, dont la cohésion n'a pas été totalement imperméable à la lame de fond venant de Milan, ont dû batailler ferme ces derniers dix jours pour tenter de sauver une image de marque déjà bien écornée. A Milan, la junte municipale dirigée par Piero Borghini (PSI) a échappé de peu à la dissolution en pronant une espèce de pacte moral et, surtout, la constitution d'une majorité élargie au conseil municipal pour sortir de la crise. De son côté, le numéro deux du parti, Giuliano Amato, qui avait déjà été obligé de « pacifier » la fédération turinoise, elle aussi en plein scandale il y a huit ans, a été dépêché à Milan pour mettre en quelque sorte sous tutelle le PSI milanais dirigé par « Bobo » Craxi, fils du tout-puissant secrétaire national.

Ce dernier, à l'entrée d'une réunion extraordinaire du secrétariat socialiste à Rome destinée à éliminer les incertitudes du parti, joutant les Savonarole, déclarait à la presse : « Je suis en train de dresser la liste de tous ceux qui ont admis avoir commis des délits, de tous ceux qui peuvent l'avoir fait ou pourraient le faire. » Et Bettino Craxi d'ajouter, comme on le menace volée : « Je dresse aussi la liste de tous les chacals, les hypocrites et les faux moralisateurs », avant de conclure : « On ne juge pas sommairement les gens sur la base de la haine ou de l'intérêt des partis. » Soudain il trouva déjà sans doute un élément de réponse le mercredi 13 mai, où devraient commencer les votes, au Parlement, pour l'élection du président de la République.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

BRUXELLES STRASBOURG

Le Conseil de l'Europe, creuset de la confédération

STRASBOURG

de notre correspondant

En relançant, le semaine dernière, son idée de confédération devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. François Mitterrand a permis de rappeler de manière spectaculaire l'existence d'une institution mal connue, sinon méconnue. Pourtant, le Conseil de l'Europe est la plus vieille organisation intergouvernementale, dont la vocation était dès l'origine de réunir toutes les démocraties parlementaires du Vieux Continent. C'est en effet le 5 mai 1949, bien avant la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de la CEE que la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Irlande, la Suède, la Norvège, le Danemark et les trois pays du Benelux signèrent le traité de Londres.

Très vite les autres démocraties européennes, dont la RFA, rejoignent ce qui devait être le berceau, selon le vœu de Winston Churchill, des « Etats-Unis d'Europe ». Strasbourg, enjeu de trois guerres en soixante-dix ans, est choisi comme siège pour symboliser la réconciliation franco-allemande. C'est dans la capitale alsacienne que s'installent le secrétariat général du Conseil de l'Europe, la Cour et la Commission des droits de l'homme et que se réunissent le comité des ministres des affaires étrangères (deux fois par an) et l'Assemblée (trois sessions annuelles) où siègent, contrairement au Parlement des Douze, des représentants des Parlements nationaux.

L'objectif du Conseil de l'Europe est de « réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser le progrès économique et social ». Mais certains pères fondateurs, notamment Robert Schuman, souhaitent pousser plus avant l'intégration afin de préparer

— déjà — l'union économique et politique » demandée par le Congrès de La Haye (7 mai 1948) auquel le Conseil de l'Europe avait participé. L'opposition des Britanniques, résolument attachés à une structure strictement intergouvernementale, décide Français, Allemands, Italiens et Bénéluxiens à ouvrir une nouvelle voie en créant la CECA, puis la CEE.

Priorité au Marché commun

Très vite, la « petite Europe » économique, en opérant des transferts de compétences — dont la politique agricole commune — a été l'une des premières illustrations manifestes, — prend le pas en notoriété et en efficacité sur sa sœur aînée. Au fil des années, les efforts de la « Grande Europe » sont occultés par le développement de la CEE. C'est donc dans le plus grand discrédit que le Conseil de l'Europe atteint vingt-trois ans et couvre un champ d'action touchant à tous les secteurs d'activité : de la culture à la prévention de la violence dans les stades, en passant par la protection de l'environnement et la lutte contre la torture.

Ainsi, cent cinquante conventions ont été élaborées et proposées à la signature des pays de l'Europe occidentale. Fidèle à sa conception intergouvernementale, le Conseil n'oblige pas un Etat membre à y souscrire. Une seule exception figure sur ce menu à la carte. L'adhésion à l'institution de Strasbourg comporte l'acceptation de la convention des droits de l'homme. Cette dernière — encore faut-il que le pays s'engage à reconnaître la juridiction de la Cour (le Monde du 28 avril) — est le seul élément de supranationalité de la « Grande Europe ».

La chute du mur de Berlin et du rideau de fer va lui donner un deuxième souffle. Coïncidant avec l'arrivée d'un nouveau secrétaire général, M^{me} Catherine Lalumière, l'implosion du bloc communiste lui permet de réactiver sa voca-

tion pan-européenne. Très vite les responsables de Strasbourg, contrairement à ceux de Bruxelles, s'engagent dans la brèche ainsi ouverte en encourageant l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale. La Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et, le 7 mai dernier, la Bulgarie viennent grossir les rangs de l'organisation qui regroupe les démocraties parlementaires du Vieux Continent. D'autres devraient suivre d'ici à la fin de l'année : la Roumanie et les trois Etats baltes.

De Brest à Vladivostok ?

Même si elle n'est pas explicitement énoncée, la politique des vingt-sept membres actuels est d'accueillir au plus vite toutes les nouvelles Républiques qui, d'ailleurs, ont pour la plupart déjà un pied dans le Conseil de l'Europe en bénéficiant du statut d'« invité spécial » (délégation parlementaire à l'assemblée sans droit de vote). L'adhésion des anciens alliés de l'ex-URSS du pacte de Varsovie, pour autant qu'ils deviennent d'authentiques démocraties parlementaires, ne devraient pas poser de problèmes majeurs. Reste le cas des Etats nés de la dislocation de l'empire soviétique. Quels seront les critères retenus par Strasbourg — géographiques, culturels, religieux — pour examiner les candidatures qui lui seront soumises ? Le cas de la Russie pourrait être rapidement réglé après le dépôt de sa candidature le 7 mai dernier. Avec les Républiques d'Asie centrale et du Caucase, le choix est plus délicat. Les réflexions des responsables européens n'ont pas encore atteint une forme définitive.

A la vérité, cette course aux adhésions ressemble fort à une compensation après l'échec subi à la CSCE. A la suite de la démocratisation des pays de l'Est, Strasbourg a songé à accueillir l'assemblée de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. C'était sans compter sur l'opposition des Etats-Unis, sou-

tenus par le Canada. Aujourd'hui, la CSCE compte sa propre assemblée parlementaire, indépendante, qui — coïncidence de calendrier ? — se réunira en juillet à Budapest, une semaine après que l'assemblée du Conseil de l'Europe aura tenu sa quatrième session annuelle dans la capitale hongroise. Les Vingt-Sept ont toutefois obtenu d'être associées aux travaux de la CSCE, notamment au titre de la « 3^e corbeille », celle sur les droits de l'homme.

Quand M. Mitterrand eut lancé, fin 1989, l'idée de confédération, le Conseil de l'Europe avait nourri l'espoir d'être la cheville ouvrière de l'Europe de demain. En fait, il fut un peu oublié, y compris des autorités françaises. Le président de la République l'a en quelque sorte redécouvert le 4 mai en inaugurant le Palais des droits de l'homme à Strasbourg, mais il a tenu à préciser que son intention se limitait pour l'instant à lancer un « concept » qui devait être développé par toutes les institutions européennes existantes. Autant dire que le Conseil n'est que « l'un des creusets » de la future Europe ; libre à lui cependant de démontrer qu'il a la capacité d'en être le seul.

En attendant, l'institution européenne de Strasbourg va sans doute continuer dans la voie dans laquelle elle s'est engagée depuis un peu plus de deux ans ; avec le risque pour elle de devenir une sorte d'ONU à l'échelle européenne sans avoir les moyens de peser réellement sur les événements. Ce qui serait, somme toute, revenir aux sources. Churchill, l'instigateur principal du Conseil de l'Europe, ne déclarait-il pas le 11 août 1950 à Strasbourg : « Nous n'avons, dans cette Assemblée, ni responsabilité ni pouvoirs réels, mais nous sommes tenus de faire entendre nos avertissements et nos conseils. »

MARCEL SCOTTO

L'ANGLAIS A OXFORD



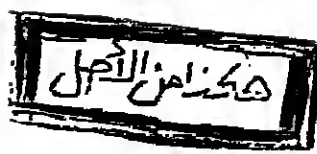
Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

DICTIONNAIRE ENCYCLOPEDIQUE DE FINANCES PUBLIQUES sous la direction de Loïc PHILIP

Pour la première fois, une vision à la fois claire et complète des finances publiques françaises présentée par 180 spécialistes en 800 termes

2 volumes - 1 647 pages - 480 F
ECONOMICA - 49, rue Hérécart - 75015 PARIS
TEL. : 45-79-93-56 - FAX : 45-75-05-67



ESPACE EUROPEEN

L'amertume de la présidence portugaise

Lisbonne n'a pas pu obtenir des progrès décisifs sur les dossiers communautaires, malgré des efforts et un sérieux remarqués

LISBONNE

de notre correspondante

Au fil des mois, le bel optimisme du premier ministre portugais, Manuel Cavaco Silva, s'effrite progressivement. Les ambitions de janvier ont dû être révisées à la baisse, car tous les dossiers déclarés prioritaires stagnent. Le bilan au cinquième mois de cette présidence portugaise apparaît bien mince. En le présentant la semaine dernière à la presse, M. Cavaco a mis en exergue la signature, le 2 mai à Porto, de l'accord « historique » signé entre la CEE et les sept pays de l'AELE (Autriche, Suède, Suisse, Finlande, Norvège, Islande et Liechtenstein) « Il s'agit sans doute d'un acte d'importance majeure pour l'avènement de l'Europe et qui marquera certainement notre présidence », a dit le chef du gouvernement portugais. Mais cet acte risque bien d'être le seul car, sur les autres dossiers passés en revue, notamment le « paquet Delors II », la réforme de la politique agricole commune ou la crise yougoslave, le ton n'était pas au triomphalisme.

Il est vrai que les basards du calendrier n'ont guère aidé Lisbonne qui, en reprenant le témoin européen des mains des Néerlandais le 1^{er} janvier dernier, a hérité de dossiers ardu, tandis qu'il lui

faudrait gérer le conflit yougoslave, face auquel toute la communauté internationale se révèle impuissante. En outre, ce semestre aura été marqué, chez plusieurs partenaires européens, par des élections (en France, en Italie, en Grande-Bretagne et en Belgique) qui ont gêné les travaux communautaires, sans parler de la démission surprise du chef de la diplomatie allemande.

« Un grand pays n'aurait pas fait mieux »

« Compte-tenu de la situation impossible dans laquelle ils se débrouillent très bien, et un grand pays n'aurait pas fait mieux » : un diplomate résume ainsi le sentiment général des Onze vis-à-vis de l'action de leurs collègues portugais depuis le début de leur présidence, tandis que le président de la Commission, Jacques Delors, ne manque pas une occasion de décerner à João de Deus Pinheiro satisfait et éloges publics. L'infatigable ministre portugais des affaires étrangères n'a pas ménagé sa peine pour tenter de sortir des impasses européennes ou calmer le jeu dans l'ex-Yougoslavie, mais sans grand succès jusqu'à présent.

Sur le budget de la Communauté pour la période 1993-1997, dit « paquet Delors II », les positions sont rigides et les pays riches restent opposés à l'accroissement de 1,37 % de la contribution qui leur est demandé. L'Allemagne et la

Grande-Bretagne sont parmi les plus hostiles, et M. Pinheiro qui s'est rendu à Londres, Bonn, Paris et Madrid fin avril en vue de tenter de trouver un compromis avant la réunion informelle des chefs de la diplomatie des Douze à Guimarães (nord du Portugal), les 1^{er} et 2^{mai} — ne semble pas avoir réussi à faire fléchir les réserves allemande et britannique.

Tout comme M. Pinheiro, M. Cavaco Silva s'est borné à soumettre, lors du sommet de Lisbonne en juin, à défaut de l'adoption du « paquet Delors II » lui-même, un peu moins au moins approuver des « orientations politiques décisives ». Moins en tant que pays assumant la présidence qu'en tant que membre. Le Portugal, comme l'Espagne, est intéressé à des progrès sur le budget et notamment à la création du fonds de cohésion destiné à aider les pays les plus pauvres à développer leurs transports et leurs communications.

Blocage sur la PAC

Autre déception pour la présidence portugaise : le dossier de la politique agricole commune (PAC). Le quatrième document, présenté le 29 avril à ses collègues par M. António Cunha, a subi le même sort que les précédents et la proposition portugaise de faire

baïsser progressivement les prix des céréales de 25,3 % a été jugée insuffisante pour « répondre aux déficiences actuelles de la PAC », selon l'expression du commissaire européen Ray McSharry (la Commission propose une réduction de 35 % du prix garanti des céréales sur trois ans à partir de 1993).

Même blocage concernant les négociations du GATT. L'entrevue à Washington entre le président George Bush et la CEE, représentée par son président Jacques Delors et M. Cavaco Silva, s'est soldée par quelques déclarations de bonnes intentions mais aucune des parties n'a convaincu l'autre. M. Cavaco Silva a plaidé, mercredi, à Lisbonne, en faveur d'un « accord politique » au moins sur les questions agricoles car, a-t-il estimé, « ce sont elles qui bloquent tout ».

Dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), la dernière réunion de Guimarães a quelque peu déçu l'avis des portugais, accusée d'avoir simplement repris les dispositions du traité de Maastricht. Le document qu'elle a transmis à ses partenaires a été jugé « trop long, trop lourd et trop théorique », sans définir les secteurs où les Douze pourraient commencer à réfléchir sur des orientations communes.

« Il n'était peut-être pas utile de répéter ce qui était déjà dans le traité », a dit, devant la presse, M. Roland Dumas, tandis que

M. Pinheiro a reconnu que le document devait être « amélioré » et devait « définir des priorités » pour pouvoir être discuté au sommet de Lisbonne. Le texte a donc été renvoyé aux directeurs politiques des Douze, accompagné de propositions françaises quant au champ d'application possible énoncé par M. Dumas : sécurité et désarmement, CEI, Europe centrale et orientale et Méditerranée (Proche-Orient et Maghreb).

La déception yougoslave

Mais la plus grande déception de la présidence portugaise résidera sans doute dans l'impuissance à faire contribuer de façon décisive la CEE à un règlement de la crise yougoslave. Les multiples tentatives de médiation dans le conflit qui embrase la Bosnie-Herzégovine se sont soldées par des échecs en dépit des tentatives de l'ambassadeur portugais João Cutileiro d'amener à la même table les dirigeants des trois communautés : musulmane, serbe et croate. En soulignant que le rôle de la CEE en Bosnie-Herzégovine n'est pas « de faire la paix mais de la maintenir », M. Cavaco Silva a montré les limites d'une médiation de la Communauté, qui ne peut, a-t-il dit, « se substituer aux parties concernées, à qui revient en premier lieu de dépasser leurs divergences ».

Sur les dossiers de politique exté-

rieure, Lisbonne peut néanmoins mettre à son actif le geste consenti par Israël de lever son veto à une participation de la CEE au groupe de travail « sécurité et désarmement », l'un des cinq issus des discussions multilatérales de Moscou sur la paix au Proche-Orient, le seul auquel la CEE n'était pas partie prenante. A la veille de la réunion de Guimarães, le chef de la diplomatie israélienne, M. David Levy, est venu à Lisbonne pour annoncer à son collègue portugais que l'opposition de principe mise par Tel-Aviv était levée.

Lancée dès les premières semaines avec un profil volontairement bas, la présidence « modeste et sérieuse », selon les mots de M. Silva, s'est progressivement dégauchie de cette image un peu terne. Selon un diplomate, le Portugal a montré une « nouvelle diplomatie » plus volontariste et plus affirmée. Il n'empêche que c'est un sentiment d'amertume qui prévaut à Lisbonne parmi les responsables, qui ont le sentiment d'avoir travaillé d'arrache-pied sur les dossiers les plus ingrats et de les avoir, pas à pas, fait progresser, mais insuffisamment pour en récolter les dividendes, ceux-ci risquant fort de tomber dans l'escalade de la présidence suivante, celle du Royaume-Uni, à partir du 1^{er} juillet.

Alice Ilicic

LIVRES ET REVUES

Die Grenzen der Macht

Quand les Allemands pensent à l'avenir, leurs voisins leur rappellent leur passé. C'est fort de ce constat que l'historien allemand Michael Stürmer veut publier un livre intitulé *Die Grenzen der Macht*. Le roman-critique, il montre que l'histoire a toujours conduit dans l'histoire de son pays à des catastrophes, en 1870, 1914, 1933, puis à l'effondrement de 1945. Comment l'Allemagne unie des années 90 peut-elle échapper à ce destin ? En restant ancrée à l'Ouest, répond Michael Stürmer, cette appartenance à l'Occident étant la seule garantie d'une politique allemande à la fois active et insouffrante.

Michael Stürmer, *Die Grenzen der Macht. Begegnung der Deutschen mit der Geschichte*, Siedler Verlag, Berlin 1992, 256 pages, 115 francs.

L'OEIL DE BERLIN

Le maître-espion de l'Allemagne de l'Est, gorbatchévien de la première heure et réformateur de la dernière, Markus Wolf s'est livré — en partie — à Maurice Najman, au cours d'entretiens où il a levé un voile sur les activités des réseaux de renseignements soviétiques et est-allemands en Europe occidentale. La face cachée d'une histoire qui reste à écrire.

Markus Wolf, *L'œil de Berlin*, entretiens de Maurice Najman avec le patron des services secrets est-allemands, Grasset, 354 pages, 115 francs.

EAST EUROPEAN REPORTER

Créé en 1985 à Londres pour donner une plus grande tribune aux dissidents, *East European Reporter* a longtemps été une revue de référence sur l'Europe de l'Est. Suspendu après les bouleversements de la fin de 1989, ce bimensuel en anglais vient d'être relancé par une nouvelle équipe basée à Budapest. Le premier numéro comprend entre autres le début d'une série sur les partis politiques en Hongrie et le deuxième propose un dossier sur la décommunisation.

East European Reporter, 10-15 Budapest, Kastoryo Uta 6-10, Tél. : (36-1) 201 10 56.

TRIBUNE

La Russie à la recherche d'elle-même

par Vadim Kozovoi

L'AVENIR de la Russie, en rupture avec son passé immédiat, s'écrit peut-être sur une page blanche. Ce n'est pas la première fois de son histoire et Lénine disait déjà à propos de Pierre le Grand, que « ce n'était pas la Russie, mais l'Europe qui se créait ». Alors que l'Union soviétique, armée de Pouchkine et grand philosophe, regrettait amèrement ce manque de tradition stable et ces « coups » convulsifs. Le pays russe se retrouve en quelque sorte à la fois à l'écart de la révolution de 1917, la vraie, celle de février, lorsque par le coup d'Etat bolchevique — c'est le mot employé maintenant à Moscou pour désigner Octobre 1917. L'effacement d'ailleurs, la désintégration de l'empire tsariste, toute l'évolution potentielle du pays ont été gelés pendant soixante-cinq ans par le terreur communiste, plus ou moins féroce selon les époques.

Tous les problèmes qui existaient alors reviennent en force, comme si on avait ouvert en grand les vannes de l'histoire. A travers février 1917, la Russie retrouve ses contours du XVIII^e, si ce n'est du XVII^e siècle, avec les mêmes questions, notamment la question nationale et les rapports avec les peuples périphériques, mais aussi avec celle de la propriété et d'abord de la propriété de la terre. L'effacement du « centre » a provoqué une désintégration de la très grande Russie, qui coïncide, ce n'est pas un hasard, avec l'effacement de la cohésion nationale russe, l'affaiblissement de la conscience nationale. Au référendum sur l'indépendance de l'Ukraine, les Russes qui vivent dans ce pays et qui se sentent russes, ont massivement voté « oui », comme des millions d'Ukrainiens qui, jusqu'alors, à part une forte minorité dans les régions occidentales, ne pensaient pas être d'une ethnicité différente des Russes.

Au-delà du sentiment national, des considérations socio-politiques ont déterminé ces choix. Personnellement, j'étais en faveur de l'Ukraine martyrisée (ses famines organisées pendant la collectivisation, sa renaissance culturelle littérairement fusillée par Staline et ses acolytes), même si je n'oublie pas que les frontières lénino-staliniennes sont souvent largement artificielles et doivent encore

mener, sans aucun doute, à des frictions, peut-être à des conflits, en tout cas à des compromis. Même si je sais que Kravtchouk est détesté par la grande majorité des Russes, y compris ceux qui reconnaissent des défauts à son régime, il faut un peu trop vite le faire passer à la trappe pour faire oublier l'absence de réformes politiques et économiques en profondeur, soutenue en cela par la surabondance du Rouble. Alors qu'une Ukraine démocratique et réformatrice, tournée de plus en plus vers l'Europe, pourrait devenir une locomotive pour certaines parties de la Russie elle-même.

Une erreur de Boris Eltsine

Malgré les critiques des ultra-nationalistes qui lui reprochent de ne pas défendre avec assez d'acharnement les intérêts de la Russie, Boris Eltsine s'est refusé à jouer le même jeu. « L'empire, c'est fini », répète-t-il insistent. Même la Russie est encore menacée de désintégration à l'intérieur d'elle-même, dans les Républiques autonomes, ou comme partout dans le pays le vieux tissu social a déchiré. Mais que veut-il se voir le remède ? Comment créer de nouveaux liens entre les peuples et les populations de la Russie, alors que les anciens ont disparu ou sont à juste titre dénoncés ?

Le gouvernement russe y pense. Il prépare une réforme constitutionnelle qui permettra une large régionalisation, avec la transformation des Républiques autonomes et des grandes régions en unités territoriales du type Länder allemands, ou États américains. Déjà, dans son programme pour les élections de 1993, Eltsine s'était prononcé pour la transformation de la Russie en un véritable État fédéral. En tout cas, il semble que Moscou ait rompu avec des siècles de développement excessif. La construction d'une nouvelle Russie prendra peut-être de longues années, mais tout le monde a compris, consciemment ou non, que cet immense pays ne peut avoir d'existence décente, plus ou moins démocratique, s'il reste centralisé comme il l'a été pendant soixante-cinq ans sous le communisme et pendant plus de deux siècles sous l'autoritarisme tsariste.

La destruction géographique s'accompagne d'une désintégration sociale qui rend la situation mouvante, incertaine et grosse de dangers. Eltsine a compris au moins une erreur : ne pas avoir organisé des élections législatives, franchement après le putsch du 19 août 1991, quand une vague immense d'espoir portait ses partisans. Aussi les anciens communistes relèvent-ils la tête, s'organisent-ils et essaient-ils de contre-attaquer. La menace n'est peut-être pas très sérieuse et a des effets paradoxalement positifs dans la mesure où elle donne l'occasion à Eltsine de réagir, de rassembler les

« démocrates » plus ou moins désespérés, et de trouver des bous égarés commodes.

A Moscou, après la manifestation « rouge » du 17 mars qui tourne vite à la force protéiforme, on a vu le même scénario se répéter. Les communistes ont définitivement été écartés du pouvoir. Pourtant, au Soviet suprême de Russie, ils continuent à occuper des places importantes qui leur permettent de mener des combats d'arrière-garde. La liste des députés ayant voté contre le loi sur la libre disposition des terres est impressionnante : on y trouve des dizaines d'anciens apparatchiks, responsables du KGB, petits chefs dans les organisations locales du parti, etc. Ils sont toujours là. Eltsine va-t-il enfin écouter ses proches (son conseiller Chakral par exemple) et les fractions démocratiques, parlementaires qui demandent pour briser un référendum sur la nouvelle Constitution et, par conséquent, la dissolution du Parlement. On peut croire que cette décision lui sera imposée.

Dans le camp de ceux qui l'appellent les démocrates, mais que certains — et pas seulement nos voisins du Sud — ont vu trop lentement se libérer de l'ancien régime — n'hésitent pas à qualifier de « mourocrates », étant donné leur incapacité à gouverner et leurs pratiques corrompues du pouvoir, les querelles vont bon train. Personne n'ayant de comptes à rendre à un parti politique organisé ou à des électeurs, il y en a qui ressemblent à des fantômes (tel Khlasoboulov, président du Parlement, non pour des considérations politiques ou idéologiques, mais en fonction de ce qu'ils estiment être leur strict intérêt personnel).

Une confiance intacte

Toutefois, cette impuissance apparente des démocrates, belotisés, divisés, perplexes, ne rend pas entièrement compte de la réalité. Quelles que puissent être les divergences d'opinion, le sentiment domine chez les intellectuels de Moscou que le gouvernement de Eltsine a enfin commencé à changer le pays. Malgré les difficultés énormes et grandissantes de la vie quotidienne, le bouleversement de toutes les habitudes acquises pendant des décennies, la confiance n'est pas totalement perdue et les sondages à ce sujet peuvent paraître optimistes. Depuis le putsch, la Russie est un autre pays où s'activent apparemment les mêmes acteurs, mais où les mentalités changent à une vitesse telle qu'on ne le remarque plus. Y aurait-il un seul d'accélération que l'homme, tout simplement, ne peut plus supporter ? Où chez certains le sentiment de se replonger dans le temps immobile où lui bouge à peine. L'impression grandit parce que, même si la rupture avec le vieux monde communiste est consommée, beaucoup savent qu'ils ne connaîtront pas une vie décente, que ce sera trop tard pour eux et pour leurs enfants. Mais en même temps personne ne pré-

voit pas plus l'oreille à ces prophéties catastrophistes (en dehors du Caucase et d'autres régions périphériques) qu'elles ne tant Gorbatchev et quelques autres.

Guerre civile, dévotion sociale, dévastations : rien, en fait, exclu l'impression très forte que la terreur et la guerre civile permanente déclarées par les bolcheviks en 1917-1918 ont laissé dans la conscience — ou le subconscient — collective un tel traumatisme, ont vidé à un point tel de force vitale les pulsances destructrices, que des éventualités trop sombres n'ont en Russie aucun avenir plus ou moins proche.

En finir avec le passé

La grande majorité reconnaît que pour la première fois peut-être de son histoire, en tout cas depuis trois quarts de siècle, la Russie a un gouvernement honnête et compétent. Mais il va de soi que le lien avec les réformes et la population ne peut pas se satisfaire seulement de cette honnêteté. Cette dernière n'est tout de même pas une garantie contre les erreurs. Sur les conseils du FMI, Gaidar a libéré les prix, mais cette libération ne s'est accompagnée jusqu'à maintenant d'aucune dévaluation réelle de l'économie qui, pour 95 %, reste aux mains de l'Etat. On voit, on attend... Et le secteur privé dont on parle partout, qui a déjà ses vedettes, ses sphères d'influence et ses manifestations provocantes, reste dans une grande mesure en dehors de la production.

L'apparent d'Etat a été démesurément. De nouvelles structures se sont superposées aux anciennes qui n'ont pas disparu. Le ministre de la justice Fiodorov, par exemple, est un homme intègre et résolu, mais il doit compter avec les fonctionnaires de l'ancien ministère de la justice de l'URSS, de l'ancien ministère de la justice de la Russie, et avec les nouveaux venus. Les instructions en vigueur sont les mêmes qu'il y a deux ou dix ans. Certaines lois des années 20 sont elles aussi toujours en vigueur. Les bureaucrates profèrent le même jargon du citoyen avec lequel, comme on dit à Moscou, ils jouent au volley-ball, se renvoyant les plaintes d'un bureau à l'autre.

Pour changer ces pratiques, il faut un autre Parlement, une autre administration où non seulement travailleront des gens nouveaux, mais où les méthodes de travail et les règlements auront été profondément modifiés. Que faire avec les anciens communistes ? Parmi les dirigeants de plusieurs mouvements et partis russes, deux courants sont apparus. Les uns, les moins nombreux, veulent utiliser l'ancien personnel loyaliste qui est prêt à servir le changement. Les autres veulent renouveler en profondeur l'appareil administratif pour éviter l'erreur, voire le sabotage social, alors que les décisions de l'exécutif

ne sont pas appliquées, surtout en province. L'idée serait d'interdire toute fonction officielle aux personnes ayant été des responsables importants jusqu'au 20 août 1991. L'ancien ministre de l'Intérieur, le Soviet suprême, vont commencer pour juger l'action du Parti communiste pendant soixante-cinq ans. La Russie n'a fait que commencer à régler les comptes avec son passé. Des dizaines de bâtiments de l'ancien KGB qui couvrent tout le centre de Moscou et abritent les mêmes effectifs (plus quelques dirigeants « démocrates » en témoignage indiscutablement. Et si le statue de Lénine, au grand dam de quelques députés, a disparu du Soviet suprême, son immense socle tout en marbre, pas loin de l'ambassade de France, veille encore sur la ville qui le rejette et le maudit.

« En quoi consistait notre période de troubles ? Pour quoi et vers quel était-ce la transition ? Personne ne le sait », écrit Dostoevski dans *Les Démons*. Personne ne sait exactement où va aujourd'hui la Russie. On se rend compte tout bonnement que la Russie, dans un monde où, s'est décidément tournée vers le nouvel « occidentalisme », qu'elle a abandonné définitivement, « l'avenir radieux du communisme pour aller vers le capitalisme salvateur ». Mais quel capitalisme ? Quel marché ? Est-ce que ce peuple russe a-t-il toujours vécu passionnément à la recherche de son identité — traie proche en cela des juifs et peuples des Allemands — peut se contenter de la quête d'une « identité » ? Pour l'instant c'est ce que tout le monde veut en Russie, une vie normale, une économie normale, une politique normale.

Si l'on pouvait savoir où se trouve ce « monde » présumé... En ce moment où des crises surprenantes s'acharnent chaque jour sur les populations russes, où d'obscures brèches et intrigues sévissent dans les partis et les cercles dirigeants, où la presse résolulement donne tout son poids dans le ton gouillard alors que l'indigence intellectuelle et le manque de toute perspective deviennent un vrai malheur, on ne peut deviner en Russie que d'insaisissables déplacements tactiques qui doivent tôt ou tard donner un autre visage à sa surface. Il est bien probable qu'une certaine Russie séculaire soit finie, une fois pour toutes. Il est, d'autre part, tout à fait évident que la politique qui se réduit aux aides méchantes économiques, voire budgétaires et monétaires, qui n'ont rien fait se faire son possible pour ouvrir toutes les portes à d'innombrables initiatives démodées dans tous les domaines, ne peut, dans ce pays qui se cherche de nouveau, avoir d'avenir durable.

Vadim Kozovoi est écrivain et directeur de recherche au CNRS. Le Monde a publié un entretien avec lui le 17 novembre 1990.

ESPRIT

mai 1992

Que faire de Vichy ?

50 ans après, quelques conclusions essentielles

Le numéro : 75,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 520 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 33

Jean-Pierre Azéma
François Bedarida
Renée Bedarida
Eric Conan
Stanley Hoffmann
Serge Klarsfeld
Daniel Lindenberg
Henry Rousso
Pierre Truche

POLITIQUE

Le premier ministre à « L'heure de vérité » sur Antenne 2

M. Bérégovoy : « Je ne désespère pas de créer les conditions politiques d'une victoire d'une majorité de progrès »

M. Pierre Bérégovoy était, dimanche 10 mai, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2. C'était le premier grand entretien qu'il accordait depuis sa nomination à la tête du gouvernement, le 2 avril. Voici, classés par thème, les principaux extraits de ses déclarations.

□ L'accident de Friaal. — « Une fois les responsables connus, ceux-ci devront rendre des comptes à la justice. Et s'il s'agit de responsables de l'administration (...) qui auraient commis, ici ou là, des imprudences, ils devront être sanctionnés sévèrement (...). Il y a des responsabilités complexes. Des responsables du football, le club, la société qui a construit l'échafaudage, la société qui devait vérifier la qualité de l'échafaudage, et, sans doute, la commission départementale de sécurité (...). J'entends un peu partout que l'on me demande d'aller vite. Moi j'entends agir juste, et, si je dois prendre des sanctions, sanctionner juste. »

« Une amorce de redressement »

□ Le déficit budgétaire. — « Notre déficit budgétaire, par rapport à la production intérieure brute, sera inférieur à 2 %, le taux le plus bas des pays de la Communauté (...). C'est une manière de ne pas ralentir l'activité (...). Il y a eu ralentissement de l'activité mondiale (...). Donc nos recettes fiscales ont diminué (...). Il fallait à la fois maîtriser la dépense publique (...), et en même temps éviter d'augmenter les impôts (...), car augmentant les impôts nous aurions ralenti l'activité. C'est ce que nous avons fait en 1991, en plein accord, M^{re} Cresson et moi. C'est naturellement ce que je fais en 1992 (...). Mais l'on ne va pas ouvrir les vannes (...). Je ne suis pas devenu laxiste parce que je suis devenu premier

ministre. Je suis responsable. Je ne veux rien faire pour freiner l'activité économique, mais je ne veux pas naturellement augmenter les déficits qui pèseraient sur les taux d'intérêt, et finalement pèseraient sur la France. »

□ La régression du chômage le mois dernier. — « C'est une amorce de redressement. Mais ni Martine Aubry (...) ni moi, nous ne pouvons nous satisfaire de ce que, tel ou tel mois, les choses s'améliorent ou s'aggravent. Ce qui compte, c'est la volonté du gouvernement (...). Mon objectif, c'est qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée ou 1^{er} novembre prochain. » (Lire page 20)

□ Les réformes. — « Lutter contre l'inflation, c'est se comporter en socialiste (...). La transparence des marchés financiers, le contrôle des marchés publics, le développement de la concurrence (ce sont des réformes). La politique industrielle initiée par Edith Cresson, c'est une réforme; les délocalisations qui visent à décentraliser un certain nombre d'activités, c'est une réforme; quant aux autres, vous les verrez bientôt. Prenez patience. »

□ Les élections législatives. — « Je me suis fixé onze mois pour avoir bien en tête le calendrier des mesures à prendre. Mais je ne désespère pas de créer les conditions politiques d'une victoire d'une majorité de progrès. »

□ La corruption. — « Entier l'argent et la société, il y a des liens, qui se sont tissés depuis des années, qui ne sont pas toujours très clairs (...). La justice doit faire son métier en toute indépendance. Je dis en toute indépendance, et, je l'espère, en toute sérénité (...). Il y a une distinction à faire entre le financement des partis politiques — tous les partis se sont financés suivant des procédures (...) contestables — et puis l'enrichissement personnel (...). (Sur celui-ci), si la justice le démontre, c'est son métier, ce n'est pas le mien, il faudra que les sanctions soient exemplaires. Car il faut (...) restaurer l'image de

la politique dans la société. Moi, je crois que les socialistes sont des gens honnêtes (...) mais s'il y a eu telle ou telle erreur de commission par tel ou tel, alors il faut être implacable (...). »

□ Dans une société d'économie de marché, dans une société de concurrence, il n'y a pas que les rapports entre la politique et l'argent qui sont préoccupants. Tout le monde sait que dans le secteur de l'immobilier il y a eu dans le passé, il y a peut-être encore, en tout cas certains le disent, des abus de pouvoir. C'est la raison pour laquelle j'ai mis en place la Commission de prévention de la corruption (...). Je comprends très bien que les entreprises gagnent de l'argent (...) le profit est normal. Je comprends très bien qu'il y ait des gens riches qui soient plus riches que d'autres. Il faut bien récompenser le mérite, mais je n'accepte pas l'argent mal gagné. »

□ M. Tapis et le football. — « Il y a une instruction qui est ouverte. Beaucoup de clubs français sont concernés. Je ne m'en mêle pas. A la justice d'en décider (...). Bernard Tapie est dans mon gouvernement. Je considère qu'il est honnête, je considère que c'est un gagnant. C'est lui qui a fait le meilleur résultat aux élections régionales dans un département difficile (...). améliorant, c'est un des rares cas, le score du Parti socialiste par rapport à 1986. Je lui fais confiance. »

« Mandat de sept ans non renouvelable »

□ La situation des banquiers. — « Je ne crois franchement pas (...) que l'on puisse comparer la France aux Etats-Unis (...). Je ne vais pas bouleverser ce qui a été fait par mes prédécesseurs (...). Mieux vaut prévenir que punir (...). La petite délinquance, que punir (...) d'abus de biens, lesquels j'ai beaucoup de bienveillance, doit être punie aussi. Donc pas

d'impunité, mais pas de bavures (...). »

□ Le calendrier électoral. — « Les élections législatives auront lieu à l'heure dite (...). Elles ne seront pas précédées par une élection présidentielle. Le mandat de François Mitterrand, président de la République, va jusqu'en 1995. Je suis pour le respect des échéances (...). »

□ La durée du mandat présidentiel. — « Mon sentiment personnel, c'est que le mandat de cinq ans renouvelable s'appliquerait à un régime présidentiel (...). Mais je crois que ça ne marcherait pas bien en France, parce que le Parlement, qui pourrait être composé d'une autre majorité que celle qui aurait porté le président à l'Elysée, entretiendrait des conflits. On voit ce que ça donne aux Etats-Unis. Alors ma préférence personnelle va au mandat de sept ans non renouvelable (...). Il y a beaucoup de responsables politiques pressés qui voudraient bien faire adopter un mandat de cinq ans pour abréger le mandat de François Mitterrand. On je crois que ça ne serait pas sage, car c'est l'intérêt du pays qui doit nous guider. François Mitterrand a eu le grand mérite de montrer que les institutions étaient adaptables à l'alternance démocratique. C'est un acquis dont il ne faut pas se priver. »

□ Le traité de Maastricht. — « Si le traité n'est pas ratifié par la France, qui doit être, à mon avis, exemplaire, ou par tel ou tel autre pays, alors c'est l'Europe risque de se disloquer (...). Ce n'est pas une forme de chantage. Les choses sont ainsi. Si un pays ne ratifie pas les accords de Maastricht, on repart à zéro (...). J'ai été très frappé d'entendre le discours éloquent et intelligent de Philippe Séguin (...), mais il raisonnait comme au temps de Louis XIV! Et peut-être aussi comme au temps de Bismarck! (...) Je respecte les opinions de Séguin, car il a le courage de les exprimer. Je respecte aussi les opinions de Jean-Pierre Chevènement. Je crois tout simplement qu'il se

trompent d'époque (...). C'est une chance pour nous de construire une Europe de paix, et c'est une chance, pour nous, de la construire avec l'Allemagne (...). »

□ La révision de la Constitution. — « Le budget continuera à être voté par le Parlement national, et j'ai déjà donné mon accord, il y a bien longtemps comme ministre des finances, pour que, préalablement à l'examen du budget, le budget de la Communauté soit examiné (...). Il n'y a pas nécessité d'inscrire cette disposition dans la Constitution, car, à ce moment-là, nous nous engageons dans un processus, qui, pour l'instant, n'est pas prévu par les accords de Maastricht (...). Je crois que le problème est purement politique. Nous avons accepté les amendements proposés par l'opposition et par les socialistes (...). Très peu, mais parce qu'il n'y a pas lieu d'en avoir beaucoup. Premièrement, on a demandé, je me demande pourquoi d'ailleurs, que la longue française soit la langue de la République, comme si la langue française n'était pas celle de la République depuis des siècles. Très bien. Deuxièmement, que le titre s'appelle « De l'Union européenne ». Pourquoi pas? Et troisièmement, et cela est le plus important, que le Parlement, dans son ensemble, au par l'intermédiaire d'une commission, soit saisi pour avis de toute directive européenne communautaire ayant une implication législative. Cela, c'est la réforme importante, car elle permet en effet au Parlement national, émanation de la souveraineté populaire, d'être informé mieux, consulté davantage et sollicité, pour avis, quand lui l'estimera nécessaire. »

□ On peut toujours essayer (d'aller au-delà) (...) si c'est pour panser l'amour-propre de tel ou tel député de l'opposition. Je vais vous dire ma pensée, et celle du président de la République. Nous avons souhaité un large mouvement de concorde nationale. Mais de concorde nationale

entre les partisans de la construction européenne (...). Vous ne pouvez pas me demander à moi, et M. Balladur ne peut pas me le demander à moi, d'arbitrer les conflits entre les deux moitiés du RPR. Je ne vais pas donner satisfaction à la moitié du RPR qui est contre l'Europe, au risque de décevoir la moitié du RPR qui est pour l'Europe. »

« Il est possible qu'il y ait un référendum si... »

□ Le compromis de Luxembourg. — « M. Giscard d'Estaing en 1974, une fois élu, a signé avec ses autres partenaires un texte qui, disons, rendait caduc le compromis de Luxembourg, puisque l'on pouvait, à ce moment-là, utiliser la procédure de la majorité qualifiée (...). Je ne dis pas qu'on ne peut pas l'utiliser (ce compromis). Je voulais simplement vous dire que je ne peux pas, moi, en tant que chef du gouvernement, faire plaisir à ceux qui sont contre la construction européenne (...). Il est clair que depuis longtemps il faut que le RPR mette ses penchons à l'heure. C'est pourquoi j'ai plus d'admiration pour M. Séguin que pour tel ou tel autre qui se livre à des contestations inutiles. Sur un sujet comme l'Europe, il faut parler clair (...). »

□ Un référendum? — « Il est possible qu'il y ait un référendum sur la révision, si nous ne sommes pas assurés d'avoir la majorité des trois cinquièmes [au Congrès]. Le président et moi, et le gouvernement, nous préférons la procédure parlementaire. (Sur la ratification du traité), si on estime que le meilleur engagement de la France dans la construction européenne, qui est la clef de notre avenir, c'est un référendum, nous approuverons (...). Un référendum sur la ratification est possible, il n'est pas indispensable. Nous serons à l'écoute de l'opinion publique, du Parlement et des formations politiques. »

Dans cinq ans, pourrez-vous modifier aussi facilement votre système de communication?

Encore que certains prétendent le contraire, il est pratiquement impossible de prévoir ce que nous réserveront les technologies de communication dans les années à venir. Mais que vous soyez une compagnie de téléphone ou un de ses clients, certains choix s'imposent dès aujourd'hui: réseau public ou privé? Système radio ou câble?

Dans ce contexte où les interrogations foisonnent, AT&T peut vous aider à mieux préparer l'avenir en toute sérénité. Par exemple, l'expérience que nous avons accumulée au sein de nos Laboratoires Bell nous a permis d'inventer et d'innover dans les principaux domaines de la communication, depuis les fibres optiques jusqu'au système d'exploitation UNIX®, en passant par les commutateurs pour radiotéléphones.

Au regard d'un tel héritage, il y a de fortes chances que nos innovations d'aujourd'hui soient appelées à devenir les normes de demain, quelle que soit la direction que prendra cet avenir.



مكتبة النخيل

POLITIQUE

Les déclarations du premier ministre et le débat sur les institutions

Calmer le jeu

par Thierry Bréhier

L'HOMME tranquille de Matignon : voilà l'image que veut donner de lui M. Pierre Bérégovoy depuis sa nomination à la tête du gouvernement ; voilà l'impression qu'il s'est efforcé de laisser tout au long de son passage à l'heure de vérité dimanche 10 mai. Malgré le défi apparentement impossible que lui a demandé de relever M. François Mitterrand - redonner l'espoir au PS de ne pas perdre la prochaine échéance électorale malgré la déroute qu'il vient de connaître aux régionales et aux cantonales - le premier ministre s'est efforcé de dépassionner le débat, de calmer le jeu politique, de montrer qu'avec lui la gestion des affaires va redevenir raisonnable. Raisonnable mais raisonnée.

Fier de l'œuvre réformatrice de la gauche, et de la sienne propre du temps où il était ministre des finances, M. Bérégovoy estime qu'il n'a plus vraiment besoin de prouver qu'il est un réformateur. Changer la société n'est pas son objectif. Il ne veut être que le bon docteur qui la guérit des deux maux qui la minent : le chômage et la corruption. C'est un choix réfléchi et obligatoirement, puisqu'il revient à s'efforcer de rattraper, avant qu'il ne soit définitivement trop tard, les deux échecs des socialistes.

Deux échecs qui le touchent au cœur puisque le premier met à mal leur vocation sociale, et que le second réduit à néant leur prétention morale. Mais si le premier ministre parvient, en onze mois, à corriger les effets néfastes de onze ans de présence d'un homme de gauche à l'Elysée, il peut redonner à ses camarades socialistes l'espoir de ne pas connaître une nouvelle échéance électorale. Pour cela, il lui faut du calme. D'où l'annonce, qu'il a voulu éternelle, que le président de la République resterait en fonction jusqu'au terme du mandat qui lui est confié les élections, c'est-à-dire jusqu'en mai 1995. Il lui fallait

apaiser les ardeurs de tous ceux qui, à gauche comme à droite, dérivent des scénarios bâtis sur l'hypothèse d'une présidentielle anticipée.

Pour éliminer définitivement cette hypothèse, il lui fallait aussi éradiquer l'idée que, si une prochaine réforme constitutionnelle réduisait le mandat présidentiel, ce serait pour instituer un mandat de sept ans non renouvelable, plutôt qu'un mandat de cinq ans renouvelable une fois, puisque chacun reconnaît, y compris M. Laurent Fabius, que, dans ce dernier cas, M. Mitterrand aura du mal à ne pas s'appliquer à lui-même la nouvelle règle. Il n'est donc pas étonnant que le choix « personnel » énoncé dimanche par le premier ministre rejoigne les récents propos présidentiels et la préférence exprimée par M. Jack Lang.

Mais ce faisant, M. Bérégovoy rend difficile le succès de la réforme constitutionnelle annoncée pour l'automne par M. Mitterrand, car, pour le mener à bien, il lui faudra obtenir le consentement de la droite. Or celle-ci ne sera tentée de l'accorder que si elle obtient en échange la quasi-assurance d'un départ évancé du chef de l'Etat.

Ce chiffon rouge agité, dimanche, sous les yeux de l'opposition, n'est pas le seul. Le premier ministre ne s'est pas montré conciliant sur le dossier de Maastricht. S'il a confirmé l'accord du gouvernement sur les trois amendements adoptés jeudi par la commission des lois de l'Assemblée nationale, il a fait comprendre qu'il n'avait pour l'instant guère l'intention d'en faire plus. Même s'il s'en est défendu, il est apparu trop heureux des divisions de l'opposition pour l'élider à colmater la brèche apparue entre le RPR et l'UDF. Dans le slogan « la force tranquille », à nouveau mis en valeur, il y a deux idées. Prôner la seconde n'interdit pas d'user de la première quand sur un dossier il est possible de s'en servir.

Avant la ratification du traité de Maastricht

M. Balladur (RPR) demande une modification de la réforme constitutionnelle

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, estime, dans un article du Figaro du 11 mai, que le débat parlementaire sur la révision constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht, « se déroule dans de mauvaises conditions ». Représentant la teneur de ses déclarations faites sur Antenne 2, samedi 9 mai, M. Balladur affirme « approuver » le traité car « une meilleure organisation de l'Europe peut apporter à la France davantage de prospérité et de sécurité », mais il « regrette » que le gouvernement refuse de le compléter d'un certain nombre de précisions et de garanties (...) indispensables ».

L'ancien ministre de l'économie et des finances cite les « trois points essentiels » sur lesquels le gouvernement devrait modifier son projet de révision : le « contrôle du Parlement français sur l'activité de la Communauté », notamment lorsqu'une décision communautaire modifie la législation nationale ; la réaffirmation de la « valeur du principe institué en 1966 et baptisé

« compromis du Luxembourg » selon lequel aucun pays ne peut se voir imposer par les autres une décision contraire à ce qu'il juge être ses intérêts essentiels » et, enfin, le recours aux « dérogations » prévues par le traité sur la question du droit de vote des étrangers aux élections municipales.

Sur ce dernier point, M. Balladur précise qu'il s'agit d'un « maître préalable » à une modification des divers codes de la nationalité en vigueur dans les douze pays européens. Dans un deuxième temps, a-t-il ajouté, il conviendrait de « différer l'application du vote des étrangers aux élections municipales » afin d'expliquer à l'opinion que ce qui est en cause, c'est pour l'essentiel le vote d'Italiens, d'Espagnols et de Portugais, installés depuis longtemps dans notre pays, et non pas autre chose. Constatant que le premier ministre n'a, dimanche 10 mai, « apporté aucun élément nouveau », M. Balladur estime que l'on peut fort mal augurer de la discussion parlementaire.

M. Sarkozy (RPR) : « On peut amender la révision constitutionnelle sans remettre en cause le traité. » - M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a affirmé, dimanche 10 mai, au « Grand jury RTL-Le Monde », qu'aujourd'hui, avec l'attitude provocatrice, politicienne, du gouvernement et de son premier ministre, le gouvernement ne dispose pas de « la majorité des trois cinquièmes » requise pour faire adopter la révision constitutionnelle par le Parlement. « J'ai bien l'intention de ratifier Maastricht », a-t-il ajouté, précisant qu'il ne peut amender le projet de loi de révision constitutionnelle sans remettre en cause le traité.

M. Séguié (RPR) : l'Europe proposée par le premier ministre est « ringarde ». - M. Philippe Séguié, député RPR des Vosges, a estimé, lundi 11 mai, sur Europe 1, que l'Europe proposée par le premier ministre était « ringarde ». Il a ajouté que ce serait « mentir » que d'annoncer la dissolution de l'Eu-

rope, comme l'a fait le premier ministre, en cas de non-ratification de Maastricht.

M. Longuet souhaite des « états généraux de l'opposition » sur l'Europe. - Dans un entretien au Figaro du lundi 11 mai, M. Gérard Longuet regrette que, dans le débat sur l'Europe, « la priorité absolue » ait été donnée à l'union de l'opposition et que MM. Chirac et Giscard d'Estaing aient traité ce dossier « avec des préoccupations de politique intérieure ». « Certes, convient le président du PR, nous devons d'abord battre les socialistes. Mais en privilégiant l'union, on ne doit pas, pour autant, se priver d'une réflexion de fond. Il n'y a pas eu d'états généraux de l'opposition sur l'Europe. Organisons-les », M. Longuet pense que « si un large accord parlementaire se dessine à propos de Maastricht, un référendum aurait l'avantage de montrer aux Français l'enjeu de la construction européenne ».

L'embellie ?

Suite de la première page

A la dégringolade qui avait accompagné l'épisode Cresson - que M. Mitterrand persiste, plutôt que d'avouer ses propres fautes, à attribuer à ce qu'il qualifie de « complots » - a succédé une nouvelle période, plus fluide, plus ouverte. Comme si les jeux n'étaient plus faits.

Mais il faut se garder des effets climatiques lorsqu'ils ressemblent à des effets d'optique, car ils sont trompeurs : si M. Bérégovoy a incontestablement réussi à ériger, en un mois, un nouveau climat, la nouvelle donne politique qu'il cherche à bâtir n'est pas, ou pas encore, à portée de la main.

L'atmosphère n'est certes plus à la catastrophe, annoncée, presque programmée, qui avait caractérisé l'ère Cresson. La période actuelle est au contraire dominée par deux données de base, qui sont de nature à placer le pouvoir en meilleure posture : le retour au « trépidant » classique de la cinquième République, et la réouverture du terrain et du jeu politiques.

A posteriori, M. Mitterrand a toujours su théoriser ses échecs : aujourd'hui, il pourrait réutiliser un concept inventé au plus fort de l'impopularité de l'année 1984 : celui de la « gestion paroxysmique de la crise ». De la même manière qu'il avait, contre toute attente, prolongé M. Mauroy à la tête du gouvernement, malgré le changement de cap radical de mars 1983, il a gardé M. Cresson à son poste, contre toute raison, laissant le processus aller à son terme électoral.

Le fond avait été touché, le pouvoir ne pouvait que « remonter », comme le disait M. Mitterrand. Voici donc revenue une situation d'un parfait classicisme : un président qui s'occupe de l'essentiel, un premier ministre qui est efficacement, c'est-à-dire avec sérieux et professionnalisme, un charbon de la gestion, un parti qui (hormis le cas Chevènement) serre d'autant plus les rangs qu'il a pris un bon coup sur la tête ; le PS n'est donc plus en révolte contre le pouvoir, excécutif.

Reprendre l'initiative politique, n'a été ensuite possible qu'à la relative discrétion de l'opposition : celle-ci s'est gardée d'entourner le chant du départ, après les scrutins régionaux et cantonaux, comme elle aurait pu le faire au vu des résultats. Preuve, s'il en était besoin, que la fonction présidentielle continue de susciter une véritable fascination-vénération, protégée qu'elle est par les institutions. Ce faisant, l'opposition a certes facilité le bon fonctionnement de celles-ci et, un jour ou l'autre,

l'exercice du pouvoir suprême par l'un des siens. Mais elle a laissé presque tranquillement le président accrédié l'idée qu'en changeant de premier ministre il avait bel et bien entendu le message du pays.

Ce nouveau chef de gouvernement s'est employé, pour sa part, à alléger l'atmosphère, en renouant à changer le mode de scrutin législatif (constat d'impasse habilement présenté comme un acte de courage politique), et surtout en proclamant une volonté forte de



mettre le holà en matière de corruption. Thème décisif s'il en est, car le déficit moral est non seulement le secteur où le désaveu de l'opinion est le plus lourd (66 % d'opinions négatives, selon le SOFRES), mais il est à l'origine d'une véritable rupture entre le pouvoir et son propre électorat. M. Bérégovoy a, pour l'heure, le mérite d'avoir dit où était le mal, plutôt que de tourner autour du pot. Il lui reste bien évidemment à agir.

C'est donc dans un contexte modifié, que s'est engagé le débat européen, terrain présidentiel par définition, terrain enfin positif, car il est celui sur lequel M. Mitterrand est déjà crédité par les Français d'un bon bilan. Autant qu'on puisse en juger, à partir de la façon dont la discussion a été entamée, il est clair que le président est en passe de réussir à faire de Maa-

stricht le grand débat national qu'il appelait de ses vœux ; et d'en obtenir un double avantage : d'occultation des autres problèmes qui, en temps normal, assaillent un gouvernement ; de division de l'opposition, bien sûr. De ce point de vue, il n'était pas écrit à l'avance que le RPR donnerait tête baissée dans le piège.

Dans un pays qui vit encore avec les cicatrices laissées par l'échec de la Communauté européenne de défense, dans une droite qui avait mis tant d'années à surmonter la cassure que ce débat avait provoqué dans ses rangs, il fallait être soit bien imprudent, soit sans mémoire pour ne pas y regarder à deux fois. Le résultat est que M. Jacques Chirac, à qui tout semblait jusque-là réussir, n'a pas su prendre ses troupes en main, a fait revenir dans son camp le défait politique à la force de dire, sur le mode cynique, et qui plus est, en pure perte, que l'essentiel de ce débat était de déjouer le piège de la division !, et surtout court le risque de prendre une position négative qui, à coup sûr, lui couperait la route de l'Elysée.

Des handicaps colossaux

Dans ces conditions, on comprend que M. Mitterrand ait pu, sans faire sourire, envisager de prolonger le bail de M. Bérégovoy au-delà de mars 1993. C'est pourtant aller vite en besogne. Car les problèmes demeurent. Et il y a loin d'un changement de climat à une donne politique qui permettrait à l'actuel premier ministre de constituer, autour de lui, une nouvelle majorité relative.

Les handicaps de départ sont et restent, en effet, colossaux. Le premier est électoral : la gauche est, pour la première fois depuis des lustres, tombée au-dessous de 30 %, lors du scrutin régional, et le PS au-dessous de 20 %. Le second tient à la longueur même, exceptionnelle, du bail présidentiel : après onze ans de pouvoir, l'usure est là et bien là ; et, paradoxe, le bon accueil que le pays a réservé au premier ministre a souligné, à contrario, la faiblesse persistante du chef de l'Etat : deux Français sur trois continuent de lui refuser leur confiance.

Le troisième obstacle tient à la difficulté que représente, en lui-même, le mode de scrutin majoritaire : il ne suffit pas, cette fois, de repenser quelques points pour l'adapter, pour les socialistes et leurs alliés, se situant au-dessus de 38 % pour être dans la zone de déclenchement de la majorité absolue à l'Assemblée.

Au-delà de cela, cependant, on ne peut pas, en quelques mois, un bond en avant considérable, qui paraît hors d'atteinte. La défaite en mars 1993, et la victoire de la

droite, reste donc probable. Deux questions viennent dans ces conditions à l'esprit : jusqu'où le président va-t-il pouvoir pousser son avantage européen ? M. Bérégovoy, passé son travail de déminage, va-t-il pouvoir cristalliser autour de lui un espoir susceptible de se transformer en avantage électoral ?

Le face-à-face Balladur-Bérégovoy

Pour M. Mitterrand, tirer le parti maximum du débat européen devrait le conduire à s'adresser directement au pays, lorsqu'il s'agira de ratifier le traité de l'Union européenne. A l'aide d'une question simple, qu'il s'agit lui-même formulée dans son entretien à Paris-Match : « Est-on pour ou contre l'Union européenne ? ». Ayant toute chance d'obtenir, sur ce sujet, une majorité dans le pays, le président en tirerait un double avantage : souligner à gros traits (M. Bérégovoy a montré le chemin dans sa prestation télévisée) la « cassure » de la droite, et conforter sa propre position. Car un « oui » au référendum serait, selon nous, un « oui » à un chef de l'Etat qui serait alors assuré d'aborder en bonne posture une nouvelle cohabitation.

A contrario, d'ailleurs, le plaidoyer du premier ministre pour un mandat présidentiel de sept ans non renouvelable incite à penser qu'il n'y aura pas de référendum constitutionnel à l'automne, et qu'il y aura bien un référendum européen dans quelques semaines. En effet, la formule préconisée par M. Bérégovoy présente un inconvénient majeur : les Français n'en veulent pas ! Ils sont majoritairement favorables au quinquennat. Et toute réforme des institutions nécessite l'accord d'une partie importante de la droite qui, sur ce sujet, n'existe pas. Privilegier le mandat de sept ans en fait une nécessité pour le seul M. Mitterrand, parce qu'il veut préserver son autorité. C'est aussi une manière d'enterrer la réforme de la Constitution.

Pour le premier ministre, enfin, la bataille frontale avec M. Balladur est engagée. Car l'enjeu des législatives sera largement de savoir qui, de M. Balladur ou de M. Bérégovoy, occupera le poste de premier ministre. S'il veut se donner quelques chances, M. Bérégovoy devra, après la période scolaire de déminage, imaginer deux autres phases. Après avoir dit : je démine le terrain, il lui faudra, dire, « je surprends », ce qui suppose d'être entouré de lieutenants imaginatifs « dans les sphères gouvernementales », avant de pouvoir dire « j'attaque » ce qui nécessitera la complicité active de MM. Fabius et Rocard. Mais cela est une autre affaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Préférences présidentielles

Ce n'est évidemment pas une simple coïncidence si, le même jour, le premier ministre, sur Antenne 2, et le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, sur TF1, viennent de prendre position, à propos de la durée du mandat du président de la République, en faveur du mandat de sept ans non renouvelable. L'expression de cette préférence ne fait qu'expliquer le propos tenu ces jours auparavant dans Paris Match par M. François Mitterrand : « Cinq ans, c'est bien court, pour court que le mandat des maîtres de nos communes. Quatorze ans, en cas de réélection, c'est bien long. Il faut trouver un moyen terme. »

Elle ne constitue pas, au demeurant, une surprise. Dans la quarante-cinquième de ses « 110 propositions pour la France », exposées, en 1981, avant l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, le Parti socialiste indiquait : « Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans, renouvelable une fois ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé. » Mais M. Mitterrand avait clairement opté pour cette seconde formule : « J'ai déjà dit ma préférence pour un mandat de sept ans non renouvelable et je compte agir dans ce sens », déclarait-il au Monde dans un entretien paru le 2 juillet 1981.

Dans sa Lettre à tous les Français diffusée à la veille de sa réélection, en 1988, M. Mitterrand indiquait toutefois : « Un projet de loi de 1973 prévoit de ramener de sept à cinq ans la durée du mandat présidentiel.

Or, M. Pompidou, qui l'avait proposé, ne l'a soumis ni au Congrès ni au vote populaire ni au Congrès. Il est donc resté lettre morte. Pour ne pas être accusé de défiance, j'ai dit qu'il ne prendrait pas l'initiative. Mais si une large majorité parlementaire et le gouvernement s'accordent sur une mesure de ce type, j'y souscrirai. A la seule condition que le mandat ainsi réduit ne soit renouvelable une fois. »

« Meurs françaises »

Aujourd'hui, M. Mitterrand semble personnellement décidé à s'en tenir à sa conviction originelle parce que la réduction du mandat à cinq ans présente à ses yeux l'inconvénient de faire coïncider la durée du mandat du président de la République et celle du mandat de l'Assemblée nationale, donc d'orienter les institutions vers « un système présidentiel de type américain » qui ne lui paraît pas « adapté aux mœurs françaises ». Il sait aussi, comme le soulignent le premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius, le secrétaire général, dans le Nouvel Observateur, que, dans l'hypothèse d'une réduction à cinq ans, il serait « politiquement » difficile de ne pas en tirer les conséquences pour lui-même, bien que « juridiquement » rien ne puisse l'y obliger.

M. Mitterrand n'en demeure pas moins prêt, dit-on, à laisser au Parlement le dernier mot.

A. H.

M. Bayrou (UDF) se prononce pour un quinquennat renouvelable

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a indiqué, dimanche 10 mai au Forum RMC, l'Exposition qu'il a faite personnel, il défendrait « l'idée du mandat de cinq ans renouvelable ». « Je suis pour un mandat plus bref, à expliquer le secrétaire général de l'UDF, mais je souhaite qu'il soit renouvelable. (...) Il ne me paraît pas sain, que quelqu'un qui est investi du pouvoir suprême se sente débarrassé de tout contrôle possible, simplement parce que la Constitution l'empêcherait de se représenter. Il me semble qu'il y a là quelque chose qui pourrait avoir dans le sens monarchique du pouvoir. »

M. Bayrou a estimé, d'entre part, que l'UDF, ayant obtenu satisfaction sur trois des quatre points qu'elle avait soulevés, voterait en faveur du projet de révision

constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht et il a jugé « tout à fait possible » que celui-ci obtienne la majorité nécessaire des trois cinquièmes au Parlement. « Je pense, a-t-il dit, qu'au Parlement il y a une majorité disponible, acquise à l'idée européenne, acquise à la ratification des accords de Maastricht. »

M. François-Poncet : le quinquennat renouvelable, « solution plus moderne et plus démocratique ». - M. Jean François-Poncet, sénateur (Rassemblement démocratique) de Lot-et-Garonne, ancien ministre des affaires étrangères, a exprimé sa préférence, dimanche 10 mai, sur FR3, à propos du mandat présidentiel, pour un quinquennat renouvelable, pour un quinquennat renouvelable, plus moderne et plus démocratique que « le septennat ». « Je crois que sept ans c'est très long », a-t-il précisé en soulignant qu'il s'agit d'un héritage de la Constitution de la Troisième République, « calculé pour un régime qui devait évoluer vers la monarchie ».

M. Lang pour le septennat non renouvelable. - M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a indiqué, dimanche 10 mai sur TF1, dans l'émission « Sept sur sept », que « sept ans non renouvelables [lui] paraît une bonne mesure qui assure la stabilité et qui est conforme à l'esprit de nos institutions ». A propos de la construction européenne, M. Lang a déclaré : « Refuser Maastricht, c'est prendre le risque de casser l'Europe et de briser ce mouvement ascendant, et c'est prendre, en second lieu, le risque d'isoler la France et d'en faire un pays de second rang. »

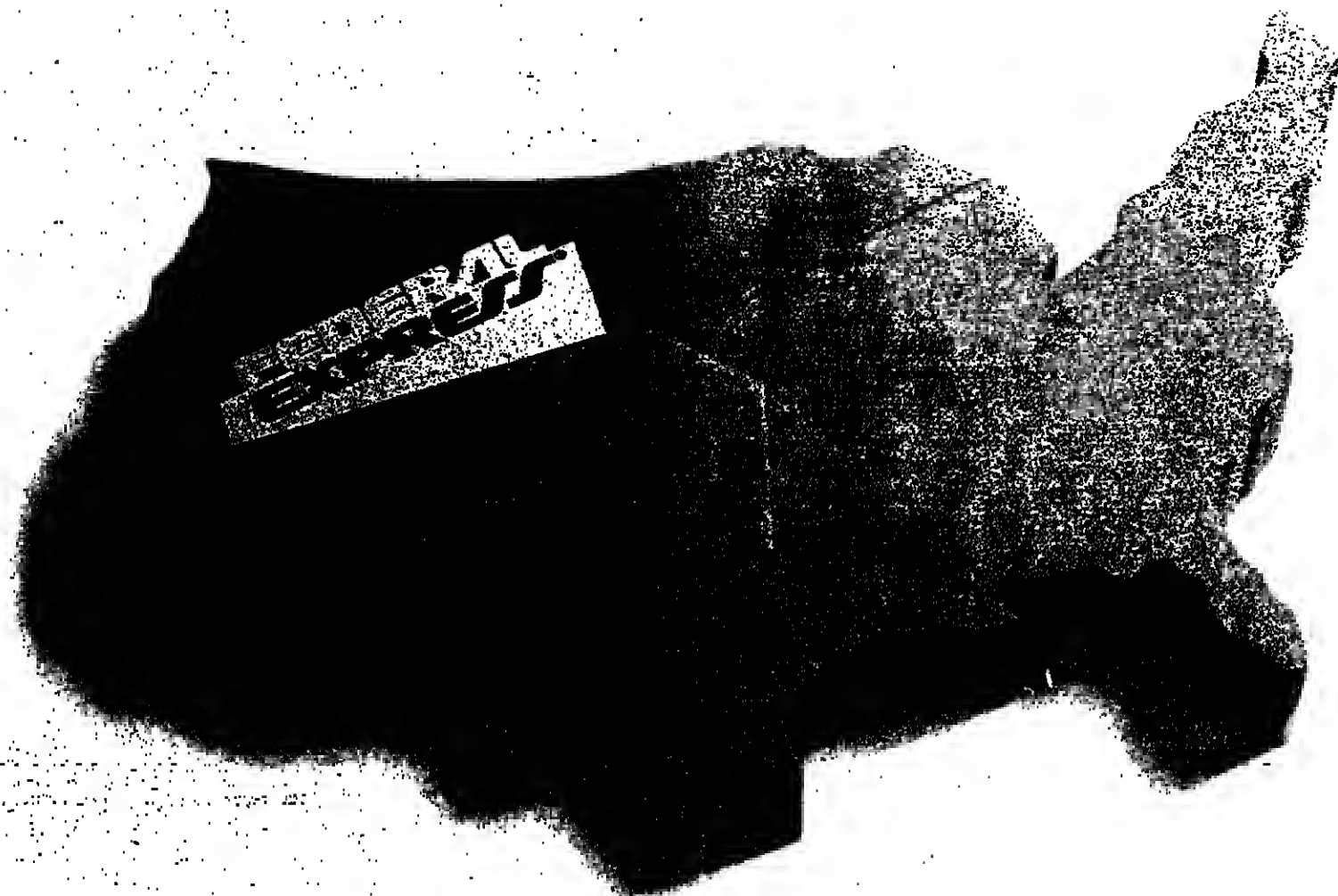


272 p., 30 illustrations, 195 F.
SEDES
88, Bd St-Germain, PARIS

هكنا من الأصل



POUR LIVRER L'AMERIQUE DU NORD FEDERAL EXPRESS MET LE PAQUET.



Pour toutes vos expéditions de fret vers l'Amérique du Nord,
faites appel à l'expertise Federal Express.

Dès le 4 mai, tous les jours,
à partir de Roissy-Charles de Gaulle,
notre DC 10 EXPRESSfreighter s'envole
vers l'Amérique du Nord pour
assurer la livraison de votre fret dans
les délais les plus brefs. Quels que
soient la taille et le poids de vos
expéditions, Federal Express les livre
vers les USA, le Canada... et même

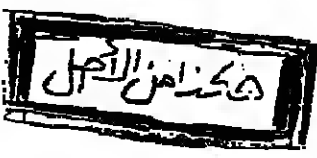
l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Australie.
Nos spécialistes vous renseigneront
sur les modalités techniques du
transport.
Appelez-nous au (1) 48.62.41.80 ou
contactez votre transitaire habituel.
Pour tout votre fret vers l'Amérique du
Nord et les autres continents, vite,
réflexe Fedex.



POUR VOTRE FRET INTERNATIONAL, REFLEXE FEDEX



SAATCHI & SAATCHI BORNES C. MARTEL ATLAS



SOCIÉTÉ

La renégociation de l'accord franco-américain de 1987 sur le sida

Washington reconnaît le bien-fondé de la position de l'Institut Pasteur

Après avoir rencontré, jeudi 7 mai, à la Maison-Blanche, M. Allan Bromley, conseiller du président George Bush pour les affaires scientifiques, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, a déclaré que le gouvernement américain «comprendait parfaitement» que l'Institut Pasteur veuille renégocier l'accord franco-américain de 1987 sur la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida. Néan-

moins, a ajouté M. Curien, «il souhaite poursuivre jusqu'à son terme la procédure engagée par le National Institute of Health avant de décider d'une éventuelle renégociation». M. Bromley a précisé que la procédure interne à l'administration américaine serait terminée dans «quelques semaines».

Le conseiller du président Bush s'est en outre «excusé» du fait que l'Institut Pasteur de Paris n'avait toujours pas reçu de réponse

au memorandum adressé, il y a plusieurs mois, à l'Institut national de la santé (NIH) américain. Le rapport de l'Office for Scientific Integrity du NIH ayant été déjà remis au gouvernement américain par la directrice du NIH, M^{me} Bernadine Healy (le Monde daté 3-4 mai), c'est à ce dernier - en l'occurrence à M. James O. Mason, secrétaire adjoint à la santé - qu'il revient aujourd'hui de faire connaître officiellement sa position.

WASHINGTON de notre envoyé spécial

Pour M. James O. Mason, le dernier acte de l'une des plus grandes polémiques scientifiques du siècle relève du dilemme cornélien. En tant que membre de l'administration américaine, il va devoir, d'une part, signifier aux docteurs Robert Gallo et Mikulas Popovic d'éventuelles sanctions et, d'autre part, répondre à la demande du gouvernement français, qui souhaite renégocier l'accord passé en 1987 entre le NIH et l'Institut Pasteur. En tant que scientifique, le docteur Mason est l'un des hommes qui connaît le mieux les dessous de cette polémique. N'avait-il pas, le 22 avril 1984, alors qu'il dirigeait le fameux Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta, déclaré au *New York Times* qu'il pensait que le virus découvert à l'Institut Pasteur de Paris était le virus du sida? M. Mason, qui disait appuyer ses dires sur diverses informations provenant non seulement de l'Institut Pasteur, mais également du CDC et du NIH, ajoutait que si une commission formelle entre les deux virus (le LAV français et le HTLV III américain) n'avait pas encore été faite, il lui semblait qu'il s'agissait là de «différents noms donnés au même virus».

Des discordances entre les rapports

Le lendemain, le 23 avril 1984, M^{me} Margaret Heckler, qui était alors secrétaire à la santé, annonçait au cours d'une conférence de presse que l'équipe du professeur Robert Gallo avait découvert le virus du sida. Le même jour, le gouvernement américain déposait une demande de brevet pour le test de dépistage mis au point par le professeur Gallo. Ce dernier certifiait alors qu'il était «l'inventeur original premier et unique du test de dépistage». Visiblement, le fait que l'Institut Pasteur avait déposé plusieurs mois auparavant, en décembre 1983 - une demande de brevet similaire auprès du Patent Office des États-Unis ne semblait étonner personne. A l'évidence, M. Mason savait que la réalité était

bien plus complexe que ne le laissait supposer l'annonce triomphante de M^{me} Heckler. Aujourd'hui, la preuve étant faite que le HTLV III n'est autre que le LAV découvert à l'Institut Pasteur, on mesure quel doit être l'embarras de M. Mason.

Avant de faire connaître sa position, le secrétaire adjoint à la santé devra s'efforcer de répondre à plusieurs séries de questions :

1. Comment expliquer les discordances entre le rapport final de l'OSI, le rapport de la commission d'experts indépendants présidée par le professeur Frederic Richards (université de Yale) et la position affichée par M^{me} Healy?

Après plus de deux ans et demi d'enquête, tous ces documents, et certains autres encore plus confidentiels auxquels le Monde a eu accès, montrent une absence de consensus sur plusieurs points cruciaux de l'affaire. S'ils conduisent tous à l'absence de preuve formelle tendant à montrer que le professeur Gallo a «volé» le virus du sida découvert à l'Institut Pasteur de Paris, ils divergent sur la question de savoir si le professeur Gallo et ses collaborateurs se sont rendus coupables de mauvaise conduite scientifique dans la manière dont ils ont mené leurs travaux en vue de la mise au point d'un test de dépistage du sida.

Dans la dernière mouture du rapport de l'OSI - celle qui a été remise au gouvernement américain - ont été rajoutés *in extremis* (pages 37 et 38) les résultats, fort succincts, des analyses de séquences génomiques. Il en ressort, peut-on lire, que l'on ne peut «trancher définitivement entre une contamination accidentelle et un détournement» du virus de l'Institut Pasteur. Les enquêteurs de l'OSI ne sont donc pas parvenus à déterminer si c'est sciemment ou non que l'équipe du professeur Gallo a utilisé le virus découvert à l'Institut Pasteur pour «découvrir» à son tour «son» virus et mettre au point «son» test de dépistage. Une telle incertitude figurait pas dans la version précédente du rapport.

Elle doit être rapprochée des conclusions du rapport demandé par M^{me} Healy à une commission d'ex-

perts indépendants du NIH, membres de l'Académie des sciences et de l'Institut de médecine des États-Unis. Le professeur Frederic Richards, qui présidait cette commission, avait fait, le 19 février 1992, dans un document de six pages adressé à M^{me} Healy, une analyse critique du rapport de l'OSI. Estimant que le «laboratoire du professeur Gallo avait été à l'école» avec le virus français («the Gallo lab was a school with the French virus»), le professeur Richards accusait l'équipe du professeur Gallo d'«insouciance intellectuelle de haut degré» ayant abouti à une «appropriation intellectuelle» du virus français.

Il mettait en cause son comportement «essentiellement immoral» pour n'avoir pas voulu mettre à la disposition des chercheurs qui le souhaitent la lignée cellulaire K19. Et il ajoutait que parmi les quatre faits qui avaient conduit l'OSI à accuser le docteur Popovic, chef virologue du laboratoire du professeur Gallo, de mauvaise conduite scientifique, il en était au moins deux qui auraient tout aussi bien pu s'appliquer au professeur Gallo lui-même. Le professeur Richards disait regretter cette «différence de traitement» entre les deux chercheurs.

D'autres isolats?

Rien de tel pour M^{me} Healy : ainsi qu'elle l'écrit dans une lettre adressée le 27 mars à M. James O. Mason, il n'existe aucune preuve permettant de penser que le docteur Gallo et le docteur Popovic ont «détourné» le virus français. Le rapport de l'OSI, ajoute-t-elle, démontre que le laboratoire du professeur Gallo disposait d'autres isolats (que celui qui a été adressé à l'Institut Pasteur), et tout laisse penser que les docteurs Gallo et Popovic croyaient détenir l'un de ces derniers dans leur article publié par *Science* en mai 1984.

En réalité, sur ce point, les différentes versions du rapport de l'OSI sont moins formelles que ne le laisse entendre M^{me} Healy. D'où la

deuxième question à laquelle devra répondre M. Mason :

2. Le professeur Gallo, au moment où il mit en culture sur lignée cellulaire continue le LAV de l'Institut Pasteur, disposait-il d'autres isolats qui lui auraient permis de découvrir le virus du sida et de mettre au point un test de dépistage? En d'autres termes, avait-il des raisons de vouloir «détourner» le virus découvert à l'Institut Pasteur?

Si personne ne conteste le fait que le professeur Gallo ait eu en sa possession, à un moment ou à un autre, d'autres isolats de virus qui n'avaient rien à voir avec celui que lui avait adressé le professeur Luc Montagnier, il semble bien en revanche, à la lecture des différentes versions du rapport de l'OSI et des interrogatoires des docteurs Gallo et Popovic, que ces deux chercheurs ne possédaient pas, à la mi-octobre 1983, lorsqu'ils réussirent à faire pousser le LAV en lignée continue, d'autres isolats.

Le deuxième isolat qu'ils réussirent par la suite à faire pousser fut le *recombinant MO (V)*. Personne, dans le laboratoire du professeur Gallo, n'est capable de donner le moindre détail sur son origine, et on sait aujourd'hui qu'il n'est autre que du LAV. Pour ce qui est du HTLV III, Gallo et Popovic eurent le plus grand mal à le faire pousser en lignée continue et il est aujourd'hui également admis qu'il est en réalité du LAV. Le dernier isolat souvent cité par Gallo comme candidat potentiel est le *RF*. Mais lui aussi ne pousse que quelques semaines après le LAV.

3. Le professeur Gallo a-t-il toujours dit et écrit la vérité? A-t-il en particulier tout dit aux enquêteurs de l'OSI? Les termes de la déclaration qu'il a faite sous serment le 18 novembre 1986 sont-ils exacts?

Il est aujourd'hui unanimement admis que le professeur Gallo a découvert le virus du sida et qu'il a mis au point le test de dépistage américain. Ce simple fait - à rapprocher de l'existence formelle du virus du sida - a été admis par l'équipe de Gallo de ne pas utiliser le virus pastorien à des fins industrielles ou commerciales - devrait suffire, ou bonne logique, à renégocier l'accord

semblable et que ce test était au moins aussi fiable que le sien. Au contraire, il affirmait être l'inventeur «original premier et unique du test». N'aurait-il pas dû au moins citer les découvertes faites à l'Institut Pasteur?

Un an et demi plus tard, l'affaire avait été portée devant la justice américaine par les Français qui s'estimaient lésés : bien qu'ayant déposé une demande avant les Américains, leurs brevets ne leur avaient encore été accordés. Au cours de la procédure, le professeur Gallo avait rédigé, le 18 novembre 1986, une déclaration sous serment dans laquelle il expliquait qu'au moment où il avait déposé sa demande de brevet, lui et ses collègues ne considéraient pas que le LAV et le HTLV III étaient un seul et même virus. «Les données dont nous disposions indiquaient clairement que les deux virus fonctionnaient et réagissaient différemment», ajoutait-il. Pourtant, à cette même époque, il avait déclaré publiquement à plusieurs reprises que les deux virus lui paraissaient très semblables. Dans le manuscrit de l'article qui parut le 4 mai 1984 dans *Science*, le docteur Popovic écrivait même : «Le LAV est décrit ici comme le HTLV III (il est décrit here as HTLV III)». Cette phrase sera ensuite barrée par le professeur Gallo avec, en marge, cette mention : «Mika, je n'y crois pas. Vous êtes absolument incroyables!» («Mika, I just don't believe it. You are absolutely incredible!»). Cette version manuscrite, la première datée du début du mois de mars 1984, C'est-à-dire bien avant le dépôt de la demande de brevet...

L'étonnante protection
du professeur Gallo

Il est aujourd'hui unanimement admis que le professeur Gallo a découvert le virus du sida et qu'il a mis au point le test de dépistage américain. Ce simple fait - à rapprocher de l'existence formelle du virus du sida - a été admis par l'équipe de Gallo de ne pas utiliser le virus pastorien à des fins industrielles ou commerciales - devrait suffire, ou bonne logique, à renégocier l'accord

de 1987 dans un sens nettement plus favorable aux intérêts de l'Institut Pasteur.

Au lieu de reconnaître cette évidence, et tout en reconnaissant le bien-fondé de la position française, les autorités américaines préfèrent l'enterrer. Au risque d'exaspérer le gouvernement français et de se mettre à dos une communauté scientifique internationale peu encline à tolérer de pareilles pratiques et de plus en plus sceptique sur les capacités du NIH à régler lui-même ce type d'affaires. En outre, on commencent à douter et à qu'il y a, décidément, au NIH, deux poids et deux mesures. N'a-t-on pas, pour des faits infiniment moins graves, sanctionné durement un Prix Nobel de médecine, le docteur David Baltimore, au point de lui faire perdre la présidence de la très prestigieuse Université Rockefeller? N'a-t-on pas également, là encore pour des motifs assez flous, «démissionné» le professeur James Watson, lui aussi Prix Nobel de médecine, de la tête du programme Génome humain?

D'où vient la protection dont semble bénéficier le professeur Gallo? Est-elle liée au fait que l'accord de 1987 a été rendu public par le président des États-Unis, M. Ronald Reagan, et le premier ministre français, M. Jacques Chirac? Existe-t-il des documents tendant à montrer qu'en mars 1987, au moment de la signature de l'accord, les autorités américaines étaient informées d'un certain nombre de faits survenus trois ans auparavant dans le laboratoire du professeur Gallo et dont elles n'ont pas fait état à leurs homologues français?

Outre une sous-commission de la Chambre des représentants présidée par le démocrate John Dingell (Michigan), d'autres organismes - l'Inspection générale du département de la santé et l'Office général des comptes (GAO) - continuent toujours leur enquête, cherchant à déterminer si, dans sa demande de brevet, le professeur Gallo s'est rendu coupable de fausses déclarations.

FRANCK NOUCHI

CATASTROPHES

L'enquête sur le stade de Furiani

Les cinq niveaux de responsabilité du drame de Bastia

BASTIA

de notre correspondant

Deux autres personnes sont décédées dans la journée du dimanche 10 mai, à Bastia, à la suite de la catastrophe de Furiani. Le bilan officiel publié par la préfecture de Haute-Corse en fin de journée fait état de 13 morts et 521 blessés hospitalisés : 316 le sont dans les hôpitaux de Corse, 130 dans les Bouches-du-Rhône, 68 dans les Alpes-Maritimes et 7 à Paris. Les services de santé déclarent que parmi eux 63 blessés sont dans un état critique ou grave. Au total, plus de 1 320 personnes ont officiellement été soignées à la suite de l'effondrement de la tribune du stade de Furiani.

C'est avec cette toile de fond dramatique que le débat sur les responsabilités de la catastrophe s'est engagé. Déjà, l'inculpation, trois jours après l'accident, de l'un des cadres de la société installatrice de la tribune (le Monde daté 10-11 mai) a donné à l'opinion la mesure de la détermination du parquet d'aller «vite, juste et fort».

« Dix-sept morts dans un accident d'autocar en Espagne. » Dix-sept personnes ont été tuées et une douzaine blessées, samedi 9 mai, lors de l'accident d'un autocar qui s'est renversé près de Vittoria (Espagne). Le véhicule, qui transportait quarante-six passagers, effectuait la liaison Lisbonne-Paris. Selon la police, le chauffeur se serait endormi alors que l'autocar circulait sur une route de montagne. Un autre accident d'autocar a eu lieu le même jour au Portugal, près de la ville de Campo Maior faisant Trente-cinq blessés. — (AFP-AP)

comme le déclarait le procureur de la République de Bastia après l'ouverture d'une information contre X. Et le commentaire de Pierre Bérégovoy, dimanche 10, à l'heure de vérité, sur Antenne 2 (lire page 11), a confirmé les cinq pistes d'investigation à partir desquelles des responsabilités civiles et/ou pénales pourraient être établies.

● La Fédération française de football (FFF) et le Sporting Club de Bastia (SCB), organisateurs de la rencontre publique de Furiani, sont notamment - et différemment - incriminés à propos de leur absence de réaction après les réclamations de plusieurs spectateurs constatant des mouvements latéraux de la tribune. Il en est de même à propos d'un accident, une heure avant la catastrophe, au cours duquel un spectateur a été sérieusement blessé à la poitrine par la chute d'une tôle sous la tribune. Absence de réaction aussi aux commentaires inquiets à propos de l'insécurité de la tribune de la FFF devant les caméras de FR3 une heure avant la catastrophe.

● L'entreprise Sud Tribunes, déjà incriminée à propos de carences techniques du montage de la structure portative qui s'est effondrée, pourrait l'être aussi à propos des conditions financières du «contrat verbal» passé avec le club, et des conditions d'appel à un sous-traitant pour la fourniture de la partie de la tribune qui s'est effondrée le 5 mai.

● La Société de contrôle technique (SOCOTEC), appelée par Sud Tribunes à la demande de la commission consultative départementale de sécurité pour contrôler la compatibilité des sols de pose, aurait également été coaccusée après le montage de la tribune sur la qualité de la construction de l'ensemble. L'avis favorable donné

par la SOCOTEC, par écrit pour la première mission, l'aurait été oralement pour la seconde. Les enquêteurs semblent avoir quelques difficultés à établir ce fait en raison de «l'absence momentanée» du responsable SOCOTEC local depuis la catastrophe.

● La commission consultative départementale de sécurité placée sous l'autorité de M. Eugène Bertucci, le maire de Furiani, est présidée par le préfet du département, M. Henri Huron, ou par son délégué. Elle est composée d'un nombre variable de membres comptant principalement des représentants de services de l'Etat, d'élus communaux et cantonaux et de représentants du SCB et de la FFF.

Rapidement désignés coupables d'avoir fourni hâtivement des autorisations aux organisateurs de la demi-finale dramatique de Furiani, certains membres de la commission réagissent. Les uns, comme les représentants du service départemental incendie et secours (SDIS) et les représentants médicaux du SAMU 28, pour révéler les réserves émises quant à la sécurité côté tribune. D'autres pour refuser de faire les frais de la critique. L'un d'eux, prévoyant déjà quelques sanctions à venir, commente : «Il ne faudrait pas prendre cette commission comme bouc émissaire. Ce serait facilement masquer les véritables responsabilités», indiquant ainsi le champ d'une polémique qui s'ouvre et que les enquêteurs judiciaires et administratifs auront à délimiter.

MICHEL CODACCIONI

► Lire dans «Le Monde de l'économie», page 29, l'article de Paul Silvani : «Corse au double visage».

ÉDUCATION

En portant M. Philippe Toussaint à la présidence de l'UNAPEL

Les parents d'élèves de l'enseignement privé confirment la radicalisation de leur mouvement

L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), réunie en «délégation nationale» les 9 et 10 mai à Poitiers, a élu M. Philippe Toussaint à sa présidence. Il remplacera M. Alain Cériseau à partir du 1^{er} septembre. M. Toussaint a demandé au gouvernement de prendre, d'ici quatre semaines, des mesures en faveur de l'enseignement privé.

POITIERS

de notre envoyé spécial

Changement de tête imprévu : les délégués de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), 330 000 familles ont élu à la quasi-unanimité (197 voix sur 215 votants) M. Philippe Toussaint, patron des APEL parisiennes et directeur général délégué du Crédit du Nord, à la tête de leur mouvement.

En 1988, à Blois, M. Toussaint avait déjà fait sensation en brisant le rituel récurrent des successions à la présidence de l'UNAPEL. Pour la première fois, il avait alors été élu, «par une démarche personnelle», à la présidence de la puissante union de parents d'élèves du privé (à 95 % catholique). L'institution, traditionnellement marquée par le fort sentiment légitimiste de ses adhérents, avait alors rejeté la candidature de M. Toussaint, jugée trop marquée politiquement (à droite), et coopté M. Alain Cériseau, qui incarnait la ligne «modérée» du mouvement.

Mais trois années de ministère Jospin sont venues à bout de la patience des parents de l'enseignement catholique. «Las d'attendre» et de vivre

«une liberté au rabais», les délégués de l'UNAPEL n'ont, cette fois, pas écarté la candidature de l'un des actifs organisateurs de la grande manifestation de juin 1984 à Paris, ou pleine «guerre scolaire», et du plus récent rassemblement de Paris (le Monde du 7 avril). M. Toussaint, entré au bureau national en 1990 et élu vice-président du mouvement l'an dernier, a manifestement su catalyser la grogne des adhérents.

Un ultimatum au ministre de l'Éducation

Pour l'UNAPEL, la tension est montée d'un cran en décembre dernier, après «le coup de Jarnac de M. Jospin». L'Etat avait alors décidé de solder à hauteur de 1,8 milliard de francs (sur six ans) le contentieux lié aux arriérés des frais de fonctionnement des établissements privés - le «forfait d'externat», accumulés entre 1982 et 1989, tout ce faisant il des mesures réclamées par l'enseignement catholique pour améliorer la situation des personnels des établissements privés, «en application stricte de la loi Debré de 1959» : formation et recrutement des maîtres, déroulements de carrière, retraites, prise en charge par l'Etat des documentalistes, des psychologues scolaires et des directeurs d'école, etc. La Rue de Grenelle «coulait» ainsi que les responsables de l'enseignement catholique avaient cartes acceptées de réduire leurs prétentions (de 3 milliards de francs initialement à 1,8 milliard), mais «à condition précisément de prendre en considération ces mesures».

M. Toussaint a donc clairement indiqué qu'à ses yeux «la question du forfait d'externat n'était pas réglée». La nouvelle équipe dirigeante s'est donc dite prête à «tout faire» pour supprimer le verrou du financement des établissements privés, mais également des investissements immobiliers.

liers, qui interdit actuellement aux collectivités territoriales de participer au financement des investissements immobiliers des établissements primaires privés et limite à 10 % le montant des subventions possibles pour le secondaire privé (loi Falloux). L'UNAPEL avait déjà adressé le 4 mai une lettre aux parlementaires pour les inciter au dépôt d'amendements à la présente session parlementaire.

La direction de l'UNAPEL ne se satisfait pas des gestes que le ministre de l'éducation nationale s'appuie à faire pour la formation des maîtres au primaire et la prise en charge des documentalistes du privé, dont le statut devrait être examiné, jeudi 14 mai au Conseil supérieur de l'éducation nationale. M. Toussaint réclame un «règlement global» des dossiers en cours. «En évitant de jouer le jeu des promesses préélectorales», assure-t-il. Il laisse quatre semaines au ministre de l'éducation nationale «non pas pour réfléchir, mais pour prendre des décisions». Alors que de nouveaux rassemblements sont prévus en province, le 23 mai à Amiens et début juin à Lyon, le mouvement des parents du privé coïncide avec l'assemblée plénière extraordinaire des évêques, qui se réunissent à Paris, les 13 et 14 mai, pour «redéfinir» le statut de l'enseignement catholique.

JEAN-MICHEL DUMAY

(Né le 27 juillet 1948 à Sanno-Pont (Seine-et-Marne), M. Philippe Toussaint est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, ancien élève de l'ENA et ingénieur des finances (1972). Membre du cabinet de M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, puis de l'Intérieur entre 1976 et 1978, il entre ensuite au Crédit national puis au Crédit du Nord, dont il est actuellement directeur général délégué.)

هكذا من النحل

sur le sida
de l'Institut Pasteur

La Seita, c'est une logistique capable d'approvisionner 37 500 points de vente.

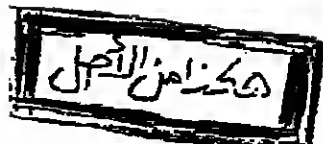


DDP Corporate

DE L'INITIATIVE ENCORE ET TOUJOURS

La distribution, entièrement télématisée, que nous avons développée avec les 37 500 débiteurs de tabac est une des plus performantes d'Europe. A travers ce réseau, le plus dense de France, nous distribuons la quasi-totalité des produits du tabac. Mais aussi les cartes de téléphone (une carte sur deux) et de parking. En 15 jours tout nouveau produit parvient à 95 % des consommateurs. Pour plus d'informations sur l'entreprise, écrivez à la Seita, Direction de la Communication, 53 Quai d'Orsay, 75007 Paris.

— Seita —



SOCIÉTÉ

Avant le « Sommet de la Terre » à Rio

Cent quarante-trois pays adoptent une convention sur les changements climatiques

Après bien des hésitations, le président Bush devrait annoncer ces jours-ci – peut-être à l'occasion de la visite que doit effectuer mardi 12 mai à la Maison Blanche le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali – sa décision de se rendre à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui se tiendra du 3 au 14 juin à Rio-de-Janeiro (Brésil), en présence de quelque quatre-vingts chefs d'Etat et de gouvernement.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

A l'issue de sa cinquième session, le Comité intergouvernemental chargé d'élaborer une convention-cadre sur les changements climatiques – présidé par le Français Jean Ripert, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies – a fait adopter le 9 mai par les cent quarante-trois pays participant à la négociation un texte de compromis qui sera soumis au « Sommet de la Terre » de Rio, où il constitue le principal point (1) à l'ordre du jour.

Dans ce document, les pays signataires s'engagent à réduire d'ici à l'an 2000, sur la base de leur niveau de 1990, leurs émissions de gaz à effet de serre. A commencer par le gaz carbonique, ou CO₂, responsable de 55 % du total des émissions. Ils acceptent également d'utiliser le nouveau Fonds pour l'environnement mondial (FEM) afin de permettre aux pays en voie de développement de se conformer à ces nouveaux engagements. Ces engagements ont tou-

tefois une portée limitée faute d'objectifs précis, d'un calendrier d'application et de tout pouvoir de coercition. « Ce n'est pas demain que nous aurons un gouvernement mondial disposant de sa propre police de l'environnement, mais c'est peut-être moins éloigné dans le temps qu'on pourrait le croire », a pourtant estimé M. Ripert.

La contribution française

Pendant de longs mois, face aux pays européens, au Canada et au Japon qui réclamaient un objectif chiffré et un échéancier de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les Etats-Unis – qui sont res-

ponsables, à eux seuls, de 20 % des émissions de ces gaz, contre 13 % pour l'Europe – ont toujours répondu par la négative. Leur accord de dernière minute, sur un objectif très général de réduction des émissions, n'a été acquis qu'à la condition de n'être assorti d'aucune contrainte pour atteindre ce but.

Le document prévoit seulement que les pays signataires devront produire régulièrement des rapports sur la manière dont ils contrôlent leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce qui a été très mal perçu par les écologistes américains, qui accusent l'administration Bush de n'avoir jamais vraiment songé aux moyens de réduire

la consommation d'énergie des Etats-Unis.

La question de l'« éco-taxe » sur l'énergie, qui devrait permettre de financer les programmes de protection de l'environnement, a soigneusement été écartée de la discussion finale sous la pression de Washington et des pays producteurs de pétrole. De leur côté, les pays de l'Est et de l'ex-URSS ont refusé tout ce qui aurait pu être assimilé à un engagement précis.

Le même non-dit a été observé à propos du Fonds pour l'environnement mondial, constitué de ressources financières « additionnelles » (distinctes des fonds d'aide publique au développement). Si elle relève le caractère « intermédiaire » du recours à ce fonds, la convention-cadre ne précise nullement les sommes que les pays industrialisés doivent verser aux pays en voie de développement. Pour participer à ce fonds, chaque pays doit apporter 5,5 millions de dollars (30 millions de francs). A ce jour, une trentaine de pays (dont la moitié du tiers-monde) ont apporté leur contribution. Pour sa part, la France a annoncé qu'elle verserait 900 millions de francs sur une durée de trois ans et effectué un premier versement du tiers de cette somme.

SERGE MARTI

(1) Le Sommet de Rio abordera une autre convention sur la protection de la diversité biologique, qui se déroule à Nairobi. Parmi les autres sujets, l'élaboration de la Charte de la Terre n'a pas beaucoup progressé, alors que la rédaction de l'Agenda 21, composé des mesures écologiques à adopter d'ici à l'an 2000, est plus avancée.

En Gironde

Confrontation verbale. Écologistes-chasseurs sur la tourterelle

BORDEAUX

de notre correspondant

Le traditionnel face-à-face des écologistes et des tireurs de tourterelles a eu lieu le 9 mai en Médoc. Il ne s'est pas déroulé, selon l'habitude, au pied des pylônes de chasse, à la pointe de Grave, mais dans un salon de la sous-préfecture de Lesparre. Les pouvoirs publics ont en effet bloqué, « pour des raisons d'ordre public », la délégation anti-chasse au cœur de la présidence médiatique. En dépit de la médiation du sous-préfet, M. Jean-Michel Linfort, les quatre heures et demie de discussions n'ont pas permis de concilier les points de vue. Les chasseurs veulent continuer de

tirer les tourterelles au printemps et espèrent une modification de la directive européenne qui leur interdit depuis 1979. Les écologistes, eux, exigent l'application de cette même directive.

La délégation écologiste était notamment composée d'Alain Bourgaïn-Dubourg, président de la Ligue française pour la protection des oiseaux, et d'Antoine Waechter, porte-parole national des Verts. Les chasseurs avaient envoyé les dix conseillers régionaux tout frais élus de Chasse, Pêche, Nature, Tradition (CPNT), conduits par M. Jean Séraly, désormais vice-président du conseil régional d'Aquitaine.

GINETTE DE MATHA

RELIGIONS

Réunie en synode national à Annecy

L'Eglise réformée de France s'élève contre l'« Europe forteresse »

Près de deux cents délégués ont participé, du jeudi 7 au dimanche 10 mai près d'Annecy (Haute-Savoie), au synode national de l'Eglise réformée de France (ERF). Après avoir élu son nouveau président, le pasteur Michel Bertrand (le Monde daté 10-11 mai), l'ERF a adopté un document dans lequel elle se prononce contre une « Europe forteresse » coupée des plus démunis et du tiers-monde.

ANNECY

de notre envoyé spécial

« Le protestantisme est un géant qui dort », l'avertissement du pasteur Peter Beier, président de l'Eglise évangélique de Rhénanie, semble avoir enfin résonné en France. Près de trois ans après la chute du mur de Berlin, et à la faveur de la discussion sur le traité de Maastricht, les protestants français entrent de plain-pied dans le débat européen. Un rapport confié au pasteur Jean Tarter, inspecteur ecclésiastique luthérien (au nom de l'entente cordiale des héritiers de Luther et Calvin), un document discuté et adopté à l'unanimité, des tables rondes avec la participation de M. Jérôme Vignon, un proche de M. Jacques Delors : à Annecy, l'Eglise réformée de France a pris sa part au réveil du « géant » protestant, qui représente plus du quart de la population de la grande Europe.

Le succès des valeurs protestantes

Elle l'a fait, toutefois, avec une timidité à trouver, dans le débat européen engagé par les réformés à Annecy, des propositions nouvelles et fortes. Aussi M. Jérôme Vignon,

directeur de la prospective à la commission de Bruxelles, a-t-il eu beau jeu de déclarer que « les Eglises sont bien conscientes de trouver la construction européenne trop marchande, pas assez ouverte au social, ni aux questions d'environnement ». Il pouvait même se payer le luxe d'ajouter que, avec Maastricht, la France allait précéder « s'inscrivant d'une culture qui a cours dans d'autres pays protestants ». « La dimension régionale, le respect de l'autonomie des partenaires sociaux, l'attention aux dynamismes du marché, sont des valeurs protestantes qui vont nous devenir plus familières », devait ajouter M. Vignon.

D'autres questions-clés n'ont été qu'esquissées à Annecy, comme celle de l'avenir du modèle français de laïcité. Les héritiers des huguenots, qui ont connu l'exil, le « désert » ou la mort, y attachent un grand prix. Mais on peut se demander comment les relations entre les Eglises et l'Etat vont évoluer dans une Europe qui compte à la fois des Eglises officielles, comme en Grande-Bretagne ou en Scandinavie, des collectivités de droit public comme les Eglises allemandes et de simples associations culturelles, strictement séparées de l'Etat, comme en France.

L'Eglise évangélique allemande compte plus de 30 millions de membres, 25 000 pasteurs, 300 000 personnels salariés. Dans quelles dispositions les protestants français vont-ils aborder les projets d'harmonisation des législations fiscales, si avantageuses aujourd'hui pour les protestants en Allemagne (qui paient un impôt ecclésiastique) ou les catholiques en Italie ?

L'autre interrogation, qui ne fut qu'évoquée au synode d'Annecy, porte sur les moyens de pression et d'action du « géant » protestant dans les nouveaux centres de décision européens, sur sa capacité institutionnelle à orienter les choix communautaires vers plus de justice sociale ou d'égalité dans la situation des immigrés. Président de la Fédération protestante de France, le pasteur Jacques Stewart a parié sur une solidarité renouvelée, à travers des conseils d'Eglise dont il n'a pas tort de rappeler qu'ils existent partout, sauf dans les pays à majorité catholique, comme en Espagne, au Portugal, en Italie (à l'exception de la France).

M. Jérôme Vignon a rappelé que « c'est à des protestants que l'on doit la création des premiers groupes qui se sont constitués pour parler au nom de leur confession aux responsables

de la Commission européenne ». Mais par rapport à l'époque des Jean Rey (ancien président de commission), Jean-Marie Bagnier (ambassadeur du général de Gaulle à la Commission de Bruxelles), Helmut von Verschuer (président de la Sico-Marchés de l'agriculture), la courtoisie de transmission protestante semble aujourd'hui moins bien assurée.

Pas de « magistère moral »

La question de l'efficacité des Eglises protestantes en Europe renvoie à celle de leur identité. Si les catholiques ont entendu un discours clair, bien que contesté, sur le thème de la « nouvelle évangélisation », du Vieux Continent, si les orthodoxes eux-mêmes récemment réunis à Istanbul souhaitent parler d'une « seule voix », les protestants européens resserrent leurs liens, comme on l'a vu récemment à Budapest (le Monde du 31 mars), mais répugnent tout autant à des prises de position qui risqueraient d'apparaître comme uniformes et dogmatiques. « Nous sommes animes à condamner l'idée que les Eglises en Europe puissent prétendre exercer un magistère moral », a déclaré le président Jean-Frédéric Monsarrat. Ces réflexions se font jour quand, après douze ans de mandat à la tête de l'ERF, le pasteur Monsarrat, passant le flambeau à son successeur, M. Michel Bertrand, a laissé percer une pointe de « pessimisme ». Il a évoqué la désertion des cultes par les jeunes, le tarissement des ressources financières et des vocations de pasteur (quatre-vingts paroisses en sont dépourvues). « Je comprends qu'en rel ou tel lieu, a dit le président de l'ERF, on soit fondé au pessimisme », ajoutant toutefois, comme pour rassurer son auditoire : « L'Eglise réformée de France n'est pas nihiliste ».

Son successeur aura la charge de mettre en route la phase de « révision et d'expérimentation », dans laquelle est entrée la principale Eglise protestante de France. Au profit de « coordinations » plus souples, de grandes commissions vont être dissoutes, comme la Commission générale de la catéchèse et celle de l'évangélisation (CGE), qui, avec les pasteurs Crespy et Casalis, a marqué l'histoire récente d'un protestantisme engagé en France et dans le tiers-monde. Une disposition qui est un signe des temps.

HENRI TINCO

SPORTS

RUGBY : huitièmes de finale du championnat de France

Toulouse à contre-pied

Les huitièmes de finale du championnat de France de rugby ont été fatals aux favoris : dimanche 10 mai, le Racing Club de France a été battu par Grenoble, Narbonne s'est incliné face à Bayonne et Brive a été « sorti » par Biarritz ; la veille, l'Union sportive Dacquoise battait le Stade toulousain (24-19). En quarts de finale, Dax rencontrera Tarbes, surprenant vainqueur d'Agen.

PAU

de notre envoyé spécial

« Pas va, pas pris », Laurent Rodriguez rigole de tout son cœur derrière ses grandes moustaches. Pendant quatre-vingt minutes, le capitaine de l'Union sportive Dacquoise a joué à cache-cache avec l'arbitre et il a gagné. Il le sait bien : il a souvent flirté avec les limites du hors-jeu sans que jamais le sifflet ne retentisse. Tout sourit, l'ancien international qui repousse match après match l'heure de la retraite rassemblée à un gamin dans les cours de récré qui viennent de réussir une belle espièglerie. Samedi soir, son équipe est rentrée au pays en ayant « sorti » l'un des gros morceaux de la compétition, le Stade toulousain, champion de France 1989 et leader incontesté cette année. Les Dacquois ont prouvé pour la première fois que la victoire ne tient décidément qu'à un fil, ici, aux nerfs des Toulousains qu'ils se sont machinalement acharnés à mettre en pelote.

Le plan de bataille à donc fonctionné : « Il fallait empêcher le jeu toulousain de se développer et contraindre leur formidable pack », explique René Bénéis, l'entraîneur dacquois. En clair, il fallait faire perdre Toulouse. La première mi-temps fut belle et furieuse : la défense des blancs s'arqueboute et puis se déchire sous la charge de quinze diables furibonds de s'être fait souffler le titre l'an dernier par Bègles-Bordeaux (le Monde du 4 juin 1991). Deux essais dans le premier quart d'heure de la partie : Dax, assommé, rabiotait quelques points grâce à deux pénalités, 15 à 6 à la mi-temps : Dax était perdu.

Ce fut une drôle de seconde mi-temps. Sûrs de leur victoire, les Toulousains s'assoupirent et faisaient les beaux qui lancient des attaques de leur en-bat en roulant des mécaniques, sans parvenir à marquer : qu'importe, le triomphe était en vue. Petit à petit, Rodriguez venait les taquiner, l'œil vil, anticipant toute attaque : la bloquant, ou bien tendu en embuscade : « Whistle ! » criaient les Toulousains, « Whistle ! » criaient les Toulousains, « Whistle ! » criaient les Toulousains. Le colosse blanc semblait s'en amuser, il provoquait ses adversaires qui tombaient dans le

piège et rentraient dans la partie de cache-cache. Ils se faisaient prendre et la sanction était lourde. En un quart d'heure, entre la 61^e et la 76^e minute, l'arbitre sifflait quatre fois : quatre pénalités, et la botte de Thierry Lacroix menait tout doucement Dax à la victoire parachevée par un drop de Jean-Patrick Lescaours (78^e minute).

Une compétition riche en surprises

« Les Toulousains ont oublié qu'un match dure 80 minutes », poursuit Rodriguez. Ils ont joué à l'économie sûr de leur victoire. Ils ont attendu pendant une heure, enragés les points, puis ils ont accumulé les fautes. Ils se sont fait surprendre. Après l'élimination de Bègles-Bordeaux, champion de France en titre en seizièmes de finale face à Chalon, voici un nouveau départ prématuré. Parmi les raisons de ces surprises, la nouvelle formule du championnat. Depuis le tour précédent, la compétition se joue en un seul tour, sur terrain neutre, lorsque les équipes se rencontrent en matches aller-retour jusqu'à l'an dernier. Pris à contre-pied, un favori pouvait toujours espérer se rattraper. Désormais, les « grands » n'ont plus de marge de sécurité, ils l'ont appri trop tard, aux dépens des « petits » qui en ont largement profité.

« Nous ne devons pas seulement notre victoire aux faiblesses de l'adversaire ni à cette nouvelle formule, rétorque Laurent Rodriguez. Certes, cette qualification est une belle surprise. Elle est le fruit de deux mois de travail. Pour parvenir en phase finale, nous avons dû travailler ferme, dans une poule difficile. Cela nous a forgé le caractère. Notre équipe est constituée de deux générations de joueurs : les jeunes, venus de toute la région dacquoise – le rugby est en effet pratiqué dans tous les lycées publics ou privés – viennent apprendre le rugby auprès d'anciens comme moi. C'est l'adage idéal : les pères et les fils dont certains jouent encore en juniors ».

Les juniors, les fils justement, qui écrasent Lourdes et le lever du rideau, montrant aux pères comment percer une défense en fendant tout droit, à la mode anglo-saxonne, et marquer un essai. L'OS Dacquoise a en effet remporté ses deux derniers matches sans marquer le moindre point à la main. « Ces derniers temps nous sommes beaucoup engueulés entre nous, avec les entraîneurs, les dirigeants, plaisante un joueur. Certains ont menacé de démissionner, il y a eu des psychodrames, bref, les vicissitudes d'une famille nombreuse. Nous avons eu tellement envie de botter les fesses des uns ou des autres que nous sommes passés maîtres dans le jeu au pied ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

AUTOMOBILISME

500 KM DE SILVERSTONE

Le Britannique Derek Warwick et le Français Yannick Dalmas (Peugeot 905) ont remporté, dimanche 10 mai, les 500 km de Silverstone (Angleterre), deuxième manche du championnat du monde des voitures de sport. Ils ont devancé de deux tours le Meck du Britannique Johnny Herbert (J.R.) et du Brésilien Mauricio Salá.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

En allant battre Limoges 76-74 en finale aller du championnat de France, Pau-Orthez a jeté sa première offensive à domicile à l'équipe du CSP. Forts de ce précieux succès, les Bleus recevront Limoges samedi 16 mai lors du match retour.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE

La Suède a conservé dimanche son titre de champion du monde en battant la Finlande 5-2 à Prague. Vainqueur de la Suisse, les

Tchécoslovaques prennent la médaille de bronze.

MOTOCYCLISME

GRAND PRIX D'ESPAGNE

Michael Doohan sur Honda a remporté sa quatrième victoire de la saison dimanche dans la quatrième manche du championnat du monde de 500 cm³ lors du Grand Prix d'Espagne couru à Jerez de la Fronteira. L'Australien a devancé le champion du monde en titre, l'Américain Wayne Rainey sur Yamaha et l'Ecossais Neil McKinnon (Yamaha). En 250 cm³, Nathan Aspinall sur Aprilia a devancé l'Allemand Holger Bradl et le Japonais Masahiro Shimizu, tous deux sur Honda.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Huitièmes de finale

Dax b. Toulouse	24-19
Grenoble b. Racing CF	27-12
Bayonne b. Narbonne	16-12
Biarritz b. Brive	26-10
Tarbes b. Agen	19-15
Toulon b. Béziers	15-9
Castres b. Chalon-sur-Saône	9-3
Colomiers b. Perpignan	10-9

Le tableau des quarts de finale

— Samedi 16 mai à Tarbes : Bayonne-Biarritz ; à Narbonne : Toulon-Tarbes.
— Dimanche 17, à Toulouse : Castres-Colomiers ; à Bègles : Grenoble-Dax.

SPORTS ÉQUESTRES

GRAND PRIX DE LA BAULE

Triple français, dimanche dans le Grand Prix de La Baule : Roger-Yves Bost est Président. Papillon ont devancé Eric Navet, sur Roxane de Guichy, et Alexandra Ledermann, sur Portion.

VOLLEY-BALL

TOURNOI PRÉOLYMPIQUE DE CASTELNAU-LE-LEZ

La France s'est imposée dimanche face à l'Argentine (15-5, 12-15, 15-4, 15-10) lors de son premier match dans le tournoi préolympique de Castelnau-le-Lez.

SPORTS

JUDO : championnats d'Europe

Pascal Tayot fait le poids

Triomphe pour l'équipe de France masculine de judo aux championnats d'Europe, organisés du jeudi 7 au dimanche 10 mai, au stade Pierre-de-Coubertin de Paris. Les huit judokas en lice ont ramené chacun une médaille : trois en or, avec Stéphane Traineau (moins de 95 kilos), Pascal Tayot (moins de 86 kilos) et Benoît Campargue (moins de 65 kilos), trois d'argent et deux de bronze. Les filles ont été plus décevantes : deux titres, pour la championne du monde Cécile Nowak (moins de 48 kilos) et Laetitia Meignan (moins de 72 kilos), et deux médailles de bronze. Au bilan par pays, la France l'emporte avec 12 médailles, devant l'Allemagne (9) et la CEI (7).

Avec Pascal Tayot, le judo se fait à la fois thriller et combat de catch. Frissons d'abord : pendant ses deux journées de compétition, le Français s'est engagé à faire peur au public de Coubertin. Il commençait ses combats presque à reculons, semblant se demander ce qu'il faisait sur le tatami. Au bout de deux minutes, il était mené par des adversaires qui ne pensaient plus qu'à la manière de lui asséner la prise fatale. En demi-finale, à cinquante secondes de la fin, il se retrouvait coincé sous l'Espagnol Villar, les épaules presque au sol. La salle était en train de se résigner, lorsque, en un éclair, Tayot retourna son adversaire et le combat. Il montait sur l'Espagnol et lui infligeait le châtimement qu'il semblait devoir subir quelques instants plus tôt.

C'est le catch : quoi qu'il arrive, le gentil au moins dans le cœur des supporters français - finit toujours par s'imposer. Et la victoire paraît d'autant plus douce qu'elle a tardé à se dessiner. En fin de combat, la longue silhouette de Tayot se métamorphose. Elle semble toujours pouvoir porter un coup de plus que ses adversaires. « Je préfère mener tranquillement mes combats, dit le judoka. Mais je suis conditionné à gagner à la fin par ma très grande résistance physique, mon endurance : mon cœur bat seulement à 35 pulsations-minute. Je garde un œil sur le chronomètre et j'use mes adversaires. Je sens qu'ils déclinent peu à peu et qu'un moment ils croqueront, comme quelqu'un que vous sentez décrocher derrière vous dans une course de fond. »

Profusion de talents

Cette « condition physique monstrueuse », selon les termes du directeur technique national, Jean-Luc Rougé, a permis à Pascal Tayot de s'emparer samedi, à vingt-sept ans, de son premier vrai titre international. Juste retour des choses. C'est son corps qui l'a obligé à mener sa carrière comme ses combats, en s'imposant sur le tard. Car pendant des années l'athlète n'a souffert que d'un seul handicap : celui de peser le même poids que Fabien Canu. Double champion du monde, celui-ci ne régnait pas seulement dans sa catégorie des moins de 86 kilos, grâce à ses résultats. Le beau Fabien était le judo français, la coqueluche des médias, tête d'affiche d'un sport qui a toujours suscité des vocations de porte-parole.

Se gloire mettait son sport en lumière, mais rejetait ses équipiers dans l'ombre, à fortiori ceux qui avaient la malchance d'être ses rivaux pour une sélection.

Le bouheur du judo français, cette profusion de talents qui samedi à Coubertin lui permettait de remporter en une demi-heure trois médailles d'or que d'autres disciplines mettraient vingt ans à attraper faisait le malheur de Pascal Tayot. Pour ne pas se cogner à la statue de son rival, le judoka n'avait plus que deux solutions : la déboulonner méthodiquement, mais lentement, en obtenant de meilleurs résultats que l'idole, ou la contourner en s'écilant vers une autre catégorie. Pour ne pas voir la route des Jeux olympiques de Séoul irrémédiablement barrée, Tayot a d'abord choisi la deuxième solution, un chemin de traverse vers les moins de 78 kilos.

« Il m'a fallu huit mois de régime sans grignoter ni sucrés, explique-t-il. J'ai vécu dans un état de quasi-hibernation. Je dormais seize heures par jour, ma seule activité était d'aller m'entraîner. Pour un homme normal, le taux de graisses moyen est de 13 %. Pour moi, aujourd'hui, il est de 9 %. A l'époque, pour arriver à 82 kilos, il fallait à environ 5 % le minimum vital, et je devais encore perdre 4 kilos en eau. »

Une vocation d'archéologue

A force de se torturer pour avoir le moindre gramme en trop, à force de se battre contre son propre corps, Pascal Tayot s'était vaincu tout seul. A Séoul, il s'entraînait d'extrême justesse pour échouer à la cinquième place. « J'étais au bout du rouleau, à l'extrême limite de mes capacités physiques. Le soir des compétitions, je me suis fait peur : je ne pouvais plus servir la main, j'avais du mal à respirer, plus aucun muscle ne fonctionnait normalement. Cela a échoué de ne connaître de remonter dans la catégorie supérieure. Cela me permettait de travailler sur du long

terme, de grignoter l'avance de Fabien Canu en quatre années, avant les Jeux de Barcelone. »

Le travail n'effraie pas ce droitier naturel, qui s'est obligé, à force de vouloir, à devenir un gaucher du judo. « Par ce que j'étais jeune, explique-t-il, j'avais été entraîné par une méthode contre un gaucher, je voulais faire comme eux. Pour Pascal Tayot, il mettra cependant longtemps à porter ses fruits, après trois années d'une frustrante lutte à distance. « Je sentais que j'étais plus fort que Fabien, soupire le judoka. Je le provoquais sur les tatamis, mais Fabien continuait à profiter d'un o priorri favorable chez les sélectionneurs. Cela s'expliquait : la fédération vendait son image grâce à lui, et moi, je n'étais de toute manière pas assez régulier. » Pascal Tayot s'est une nouvelle fois imposé à l'issue, cette année, lors des championnats de France où il a battu Canu, puis au cours du Tournoi de Paris, où il a ridiculisé le champion du monde japonais Okada, vainqueur de Canu au tour précédent, d'un ippon au bout de quinze secondes. Tayot avait gagné son billet pour Barcelone. Canu ne serait que son remplaçant.

Samedi, Fabien Canu, qui aimait toujours les regards à défaut d'attirer l'or, assistait donc au premier triomphe de son rival, depuis sa nouvelle place de commentateur pour la télévision. Et Pascal Tayot pouvait enfin penser sereinement à son rêve d'enfance qui tourne à l'obsession : les Jeux olympiques. « Tout jeune, dit-il, j'étais déjà passionné par les Jeux. J'ai longtemps voulu devenir archéologue : l'aspect historique, la Grèce antique, la motivation sportive, tout s'est imbriqué pour en faire un sommet pour moi. Et puis un titre mondial m'intéresse que la France du judo, un titre olympique concerne la France entière. » Pour ce titre, à Barcelone, Pascal Tayot promet qu'il fera enfin le poids.

JÉRÔME FENOGLIO

VOILE : « America 3 » et « Il-Moro-di-Venezia » à égalité dans la Coupe de l'America

Buddy Melges, le vétéran du Wisconsin

« America 3 » et « Il-Moro-di-Venezia » étaient à égalité, dimanche 10 mai à San-Diego (Californie), à l'issue des deux premières régates de la Coupe de l'America. Après avoir perdu la première manche de 30 secondes pour avoir raté leur départ, les Italiens ont gagné la deuxième avec 3 secondes d'avance. Le trophée sera attribué au premier bateau qui gagnera quatre régates.

Dans cette Coupe de l'America où tous les coups semblent permis pour déstabiliser l'adversaire, un homme fait exception par sa sérénité. Depuis le début des éliminatoires, jamais Buddy Melges, le barreur d'America 3, n'a pu être pris en flagrant délit de tricherie. Pas plus qu'il n'a été la cible d'un de ses concurrents. Alors que Bill Koch s'efforçait de créer un climat d'hostilité autour du Franco-Américain Paul Cayard, skipper d'Il-Moro-di-Venezia, traité de « mercenaire » à la solde de Raul Gardini, qui lui aurait offert une prime de 700 000 dollars (près de 4 millions de francs) pour la qualification pour la coupe de l'America, l'« access » avait répliqué par un éloge du barreur d'America 3.

« Il y a quinze ans, quand j'ai commencé ma carrière, il était considéré comme un des rois, une des idoles dans la classe des Stars avec Blackhalder, Conner et Buchanan. dit Paul Cayard en parlant de Buddy Melges. L'avoir comme adversaire me procure un grand plaisir. Etre arrivé à son niveau signifie beaucoup pour moi, surtout quand je repense à l'admiration que j'avais pour lui lorsque je n'étais encore qu'un débutant. »

Le vétéran de cette Coupe de l'America ne se contente pas d'inspirer le respect à ses adversaires par son âge (soixante et un ans). Avec plus de cinquante titres nationaux

ou mondiaux et deux médailles aux Jeux, Buddy Melges a, peut-être, le plus beau palmarès dans les séries olympiques derrière le Suédois Paul Elvstrom. Alors que Paul Cayard avait tout juste cinq ans, le futur barreur d'America 3 était déjà médaillé de bronze en Flying Dutchman aux Jeux de Tokyo, en 1964. Douze ans plus tard, il obtient la médaille d'or en Soling aux Jeux de Montréal avant d'être couronné champion du monde des Stars en 1978.

Trois fois sacré, comme Dennis Conner, « yachtsman de l'année » aux Etats-Unis, Buddy Melges a, curieusement, dû attendre d'avoir cinquante-six ans pour disputer sa première coupe de l'America. C'était en 1987 en Australie. Quatre ans plus tôt, les Etats-Unis avaient perdu pour la première fois le trophée et les grands yachts-clubs s'étaient mobilisés pour la reconquête. Né à Zeada (Wisconsin), sur les rives du lac Michigan, Buddy Melges avait été choisi comme skipper de Heart-of-America, le voilier du Chicago Yacht-Club. Un budget très inférieur à ceux des grands yachts-clubs des côtes Est (New-York) ou Ouest (San-Diego et San-Francisco) ne lui avait pas permis de rapatrier la Coupe sur les grands lacs.

La mégalomanie de Bill Koch

Cette aventure aurait pu ne pas avoir de suite sans la mégalomanie du milliardaire Bill Koch (le Monde daté 10-11 mai), décidé à consacrer sa fortune à la Coupe de l'America à condition d'être le skipper de son propre bateau. De tous les barreaux essayés pendant la campagne de préparation, comme Larry Klein, Gary Jobson ou John Kostick, seul Buddy Melges avait suffisamment de sagesse ou d'intelligence pour composer avec l'égo de son patron. Inlassablement, le sexagénaire du Wisconsin a mis à profit les sorties d'entraînement au large de Point

Loma, pour initier Bill Koch à la technique si particulière du match racing (duel).

Même pour la Coupe de l'America où le raison devrait l'inciter à laisser définitivement la barre à Buddy Melges, Bill Koch met un point d'honneur à mener son bateau pendant une partie de la régate. La première manche, disputée samedi 9 mai, n'a pas fait exception à la règle. Parti avec 32 secondes d'avance sur les Italiens, rappelé par le jury pour avoir franchi la ligne trop tôt, Buddy Melges a pu très vite vérifier que les deux bateaux, qui ne s'étaient encore jamais rencontrés, semblaient étonnamment proches en performances sur un plan d'eau plus venté qu'à l'ordinaire (12 à 15 nœuds) et agité par un fort clapot.

Buddy Melges, qui se fie, dit-on, plus à son expérience qu'à ses sens, a eu une information des ordinateurs embarqués, avait choisi, très classiquement, de « couvrir » son adversaire à chaque virement sur le premier bord de près (contre le vent). A la première bouée, l'écart n'avait pratiquement pas varié (31 secondes) et allait légèrement s'accroître sur le bord de port (vent arrière) et le premier bord de large (vent de travers). Avec un capital de 52 secondes, Buddy Melges pouvait confier sa barre à Bill Koch pour les deux bords de large suivants, avant de la récupérer pour le deuxième bord de près.

A la dernière bouée avant l'ultime sprint au portant, l'écart était de 35 secondes. Le vétéran du Wisconsin pouvait à nouveau s'étirer pour permettre au propriétaire d'America 3 de signer le premier succès avec 30 secondes d'avance. Instable d'essayer de faire dire à Buddy Melges que cette répartition des tâches n'est pas idéale ou ne le comble pas. « Bill ne regarde pas par-dessus mon épaule toutes les deux minutes, répond-il. Il vous donne cette sorte de liberté qu'une personne aime avoir. La liberté d'exceller ou plus haut niveau. »

A l'abri de la fièvre

L'intensité du duel entre les deux finalistes de la Coupe de l'America a été plus exceptionnelle encore dans la deuxième régate où, après avoir pris le meilleur départ, Paul Cayard a dû faire preuve d'une extraordinaire agressivité pour contenir les attaques de son aîné, qui l'a contraint à treize-cinq virements dans le dernier bord de près. Au passage des bouées, jamais l'écart entre les bateaux n'a été supérieur à 33 secondes malgré une sensible supériorité en vitesse d'America 3 au portant par plus de 10 nœuds de vent.

Grâce à cette supériorité, les Américains ont bien failli s'assurer une deuxième victoire puisque leur drave était revenue au niveau de celle d'Il-Moro-di-Venezia lors du franchissement de la ligne. C'est le spi gonflé des Italiens, alors que celui d'America 3 était déventé, qui leur a donné un avantage de 3 secondes. Quel que soit le résultat final de la Coupe, Buddy Melges semble toutefois à l'abri de la fièvre qui s'empare de tous ceux qui s'attaquent au plus vieux trophée sportif du monde. « A quatre-vingt ans, je serai probablement encore sur un bateau, dit-il. Mais cette Coupe de l'America est ma dernière. »

GÉRARD ALBOUY

ALPINISME : ouverture d'une nouvelle voie dans les Alpes

Marc Batard au Petit Dru

La guide Marc Batard, quarante-deux ans, a ouvert, en solitaire, une nouvelle voie d'ascension dans la face ouest du Petit Dru (3 733 mètres). Dix-neuf jours auront été nécessaires à cet alpiniste, jusqu'alors spécialiste des ascensions expressées dans l'Himalaya, pour réaliser cette course dans l'une des parois les plus célèbres des Alpes.

CHAMONIX

de notre envoyé spécial

La face ouest du Dru présente un enchevêtrement impressionnant de « routes » - dix-huit - qui furent tracées par les plus grands noms de l'alpinisme. En 1955, l'italien Walter Bonatti inscrivit le sien sur un prestigieux pilier haut de 600 cents mètres. Il mit six jours pour venir à bout de ce jet de pierre. Marc Batard affirme que

cet itinéraire, devenu une véritable « autoroute », grâce aux nombreux pitons qui le jalonnent, peut être parcouru aujourd'hui en quatre heures seulement.

Comme de nombreux autres guides à fut, au cours des dix dernières années, un adepte des sprints vers les sommets des Alpes mais aussi de l'Himalaya. En 1988 il gravit successivement le pilier ouest du Mekele (8 481 mètres) en dix-huit heures et en soixante, puis il atteignit, accompagné par un sherpa, le Cho-Oyu (8 845 mètres) en dix-neuf heures ; enfin il gagna seul et sans oxygène le sommet de l'Eve-rest (8 845 mètres) en un peu moins de vingt-quatre heures.

Marc Batard ne semble plus éprouver aujourd'hui le même plaisir à effectuer ces courses chronométrées. Il préfère vouloir revenir « aux sources de l'alpinisme », c'est-à-dire partir à la recherche de parcours inédits et de faces extrêmes. Ce nouvel itinéraire alpin

croisait naturellement la face ouest du Dru, où il s'est engagé le 20 avril, accompagné d'un sac de 75 kilos de vivres et de matériel (il ne pèse lui-même que 54 kilos pour une taille de 1,57 m). Pendant dix-neuf jours, dont huit passés dans le mauvais temps, - il traça patiemment un nouveau chemin dans 700 mètres de granite, jusqu'au rocher inviolé, conduisant à la cime du Petit Dru.

« J'ai toujours éprouvé une grande admiration pour des gens comme Bonatti ou Desmaison, qui, au cœur de l'hiver restaient dix ou quinze jours dans de grandes faces. Je n'avais pas encore goûté à cette expérience. A mon âge on dispose enfin d'une maturité physique et morale suffisante pour pouvoir tenir dans de telles conditions. Et puis ce type d'ascension laisse beaucoup plus de souvenirs que les sommets conquis au pas de charge », assure le guide.

Au Dru, l'un des objectifs prio-

ritaires de Marc Batard, qui souhaite s'engager prochainement dans des voies extrêmes du massif de l'Himalaya, était de tester ses capacités de résistance (1). Dès lors le guide n'hésita pas à prolonger son séjour, souvent inconfortable, dans les airs et à retarder sa sortie. Mais il précise cependant qu'au cours de sa laborieuse progression il mettait parfois « une ou deux heures pour fixer dans le rocher un piton ». Beau joueur, il ajoute : « J'ai laissé équipé la partie la plus dure, qui se développe sur environ 300 mètres. D'autres pourront ainsi refaire cette voie très engagée beaucoup plus vite et plus facilement. »

CLAUDE FRANCILLON

(1) Marc Batard souhaite partir à la conquête du Nuptse (7 703 mètres), montagne satellite de l'Eve-rest, pour y ouvrir une voie nouvelle en solitaire.

Vous! Oui vous. Vous pouvez essayer en toute liberté une nouvelle moto BMW chez votre concessionnaire motos BMW entre le 21 Mars et le 20 Juin 1992. Tapez 3615 BMW.



6 JOURS ESSAIS LIBRES MOTOS BMW

هنا من العمل

Cannes 92

de nos envoyés spéciaux

La montée des marches a connu un incident spectaculaire. On vit soudain un colosse (en smoking) se ruer sur un malabar (en tenue de soirée). La foule sympathique des badauds, après un mouvement de flottement, se mit à rire et à applaudir. Pas le service d'ordre, qui tenta vainement de séparer les musculeux belligérants.

C'est la foule qui avait raison. Le combat opposait Jean-Claude Van Damme, le Stallone belge, au « méchant » de Rocky IV, Dolf Lundgren. Enquête faite, les deux hommes commencent — ensemble — en août prochain le tournage d'un film, Universal Soldier. Quelle coïncidence ! Le soir même de la projection de gala de *The Player*, la violence charge de Robert Altman contre le système des studios, où les producteurs sont la cible principale, le souper quotidien offert par Pierre Viot, président du

Festival réunissait, coïncidence... les producteurs. Guerre de représentants de Hollywood, mais surtout des Français, ainsi que des « euro-producteurs » (ne pas prononcer « heureux producteurs »), et un néo-nabab nippon.

On entendit un (vrai) grand patron de l'industrie française du cinéma, délaissant pour une fois la fibre nationaliste au profit de la fibre corporatiste, trouver la charge d'Altman « excessive » à l'encontre de ses confrères d'outre-Atlantique.

Coïncidences

SÉLECTION OFFICIELLE

«Luna Park», de Pavel Lounguine, et «Retour à Howards End», de James Ivory

Quand on n'a que l'amour

Tout les oppose, les sépare, les éloigne. Ils parlent d'autres temps, d'autres lieux. Ils offrent de notre terre une vision si farouchement différente que rien ne devrait leur permettre de toucher les mêmes yeux. Et pourtant, *Luna Park*, du Russe Pavel Lounguine (1), et *Retour à Howards End*, de l'Américain James Ivory, ont frappé tous deux au cœur. Peut-être, étrange magie, ont-ils après tout quelque chose en commun. L'un, sous la laideur, finit par extraire la beauté comme une pépite insérée au fond d'une mine ténébreuse ; l'autre, sous la cruauté, mais ce que Lounguine et Ivory montrent, dénoient, imposent avec leurs talents éclatants et incontestables, c'est la primauté des sentiments, c'est la force invincible de l'amour.

Il y a un peu de temps, deux ans, Pavel Lounguine était déjà là, à Cannes, et nous jetait dans les bras ses deux formidables laissés-pour-compte de la perestroïka, les héros de *Taxi Blues*. Un prix de la mise en scène le récompensait. Depuis, il y a eu un puits raté à Moscou, et l'empire a explosé. Avec une angoisse prémonitrice, une énergie sauvage, un humour noir, Lounguine prend donc en compte l'évolution convulsive de son pays, et donne *Luna Park*, un conte post-moderne avec plus d'ogres que de fées, un cauchemar splendide que l'on fait tout éveillé, dans une Russie orpheline, où le peuple n'a plus de père, grand ou petit.

Le pmlogue est terrifiant. A Moscou, aujourd'hui, filmée grise comme une ville en guerre, c'est l'équipe sauvage des «nettoyateurs», groupuscule d'extrême droite, dans leur ballet mortel à la «Mad Max». Sur leurs motos surchargées d'émblèmes nazis, ils cassent tout ce qui n'est pas pur, pas conforme, pas russe : les homosexuels, à l'occasion, les marginaux parfois, les juifs surtout. Les juifs, toujours.

Andrei, le chef des «nettoyateurs» (Andrei Goutine, impressionnant non-professionnel, recruté dans une salle de musculation), est fort comme un tank et beau comme un dieu, sorti tout en relief d'une fresque réaliste-socialiste. Le jour où sa mère, Aliona (Natalia Egorova), la blonde propriétaire du Luna Park

qui écoute la *Walkyrie* sur son vieux phon, lui révèle que son père est juif, il o'a plus qu'une idée : le tuer.

Une réalité vacillante

Et ce père lui va entrer dans sa vie, ébranler ce jeune boeuf opaque dans des contrées inconnues où le rire existe et les larmes aussi, l'humanité, en somme. Le père (merveilleux Oleg Borisov) est un ancien «artiste émérite», auteur autrefois de chants patriotiques patetots, désormais musicien à la journée, arnaqueur d'occasion, prostaticque malgré lui, survivant professionnel.

Rythmés par les verbes allégoriques des montages russes du Luna Park, la lente progression d'Andrei vers son père va s'amorcer. Elle est bâtie sur les sables mouvants, il y a des reculs, des glissements, des rechutes de violence. Mais le grand même barbare comprend bien qu'il a devant lui soudain une vieille chose infiniment civilisée, et il ne peut plus le tuer, bientôt il ne peut plus le quitter. Il le suit dans ses minables péripéties mercenaires où clapiotent de désolantes nostalgies. Ainsi, d'anciens kolchoziens colportent l'universaire de leur tuteur dans un salon ; ou des retraités des transports publics lèvent le coude dans un trolleybus désaffecté.

On est dans une réalité vacillante, on passe du coq à l'âne, un muet lappe des baignoirs d'alcool de chou, sept personnes dorment dans le même lit comme frappées d'enchantement, une jungle bleue pousse gentiment dans l'appartement. Autour, la ville est moche à pleurer, mais tout n'est pas mort, au fond de la poitrine, qu'est-ce que ce bruit inconnu qui martèle une vague et suffoquée espérance ?

Alors, Luna Park s'embrase, la *Walkyrie* s'étrangle, et le train s'en va, emportant le père et le fils. Vers le bonheur ? Quel mot grossier ! Non, le train file vers la Sibérie. Et d'ailleurs, père et fils, le sont-ils ? Quelle importance puisqu'ils ont décidé de l'être. Un drap blanc flotte à la fenêtre, pour dire : voilà, dans ce wagon qui s'éloigne en direction d'un avenir sans promesses, deux Terriens ont rendu les armes.

La valse des apparences

Ainsi Lounguine a réussi la difficile passe de deux. Quand James Ivory, avec *Retour à Howards End*, parvient à une sorte d'apothéose de son style. Revenant pour la troisième fois à E. M. Forster (après *Chambre avec vue* et *Maurice*), retrouvant pour l'Angleterre son regard d'entomologiste amoureux, il offre un récit d'une somptueuse perversité, servi une fois de plus par une troupe d'acteurs remarquables. Dans la valse des apparences,

dans les mensonges édifiés en système, dans l'élégance qui n'est plus que de la mousse cachant un précipice, il donne à voir un siècle qui commence et un monde qui meurt. Il décrit l'arrogance innocente des riches et la solitude ignorée des pauvres. Il raconte la puissance de l'argent en effleurant le comptoir écaillé d'une banque, la lutte des classes en photographiant deux tables à l'heure du thé. Le rôle du destin est tenu par un parapluie volé, et le rôle-titre par un cottage anglais. James Ivory o'a jamais mieux qu'ici fait parler la nature et les choses pour exprimer l'insoluble hypocrisie des hommes.

Nous sommes en 1910. Trois familles n'auraient jamais dû se rencontrer. Une jeune femme énergique, cultivée, émancipée (éclatante, séduisante Emma Thompson), a été spoliée. Elle aurait dû hériter de Howards End, cette maison sous les glycines, léguée sur son lit de mort à la riche «Wilcox» (Vanessa Redgrave dans une courte apparition saisissante). Un jeune

employé de banque impécunieux (Samuel West) entrera dans la ronde, deviendra le père de l'enfant illégitime d'Helen (Helen Bonham Carter), la sœur de Margaret, qui épousera le veuf Wilcox (Annoy Hopkins, merveilleux), croyant encore pouvoir changer le monde par la force de ses sentiments.

Tout se lézarde, sauf les maisons, et tout flétrit, sauf la tendresse. Les bons sont pnois, les méchants aussi : c'est la morale douce-amère de *Retour à Howards End*, si beau parfois que l'on pense aux *Gent de Dublin*, de John Huston. Pour une fois chez Ivory, la splendeur décorative ne glace rien, n'étouffe rien ; la trace d'une robe grise sur l'herbe douce et la sensualité d'une étreinte ; et le frémissement d'un champ de narcisses dans le vent le charme irrémédiable d'un adieu.

DANIELE HEYMANN

(1) Le film sort en salles le mercredi 13 mai.

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

«Eux», de Levan Zakareichvili

L'herbe de Géorgie

Eux, ce sont de petits maîtres géorgiens, glandeurs, dont le seul but est de grappiller assez d'argent pour fumer des joints et, dans les grandes occasions, se piquer. Le héros du film de Levan Zakareichvili n'est pas vraiment une graine de truand, pourtant, il est condamné à la culpabilité. Son copain meurt d'une overdose, il passe quelques années dans un camp. A sa sortie, il s'acquitte avec des trafiquants de Tachkent en chéville avec la police, refuse la femme qu'il aurait pu aimer — une prostituée — et se suicide.

Levan Zakareichvili a donné à son personnage le nom de Barabadzé : il veut en faire un Barabaz contemporain, inspiré par le livre de Per Olov Lagerkvist : «Quand, à la demande du peuple, Barabadzé a été déposé à la place du Christ, il a cherché quels étaient ses péchés. Il ne comprenait pas que tous son existence était un péché. De la même façon, Barabadzé ne comprend pas en quoi il est coupable. Un homme que la société rejette parce qu'il s'est employé à se détruire», écrit Zakareichvili.

L'Occident interdit

On le comprend tout de suite, *Eux* ne ressemble pas aux habituels films sur l'adolescence perdue, les mafias, les péripéties sont comparables, mais ni les motivations, ni les comportements des personnages. Ni la sèche dureté des images, leur intensité, leur authenticité. «L'histoire commence en 1975. A cette époque, j'appartenais à une bande, on fumait de l'herbe dans un garage. Une réalité cachée. Déjà, au XV^e siècle, nos rois craignaient que les pays d'Orient nous dominent par la drogue s'ils ne parvenaient pas à le faire par les armes. Grâce à elle, nous espérons arriver à nous ressourcer comme des êtres humains. Par rapport à notre époque, la période stalinienne, c'était la fête. Les gens ne savaient pas ce qui se passait à l'extérieur. Ils vivaient comme des animaux, mais selon un modèle qui les rassurait. Et puis le pays s'est ouvert sur l'Occident, mais l'Occident nous est resté interdit.» La force du film



Levan Zakareichvili

tient à la personnalité de son réalisateur, à son parcours, à la façon dont il a travaillé : dans cette distribution nombreuse, impressionnante, il y a un seul comédien professionnel, qui interprète Barabadzé à partir du moment où il est enfermé dans le camp. Zakareichvili a passé des mois à tourner sur place — pas une seule scène ne l'a été en studio : «Il y a encore des camps. L'existence y est pire que jamais, les gardiens sont devenus vraiment sadiques. J'ai pu filmer parce que j'ai versé des pots-de-vin. Ce que l'on met six mois à obtenir avec une lettre

du président, on l'a en dix minutes avec une bouteille de vodka.» Zakareichvili a quand même tenu à jamais terminer son film. Il se trouvait à Tachkent en pleine guerre civile, n'avait plus d'argent, personne ne voulait lui en donner. Pierre-Henri Doleau, qui se trouvait en Géorgie, a visionné cinq heures de rushes. Devant son enthousiasme, un banquier s'est engagé. Le film dure à présent plus de deux heures, sans un moment de lassitude. On est entré dans les déserts de ces adolescents géorgiens.

COLETTE GODARD

Ce télescope du film et du souper est bien à l'image de Cannes. «Palais des glaces» où l'écran, la salle et les terrasses des palais se ressemblent, se reflètent, se répondent. Le phénomène, «Cannes, village global du cinéma» est désormais matérialisé par une sorte de campement indien qui prolifère au pied du bunker.

Les Anglais avaient ouvert le feu il y a quelques années avec leur British Pavilion, les Américains leur avaient emboîté le pas ; maintenant les Japonais, les Canadiens, les Européens, ont leur «pavillon», mi-wig-wam, mi-chapiteau de cirque. Manquent à l'appel les précurseurs du genre, les Italiens, qui squattaient jadis la gare maritime. L'état du cinéma transalpin étant ce qu'il est, ils se sont réfugiés à l'autre extrémité de la Croisette.

«The Player», de Robert Altman

Le miroir aux rapaces

Après les fiots de violence malsaine de l'ouverture, la grisaille de *Casanova* et les sombres demi-teintes de Kanevski, voici la triandise que le Festival attendait. *The Player* sera pour tous ses spectateurs un film réjouissant. Mais plus encore pour toute la presse de cinéma réunie dans le Grand Auditorium du «Bunker».

Tout un film pour dire du mal de Hollywood, avec la maestria, la vacherie et l'humour qu'on connaît au réalisateur de *M.A.S.H.* Celui-là même qui avait jadis fui le système des studios pour s'installer en France. Une subaine.

Altman ne retient pas ses coups, qui pleuvent drus, distribués épiquement. Les premiers visés sont les executives, ces patrons de studio puissants assis sur un siège éjectable, ces nouveaux riches du pouvoir qui coossent autant de temps à se faire des crocs-en-jambe qu'à s'occuper des films.

Le piètre héros de *The Player* est l'un d'eux, jeune loup arrogant dénommé Griffin Mill (l'excellent

Tim Robbins). Griffin Mill a beaucoup d'ennemis. Un rival rido à la porte de son bureau, un scénariste éconduit l'assaille de cartes postales aussi cinéphilles que menaçantes, et voilà qu'un soir de stress il occit inconsidérément un auteur mal embooché. La police, en la personne insolite de Woody Goldberry, est sur ses traces, tandis que lui-même est amoureux de la compagne de sa victime — Greta Scacchi, toujours ravissante.

Le jeu de massacre

A cette intrigue passablement compliquée, Robert Altman mêle à plaisir les fausses pistes, les incidents, les chemins de traverse. C'est qu'il n'en a pas seulement après les producteurs, il en a après tout le système.

Ce système clos sur lui-même, factice et narcissique, dont il dresse la carte des impressionsnant plan-séquence qui ouvre le film — citation explicite de l'anthologie ouverte de *La 501^{re} du mal*. Des gros financiers aux secrétaires — chacun arborescent sur son levier de pouvoir — de l'usage meurtrier des téléphones au moule dans lequel doivent s'inscrire les projets, des avocats-Mabuse aux petits géolcs intermédiaires en passant par les systèmes de sécurité et les mondanités perfides, tout y passe.

Le jeu de massacre est encore relevé par la participation, dans leur propre rôle, d'une quarantaine de vedettes, toutes ravies de se prêter à cette opération de déniement. Mais leur présence, aussi plaisante soit-elle, anticipe sur la morale du film : Hollywood est capable de faire feu de tout bois, y compris de celui de son propre cercueil, pourvu que ça rapporte. Le message est clair, s'il n'est pas vraiment nouveau.

Il faut toute l'habileté du cinéaste pour en nourrir le film deux heures durant — avec d'ailleurs quelques baisses de régime. *The Player* est un film qui se voit avec plaisir, parfois avec bonheur, il signe le retour en forme d'un cinéaste dont les précédents titres, *Beyond Therapy* ou *Vincent et Theo*, avaient laissé insatisfait.

Mais ce n'est pas ooo plus un «grand Altman», du niveau de *Nashville* ou d'un *marriage*. Parce que l'univers auquel il s'attaque, cette fois, est tellement artificiel (do moins le montre-t-il ainsi), que les parts de vie, de vérité, que savent si bien déceler ses grands films polyphoniques sous la convention et la caricature sont sacrifiées. Altman fut un grand révélateur d'humanité cachée. En s'attaquant à un monde de robots, il n'a plus rien à révéler. Ainsi, à rebours, *The Player* devient-il, un peu, la victime de Hollywood.

JEAN-MICHEL FRODON

Les Deschamps
3 spectacles en alternance
du 9 au 17 mai
LAPIN CHASSEUR
Renseignements pour
Les Pieds dans l'eau
Les Frères Zénith
et l'exposition
Le Grand Ordinaire
et le Petit Ménager
40 03 39 03
la grande halle
France Inter

MUSIQUES DU MONDE
THÉÂTRE DE LA VILLE
PARIS
SAMEDI 16 MAI A 20H30
ALEM QASIMOV
chant et daf
M. MANSUROV tór
E. MANSUROV kamantché
l'art du muqâm
musique savante d'Azerbaïdjan
75 - LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

THÉÂTRE DE LA VILLE
THÉÂTRE DE LA BASTILLE
DU 12 AU 16 MAI A 21 H
INVICTOS
sur des textes d'Hemingway
MISE EN SCÈNE
JAN LAUWERS
Chorégraphie
Grace Ellen Barkley
NEEDCOMPANY
création
AU THÉÂTRE DE LA BASTILLE
76, rue de la Roquette, Paris-11^e
42-74-22-77 - 43-57-42-14

Le Monde
BULLETIN D'ABONNEMENT

CULTURE

DANSE

L'humour et le culot d'Odile Duboc

Si Daniel Larrieu déçoit, la chorégraphe s'affirme au palais Garnier

SÉLECTION OFFICIELLE

"Au pays des Juliers", de Mehdi Charef

La règle des trois

« C'est l'histoire de trois gonzesses qui sortent de tôle pour une permission de vingt-quatre heures », Mehdi Charef, qui ne déteste pas commenter lui-même son histoire en même temps qu'elle se déroule, fait d'emblée résumer le film par l'une de ses héroïnes. Trois prisonnières, donc, qui mettent le nez dehors pour la première fois depuis qu'elles ont été incarcérées, trois pauvres Cendrillons qui devront réintégrer leur centrale de province au douzième coup de leur permission-parenthèse, trois filles qui ne se connaissent pas, qui ne se ressemblent pas, et qui se retrouvent ensemble, coincées par une grève des trains. Elles vont errer dans Lyon quasi vide, peuplée seulement d'ombres d'hommes et des fantômes de leur drame singulier.

Situation dramatique forte, et artificielle, dont le réalisateur joue en pleine conscience de la convention : sur ce modèle technique, il use sans complexe des effets de théâtre, brochant sur la règle des trois unités et faisant grand profit des apartés et adresses à la salle. Le cinéma aussi, la mémoire cinématographique, apporte ses repères dont sont faits les songes en trois évocations qui n'ont rien de la marnaise à chacune. Jean Seberg vendant le journal d'A bout de souffle, Anna Magnani, mère courage de Rome, ville ouverte, Giulietta Massina, pauvre clown de La Strada. Et pour toutes, l'ombre d'Avant-Garde telle que la chantea Souhoun, et celle de Juliet Berto freinée par Yves Simon, et des clips d'œil à Dany, à Truffaut, à Chantalons sous la pluie, à Tati.

Ainsi, tricotant de son complexe système ternaire, le réalisateur du *Thé au harem d'Archimède* élabore que les itinéraires, plus enchevêtrés que les trajectoires lyonnaises où parfois les personnages s'égarent. La gageure repose pour beaucoup sur les actrices, sommées de tout porter, le verbe et le fantasme, les per-

L'insurmontable épreuve de la confession

C'est aussi, qu'elle est la mieux servie par le scénario, elle dont la retenue impressionne plus que l'émotion de l'acte, la sentimentalité de l'autre. Elle qui ne subira que très tard dans le film l'insurmontable épreuve de la confession plein cadre. A force de règles du jeu imposées et de dialogues trop écrits, parfois trop réécrits, le film est en effet loin de remporter les innombrables paris dont il est tissé.

Au pays des Juliers est une entreprise de grande audace, pas toujours à la hauteur de ses ambitions. Un film en déséquilibre, pour lequel une présentation en compétition officielle à Cannes fut figure de bourre-pain inamical. Loin de l'exercice imposé du Festival, il faudra l'attendre à sa sortie, quand ses boîtes seront plus des handicaps, mais seulement la rançon d'une partie où réalisateur et comédiens misent leur chemise à chaque plan. Ce qui, en ces temps frileux, n'est tout de même pas si courant.

J.-M. F.

Depuis quatre ou cinq ans, les œuvres de Daniel Larrieu ressemblent, de plus en plus, à ces ailes de papillon que l'on craint de réduire en poussière en les effleurant du doigt le plus léger. L'attitude poétique qu'il vient de commettre au palais Garnier ne fait pas exception. Les choses commencent bien, avec cet amusant prologue en vers de mirliton, à la fois dit et mimé par Clotilde Vayer, vamp moulée de velours noir à traîne d'or, et Olivier Patey, dandy bymène. Il y a également les savoureux costumes et décors d'Yves Le Jeune, bourrés de références picturales — les vanités et trompe-l'œil du dix-septième siècle, Le Caravage (*L'Homme à la corbeille*), Gioconda (*La Vierge*), un Arimboldo matiné de pop-art (le bouton de rose et le chou géants).

Mais la chorégraphie, malgré une jolie fluidité du travail des bras, d'effloche, se délite, quand elle ne fait pas au vocabulaire classique des emprunts dont on ne voit pas l'utilité. Et l'on ne parvient pas à s'initier à ces personnages aux contours trop pâles, ni aux liens qui les unissent, malgré les clés que livrent leurs noms — le Reine du bal des Roses, Ophélie, Ophélie, le Chevalier, le Héros, la Princesse mystérieuse — et la subtilité glorieuse de Daniel Larrieu publiée dans le programme.

Kader Belarbi, Linné Delanoë, Nicolas Leriche, Monique Loubières, Wilfried Rmoli, Elisabeth Maurin, et quelques moindres seigneurs, qui n'en figurent pas moins parmi les

plus remarquables « sujets » de la maison (après Lestat, José Martinez, Emmanuel Thibault, Pierre Darde) : voilà ce qui s'appelle un plateau de luxe. Ils dansent superbement ; ce n'est pas leur faute si la substance chorégraphique et dramatique qu'ils ont à défendre est trop mince. Seul peut-être Belarbi marquera nos mémoires pour une apparition trop brève, mais caressée par les anges du bizarre, de la poésie et de l'émotion.

Entrées tourbillonnantes

Avec *Retours de scène*, en revanche, Odile Duboc signe une pièce magnifique de géniosité, d'élégance et de maîtrise. Duboc n'est pas de ces chorégraphes qui « exploitent » à vingt ans, puis s'essient ; elle a construit patiemment, pas à pas, une œuvre en progrès constant. Elle a défini, cerné, et épuré son écriture, qui s'impose aujourd'hui au premier

plan de la danse contemporaine française.

Comment allait-elle utiliser l'intimidant corps de ballet de l'Opéra de Paris et son redoutable plateau ? Avec humour, enlaid et tendresse, avec cette fertile dialectique entre folie et raison qui est l'un des traits de sa personnalité. Avec une parfaite connaissance de la danse classique, qu'elle a pratiquée avant de « vivre » à la danse contemporaine, et un juste mépris des barrières branlantes que certains s'obstinent à maintenir entre elles. L'humour ? Il est présent dans ces entrées tourbillonnantes que font les filles traversant la scène en « déboûtées » frénétiques : par deux fois, les garçons jolent varissent, les pas de danse se font, et les remportent en coulisse. Le culot ? Dans ces « découvertes » qui s'agrandissent encore l'immense plateau de Garnier en dénudant ses côtés et son fond : mais Duboc se joue de cet espace, le remplit et le vide avec virtuosité, envoyant au feu des sextuors, des

quintettes, des quatuors volubiles et volatiles aux envolées inattendues.

Carole Arin et Karim Averty s'amuse ou s'affrontent — on ne sait pas — dans un duo étourdissant, tandis que Patrick Dupond, star oblige, a droit à un solo ravageur, chutes, amorces, brusqueries, réveries. Reste à restituer la seconde partie : mais pourquoi avoir imposé aux chorégraphes une durée de cinquante minutes ? Bien des chefs-d'œuvre de l'histoire du ballet sont plus courts. Un mot encore : un laurier lancé à Françoise Michel, princesse des lumières, chère des chorégraphes contemporains. Ses éclairages, toujours saisissants, imprévus, éloquent, ne sont pas le moindre ingrédient de la magie du spectacle.

SYLVIE DE NUSSAC

Opéra de Paris-Garnier, du 13 au 17 mai, à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

SPECTACLES

Vogue la galère

Cargo 92 poursuit son périple en Amérique latine

SAINT-DOMINGUE

de notre envoyé spécial

« Excellent, du jamais vu à Saint-Domingue, merci la France ! » Comme ce jeune comédien, des dizaines de Dominicains expriment leur émerveillement après le spectacle de Royal de Luxe et le concert de la Mano Negra, qui ont rempli la vaste place de l'Alcazar, au cœur de la ville coloniale. Cinq siècles après Christophe Colomb, les Français prennent d'assaut Saint-Domingue.

De l'événement de tous, l'école du cargo *Melquides-Ville-de-Nantes*, et les spectacles présentés par les quatre groupes de théâtre, de danse et de musique qu'il transporte, sont à ce jour l'événement le plus marquant

du Quinto Centenario, le cinq-centième anniversaire de la découverte des Amériques que les autorités dominicaines célèbrent, en grande pompe. Pour la première fois, les festivités, dépourvues de leur caractère officiel, sont descendues dans la rue et ont permis la rencontre du Vieux et du Nouveau Monde.

Le courant est immédiatement passé avec la Mano Negra. Corsaires des temps modernes armés de guitares électriques et de trompettes, ses musiciens ont fait trembler les murailles de la ville coloniale dans un déluge de décibels. Devant plus de vingt mille spectateurs, la Mano a présenté une nouvelle image de la France : un melting-pot réussi, un étonnant mélange de rock, de salsa, de reggae, de rap et de musique arabe, qui a très vite fait danser les Dominicains branchés autant que les *ligers*, les jeunes de la rue descendus des bidonvilles. La musique, malgré sa nouveauté pour les Dominicains, n'a à aucun moment déconcentré, tant la Mano a le don de l'enchaînement et du contact avec le public.

La *Véritable Histoire de France*, revue et corrigée par le Royal de Luxe, a déclenché les applaudissements. Les spectateurs allaient de surprise en surprise tandis que les comédiens tournaient les pages de l'énorme livre qui sert de décor. Inutile de comprendre le français pour revivre le cauchemar des poils dans les tranchées ou les méditations de Napoléon face à la Russie en flammes. Une suggestion plusieurs fois entendue : un tract présentant en deux lignes chaque épisode serait bienvenu dans les pays où l'usage d'Arc n'est pas une héroïne nationale. Au Théâtre national, où Philippe Decouflé et Philippe Genty

présentaient leurs créations, *Triton et Dérives*, les superlatifs étaient également de mise. L'originalité et l'humour de ces spectacles magiques, mêlant la danse, le théâtre, le cirque et les marionnettes, ont conquis le public. A la sortie du théâtre, Tony Capellan, l'un des jeunes espoirs de la peinture dominicaine, s'efforçait de reproduire les gestes saccadés de Christophe Colomb, l'immense mime de Triton.

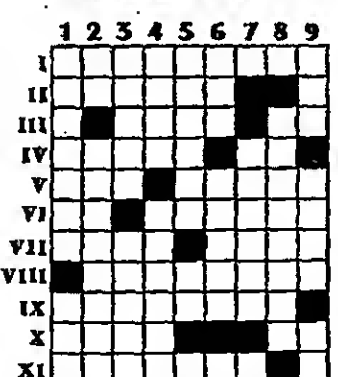
La rue Jules-Verne, fidèlement reconstituée dans les entrailles du *Melquides-Ville-de-Nantes*, est devenue l'espace d'une semaine le lieu d'échanges entre artistes français et dominicains. Envahie dans la journée par les écoliers et les curieux venus découvrir la France au pied de la ville coloniale, la rue vibrait le soir au rythme des concerts improvisés et arrosés de muscade. Manu Chao et ses compères de la Mano Negra ont ainsi pu découvrir la lancinante musique des *gagas*, les orchestres des *bateys*, où les coupleurs de canne à sucre hailliers percutent les sons venus d'Afrique.

Après le Venezuela et la Colombie, l'école dominicaine confirme que Philippe Boulter, Jean Digne et Pierre Orefice, les cerveaux de Cargo 92, ont eu raison de se battre contre vents et marées pour faire voguer le *Melquides-Ville-de-Nantes*. Le coût de l'opération, un peu plus de 30 millions de francs pour une centaine de représentations dans quinze pays du sous-continent, n'est pas déraisonnable compte tenu de l'impact positif pour l'image de la France en Amérique latine, dont les penchants francophiles sont trop souvent négligés.

JEAN-MICHEL CAROIT

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5777



HORIZONTALEMENT

I. Fort sensibles aux charmes de l'inconnu. — II. Évoluent en Amérique du Sud. — III. Se déplace beaucoup en hiver. Lettre. — IV. Arrêt non obligatoire. A fait se dessécher plus d'une mamie. — V. Atome. Dernière couche. — VI. Il est complet avec rien. Travaille beaucoup de la tête. — VII. Entre dans la chienne. Coule en Autriche. — VIII. Passe pour dégrader une œuvre perilleuse mais très discrète. — IX. N'élève pas qui la comète. — X. Fatale à d'imprudentes voyageurs. Mareau de suie. — XI. Ne risque donc pas de passer.

VERTICALEMENT

I. Piège à fou. Betu par les uns, égaré par les autres. — 2. Partie

de la Touraine. Faisait peut-être en sorte de faire remarquer sa présence. — 3. Faveur. Se boit avec beaucoup d'eau. — 4. Vit sur un grand pied. L'espérance des amoureux. — 5. Fut sans doute sérieux comme un pape. Sorti. — 6. Bien difficile à reprendre. Sont sans cesse battus par les flots. — 7. Titres honorifiques. — 8. Ont certains liens de consanguinité. — 9. Pronom. Tient la corde. Débute une interminable série.

Solution du problème n° 5776

Horizontalement
I. Charentais. Baye. — II. Heia. Erotisme. — III. Abouli. Ebouir. — IV. L.J. Nord. Inde. — V. Ura. honte. R.P. (ex O.P.). — VI. Saut. Este. — VII. Esur. Pnt. Tes. — VIII. Assigé. Avec. — IX. Ut. Apé. ritif. Cr. — X. Héline. Inféru. — XI. Ens. Ici. Eru. — XII. Ce. Arène. Sclur. — XIII. Ans. Tirtre. — XIV. I bis. Mérimée. Oc. — XV. Nul. Mères. Era.

Verticalement
1. Chalumeau. Esrin. — 2. Habit. Astime. Bu. — 3. Ans. Es. Ail. — 4. Rein. Axial. Ans. — 5. Lotu. Epeira. — 6. U616. Urgence. Me. — 7. Treuil. Ereinter. — 8. Io. Drap. Eru. — 9. Ené. Outil. Ria. — 10. Rabinet. In. Sem. — 11. Monis. Affection. — 12. Baudet. Alter. — 13. Année. Etd. Tuée. — 14. Yeu. Accu. — 15. Repos. I Référé.

GUY BROUTY

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
à « Le Monde »
15, rue Falguère
94852 IVRY CEDEX
1992

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cro, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-96-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de l'Union de Média Europe SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-00

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEZ
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 19 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LOCATION 43 64 80 80 du 12 au 23 mai

CONVERSATION CHEZ LES STEIN

SUR MONSIEUR DE GOETHE ABSENT

de Peter Hacks

par Christine Gagnieux

Mise en scène de

Jean-Louis Martinelli

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

PARIS - BARCELONE

1490 FF AR*

ONLY - BARCELONE** BARCELONE - ONLY**

Départ	Arrivée	Départ	Arrivée
07h20	08h45	10h40	12h15
17h30	19h00	19h45	21h15

* Tarif aller / retour jusqu'au 31/06/92 (sous réserve d'homologation).

** Sont à conditions spéciales.

*** Vols de lundi au vendredi.

Pour tous renseignements, contactez votre

agence de voyages

ou téléphonez à notre service de réservations au

(1) 49 79 12 34



AGENCE DE VOYAGES

CA AÉRIENNE FRANÇAISE

هنا من النمل

ÉCONOMIE

La réunion des ministres des finances de la CEE à Porto

BILLET

« Quelque chose » pour les chômeurs

Depuis son discours du 8 avril devant l'Assemblée nationale, M. Pierre Bérégovoy propose que son action soit jugée en fonction des résultats obtenus dans la lutte contre le chômage. Dimanche 10 mai, lors de son passage à « L'heure de vérité », sur Antenne 2 (lire page 11), le premier ministre a franchi une étape supplémentaire. « Mon objectif, e-t-il précisé, c'est qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au 1^{er} novembre prochain. »

Les 820 000 personnes inscrites à l'ANPE depuis plus d'un an se verront donc, comme prévu, proposer « soit une formation, soit un emploi, soit une activité d'intérêt général ».

Or, si le « traitement social » reste un mot tabou dans le discours gouvernemental, le premier ministre ne croit guère aux effets mécaniques du « traitement économique ». A cet égard, admet-il, le léger recul du chômage en mars ne constitue qu'une « amorce de redressement ». Pour gagner son pari, le chef du gouvernement place donc délibérément en première ligne les services publics et, dans une moindre mesure, le secteur associatif, qui auront à proposer des activités d'intérêt général. Les collectivités locales, les associations ou les établissements publics qui emploieront des chômeurs de longue durée auront à apporter 600 francs par mois en plus du revenu minimum d'insertion versé par l'Etat, soit un peu plus que la moitié du SMIC pour un emploi à mi-temps. Maire de Nevers, M. Bérégovoy a fait ses comptes. Embaucher cinquante chômeurs de longue durée représente une dépense annuelle de 360 000 francs. Conclusion : « Le budget communal peut le faire. » De son côté, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, avait répliqué le 6 mai aux préfets que l'administration « devra employer exclusivement, sans dérogation exceptionnelle, des chômeurs de longue durée » lorsqu'elle recrutera des vacataires.

La détermination du premier ministre ne fait pas de doute. Mais son appel à la mobilisation des services publics peut difficilement apparaître comme une solution durable. « Ils auront tous quelque chose », a promis M. Bérégovoy à l'adresse des chômeurs de longue durée. Or, une action à long terme ne suppose pas seulement qu'on leur accorde « quelque chose », mais qu'on leur fournisse aussi une formation effective pour qu'ils puissent prétendre à un emploi stable. L'expérience passée des anciens travaux d'unité collective (TUC) pour les jeunes a déjà révélé les limites de dispositifs qui, par la force des choses, ne peuvent avoir qu'un caractère transitoire.

J.-M. N.

La baisse des taux est promue au rang d'objectif prioritaire

Se mobiliser de façon concertée afin de rendre possible une baisse des taux d'intérêt et, par là même, amplifier le mouvement de reprise économique qui commence à se faire jour dans la Communauté : tel est l'objectif que les ministres des finances des Douze, réunis samedi 9 mai à Porto, au Portugal, se sont fixés sans pour autant souscrire à une obligation de résultat ni encore moins préciser dans quel délai ils comptent y parvenir. Tout au contraire, M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, a estimé que cette diminution des taux tant recherchée n'était guère envisageable « dans un terme prévisible ».

PORTO

de notre envoyé spécial

En dépit de l'incertitude qui demeure quant à la manière dont les gouvernements membres traduiront dans les faits ce que M. Jorge Braga de Macedo, le ministre portugais qui présidait les travaux, a appelé « l'esprit de Porto », M. Michel Sapin, dont c'était le baptême du feu communautaire, se montrait, samedi 9 mai, satisfait de l'accueil plutôt favorable réservé par les pays partenaires, et en particulier par les Allemands, principaux visés, à « l'initiative européenne de croissance » présentée par la France. « Les Allemands prennent en compte la nécessité de reconstruire », se félicitait-il en se gardant de toute critique à l'encontre de la politique menée jusqu'ici outre-Rhin. Les Français acceptent, comme reflétant la réalité, les explications données par Bonn : le gonflement des dépenses publiques et de l'endettement n'a aucun caractère structurel et est uniquement imputable à une « situation historique » exceptionnelle, à savoir, bien sûr, la réunification du pays.

Alerte rouge

Il convient maintenant de corriger les distorsions ainsi apparues. Dans cet esprit, M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, a exposé en détail à ses collègues la gamme des mesures qu'il se propose de prendre pour réduire le déficit budgétaire. « C'est un acte très important qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'initiative européenne de croissance que nous avons proposée », commentait M. Sapin. Il reste à M. Waigel à faire accepter ce programme d'économie par les différentes composantes de la coalition au pouvoir à Bonn, une tâche pas forcément

Pour soutenir ses projets de diversification IBM pourrait s'allier avec Time Warner dans les réseaux câblés

IBM aurait engagé de très sérieuses négociations avec son compatriote Time Warner, premier groupe mondial de communications, pour une collaboration éventuelle dans les réseaux câblés. L'information, qui a pour origine l'agence Associated Press, n'a été officiellement confirmée par aucune des deux sociétés.

Cette alliance se traduirait notamment par une entrée du constructeur informatique dans le capital de TWE (Time Warner Entertainment), la division cinéma et télévision du géant américain. Les deux partenaires s'associeraient au sein d'une société commune chargée d'offrir une vaste palette de services multimédias aux foyers et entreprises américaines sur le réseau câblé de Time Warner, second exploitant aux Etats-Unis.

commode compte tenu des remous qui agitent actuellement cette dernière. Réduire le déficit budgétaire devrait créer des conditions propices pour atteindre l'objectif prioritaire de réduction des taux d'intérêt. La raison d'être de l'initiative de croissance présentée par Paris — une mise en alerte rouge des procédures communautaires de surveillance multilatérale — consiste précisément à demander à chaque pays membre d'identifier et d'utiliser les marges de manœuvre dont il dispose pour concourir à une baisse du prix de l'argent.

C'est dans cette perspective, explique M. Sapin, que Paris a laissé s'accroître le déficit public français sans chercher à compenser la baisse des recettes fiscales récemment enregistrées qu'il a, voici quelques jours, décidé de baisser le seuil des réserves obligatoires imposées aux banques ; ou encore que les Allemands ont approuvé une nouvelle baisse de leur taux directeur. « Les Français plus les douze, ça représente déjà beaucoup dans le produit intérieur brut communautaire. L'étape suivante, fiscale et budgétaire, viendra donc des Allemands, qui sont tous à fait conscients de l'importance que revêt pour la Communauté leur propre rigueur », commentait un proche collaborateur de M. Sapin.

Cet effort concerté est présenté du côté français comme « un processus, un conditionnement » qui devrait arriver à maturité lors du Sommet des sept principaux pays industrialisés, en juillet à Munich, « parce que le problème est mondial, et parce qu'il est important que les pays de la Communauté présents à Munich parlent d'une seule voix face aux Etats-Unis et au Japon », explique M. Sapin. La baisse des taux allemands avant l'été ? En dépit de la bonne volonté manifestée à Porto, rien n'indique pour l'instant qu'un tel espoir puisse se concrétiser.

Statu quo au sein du SME

Quel rôle peuvent jouer les relations de change à l'intérieur du Système monétaire européen (SME) pour concourir à cette recherche de la baisse des taux ? M. Sapin, prudent, se déclare favorable à « une appréciation continue et tranquille du franc ». Une formulation qui, a priori, écarte l'idée d'un changement de parité au sein du SME. Interrogés à propos de l'éventualité d'une réévaluation du franc, les Allemands font observer que notre monnaie s'échange encore, par rapport au mark, au-dessous de son taux pivot.

L'accord salarial qui vient d'être

Depuis le mois de juillet 1989

Les actes de délinquance ont diminué de 30 % dans le métro et le RER

Le plan sécurité de la RATP lancé en juillet 1989 a contribué à une diminution de 27 % pour les agressions de voyageurs dans le métro et le RER et de 35 % pour les vols à la tire. Ces résultats devaient être présentés, lundi 11 mai, par le PDG de la Régie, M. Christian Blanc, à l'occasion d'un colloque sur la sécurité et l'environnement dans les transports publics réunis au CNIT, à la Défense.

A son arrivée à la tête de la RATP, M. Christian Blanc avait fait de la lutte contre l'insécurité une de ses priorités. Il s'agissait de combattre la délinquance — vols à la tire et agressions — en progression en 1989, mais aussi le développement des graffiti, qui génèrent un sentiment d'insécurité. « La reconquête du territoire » devait le leitmotiv de l'entreprise publique. Un plan sécurité fut lancé en juillet 1989, dont les premiers effets se firent sentir dès le milieu de l'année suivante. Entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990, une baisse de près de 30 % des agressions de voyageurs et des vols à la tire fut constatée.

Deux ans et demi plus tard, la tendance se confirme. Le nombre quotidien d'agressions de voyageurs a baissé de 9 en juillet 1989 à 6,6 au 31 décembre 1991, soit un recul de 27 %, dans le même temps le nombre quotidien de vols à la tire est tombé de 9 à 5,9 aujourd'hui, soit 35 % de moins. En moyenne, les actes de délinquance ont diminué d'environ 30 % en cours des deux dernières années (1). Seules les agressions d'agents de la RATP n'ont pas connu ce recul régulier. De 1989 à 1990, le nombre d'agents agressés est passé de 925 à 842 pour remonter à 874 en 1991, soit une augmentation de 3,8 % par rapport à l'année précédente. « Cette progression s'explique par la reconquête du territoire, note le responsable du département sécurité et environnement de la RATP, M. Christian Kozar. Les contrôleurs sont retournés dans certaines stations où ils ne mettaient plus les pieds. »

La chasse aux indésirables

La création d'une force spéciale, le groupe d'intervention et de protection des réseaux (GIPR), a été l'une des composantes les plus visibles du plan de la RATP. Muni de menottes, de bombes d'autodéfense et de bâtons japonais, les « gros bras » du GIPR ont commencé à arpenter les couloirs et les voitures du métro, dès le lancement du plan sécurité. Au nombre de 120 et bientôt de 180, ils sont chargés de dissuader les délinquants dans les endroits les plus sensibles. Assez nombreux mais sans pouvoirs de police, ils sont venus renforcer les 300 agents de la surveillance générale de la RATP.

Aujourd'hui, la distinction entre le GIPR et les agents de la surveillance générale est appelée à disparaître. Depuis environ un an, ils sont

MARTINE LARONCHE

(1) Le nombre d'agressions de voyageurs dans le métro et le RER est passé de 2 992 en 1989 à 2 746 en 1990 et 2 409 en 1991, soit une diminution de près de 20 %. Les vols à la tire ont chuté de 3 409 en 1989, à 2 643 en 1990 et 2 075 en 1991, soit un recul de 39 %.

Menaces de grève dans la métallurgie allemande

Le syndicat IG Metall réclame 9,5 % d'augmentation de salaire

Le secteur privé enboîtera-t-il le pas au secteur public ? La direction du syndicat des quatre millions de métallurgistes de la partie occidentale de l'Allemagne, IG Metall, doit se réunir mardi 12 mai pour déterminer si elle appelle à la grève, quelques jours après la reprise du travail dans les services publics (le Monde du 9 mai). Les patrons du secteur offrent des augmentations de salaire de 3,3 % pour 1992, ce qui est considéré comme « une provocation » par les responsables syndicaux. IG Metall — qui demandait 9,5 % — a fait un geste en expliquant « qu'aucun compromis ne sera possible sous les 6 % ».

Les employeurs devaient répondre lundi, mais ils mettent en avant la dégradation de la situation économique et les coûts salariaux allemands, déjà supérieurs de 40 % à la moyenne européenne. La métallurgie est le cœur de la puissance industrielle allemande. Une grève aurait des conséquences économiques très lourdes.

(Lire page 38 la chronique de Paul Fabra)

Nouvel arrêt de travail des dockers du 11 au 17 mai

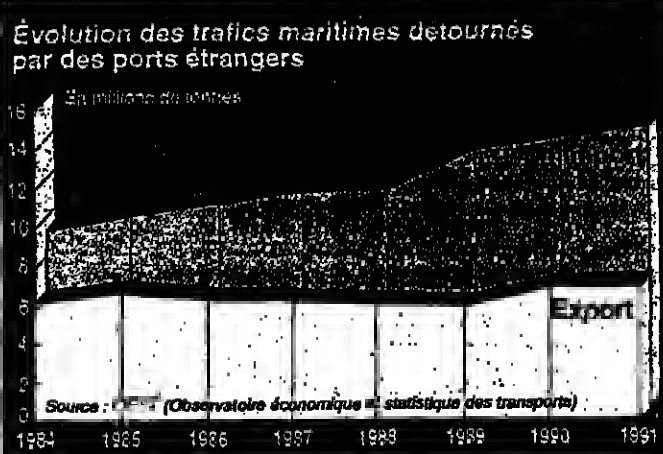
La Fédération CGT des ports et docks ne désarme pas. Elle a annoncé, samedi 9 mai, un durcissement de son combat contre la réforme du statut des dockers. Elle appelle l'ensemble des ouvriers portuaires à cesser le travail du 11 au 17 mai. Ce sera le 31^e mouvement

de grève depuis sept mois. La fédération précise que le temps fort sera le 13 mai avec des manifestations à Paris et dans les départements du littoral. C'est ce jour-là que les députés doivent examiner en première lecture le projet de loi réorganisant le régime portuaire et le statut des dockers.

Les multiples arrêts de travail dans les ports affaiblissent la compétitivité des sites français : 14,5 millions de tonnes de marchandises à l'importation et 6,9 à l'exportation ont transité l'an dernier par les ports français, ce qui représente au total plus de 200 milliards de francs de manque à gagner pour l'économie nationale. La progression de ces « détournements », selon les informations fournies par l'Observatoire économique et statis-

tique des transports (OEST), se poursuit donc depuis 1985, surtout à l'importation : 90 % des tonnes transitées par les ports du Benelux, surtout Anvers.

Ce phénomène est imputable essentiellement au coût de passage des marchandises, beaucoup plus élevé dans les ports français que chez leurs voisins. Les grèves accrues des dockers français feront certainement augmenter sensiblement les trafics détournés en 1992.



de grève depuis sept mois. La fédération précise que le temps fort sera le 13 mai avec des manifestations à Paris et dans les départements du littoral. C'est ce jour-là que les députés doivent examiner en première lecture le projet de loi réorganisant le régime portuaire et le statut des dockers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée
SIEGE SOCIAL A PARIS 8 - 22, RUE PASQUIER

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires est convoquée pour :

le 27 mai 1992 à 10 heures 30 dans les locaux de la BIMP au 39, rue d'Anjou - 75008 Paris

L'avis de réunion valant avis de convocation est paru au BALO du 16 avril 1992.

Les documents préparatoires à cette Assemblée sont adressés aux actionnaires nominatifs par la société.

Ces mêmes documents peuvent être demandés au siège social par les propriétaires d'actions au porteur qui justifient de cette qualité en joignant à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte et constatant l'immobilisation de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance auprès de la société. Ce formulaire régularisé devra parvenir au siège social au plus tard le 21 mai 1992.

FINANCIAL MARKETS

ÉCONOMIE

SOCIAL

La lente mue syndicale

Suite de la première page

Tous les leaders sans exception ont fini par reconnaître l'ennemi du syndicalisme, c'est l'institutionnalisation. Dans un pays où le code du travail est d'une précision millimétrique, laissant peu d'espace à la négociation collective, la distance entre les salariés et leurs représentants s'est accentuée. M. Jean-Paul Jacquier, ancien dirigeant de la CFDT, se livre régulièrement à une petite expérience. Lorsqu'il rencontre les responsables cégétistes d'une entreprise, il leur demande d'ouvrir leurs agendas et de souligner en rouge le temps passé parmi les salariés et d'utiliser d'autres couleurs pour les heures consacrées aux réunions syndicales avec la direction ou dans le cadre des organismes paritaires (caisses de Sécurité sociale, ASSE-DIC, etc.). En général, le rouge s'occupe guère de place dans l'emploi du temps.

Très présents dans le secteur public mais guère influents dans le secteur privé où se multiplient les «déserts syndicaux», les syndicalistes veulent se «ressourcer». Il leur faut donc revoir leur attitude à l'égard de ceux qu'ils sont censés représenter, en éclairant les enjeux des négociations et en adaptant leur discours aux demandes des catégories sociales montantes (cadres) et en s'intéressant à celles qui sont exclues de l'accès à la qualification. Disposés à jouer le jeu, plusieurs entreprises ont conclu des accords sur le droit syndical ou proposé un financement sous forme de «chèque syndical» (le Monde du 24 avril), une formule qui n'est toujours combattue que par Force ouvrière.

Le renforcement des «convergences» entre centrales «réformistes» est un thème moins consensuel. Alors que la CFDT en fait un axe essentiel de sa stratégie mais en exclut la CGT, FO refuse obstinément d'y souscrire. Reste que, depuis 1991, la CFTC et la CFE-CGC ont accordé pour la première fois (mais avec la plus grande prudence) de s'engager dans une action en commun sur

l'emploi aux côtés de la CFDT et de la FEN. Les partisans d'un renforcement des «convergences» n'envisagent aucunement une fusion organique, même partielle. Pragmatiques, ils sont parvenus à mieux coordonner leurs efforts et à ne pas exacerber leurs désaccords (sur l'interdiction du travail de nuit des femmes, par exemple).

Les «convergences» en panne

Cette démarche contient en elle-même une interrogation iconoclaste : si le paysage syndical actuel ne correspondait plus à la réalité ? Alors que les syndicalistes étrangers ne dissimulent pas leur incompréhension devant les divisions que les Français étalent dans les organisations internationales, les salariés perçoivent-ils

vraiment des divergences «de fond» entre des organisations «réformistes» qui, le plus souvent, se retrouvent pour signer de conserve les grands accords, au plan national comme dans les branches et les entreprises ? La «recomposition syndicale» n'est toujours pas d'actualité (M. Kaspar évoque prudemment la constitution d'un «cartel d'italienne»). En revanche, elle n'est plus hors sujet. La vigueur des syndicats allemands est, à cet égard, un contre-exemple qui a de quoi faire réfléchir de ce côté-ci du Rhin.

Il y a néanmoins fort à parier que les «convergences» ne progresseront guère dans les prochains mois. L'éclatement de la Fédération de l'éducation nationale risque d'amener la CGT à se retirer de la CFE-CGC, l'éventuelle entrée de la CGT au sein de la Confédération européenne des syndicats (CES) est susceptible de jouer, à terme, comme un accélérateur.

Sur le fond, les congrès des trois plus importantes confédérations confirment d'autres changements

dans le paysage syndical. La ligne de fracture séculaire entre réformistes et révolutionnaires comme le partage traditionnel des rôles (la CGT mobilise, la CFDT réfléchit, FO signe) ont de moins en moins de pertinence. Un nouveau clivage se dessine entre les «traditionnalistes» et ceux que l'on pourrait baptiser les «participatifs».

La CGT se classe indiscutablement dans la première catégorie. Les remises en cause apparues lors de son dernier congrès ne sont pas négatives, mais la première confédération française, désormais dirigée par M. Louis Vianet, reste dans le sillage du Parti communiste, même si les dissensions internes de la Place du Colonel-Fabien lui procurent une plus grande marge de manœuvre. Moins dogmatique (on l'a notamment vu lors des débats sur le chèque syndical), la CGT rêve toujours de capitaliser les mécontentements, mais elle reste anti-européenne et arc-boutée sur une conception archaïque des rapports sociaux au la conservation des corporatismes, comme en témoigne son attitude dans le conflit des dockers. Quant à FO, incapable de se définir autrement que «contre», elle paraît remonter à l'envers le cours de son

histoire en se rapprochant de la CGT. Son dernier congrès de Lyon a confirmé un repli identitaire, mais le comportement de ses syndicalistes de base reste beaucoup plus modéré que le discours contestataire de son secrétaire général.

L'autre camp s'efforce de renouveler l'image du syndicalisme en acceptant clairement la construction européenne tout en cherchant le moyen d'en accentuer la dimension sociale. La notion de partenariat dans les rapports sociaux ne lui donne pas d'uricaire, pas plus que la négociation de l'organisation du travail ou l'adaptation des règles du jeu des classifications. «Le but du syndicalisme, c'est que l'entreprise marche, que les gens y restent et que l'on crée des emplois», résume M. Dominique Orsal, responsable CFDT chez AXA. Toutefois, la faiblesse des effectifs de la CFE-CGC et de la CFTC et les divisions internes de la CFDT (sans parler de la FEN) les exposent à la pression des «traditionnalistes». En outre, leurs atterrissements à propos de l'adaptation des régimes de retraite de la Sécurité sociale et leur

discours quelque peu incantatoire sur le chômage les cantonnent trop souvent dans une position défensive.

Cependant, l'apparition sur la scène sociale de véritables contre-pouvoirs syndicaux, indispensables à l'exercice de la démocratie et à la lutte contre l'exclusion, n'est pas seulement l'affaire du syndicalisme. Les pouvoirs publics et le patronat, s'ils souhaitent — comme ils le souhaitent — négocier avec de véritables interlocuteurs, doivent accepter de leur donner du «grain à moudre», comme le disait M. André Bergeron, sans y être forcément contraints par un rapport de forces.

Après des années d'effritement, les confédérations observent toutes une remontée de leurs effectifs (qui restent très largement supérieurs, faut-il le rappeler, à ceux des partis politiques). Mais ce n'est peut-être qu'un feu de paille. Elles sont bien placées pour savoir que, dans le domaine syndical, la nature n'a pas toujours horreur du vide.

JEAN-MICHEL NORMAND

COMMUNICATION

Les difficultés de M. Berlusconi

Les recettes publicitaires de la Fininvest devront être limitées en Italie

M. Silvio Berlusconi a violemment critiqué le jugement rendu en fin de semaine dernière sur les «pressions trop fortes» qu'exercerait son groupe, la Fininvest, sur le marché publicitaire italien. Ce jugement, rendu par le «garant de l'édition» italien, chargé de veiller aux phénomènes de concentration du secteur, M. Giuseppe Santanelli, précise que «M. Berlusconi n'exerce pas vraiment de monopole sur le secteur de la communication mais exerce une pression trop forte sur le marché de la publicité télévisée».

La Fininvest devra donc réviser ses ardeurs et renoncer à certains contrats publicitaires afin de réduire sa part du marché à 57 % au lieu de 60 % actuellement. Ce recul devrait

se traduire par une perte de recettes publicitaires d'environ 2 milliards de lire (8,9 millions de francs). En outre, le groupe de M. Berlusconi devra soumettre tous les trois mois ses contrats de recettes publicitaires à M. Santanelli et cela jusqu'en 1995.

Lors d'une conférence de presse à Milan, dimanche 10 mai, le patron des trois principales télévisions privées italiennes, du groupe Mondadori et de la régie Publitalia, a violemment critiqué cette deuxième décision, considérée «comme une monstruosité juridique» qui porte le sceau du «socialisme réel». M. Berlusconi a accusé les éditeurs italiens — et notamment le prince Caracciolo, patron de l'Espresso, et M. Giorgio Fattori, président du groupe Rizzoli

— d'avoir usé de «menaces» sur le «garant de l'édition».

Tout en expliquant que ce dernier l'avait levé de l'accusation de monopole, M. Santanelli a indiqué que l'enquête sur son groupe (le Monde du 25 février), conduite depuis deux mois à l'instigation des éditeurs, avait empêché d'avoir «la sérénité» nécessaire pour «mener à bien l'expansion de la Fininvest en France et en Grande-Bretagne» et que «ces attaques télévisées et infondées» avaient contribué à son retrait de candidature à La Cinq et de Canal 5 (le Monde du 9 mai). Il a précisé qu'il ferait appel du jugement de M. Santanelli.

Y.-M. L.

Communiqué de l'intersyndicale de l'entreprise OLIDA

« La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le bœuf »

La situation financière et économique de la société OLIDA ne cesse de se dégrader depuis son rachat par le groupe vendéen FLEURY-MICHON.

Les pertes d'exploitation sont actuellement de 1,2 million de francs lourds par jour ouvrable, soit pour le 1^{er} trimestre 1992 73,8 MF pour un CA de 346,9 MF.

Devant cette situation de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de l'entreprise, les représentants du personnel réunis en comité central extraordinaire, toutes sensibilités syndicales confondues, en concertation avec l'ensemble des salariés du groupe OLIDA, ont déclenché le «Droit d'alerte» et mandaté un cabinet d'expert-comptable pour auditer les comptes de la société.

Cette intervention devrait permettre de lever le voile sur un éventuel dépôt de bilan, décision que FLEURY-MICHON avait envisagée il y a déjà quelques semaines.

En cas de recours à cette solution, il appartiendrait au tribunal de commerce, conformément à la loi, de nommer un administrateur judiciaire qui décidera du sort de l'entreprise : plan de continuation, plan de cession, recherche de repreneurs potentiels.

Intersyndicale CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC de l'entreprise Olida,
10, rue Victor-Noir, 92201 Neuilly-sur-Seine Cedex.

M. Jack Lang favorable à un programme éducatif pour compléter le cinquième réseau. — M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, qui était l'invité à l'émission «7 sur 7» (TF1), dimanche 10 mai, s'est déclaré favorable à un programme éducatif pour compléter l'antenne du cinquième réseau qui sera occupé à partir de l'automne par Arte, la chaîne culturelle francophone. «Nous réfléchissons à la mise au point de programmes de caractère éducatif, mais moderne, destinés aux jeunes, aux universités, aux établissements scolaires», a indiqué M. Lang. Nous voulons tirer vers le haut les programmes de télévision. De son côté, M. Jérôme Clément, président d'Arte, a affirmé dans Communication-CB News que son objectif d'audience se situe entre «5 % et 7 % de l'audience totale».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 8 mai 1992

DES DÉCRETS

— n° 92 — 421 du 4 mai 1992 portant publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie dans le domaine de l'utilisation des méthodes de gestion de l'économie, fait à Paris le 6 février 1992;

— n° 92-423 du 4 mai 1992 portant publication de la convention sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation, faite à La Haye le 14 mars 1978.

classes pilotes PREPA.HEC

améliorez vos chances d'intégrer une grande école de commerce grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Centre Paris 17ème
tél. 42 38 21 21

INSTITUTION FRILLEY

Prépa HEC fondée en 1864

3^e SALON DE L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

16, 17 et 18 juin 1992

Parc des Expositions

Hall 2-2 - Porte de Versailles - Paris

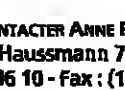
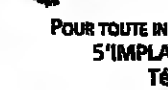
Horaires : 9h00 - 18h30 les 16 et 18 juin

9h00 - 19h30 le 17 juin

PROGRAMME DES COLLOQUES

MARSH 16 JUNE

- 9h30 - 11h00 Le Marché Unique : l'An 1 pour une implantation européenne
- 11h30 - 12h45 Europe Centrale et Orientale : Quelles opportunités pour les PME/PMI ?
- 13h45 - 14h45 PME : l'accès à Bruxelles (subventions, programmes)
- 15h15 - 16h30 Droit des entreprises et fiscalité en Europe
- 17h00 - 18h00 Forum DATAR : prospective européenne
- MERCRSH 17 JUNE
- 9h00 - 10h45 Politique européenne régionale et localisation industrielle
- 11h15 - 13h15 L'implantation de votre entreprise à l'étranger
- 13h45 - 15h00 La nouvelle donne de l'immobilier d'entreprise
- 15h30 - 16h30 Forum DATAR : délocalisation et stratégies industrielles
- 17h00 - 18h30 Sondage BVA / L'ENTREPRISE : le palmarès des Régions et des villes d'affaires
- JEUDI 18 JUNE
- 9h30 - 11h00 Etude 5'IMPLANTER / S.O.C.L.E. (Système d'Observation des Critères de Localisation des Entreprises)
- 11h30 - 12h45 Stratégie de développement des collectivités
- 13h30 - 14h45 Zones d'entreprises : quels avantages ?
- 15h15 - 16h15 Forum DATAR - collectivités locales, partenaires de l'aménagement du territoire
- 16h45 - 17h45 Les métiers du développement économique local



POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTER ANNE PETIT ou STÉPHANE DE POUS
5'IMPLANTER 82, bd Haussmann 75008 Paris - France
Tél. : (1) 42 94 06 10 - Fax : (1) 42 94 94 59

مكتبة النحل

Le Monde
International

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mardi 12 mai 1992 23

Carrières Européennes en Entreprises

PLANIFICATION, DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, TRÉSORERIE, FINANCE,
INFORMATIQUE, STATISTIQUE, MARKETING.

**Jeunes Diplômés Européens,
Votre Carrière
Dans La
Finance
Débute
à Paris.**

LA COMPAGNIE BANCAIRE,
premier groupe européen spécialisé dans
les services financiers, étend son équipe
de jeunes cadres pour accompagner son expansion
dans différents pays de l'Europe.
Afin de bien appréhender notre culture, nos produits et
nos projets, vous travaillerez d'abord en France pendant
18 mois environ. Durant cette période, vous apprendrez
à connaître nos réseaux de distribution, vous réaliserez
des études marketing et statistiques, vous approfondirez
vos connaissances techniques ou vous prendrez en
charge des missions de planification et de contrôle de
gestion. En un mot, vous aurez la possibilité d'acquiescer
un véritable savoir-faire. Vous évoluerez ensuite en
prenant des responsabilités d'encadrement dans une
filiale de votre pays d'origine. Bien entendu, un état
d'esprit "européen" et la maîtrise de la langue française
sont indispensables pour réussir dans ces fonctions.
Merci d'adresser votre lettre de candidature accom-
pagnée d'un CV sous réf. 2035 à Blatrice Plamureau
Service Recrutement - COMPAGNIE BANCAIRE
5 Avenue Kléber 75116 PARIS - FRANCE.

COMPAGNIE BANCAIRE

PREMIER GROUPE EUROPÉEN SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES FINANCIERS

IL GRUPPO PIERRE FABRE CERCA IL

DIRETTORE DELLA SUA FILIALE ITALIANA

Per Milano

Vero e proprio imprenditore, dinamico e carismatico, ha come
compiti essenziali:
- definire e far applicare la strategia di sviluppo delle diverse
marche del Gruppo in Italia.
- dinamizzare, coordinare e controllare l'insieme della
struttura (140 persone) ed in particolare i venditori.

Sono indispensabili: un'esperienza simile in Italia e la
conoscenza del mercato cosmetico, in particolare specializzato
(ad esempio: farmaceutico) o eventualmente dell'OTC.

Profilo:

- 40/50 anni
- Marketing/Commerciale
- Animatore
- Gestionale
- preferibilmente italiano con perfetta conoscenza del francese
- Statuto Dirigente

Inviare la candidatura (lettera manoscritta + CV redattati in
francese + foto) a LABORATOIRES PIERRE FABRE - Service
recrutement cadres - référence E 328 M1 - 11, rue Théron Périé
81106 CASTRES cedex - FRANCE.

Industria
Farmaceutica
e Cosmetica
5.300 persone
Fatturato
5.000.000.000 F

Le Monde
International



1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6 400 salariés, C.A de
6,8 milliards de francs. Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole:
accoupage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation,
transport terrestre et maritime, commercialisation.

Nous sommes présents industriellement et commercialement dans toute
l'Europe (48 établissements: France, Allemagne, Hollande, Suisse, Angleterre,
Espagne).

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT pour L'ALLEMAGNE

Notre développement sur le marché allemand, tant à l'Ouest que dans les
"nouveaux Länder", se réalise au travers de plusieurs filiales totalisant plus de
900 salariés. Leur activité est coordonnée et dirigée par une maison-mère,
GUTS GOLD GmbH.

Agé d'environ 35/40 ans, vous êtes parfaitement bilingue allemand/français pour
avoir vécu ou travaillé en Allemagne.

Vous avez déjà assumé des rôles de Direction entraînant des interventions dans
les domaines les plus variés de l'entreprise (Gestion, Commercial, Technique).
Vous souhaitez, maintenant, donner un nouveau souffle à votre carrière, en
assumant un rôle aussi large et diversifié que possible.

Le Groupe DOUX est en mesure de vous proposer un avenir à la mesure de vos
ambitions eu égard à ses projets de développement à ses réalisations et à ses
résultats.

Ce poste basé à Bad-Bentheim (Basse Saxe) comprend de nombreux
déplacements sur toute l'Allemagne.

Envoyez CV, lettre et photo sous la réf. 92/07 au
GROUPE DOUX - Monsieur Le Directeur Général
BP 22 - 29150 CHATEAULIN - FRANCE

SCORE

EuronAid

is seeking as soon as possible a

DEPUTY HEAD

LOGISTICS AND PROCUREMENT DIVISION (M/F)

with a university degree or equivalent professional education and some years of
practical experience in international transport.

Given the great difficulties of logistical operations in the Third World the candidate must
be able to solve problems with creativity and persistence.

The candidate should have good knowledge of the English and French language. Field
experience in developing countries would be an asset.

Main duties

- The successful applicant will report directly to the Head of the Logistics and
Procurement Division.
- He/she will be responsible for the preparation and implementation of international
transport.
- He/she will also be in charge of the coordination of transport programmes with
contractors, some 65 NGO and the recipients overseas.
- Later on he/she shall also be involved in the expansion of services and product
development.
- Extensive travelling in Europe and overseas may be required.

EuronAid is the coordinating agency for NGO Food Aid and Emergency Aid
Programmes funded by the Commission of the European Communities. Its activities
comprise the programming and procurement of the food aid as well as the logistical
operations up to the final distribution points.

The office of EuronAid is located in Oegstgeest, a pleasant place near The Hague,
The Netherlands. In 1993 EuronAid is likely to move the office to the city of The
Hague.

EuronAid offers a salary in the range of 100,000 Dutch guilders and additional
benefits, like a holiday allowance, participation in health insurance, pension fund, etc.

Candidates should send their application (with telephone
number), including a detailed curriculum vitae showing the
required experience to the Secretary General.

EuronAid

P.O. Box 79, NL-2340 AB Oegstgeest, The Netherlands,
Fax: 31-71-155 201.

Applications should be received by EuronAid not later than
MAY 27, 1992.



R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

بازارهای مالی

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 11 MAI

Cours relevés à 14 h 06

Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours
4890	CAKE 9%	4890	4870	-0.20		225	Gén. Moors.	225	222
302	CAKE 10%	302	300	-0.11		330	Gén. Moors.	330	327
1440	CAKE 11%	1440	1430	-0.07		485	Gén. Moors.	485	482
1620	CAKE 12%	1620	1610	-0.06		57	Gén. Moors.	57	56
1144	CAKE 13%	1144	1140	-0.34		45	Gén. Moors.	45	44
308	CAKE 14%	308	305	-0.97		44	Gén. Moors.	44	43
786	CAKE 15%	786	784	-0.25		440	Gén. Moors.	440	437
770	CAKE 16%	770	767	-0.39		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 17%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 18%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 19%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 20%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 21%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 22%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 23%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 24%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 25%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 26%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 27%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 28%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 29%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 30%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 31%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 32%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 33%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 34%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 35%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 36%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 37%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 38%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 39%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 40%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 41%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 42%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 43%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 44%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 45%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 46%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 47%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 48%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 49%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 50%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 51%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 52%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 53%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 54%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 55%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 56%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 57%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 58%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 59%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 60%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 61%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 62%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 63%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 64%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 65%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 66%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 67%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 68%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 69%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 70%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 71%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 72%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 73%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 74%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 75%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 76%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 77%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 78%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 79%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 80%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 81%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 82%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 83%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 84%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 85%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 86%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 87%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 88%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 89%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 90%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 91%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 92%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 93%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 94%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 95%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 96%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 97%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 98%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 99%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34
1620	CAKE 100%	1620	1610	-0.62		35	Gén. Moors.	35	34

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sélection)

7/5

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	Rachet net	VALEURS	Emission	Franchise	Rachet net
Obligations						Etrangères						Publicité							
Emp. 10% 1997	123.80	7.40	C.I.M.	1425	1450	Paris France	190	190	Actel	213 03	207 33	France	802 97	498 32	Phécy, Escorial	198 17	106 08		
Emp. 10% 1998	99.00	8.14	C.I.T.R.A.M. (R)	2252		Paris Océan	218	217 10	Agrochim	845 73	808 31	Paris France	110 14	106 53	Paris France	25274 85	25274 85		
Emp. 10% 1999	101 53	7.27	Compt.	944 50	943 90	Paris Invest.	301		Améli-gas	7499 07	7172 18	Paris Région	1248 41	1212 05	Paris	1007 11	882 95		
Emp. 10% 2000	105 40	7.19	Compt. 1999	650 40		Paris Indus.	1112	1112	Améli-gas	264590 13	264690 13	Paris Assoc.	35 07	35 07	Paris	138 87	135 48		
Emp. 10% 2001	103 22	7.82	Compt. 2000	246 30	247 10	Paris Indus.	1112	1112	Améli-gas	664 08	635 03	Paris Assoc.	41 49	40 88	Paris	834 38	810 02		
Emp. 10% 2002	104 40	7.86	Compt. 2001	222	220	Paris Indus.	1816		Améli-gas	7160 84	7160 84	Paris Assoc.	234 80	231 13	Paris	158 92	157 48		
Emp. 10% 2003	103 22	7.82	Compt. 2002	28		Paris Indus.	780	786	Améli-gas	8087 45	8087 45	Paris Assoc.	981 87	958 41	Paris	5375 03	5321 81		
Emp. 10% 2004	104 40	7.86	Compt. 2003	160		Paris Indus.	105 10	105 50	Améli-gas	433 22	407 68	Paris Assoc.	940 02	917 09	Paris	1131 87	1116 14		
Emp. 10% 2005	106 40	8.58	Compt. 2004	322		Paris Indus.	106 10	106 10	Améli-gas	1174 55	1140 35	Paris Assoc.	1874 08	1850 54	Paris	1019 87	972 82		
Emp. 10% 2006	106 40	8.58	Compt. 2005	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2007	103 22	7.82	Compt. 2006	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2008	103 22	7.82	Compt. 2007	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2009	103 22	7.82	Compt. 2008	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2010	103 22	7.82	Compt. 2009	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2011	103 22	7.82	Compt. 2010	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2012	103 22	7.82	Compt. 2011	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2013	103 22	7.82	Compt. 2012	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2014	103 22	7.82	Compt. 2013	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2015	103 22	7.82	Compt. 2014	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2016	103 22	7.82	Compt. 2015	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2017	103 22	7.82	Compt. 2016	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2018	103 22	7.82	Compt. 2017	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2019	103 22	7.82	Compt. 2018	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2020	103 22	7.82	Compt. 2019	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2021	103 22	7.82	Compt. 2020	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2022	103 22	7.82	Compt. 2021	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2023	103 22	7.82	Compt. 2022	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2024	103 22	7.82	Compt. 2023	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2025	103 22	7.82	Compt. 2024	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2026	103 22	7.82	Compt. 2025	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2027	103 22	7.82	Compt. 2026	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2028	103 22	7.82	Compt. 2027	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2029	103 22	7.82	Compt. 2028	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2030	103 22	7.82	Compt. 2029	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2031	103 22	7.82	Compt. 2030	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2032	103 22	7.82	Compt. 2031	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2033	103 22	7.82	Compt. 2032	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2034	103 22	7.82	Compt. 2033	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2035	103 22	7.82	Compt. 2034	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2036	103 22	7.82	Compt. 2035	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2037	103 22	7.82	Compt. 2036	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2038	103 22	7.82	Compt. 2037	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2039	103 22	7.82	Compt. 2038	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2040	103 22	7.82	Compt. 2039	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2041	103 22	7.82	Compt. 2040	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2042	103 22	7.82	Compt. 2041	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2043	103 22	7.82	Compt. 2042	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2044	103 22	7.82	Compt. 2043	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2045	103 22	7.82	Compt. 2044	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2046	103 22	7.82	Compt. 2045	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2047	103 22	7.82	Compt. 2046	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2048	103 22	7.82	Compt. 2047	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2049	103 22	7.82	Compt. 2048	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2050	103 22	7.82	Compt. 2049	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2051	103 22	7.82	Compt. 2050	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2052	103 22	7.82	Compt. 2051	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2053	103 22	7.82	Compt. 2052	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2054	103 22	7.82	Compt. 2053	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2055	103 22	7.82	Compt. 2054	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2056	103 22	7.82	Compt. 2055	2592	2590	Paris Indus.	256		Améli-gas	1730 85	1696 32	Paris Assoc.	171 26	170 13	Paris	11181 80	11106 27		
Emp. 10% 2057	103 22	7.82	Compt. 2056																

TEORIO

CONCERTS

JUN. 21 h juiv. mar. Christophor Boulez (violin), Carl Brannich (direction). Biaz, Vivadi Ensemble Dirgum : 21 h ven. Répertoire de l'Ecole Notre-Dame. Marcel Pérès (dir.) Ensemble d'archet d'Europe : 20 h 30 ven. Les deux arts de Carl Breinrich (direction). Rossini, Puccini, Mozart Chœur Grégorien de Paris : 21 h dim. Xavier Charbonnier (direction) Les Violons : 20 h 30 ven. Les deux arts du 28 mai. 21 h lun. Purcell, Marcello, Telemann, Vivaldi.

SALLE CORTOT (47-63-80-16). Musiciens d'époque/haut niveau du XVIII^e. Dames des Champs-Elysées : 20 h 30 ven. Xavier Phillips, Thérèse Petit (violoncelle), Mercat Saccr, Menique Martelli-Glaime, Anne-Lise Uzan, Marie-Cécile Lemaire, Jean-Pierre Rieu, Richard-Moller (marionettes), Vallier, Sacri, Giron, Desportas, Dehan Orchestre des fêtes de Paris : 17 h 30 dim. Phillips Sacri, Jeanne-Marie Coucou, Philippe Bouchard, Welson Nogueira (violin), chant, Véronique Fèvre (clarinette), François Gnani (alto), Angéline Pondpeyze (piano), Beethoven, Brahms, Gluck, Bizet, Saint-Saëns.

SALLE GAUVEAU (46-53-05-07). Ramuz Yassa : 20 h 30 juiv. Piano, Schubert, Beethoven, Chopin, Liszt, Wagner fables Juliette Lott : 20 h 30 lun. Soprano, Mozart, Schubert, Debussy, Weicon Marquis (violin), chant, Véronique Fèvre (violin), chant, Véronique Fèvre (clarinette), François Gnani (alto), Angéline Pondpeyze (piano), Beethoven, Brahms, Gluck, Bizet, Saint-Saëns.

SALLE PLEYEL (46-53-89-73). Orchestre Paul Tournemine : 20 h 30 ven. Maurice Delmonde, troupes de la ville de Paris : 20 h 30 dim. Haydn, Rossini, Hummel Jacques Norman, Philip Moll : 20 h 30 sam. Soprano, piano, R. Strauss, Wolf, Liszt, Debussy, Schumann, Debussy Lupu : 20 h 30 dim. Piano, Brahms, Tchaikovsky, Moussorgski Andras Schiff : 20 h 30 lun. Piano, Haydn, Janacek, Bartok, Beethoven Ensemble orchestral de chambre de la ville de Paris : 20 h 30 dim. (violin), Erich Bergel (direction), Hindemith, Mendelssohn, Beethoven.

THÉÂTRE DE LA VILLE (74-22-72-77). Quotier Takacs : 18 h ven. Sam. Paul Yvonne (clarinette), Mozart, Schubert, Brahms.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-38-37). La Petite Bande : 20 h 30 mer. Anthony Pay (clarinette), Miksaigav Kujtlen (direction), Haydn, Mendelssohn, Mozart, Schubert, Brahms.

Musiciens d'époque/haut niveau : 20 h 30 juiv. Horacio Gutierrez (piano), James Conlon (direction), Part, Tchakovski, Moussorgski Georges Podernachker : 11 h dim. Piano, Debussy, Liszt, Debussy, Liszt (46-58-75-10). Alexei Lubimov : 11 h dim. Piano, J. Haydn, Gluck, CPE Bach, Beethoven.

Périphérie

AUVERS-SUR-OISE. EGLISE NOTRE-DAME (30-38-77-77). Orchestre baroque Variations : 20 h 45 sam. Bernard Lacombe, Jean-Henry Naudon, Myrtil Ruggieri (soprano), Ensemble vocal Champagne-Ardenne, Ensemble vocal Akademia, Françoise Lassure (direction). Orchestre instrumental de la ville d'Auvergne Quatuor Ysaye : Haydn. Dans le cadre du Festival d'Auvergne.

BOBIGNY. MAISON DE LA CULTURE (48-31-11-45). Orchestre national de France : James Conlon, Horacio Gutierrez (direction). 20 h 30 lun. Part, Tchakovski, Debussy, Rayner.

COURBEVOIE. ESPACE CARPEAUX (46-77-70-00). Gabriel Techino : 20 h 45 juiv. Pergol, Poulenc, Satie, Debussy, Liszt, Debussy.

ELANCOURT. LE POLLEN (30-62-82-81). Ensemble Berry Hayward : 20 h 30 ven. Musique et chants des troubadours. Dans le cadre du Festival.

ETAMPES. EGLISE SAINT-MARTIN. Le Concert Classique : 21 h ven. Les Chanteur de Saint-Eustache, Charles Limouret (direction). Passion selon saint Marc, Les Chanteurs de Saint-Eustache, Sagittarius : 21 h sam. Solistes du Bachchor d'Anvers, Michael Schütz (direction). Schütz, Haecquet.

LAVAL. LES CHATELAINS. SALLE JACQUES-BREL (48-75-44-88). Roland Dyens : 20 h 30 ven. Guizac.

GIF-SUR-YVETTE. SALLE DE LA THÉRASSE (69-07-80-49). Ensemble (l'ensemble) : Lévinas. Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique.

PARIS. SUR-SEINE. GYMNASSE RENE-ROUSSELLE (84-37-01-81). Orchestre national d'Ile-de-France : 17 h dim. Izrokontek Smeronofsky (réducteur), Nina Tarantova (mezzo-soprano), Boris Shcherbakov (piano), Valery Kalayev (direction), Ivan le terrible de Prokofiev.

MELUN. EGLISE SAINT-APPAIS.

MARDI 12 MAI

2 MAI

Lamarck-Caulaincourt (Lunbece voisine).
« La Tour de Lautrec ».
Estampes, effiches, 18 heures.
Bibliothèque nationale, 1 rue
Vivienne (G. Marbeau Caner).

CONFÉRENCES

Auditorium du général Colbert,
2, rue Vivienne, 19 heures : « La lar-
geur symbolique de la nature, Jau-
rès, rochers et déserts : les lieux de
l'écriture divine », par F. Barbe (Hors
Cours).

Bourse du travail, 3, rue du
Château-d'Eau, 19 h 45 : « Les nais-
sances percutantes », par Y. Tata
Cisse (La Maison de toutes les cou-
leurs).

La Forum, 102 bis, rue de Vau-
gond, 20 heures : « La retraite, évo-
lution ou mort lente », par J. Barbin
(Créole).

188 bis, rue Saint-Martin,
20 heures : « La Rose-Croix Amorcée ».

146, rue Raymond-Loseringer,
20 h 30 : « Mycoses et auto-type-
mose », par G. Yerna (Société d'ar-

CONFÉRENCES

Auditorium de la galerie Colbert,
2, rue Vivienne, 19 heures : « La lan-
gue symbolique de la nature, Ja-
ques Rabreau de la Courbe : les lieux de
l'écriture divine », par F. Barbe (flors
cours).

Galerie du treuil, 3, rue du
Château-d'Eau, 19 h 45 : « Les nais-
sances periculieuses », par Y. Tata
(à la Maison de toutes les cou-
leurs).

Le Forum, 102 bis, rue de Vou-
glard, 20 heures : « La retraite, évo-
lution ou mort lente », par J. Barbin
(Credo).

188 bis, rue Saint-Martin,
20 heures : « La Rose-Croix Américain »,
146, rue Raymond-Lodel, 20 h 30 :
« L'écriture symbolique : du type-
posse », par Q. Yama (Soleil d'or).

ches Simony (Graf), Jean-Louis Gauch (claironnette), Gabriel Vannieu (basson).
 NEUILLY-BEAUVESSE. MAZURIUM.
 NEUILLY-BEAUVESSE. MAZURIUM. Gm
 Nomine : 20 h 30 mer. Michel Portal
 (clairinette). Beethoven, Chausson,
 Brahms.
 ORSAY. UNIVERSITÉ STRASS-KU.
 20 h 30. Symphonie 1^{re} et chœur. Vo-
 campus d'Orsay : 21 h mer. Daniel Co-
 campus (direction). Milhaud, Kodaly, Schu-
 mann. Dans le cadre de la création
 musicale et chorégraphique du THÉÂTRE
 ANRÔ-MALRAUX (47-32-24-42).
 Orchestre national d'Ile-de-France :
 20 h 45 ven. Innokenti Smotkovski
 (directeur). Beethoven, Strauss, Pro-
 grando, Michael Krutovnikov (baryton),
 Chœur Tchekovski, Vitaly Katsen
 (direction), Ivan le Terrible de Prokofiev.
 RUNGIS. ARC-EN-CIEL THÉÂTRE
 RUM-MA. 20 h 30. 1^{re} symphonie.
 Montfard : 21 h sam. Haydn, Beethoven,
 Ligeti.
 SAINT-OUEN. EGLISE SAINT-OUEN-
 LE-VIEUX. Ensemble Instrumental
 d'Audoux : Beethoven (Violoncelle),
 (baryton), Hélène Aubier (flûte), Marcel
 Bourcier (direction), Violon, Scarlatti,
 Bach.
 SAINTE-GENEVIÈVE DES-BOIS.
 20 h 30. Symphonie 1^{re} et chœur. Vo-
 campus d'Orsay : 21 h mer. John Pe-
 campus (direction). Sweeney, Paderewski, Britten,
 Horowitz, Lasser. Dans le cadre de la Biennale
 de la création musicale et choré-
 graphique.
 SARTROUVILLE. THÉÂTRE
 (38-14-23-77). Orchestre national d'Ile-
 de-France : 21 h mer. Innokenti Smot-
 kovski (directeur). Ivan le Terrible de
 Prokofiev, Chœur Tchekovski, Vitaly Katsen
 (direction), Ivan le Terrible de Prokofiev.
 VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU
 CHATEAU. Paul Thiviel, Jean-Christophe
 Hédou (flûte), 20 h 30. Concerto-
 de violon, Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRAS

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-
 eth Jones (soprano), Sabine Haase
 (soprano), Philippe Ratonel (baryton),
 Jean Dupouy (ténor), Lédia Ryssak
 (mezzo-soprano), Michel L. Cohen (bary-
 ton), Christine Plébeau (basse de
 viole), Claude Wassmer (basson), Lau-
 rent Stewart (clavessin). Hotteterre,
 Bononcini.

OPÉRA

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elek-
 tra : jusqu'à 29 mar., 15 h 30 mer.,
 20 h 30 ven., 22 h 30 sam., 22 h 30
 dim. Opéra de Paris. Stravinsky,
 et chœurs du l'Opéra de Paris, Gwyn-

[illegible]

CHANSON

AKTÉON THÉÂTRE (43-38-74-62).
Wendy Miché : 20 h 30-21 h.
CASINO DE PARIS (49-95-98-99).
Renaud : jusqu'au 30 mai, 20 h 30 mer.,
 jeu., ven., sam., lun., mar.
CAVEAU DES OUBLIETTES
 (43-64-94-97). Cabaret de la chanson
 française : 21 h mer., jeu., ven., sam.,
 dim. Chansons à la carte tous les soirs.
CEJAZET-LUX (42-74-20-50). **Francine**
Descombes : 20 h 13-20 h 45.
OLYMPIA (42-47-25-49). **Maurane**
 20 h mer., jeu., ven., sam., dim.
PARSAQ (42-74-20-50). **NORD-OUEST**
 (42-70-41-47). **Gazalla** : 22 h ven.,
 plateau 26 (48-67-10-75). **Jean-Marc**
Leblanc : 19 h dim. ; 18 h 13-20 h 45.
Fantastic Stories.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).
Philippe Laroche : 19 h 30-20 h 45.
 sam. **Fabien Kachow** : 20 h 13-20 h 45.
Olivia Becker act. : jusqu'au 26 mai,
 22 h 30-20 h 45.
THÉÂTRE DE LA MAINATEE
 (42-38-43-59). **Francine Mido** : 19 h
 mer., jeu., ven., sam., dim. 15 h dim.
Dubois : jusqu'au 25 mai, 20 h 13-20 h 45.
 ven., sam., lun. : 18 h 30-20 h 45.
TOURTOUR (48-87-92-48). **Marlene**
Liné : jusqu'au 4 juillet, 22 h 30-20 h 45.
 mer., jeu., ven., sam., lun. : 19 h 30-20 h 45.
Les 3000 (42-38-43-59). **Levitz** (célé-
 bration) : 20 h 13-20 h 45 (guitare) ; **Louf** 27 h
 brette Concert : 21 h dim. sam.
TROTTICO DE BUENOS AIRES (48-28-58-58).
 Trio Trottico de Buenos Aires :
 Aires : jusqu'au 2 juil., 22 h 30-20 h 45.

Périphérie

COMBS-LA VILLE. LA COUPOLE (84-88-69-11). Dick Annegarn : 20 h 45
ven.
LA COURNEUVE. CENTRE JEAN-HOUREMONT (49-92-81-51). Pierre Vassiliu, Désargent : 21 h tam.
ENGHIEN-LES BAINS. THÉÂTRE OU CASINO (34-12-94-94). TSF : 20 h 30
ven.
VITRY. THÉÂTRE JEAN-VILAR (84-72-84-00). Crux Vassinière : 21 h

511-574

BALLETS

AMANDIERS DE PARIS (43-68-42-17). Compagnie Claire Mossé : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. L'Œuvre de la danse.

CENTRE MANDAPPA (45-89-01-60). Ramya Murthy : 20 h 30 dim. Danse classique de l'Inde du Sud Shetli : 19 h 30 mar. Danse classique du Sud de l'Inde.

QUINQUS (45-84-72-20). Thierry Guedj : 20 h 30 jeu., ven., sam. Sens tue, Thierry Guedj (chor.). Compagnie Les Compagnons de la danse (chor.). Compagnie Klamarsu, Le Fiel du moribond, Pascal Delhay (chor.).

OPÉRA BÉ : MABIE - BEILL (42-48-78-78). Maudite, Catherine Pécot : 20 h 30 mar. Les Compagnons de la danse : 24 mar. 8 h 30. Albe, Les ufs d'or, Poëto Camargo (chor.).

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (42-48-78-78). Ballet du Théâtre de Paris : Jusqu'au 17 mai. 19 h 30 jeu., ven., sam. dim., mer. Retour de scène, Odile Duboc (chor.). Attentat poétique, Denise Laniou (chor.).

OPÉRA DE PARIS. LA BASTILLE (43-67-42-14). Compagnie Catherine Sagna : 25-27 mar. Le Sommeil des maléfices, Catherine Sagna (chor.).

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77).

Karine Saporta (chor.) Karine Saporta :
jusqu'au 26 mai. 20 h 30 mar. La Prin-
cesse de Milan. Karine Saporta (chor.).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(47-20-38-37). Les Géants du
flamenco : 20 h 30 ven., sam., lun.,
mar. ; 17 h dim. Adrian, Joachim Cor-
tez, Lola Greco.

Périphérie

CHOISY-LE ROI. THÉÂTRE PAUL-ELIAR (80-90-88-79). Compagnie Pétrus Messis : 20 h 30 ven. sm. : 15 h edim. The Other Side, Airs de phœnix, Les Gosses (chor.).

CORBEIL-ESSONNES. CAC PABLO-NERUDA (80-90-00-72). Ensemble instrumental. Les Oies Cauton : 20 h 30 ven. scs. Les Gosses, Broutet (dramat.), François Scapellato, Françoise Laroche, Philippe Durville, Cécile Roy, Sophie Mathay (choréog.). Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique.

ETRECHY. SALLE JEAN-MONNET (80-90-24-46). Sophie Bédier, Laurence Méthourout, Sophie Mathay : 17 h 30 mar. Et Centille(s), "Sophie Bédier (chor.) ; La Porte est refermée, Laurence Méthourout (chor.) ; Story, Sophie Mathay (chor.) ; L'Autoparcade de 1817, Christophe Bourgaud (chor.). Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique Compagnie Choeur choréographique Sine Kauton : 21 h ven. Verdand et les limbes du Pacific, Serge Kauton (chor.) ; José Bergamini nous quitte(s), Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique.

MALAKOFF. THÉÂTRE 71 (46-55-43-45). Compagnie Francesca Latrude : 20 h 30 mar. Hétérologues, Francesca Lettuda (chor.).

LE PLESSIS-TRÉVIS. ESPACE PAUL-VALÉRY (80-94-38-82). Dominique Diery, Florence Barbi : 20 h 30 mar. Quand Téparche raconte Euterpe, Dominique Dahan, Florence Barbi (chor.).

LES-ORANGIS. CENTRE ROBERT-DESROS (80-06-72-72). Compagnie La Liseuse : 20 h 45 sam. De et par, Georges Appaix (chor.). Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique.

SANTY-CYR-LE-ECOLE. ESPACE GÉRARD-ROPHILE (34-60-58-72). Suzanne Linke, Urs Dierich : 21 h mar. Affectés Humains, Afkate, Dorar Hoyer (chor.).

SAVIGNY-LE-TEMPLE. MPT JACQUES-PRÉVERT (80-63-28-24). Orianne Larcher : 21 h sam. La Catedrala ou l'enfant-volcan, Dorjane Larcher (chor.).

SURESNES. THÉÂTRE JEAN-VILAR (46-87-86-10). Ballet national de Nancy : 21 h sam. Les Quatre Tempêtes, George Belanchine (chor.) ; Symphonie on Orl. J. Killian (chor.) ; La Pavane du Mireu, José Llinon (chor.).

LES ULIS. CENTRE CULTUREL ROBERT-VINCE (80-07-65-83). Elsa Wolfraston : 20 h 30 mer. Jean-Marie Méchéria (piano). Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique Nuit de la danse contemporaine : 20 h 30 mar. Compagnie Désirade, 20 Compagnie Hary-Gil, Compagnie Zdz-Gaz. Dans le cadre de la biennale de la création musicale et chorégraphique.

MUSIQUES DU MONDE

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
74-71-82-20). Olof Johansson, Roger
Falkenberg, Erik Falkenberg : 18 h. Violon
et trible, violon et guitare, violon et
accordeon. Musique folklorique suédoise.
Entrée libre.

CENTRE MANDAPPA (45-88-01-60).
Yael V. Woolfinden, Kara Dantz. Of. 7
h 30 à 10 h 30. Sax, zambur, ney. Musique
classique et populaire de Turquie.

MAISON DE RADIO-FRANCE
(32-30-15-16). Björn Ståhl, Lailä Sjönné-
man. Bercelung : 20 h 30. Mar. Vic-
torino, Ole Molter (Rites, Bouzouki). Musique
du centre de la Suède.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77).
Cassimov : 20 h 30. Sam. Chant et
musique : 20 h 30. (Enr. Elstan Mensur-
ov [Kamshene]. L'art du Musqan, musi-
que savante d'Azerbaïdjan).

Phérophère

CLANDESTIN. LE PÔLE
32-82-82-81). La Squadra di canto
popolare velpovecora : 20 h 30. Sam.
Jean Achary (chants bachelés). Dans le

«Périphérie»

ELANCOURT. LE POLLEN
(30-62-82-81). La Squadra di canto
popolare velpolcevara : 20 h 30 sem.
Renat Achary (chants basques). Dans le

St. Monde PHILATÉLIE
PHILATÉLISTES Mai 1992

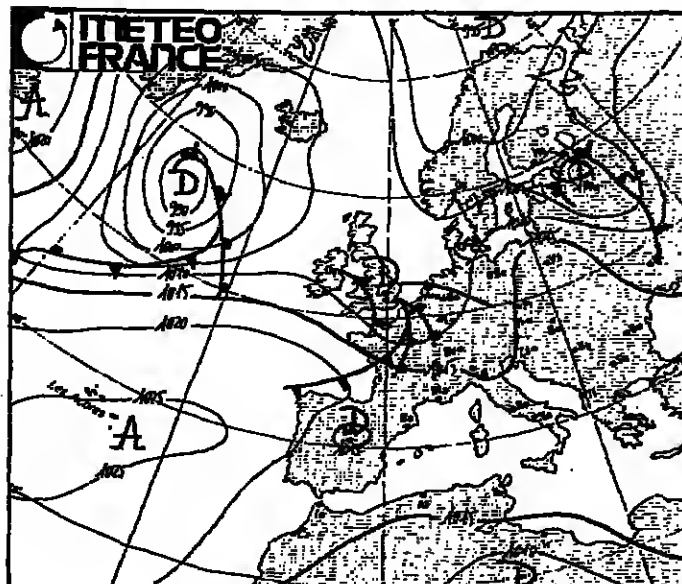
Spécial "WALT DISNEY"

- Les cartes postales avec un poster géant des timbres consacrés aux personnages de Mickey.
- Télécartes - la poste navale.

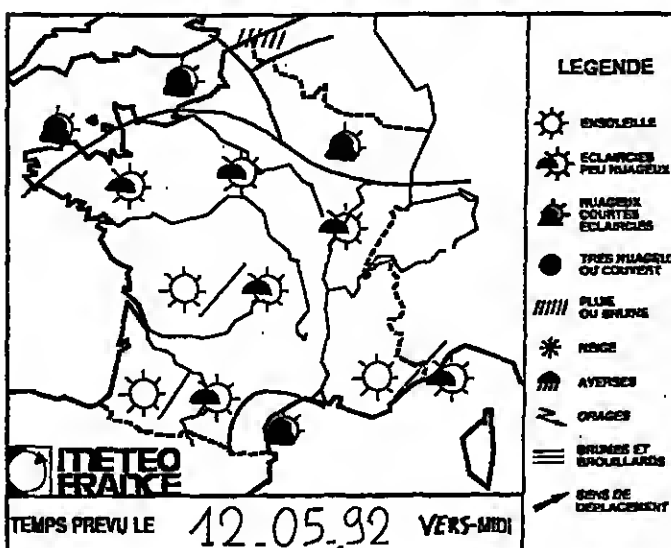
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 25

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 12 MAI 1992



Mardi : du soleil et hausse des températures. « Près des côtes de la Manche, le ciel sera voilé par des nuages assez épais et quelques brumes se produiront le matin. Des Pays-de-Loire à l'Ile-de-France et à la Champagne-Ardenne, le ciel sera voilé mais sans précipitations.

Sur la région Rhône-Alpes, la Bourgogne, la Lorraine et l'Alsace ainsi que près des Pyrénées, le ciel sera nuageux le matin, puis de belles éclaircies se développeront.

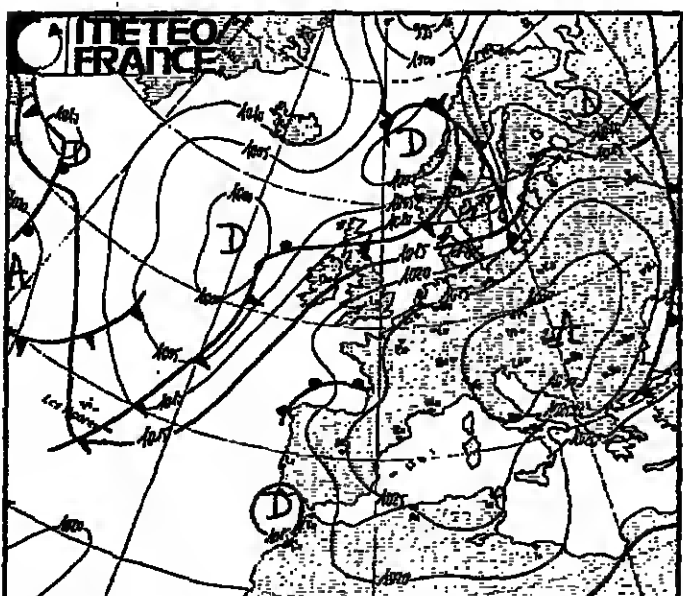
Sur le reste du pays, la journée sera ensoleillée, malgré quelques petits nuages.

Le vent de sud-ouest soufflera à 40-50 km/h en Manche.

Les températures minimales seront de l'ordre de 6 à 9 degrés en général, 10 à 12 degrés près de la Manche et de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 17 à 20 degrés sur la moitié nord et 20 à 25 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-5-1992 à 18 heures TUC et le 11-5-1992 à 6 heures TUC

FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
11	14	15	14	10	F						
12	15	16	15	11	F						
13	16	17	16	12	F						
14	17	18	17	13	F						
15	18	19	18	14	F						
16	19	20	19	15	F						
17	20	21	20	16	F						
18	21	22	21	17	F						
19	22	23	22	18	F						
20	23	24	23	19	F						
21	24	25	24	20	F						
22	25	26	25	21	F						
23	26	27	26	22	F						
24	27	28	27	23	F						
25	28	29	28	24	F						
26	29	30	29	25	F						
27	30	31	30	26	F						
28	31	32	31	27	F						
29	32	33	32	28	F						
30	33	34	33	29	F						
31	34	35	34	30	F						
32	35	36	35	31	F						
33	36	37	36	32	F						
34	37	38	37	33	F						
35	38	39	38	34	F						
36	39	40	39	35	F						
37	40	41	40	36	F						
38	41	42	41	37	F						
39	42	43	42	38	F						
40	43	44	43	39	F						
41	44	45	44	40	F						
42	45	46	45	41	F						
43	46	47	46	42	F						
44	47	48	47	43	F						
45	48	49	48	44	F						
46	49	50	49	45	F						
47	50	51	50	46	F						
48	51	52	51	47	F						
49	52	53	52	48	F						
50	53	54	53	49	F						
51	54	55	54	50	F						
52	55	56	55	51	F						
53	56	57	56	52	F						
54	57	58	57	53	F						
55	58	59	58	54	F						
56	59	60	59	55	F						
57	60	61	60	56	F						
58	61	62	61	57	F						
59	62	63	62	58	F						
60	63	64	63	59	F						
61	64	65	64	60	F						
62	65	66	65	61	F						
63	66	67	66	62	F						
64	67	68	67	63	F						
65	68	69	68	64	F						
66	69	70	69	65	F						
67	70	71	70	66	F						
68	71	72	71	67	F						
69	72	73	72	68	F						
70	73	74	73	69	F						
71	74	75	74	70	F						
72	75	76	75	71	F						
73	76	77	76	72	F						
74	77	78	77	73	F						
75	78	79	78	74	F						
76	79	80	79	75	F						
77	80	81	80	76	F						
78	81	82	81	77	F						
79	82	83	82	78	F						
80	83	84	83	79	F						
81	84	85	84	80	F						
82	85	86	85	81	F						
83	86	87	86	82	F						
84	87	88	87	83	F						
85	88	89	88	84	F						
86	89	90	89	85	F						
87	90	91	90	86	F						
88	91	92	91	87	F						
89	92	93	92	88	F						
90	93	94	93	89	F						
91	94	95	94	90	F						
92	95	96	95	91	F						
93	96	97	96	92	F						
94	97	98	97	93	F						
95	98	99	98	94	F						
96	99	100	99	95	F						
97	100	101	100	96	F						
98	101	102	101	97	F						
99	102	103	102	98	F						
100	103	104	103	99	F						
101	104	105	104	100	F						
102	105	106	105	101	F						
103	106	107	106	102	F						
104	107	108	107	103	F						
105	108	109	108	104	F						
106	109	110	109	105	F						
107	110	111	110	106	F						
108	111	112	111	107	F						
109	112	113	112	108	F						
110	113	114	113	109	F						
111	114	115	114	110	F						
112	115	116	115	111	F						
113	116	117	116	112	F						
114	117	118	117	113	F						
115	118	119	118	114	F						
116	119	120	119	115	F						
117	120	121	120	116	F						
118	121	122	121	117	F						
119	122	123	122	118	F						
120	123	124	123	119	F						
121	124	125	124	120	F						
122	125	126	125	121	F						
123	126	127	126	122	F						
124	127	128	127	123	F						
125	128	129	128	124	F						
126	129	130	129	125	F						
127	130	131	130	126	F						
128	131	132	131	127	F						
129	132	133	132	128	F						
130	133	134	133	129	F						
131	134	135	134	130	F						
132	135	136	135	131	F						
133	136	137	136	132	F						
134	137	138	137	133	F						
135	138	139	138	134	F						
136	139	140	139	135	F						
137	140	141	140	136	F						
138	141	142	141	137	F						
139	142	143	142	138	F						
140	143	144	143	139	F						
141	144	145	144	140	F						
142	145	146	145	141	F						
143	146	147	146	142	F						
144	147	148	147	143	F						
145	148	149	148	144	F						
146	149	150	149	145	F						
147	150	151	150	146	F						
148	151	152	151	147	F						
149	152	153	152	148	F						
150	153	154	153	149	F						
151	154	155	154	150	F						
152	155	156	155	151	F						
153	156	157	156	152	F						
154	157	158	157	153	F						
155	158	159	158	154	F						
156	159	160	159	155	F						
157	160	161	160	156	F						
158	161	162	161	157	F						
159	162	163	162	158	F						
160	163	164	163	159	F						
161	164	165	164	160	F						
162	165	166	165	161	F						
163	166	167	166	162	F						
164	167	168	167	163	F						
165	168	169	168	164	F						
166	169	170	169	165	F						
167	170	171	170	166	F						
168	171	172	171	167	F						
169	172	173	172	168	F						
170	173	174	173	169	F						
171	174	175	174	170	F						
172	175	176	175	171	F						
173	176	177	176	172	F						
174	177	178	177	173	F						
175	178	179	178	174	F						
176	179	180	179	175	F						
177	180	181	180	176	F						
178	181	182	181	177	F						
179	182	183	182	178	F						
180	183	184	183	179	F						
181	184	185	184	180	F						
182	185	186	185	181	F						
183	186	187	186	182	F						
184	187	188	187	183	F						
185	188	189	188	184	F						
186	189	190	189	185	F						
187	190	191	190	186	F						
188	191	192	191	187	F						
189	192	193	192	188	F						
190	193	194	193	189	F						
191	194	195	194	190	F						
192	195	196	195	191	F						
193	196	197	196	192	F						
194	197	198	197	193	F						
195	198	199	198	194	F						
196	199	200	199	195	F						
197	200	201	200	196	F						
198	201	202	201	197	F						
199	202	203	202	198	F						
200	203	204	203	199	F						
201	204	205	204	200	F						
202	205	206	205	201	F						
203	206	207	206	202	F						
204	207	208	207	203	F						
205	208	209	208	204	F						
206	209	210	209	205	F						
207	210	211	210	206	F						
208	211	212	211	207	F						
209	212	213	212	208	F						
210	213	214	213	209	F						
211	214	215	214	210	F						
212	215	216	215	211	F						
213	216	217	216	212	F						
214	217	218	217	213	F						
215	218	219	218	214	F						
216	219	220	219	215	F						
217	220	221	220	216	F						
218	221	222	221	217	F						
219	222	223	222	218	F						
220	223	224	223	219	F						
221	224	225	224	220	F						
222	225	226	225	221	F						
223	226	227	226	222	F						
224	227	228	227	223	F						
225	228	229	228	224	F						
226	229	230	229	225	F						
227	230	231	230	226	F						
228	231	232	231	227	F						
229	232	233	232	228	F						
230	233	234	233	229	F						
231	234	235	234	230	F						
232	235	236	235	231	F						
233	236	237	236	232	F						
234	237	238	237	233	F						
235	238	239	238	234	F						
236	239	240	239	235	F						
237	240	241	240	236	F						
238	241	242	241	237	F						
239	242	243	242	238	F						
240	243	244	243	239	F						

Les recommandations
de M. Bérégovoy

Progression des dépenses limitée à 3,5 % et stabilité de la pression fiscale pour le budget de 1993

M. Pierre Bérégovoy a fait parvenir lundi 11 mai à ses ministres un certain nombre de recommandations pour la préparation du projet de budget de 1993. Ces recommandations, contenues dans la traditionnelle « lettre de cadrage », insistent sur la nécessaire modération de la progression des dépenses publiques et sur la non-augmentation de la pression fiscale.

« La maîtrise de nos finances publiques requiert une grande rigueur dans la préparation du projet de loi de finances pour 1993 (...). Le budget de l'Etat a subi l'impact du ralentissement économique sur les recettes (...). Nous ne pourrions pas compter l'an prochain sur des ressources fiscales supérieures à celles de la loi de finances votée pour 1992. »

« Pour préserver les acquis de notre politique économique et les capacités d'intervention de l'Etat, des mesures correctrices sont nécessaires pour contenir le déficit budgétaire. Il représenterait, en 1990, 1,4 % du PIB (produit intérieur brut). Il ne devra pas dépasser 2 % du PIB en 1993. A défaut, la progression de l'endettement public compromettrait la baisse des taux d'intérêt que l'on peut raisonnablement escompter cette année. »

Après avoir défini les priorités de 1993 - emploi, éducation, justice, sécurité publique - le premier ministre déclare qu'« il n'y aura pas de progression de la pression fiscale en 1993. Pour cette raison les charges de l'Etat ne devront pas augmenter de plus de 3,5 % par rapport à 1992. »

THAÏLANDE : après les manifestations de Bangkok

Le gouvernement a accepté d'engager des négociations sur une modification de la Constitution

Des négociations ont été engagées à Bangkok pour amener la Constitution dans le sens souhaité par l'opposition. Le général Chamlong Srimuang, principal animateur des manifestations dont Bangkok a été le théâtre pendant une semaine, a demandé aux dizaines de milliers de gens réunis dans le centre de la capitale, samedi 9 et dimanche 10 mai, de se disperser. Mais il a menacé d'organiser une nouvelle manifestation, dimanche prochain, au cas où les discussions n'auraient pas produit de résultats.

BANGKOK
de notre correspondant

Etrange Thaïlande ! Lorsque le général Chamlong a interrompu, samedi, une grève de la faim entreprise cinq jours auparavant pour obtenir la démission du premier ministre, le général Suchinda Krapayoon, le mouvement aurait dû commencer à s'essouffler. Il n'en a cependant rien été, et des foules aussi nombreuses que les jours précédents se sont réunies samedi et dimanche à Bangkok. L'ancien gouverneur de la capitale a confirmé son autorité, dimanche après-midi, en obtenant des manifestants qu'ils fassent place nette au cortège royal à l'occasion de la fête traditionnelle du labourage. Si le cortège a emprunté un autre chemin, c'est parce qu'un barrage de barbelés érigé sur un pont par les forces de l'ordre n'avait pas été démantelé. Une fois la cérémonie terminée, les manifestants sont revenus sur des lieux qu'ils occupent depuis une semaine.

Il reste que les discussions entre les partis représentés à l'Assemblée

ont pris le relais des manifestations. Le général Suchinda s'est engagé à accepter que la Constitution soit amendée dans le sens souhaité par l'opposition, qui réclame, avant tout, que le premier ministre soit un membre élu du Parlement, ce qui n'est pas le cas du général Suchinda, et que les sénateurs, nommés par le pouvoir, ne participent pas aux votes de censure.

La fronde des généraux

Mais le chef du gouvernement ne s'est pas engagé sur un calendrier. Le général Chamlong, qui exigeait la démission du général Suchinda, n'a pas moins été contraint de laisser les négociations se dérouler entre les partis, y compris le sien, le Palang Dharma, dont il a démissionné samedi.

Le compromis qui s'élabora semble avoir été encouragé par l'intervention, discrète mais décisive, du roi Bhumibol, qui aurait demandé, vendredi, au pouvoir de ne pas recourir à la force, et au général Chamlong de cesser sa grève de la faim. Ce dernier a néanmoins choisi de maintenir la pression afin de s'assurer que le gouvernement

tiendra ses engagements. Il promet une manifestation monstre pour dimanche prochain au cas où la négociation ne produirait aucun résultat, une menace qui ne peut être prise à la légère.

Si les chefs de l'armée ont affirmé leur solidarité avec le premier ministre depuis le début de la crise, le général Suchinda ne s'en retrouve pas moins diminué. Aucun mouvement populaire n'a eu lieu en faveur de son gouvernement, qui en cas de modification de la Constitution ne pourra plus s'appuyer que sur une faible majorité (194 députés sur 360) à l'Assemblée.

En outre, si la Constitution était amendée il devrait se soumettre à l'épreuve d'une élection partielle. On peut donc déjà s'interroger sur la longévité de son gouvernement. D'autant que, pour la première fois dans l'histoire des manifestations de rue dans le royaume, le mouvement est dirigé par un ancien général, M. Chamlong, dont le principal partenaire, dans l'opposition, est un ancien patron des forces armées, le général Chaowalit Yongchaiyut.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Défilé en l'honneur de Jeanne d'Arc

« Maréchal, nous voilà ! »

Interdit ces deux dernières années, la traditionnelle défilé organisé par les monarchistes de l'Action française (AF) en l'honneur de Jeanne d'Arc s'est déroulé en toute légalité, dimanche 10 mai, à Paris, de la place Saint-Augustin à la place des Pyramides. Neuf jours après le Front national, les royalistes ont rassemblé un petit millier de personnes (mille cinq cents, selon les organisateurs) appartenant à différents groupes politiques et religieux. Ce cortège marial mais hétéroclite, en cinq tableaux, a suscité un imposant déploiement de forces de police le long du parcours. De nombreux jeunes gens étaient armés, il est vrai, de gourdes, de barres de fer et de battes de baseball.

Précédé d'un service d'ordre d'une centaine d'unités, rangé comme pour une parade, le premier tableau était constitué par quelque quatre cents militants monarchistes portant des drapeaux jaunes frappés du sigle AF ou de la fleur de lys. Là, on défendait « le roi à Paris » et on consacrait la République, en rendant hommage à la « génération Maurras ». La deuxième tableau

était composé d'une délégation de cinq représentants de l'ANPV-Nantes (Association nationale Pétain-Verdun), dirigée par M. Robert de Fejer (membre du comité de soutien présidentiel à M. Jean-Marie Le Pen), qui entonnaient l'hymne pétainiste « Maréchal, nous voilà ! » au pied de la statue équestre de la pucelle.

Les intégristes schématisés de la Contre-Réforme catholique de l'abbé Georges de Nantes tournaient le troisième tableau. Quatre cent cinquante pèlerins, parmi lesquels des familles nombreuses, côtoyaient une quarantaine de religieux et de religieuses de l'ordre du sacre-cœur de Villeneuve. Les deux derniers tableaux réunissaient entusiastes et « révéronnistes », composés, pour l'un, de soixante-quinze militants de l'Œuvre française de M. Pierre Sidos et, pour l'autre, d'une cinquantaine de jeunes gens du Groupe union défensive (GUD) qui arboraient, notamment, un drapeau de l'Italie fasciste.

O. B.

L'UEO étudiera les problèmes de sécurité avec huit Etats d'Europe de l'Est

Des représentants des neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) doivent rencontrer, le 19 juin prochain, des représentants de huit Etats d'Europe de l'Est pour examiner les possibilités de coopération dans le domaine de la sécurité européenne. Pour préparer ces entretiens, le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, s'est rendu, samedi 9 mai, à Berlin, près de Prague, où il a rencontré ses homologues de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de Pologne. Ces trois pays centra-européens ont déjà signé des accords d'association avec la Communauté économique européenne (CEE).

Offre publique de retrait sur MMB. - La cotation des titres MMB, holding contrôlant Mazra et Hachette et qui deviendra la élue de la voie du nouvel ensemble Matra-Hachette (le 3/onde du 7 mai), a été suspendue lundi 11 mai. Les dirigeants de MMB, firme détenue à 38,4 % par Arjel et à 12 % par le groupe Floirat, envisagent de lancer une offre publique de retrait (OPR) sur les actions de cette société inscrite au règlement mensuel. Jeudi 7 mai, dernier jour de Bourse de la semaine dernière, le titre MMB s'était apprécié de 7,49 %, s'échangeant à 84,70 francs. La cotation reprendra mercredi 13 mai.

Les crimes et les délits ont augmenté de 7,20 % en 1991

Avec 3 744 112 faits constatés en 1991 par l'ensemble des services de police et de gendarmerie, criminalité et délinquance marquent un accroissement de 7,20 % par rapport à 1990, ont indiqué, lundi 11 mai, lors d'une conférence de presse tenue à Paris, le directeur général de la police nationale et son homologue de la gendarmerie nationale.

En 1990, les crimes et délits avaient déjà augmenté de 6,93 % et, en 1989, de 4,27 %. Avec plus de trois millions et demi de faits, l'année 1991 sera celle du plus grand nombre de crimes et délits enregistrés en France.

CANADA : au moins onze morts dans une mine de charbon. - Aucun contact n'avait pu être établi, dans la matinée de lundi 11 mai, avec les quinze mineurs encore ensevelis à près de 1 600 mètres sous terre, quarante-huit heures après une explosion dans la mine de charbon de Westray, dans l'est du Canada. Les corps de onze mineurs avaient été retrouvés, dimanche matin, dans une première galerie. Les recherches se poursuivent activement, lundi, pour débayer l'accès à deux autres galeries. Selon M. Colin Beamer, responsable de la production, les dégâts causés par la déflagration, probablement due au méthane, sont considérables.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Au soleil des projecteurs

Je me suis bien marrée pendant le week-end. Normal, je l'ai passé avec Françoise Dorin. Enfin, pas elle, son dernier bouquin. Le truc le plus drôle, le plus décapant, le plus costaud que j'aie lu depuis *AKO Maman Dolto* de Guy Barret. Lui, sa bête noire, c'est la doctoresse. Elle, c'est la parafromanie, férocement épinglée dans *Au nom du père et de la fille*. C'est quoi, ça ? C'est l'envie de passer à la télé.

Vous m'aurez dit : Après avoir joué la Bécassine pendant des mois dans la cuisine de Jacques Martin, c'est vraiment pas à toi d'ironiser sur le désir de s'élever à la vitrine de l'écran. Attention ! C'est pas moi, c'est elle. Moi, ça me paraît d'autant plus naturel, même parmi les gens célèbres, rares sont ceux - ils se comptent sur les doigts de la main - qui refusent une invitation à se dorser le blason au soleil des projecteurs.

C'est encore plus vrai pour la coïnnun des mortels. Et ça l'a toujours été. Maintenant encore, avoir son nom et surtout sa photo dans le journal, ça fait drôlement plaisir. De *Vogue* au *Médical*, le

presse le sait si bien qu'elle multiplie les photos de groupes à l'occasion d'un grand mariage ou d'un comice agricole : Tu vois, c'est moi là, à droite de M'sieur le maire. Et je te découpe l'article. Et je te la colle dans l'album de famille.

Il se trouve simplement qu'à l'époque du village plantain, l'Agora, on n'est plus obligé d'y aller. Suffit d'ouvrir sa lucarne pour voir l'homme et la femme de la rue commentent, de Los Angeles à Moscou, l'actualité. Alors, bon, pourquoi eux et pas nous ? Bonne question. Micro-trottoir ou micro-cravate, ni le chômeur interrogé à sa sortie de l'ANPE, ni la candidate au « Jeu de la fortune » ne sont là par hasard. On trie, on choisit. Seuls sortent de l'obscurité ceux qu'on a envie de montrer. Normal qu'ils s'en glorifient.

De toute façon, avec la multiplication des chaînes non stop, la parafromanie n'a en plus pour longtemps : Tu m'as vu, hier, sur la 37 Non, désolé, j'ai pris la 27. Il y avait un mec, je sais plus qui, il parlait de... je sais plus quoi.

GRANDE-BRETAGNE

Sir Norman Fowler devient président du Parti conservateur

Sir Norman Fowler, ancien ministre et proche de M. John Major, a été choisi comme président du Parti conservateur, au remplacement de M. Chris Patten, nommé gouverneur de Hongkong.

Tout au long de la campagne électorale précédant le scrutin parlementaire du 9 avril, Sir Norman Fowler fut l'homme de confiance de M. John Major. Et lui offrant la présidence du parti Tory, M. Major récompense sa fidélité et choisit un « baron » du parti efficace et chevronné plutôt que charismatique. Sir Norman effectuait ainsi une « rentrée » officielle sur la scène politique, qu'il avait quittée en janvier 1990 (il était alors ministre chargé de l'emploi dans le gouvernement de M. Thatcher).

En novembre 1991, à l'issue d'un scrutin tenu en coulisses qui opposait à M. William Cash, chef de file des « euro-sceptiques », il avait été élu président du comité européen du Parti conservateur. Par la suite, il avait occupé diverses fonctions gouvernementales pendant onze ans (affaires sociales, transports et santé). Ne faisant pas partie des proches de M. Thatcher, il est classé au « centre gauche ». Ancien élève du Cambridge, il avait commencé une carrière de journaliste, devenant notamment le spécialiste du *Times* pour les affaires relevant du ministère de l'Intérieur. - (Corresp.)

Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études.
Année : 50.000 F. Ét. : 7.500 F. env.
Cours, logement, repas inclus.
UNIVERSITY
STUDIES
IN AMERICA
FRANCH OFFICE
57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly,
47.45.08.19 ou 47.22.94.04.

TISSUS
depuis
30F
le mètre
MAGASIN
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études : 91-92 _____
Age : _____
Veuillez recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Enseignement Supérieur
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Libérence
<input type="checkbox"/> Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ventes, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Métiers de la Culture	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Informatique
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureaucratie	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Langues
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Systèmes, Modélisation

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de la Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur
minitel 3615 code ORIENTATIO

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Jacques Attali 2

ÉTRANGER

Les négociations multilatérales sur le Prêche-Orient sont mal engagées... 3
Allemagne : le principe d'une grande coalition semble acquis dans le Bade-Wurtemberg... 4
Grave crise au sein de l'Eglise catholique irlandaise... 4
Kenya : les élections contra le président arap Moi... 6

ESPACE EUROPEEN

Le Conseil de l'Europe, creuset de la confédération... L'armement de la présidence portugaise... 8 à 10

POLITIQUE

Les déclarations du premier ministre à l'heure de vérité sur Antenne 2... 11
Le débat sur le traité de Maastricht et sur la durée du mandat du chef de l'Etat... 12

SOCIÉTÉ

Les cinq niveaux de responsabilité de la catastrophe de Bastia... 14
L'élection de M. Philippe Toussaint à la présidence de l'UNAPEL... 14
Adoption d'une convention sur les changements climatiques... 16
La synode national de l'Eglise réformée de France... 16

SPORTS

Judo : les championnats d'Europe : Voile : le Coupe de l'America : Rugby : les huitièmes de finale du championnat de France... 16 et 17

CULTURE

Le quarante-cinquième Festival de Cannes : Lina Park, de Pavel Loun-

guine ; Retour à Howards End, de James Ivory ; *The Player*, de Robert Altman, et *Au pays des Juifs*, de Mehdi Charef, en sélection officielle. *Eux*, de Levan Zakariashvili, à la Cinémathèque des rétrospectives... 16 et 19

ÉCONOMIE

La réunion des ministres des finances de la CEE à Porto... 20
Menace de grève dans la métallurgie allemande... 20
Depuis juillet 1989 les actes de délinquance ont diminué de 30 % dans le métro... 20
Le gouvernement suédois rachète Nordbanken... 24

L'ÉCONOMIE

Le marché disputé du « capiton »... 8
La chronique de Paul Fehre : « La crise européenne »... 8
Diplomatie : « Les leçons de Billancourt », par Daniel Labbé, Frédéric Périn et Emmanuel Froissart... 29 à 40

Services

Abonnements... 19
Annonces classées... 22 et 23
Carnet... 22
Loto, Loto sportif... 18
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Mots croisés... 27
Radio-télévision... 27
Spectacles... 26

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » : 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 10-11 mai 1992 a été tiré à 507 378 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Espace russe cherche mécènes

Pour envoyer fin juillet un cosmonaute français dans l'espace, la CEE percevra 73 millions de francs. Un moyen de maintenir opérationnel l'ax-outil spatial soviétique.

Chronologie

Les événements en France et dans le monde du mois d'avril

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

Le Monde

Le marché disputé du « capiton »



Le marché des crèmes emmentales, relativement développé en France, est le lieu d'une intense concurrence entre grandes marques et produits bon marché, entre distributeurs traditionnels et grandes surfaces.

page 30

La crise euro-allemande



Avec la détérioration de la situation en Allemagne et l'explosion des déficits budgétaires, se trouve remise en cause la place prépondérante de la politique monétaire dans les pays européens, explique Paul Fabra.

page 38

Les leçons de Billancourt



La fermeture de l'usine Renault de Billancourt a été accompagnée de la mise en œuvre d'une nouvelle conception de la gestion des hommes, estime Daniel Labbé, Frédéric Périn et Emmanuel Frisart.

page 39

MODE D'EMPLOI	30
Humeur par José Doyère : La course au DAB idoine. La cote des mots : Prudentielles. Bloc-notes. Lois et décrets.	
ACTUALITÉ	31 et 32
Good morning, Vietnam.	
PERSPECTIVES	36
Les privés sortent de l'ombre.	
DOSSIER	37
L'investissement direct	
OPINIONS	38 et 39
Libres : Les limites de la globalisation.	
Notes de lecture	
CONJONCTURE	40
Le commerce extérieur : Doutes sur le moteur.	
La France : Une croissance modérée. L'automobile : Seule, l'Allemagne...	

L'ÉCONOMIE

Détectives ès faillites

Au Japon, les agences de détectives privés, reconverties dans l'industrie et la finance, renseignent les experts. La France suit le mouvement.

TOKYO de notre correspondant

La mission de scandales et de manipulations boursières, la pénétration de la pègre dans certains secteurs économiques, comme, d'une manière générale, les retombées de l'économie de casino de ces dernières années et leur cortège de faillites, ont engendré chez beaucoup d'entrepreneurs une perception plus aiguë des risques. Si les lendemains déchantent pour beaucoup, d'autres ne s'en plaignent pas : les agences de détectives privés, spécialisées dans l'évaluation de la crédibilité des entreprises voient leur chiffre d'affaires monter en flèche.

« Depuis le milieu de l'été 1991, les faillites ont augmenté, et parallèlement les demandes d'enquêtes. Les périodes de croissance stable ne sont pas bonnes pour nous. C'est quand la situation se détériore que nous sommes le plus sollicités », explique M. Toshiko Yamazaki de l'Inlyn Shinkei Research (ISR), la seconde plus importante agence de détectives privés du Japon après Teikoku Data Bank (TDB).

Philippe Pons

Lire la suite et l'article d'Etienne Marion, page 36



Alerte à l'emploi

Sidérurgie, chantiers navals, charbonnages, etc., en 1984, année de sinistre mémoire, des pans entiers de l'industrie s'étaient effondrés, poussant le taux de chômage au-delà de la barre des 10 %.

Aujourd'hui, la faiblesse de l'activité menace à nouveau d'enfoncer les fragiles garde-fous mis en place depuis pour contenir la marée des demandeurs d'emploi.

Dans toutes les régions renaît depuis peu la crainte d'un désastre diffus, mal apprécié par les statistiques.

Cette fois ce n'est pas la grande industrie mais les petites et moyennes entreprises qui flanchent, victimes de la crise, tandis que le « traitement social » du chômage s'essouffle.

Lire page 32 l'article d'Alain Lebaube

Le gâchis philippin

Lundi 11 mai, les Philippines devaient élire le successeur de Cory Aquino. En six ans, l'ex-présidente n'a pas redonné à l'économie du pays l'élan nécessaire

MANILLE correspondance

« Nous sommes devenus une république bananière », constate avec une rage froide Gabriel Manalac, directeur d'un grand quotidien d'affaires de Manille et l'un des meilleurs éditorialistes du pays. Les Philippines ont pourtant tous les ingrédients nécessaires à un décollage rapide, dirigeants locaux comme observateurs étrangers en conviennent. Mais ce pays catholique, ouvertement matriarcal, mérité, qui tranche en Asie, est intrigué voire fasciné par l'évidence de ses succès... comme par la somme de gâchis accumulés depuis vingt-cinq ans. « Derrière le sourire et le sens de la fête subsiste le désespoir philippin », répète souvent Armando Malay, du centre d'études d'Asie du Sud-Est de la prestigieuse université des Philippines.

Les Philippines étaient en tête des pays d'Asie avec le Japon dans les années 60. Qui s'en souvient encore ? L'expérience quotidienne, désastreuse, montre au contraire tous les signes d'un sous-développement persistant, qui contraste avec la croissance effrénée de ses voisins. L'autosuffisance en riz et en maïs n'est toujours pas atteinte, bien que la nature généreuse lui en donne pourtant largement les moyens. Le revenu des deux tiers des familles n'a pas augmenté en termes réels depuis 1980, selon les statistiques officielles, et le salaire mensuel ne dépasse pas 600 francs par mois. Le courant est coupé plusieurs heures par jour, la moitié de l'année, dans Manille, qui abrite toujours 70 % de l'industrie du pays, alors qu'il y a de l'électricité non utilisée - mais

non transportable - dans le sud du pays, et cela dure depuis dix ans.

Sous prétexte de l'incertitude électorale, les trente banques locales, assises sur des ratios de profit trop importants, refusent ces temps-ci de prêter, même à des clients connus et solvables. Or alors à des taux usuraire (plus de 25 % alors que l'inflation est temporairement revenue en dessous de 10 %). Car il leur est beaucoup plus profitable de prêter à l'Etat, qui, faute de recettes fiscales suffisantes, emprunte.

NOIX DE COCO - Et le pays, sous-équipé, dépend toujours beaucoup trop de secteurs traditionnels à la valeur ajoutée déclinante : sous-produits de la noix de coco, cuivre, sucre et autres produits alimentaires ou de la mer non ou peu transformés. Quant à la sous-traitance électronique et au textile, les deux premières recettes d'exportation, ils dépendent pour les trois quarts de facteurs de production importés.

Résultat : depuis des années, les Philippines se contentent d'un taux d'investissement de l'ordre de 15 % à 19 % du PNB, alors que des pays comme la Thaïlande ou la Malaisie réalisent des taux proches de 30 %. Pourtant le pays possède toujours en abondance cadres, techniciens et main-d'œuvre parlant anglais et héritiers d'une solide culture technique, mais ils partent pour l'étranger. Les Philippines possèdent également des capitaux nationaux suffisamment importants.

Jeff Britton

Lire la suite page 31

Corse au double visage

Le drame du stade de Furiani a confirmé pour beaucoup le sous-développement de l'île. Pourtant, le niveau de vie et d'équipement est loin d'être le plus bas de France

AJACCIO de notre correspondant

L'AMBITION affichée des dirigeants du Sporting Club Bastiais de doubler, pour la fineste demi-finale de la Coupe de France contre l'OM le 5 mai 1992, la capacité du stade de Furiani - en y installant à même le sol des tribunes provisoires de 10 000 places après avoir rasé la tribune existante (1 700 places), - a tragiquement placé la Corse sous les projecteurs de l'actualité. Mais on peut aujourd'hui se demander si cette initiative malheureuse n'était pas aussi, « en se faisant honneur », comme on dit en langue corse, une manière de défi à la prospérité du monde développé qui entoure cette île.

L'adversaire était Marseille, premier club de France, et l'un des meilleurs en Europe. L'occasion était ainsi insérée de tenter de se hisser à un niveau qui n'aurait plus été celui d'une équipe de deuxième division. Fut-elle classée à la cinquième place. D'autant qu'il y a quelque paradoxe à la présence en championnat de France de deux clubs, Bastia et Ajaccio, issus d'une région qui ne compte guère plus de 250 000 habitants, alors que des régions continentales plus peuplées, bien plus riches, ne peuvent en faire autant.

Le paradoxe n'est qu'apparent lorsque l'on sait que chacun de ces deux clubs reçoit de la région, de son département, et de sa ville, une subvention globale de plus de 5 millions de francs par an, soit environ la moitié de son budget, et presque exacte-

ment... le coût de la tribune défective en dur (5000 places) qu'on projetait d'installer à Furiani pour remplacer l'ancienne! Sans cette manne publique, le football professionnel en Corse serait contraint de mettre la clé sous la porte.

CONTINUITÉ - La face cachée du football est sans doute aussi celle de l'économie insulaire. Car na à beau, dans les campagnes électorales, dénoncer l'« assistanat » comme le plus grave obstacle au développement, personne n'osera sérieusement contester que la plupart des entreprises n'existent que grâce à l'apport de fonds publics, que ceux-ci proviennent de la CEE, de l'Etat, de la collectivité territoriale ou des départements.

Les entreprises de distribution elles-mêmes tirent en effet profit des tarifs consentis par les compagnies maritimes en matière de transport des biens, grâce aux compensations de la subvention de continuité territoriale consentie par l'Etat (800 millions de francs en 1992). L'île n'est-elle pas, à proportion d'an moins 85 %, tributaire de ses importations du continent ? « L'économie corse est sous perfusion », fait observer un document de la Communauté européenne. Les activités productives - pêche, agriculture et industrie - emploient 20 % de la population active, mais ne représentent que 7 % du produit intérieur brut de l'île.

Paul Silvani

Lire la suite page 32

MODE D'EMPLOI

CONSUMMATION

Le marché disputé du « capiton »

L'usage des crèmes amincissantes n'est guère développé qu'en France. Entre grandes marques et produits meilleur marché, entre distributeurs traditionnels et grandes surfaces, la compétition est sévère

LES hommes préfèrent les grosses, dit-on... mais, dès mars, s'ouvre la seule chasse autorisée au printemps : la chasse aux rondeurs. Pas un magazine ne fait grâce à ses lectrices du traditionnel « marmonnier » sur la lutte contre les kilos superflus : régimes, crèmes, gymnastiques... tous les moyens sont bons, vocabulaire guerrier à l'appui, pour se modeler un corps ressemblant peu ou prou à celui des mannequins. Rude tâche, surtout pour celles qui ont la malchance (?) d'être petites et pulpeuses ! Heureusement, pour les aider, elles ont quelques alliés, parmi lesquels figurent en bonne place les crèmes amincissantes.

Une industrie difficile à explorer. Rares sont les sociétés qui acceptent de donner des informations. 50 millions de consommatrices et *Que choisir ?* le savent bien qui, tests à l'appui, soulignent périodiquement la minceur des résultats obtenus par les utilisatrices et l'importance de l'effet placebo.

En Europe, les Françaises sont les plus grosses consommatrices de crèmes amincissantes : 12,5 % d'entre elles en utilisent, selon une étude Secodip datant de 1989, contre 8 % des Allemandes, 5,4 % des Italiennes, 3 % des Espagnoles et 0,7 % des Anglaises. Et pourtant, la consommation française de produits amincissants est incomparablement plus faible que celle des crèmes de visage, le plus gros marché, avec 55 % de l'utilisation, les solaires (30 %) ou les laits pour le corps (17 %).

Selon la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette, cela représentait des ventes de 288,6 millions de francs en 1990 (dernières données disponibles) : le marché avait augmenté de 13,5 % en 1989 (un record), mais de moins de 2 % l'année suivante. Chez Vichy, une des quatre premières marques, on évalue le marché hexagonal à 4,5 à 5 millions de tubes pour 2 à 2,3 millions de consommatrices. En clair, celles qui utilisent de la crème amincissante en achètent en moyenne deux tubes par an.

Si les Françaises sont les plus grosses consommatrices, c'est parce qu'elles ont été les premières à adopter ce type de produit, qui a fait l'objet d'intenses campagnes publicitaires à partir du début des années 80. Mais les profes-

sionnels considèrent que le marché tricolore est déjà arrivé à maturité : c'est en Allemagne et en Espagne qu'ils attendent de très forts développements. Dans les pays de l'Est, ils estiment que la demande portera d'abord sur les soins de visage avant que les consommatrices n'aient le réflexe (et les moyens) de s'occuper de leur corps. Car appliquer une crème amincissante est déjà un stade assez « sophistiqué » de l'emploi des cosmétiques. Les pharmacies sont encore le réseau de distri-

butio dominant en France, avec 100,5 millions de francs de ventes en 1990, mais en baisse de 8,8 % par rapport à 1989.

SOPHISTIQUE • Vient ensuite les parfumeries, qui ont perdu encore plus de terrain (-12 %), avec un chiffre d'affaires de 85,3 millions de francs : ces deux circuits traditionnels sont concurrencés sévèrement par la vente par correspondance (67,5 millions de francs, en hausse de 25 %), dont Yves Rocher est le champion toutes catégories, et surtout par la grande distribution, qui affiche un taux de croissance de 55,4 % de ses ventes (35 millions de francs en 1990).

Depuis deux ans, la distribution a été bouleversée par le succès de marques meilleur marché offertes dans les grandes surfaces. Et il

est probable que les résultats du dernier test de 50 millions, favorables à l'une d'entre elles (dont le prix est deux fois et demi plus bas que la moyenne des autres) ne fera que renforcer cette tendance. Aussi, pour combattre cette nouvelle concurrence, voit-on de plus en plus de promotions, cette année, dans les vitrines de pharmacies ou de parfumeries. Pourtant les grandes marques se défendent de vendre leurs produits à des prix très élevés : chez Vichy, par exemple, on fait remarquer qu'un millilitre est trois fois moins élevé que ceux des soins de visage.

RAISONNABLE • En réponse aux doutes émis sur l'efficacité de leurs crèmes, les grandes marques (comme Clarins et Vichy) développent un discours « raisonnable » : les consommateurs bannissent de leur vocabulaire toute évocation d'effets amaigrissants ou anticellulitiques (« la différence est visuelle, pas sur la balance », souligne-t-on chez Clarins), et rejettent « l'effet miracle » de la « cure éclair » de trois semaines en avril, jouant le rôle de la régularité et de la persévérance. Ce qui, évidemment, amènerait à consommer davantage.

Dans leur politique de commercialisation, certains fabricants suggèrent aux femmes d'utiliser les crèmes amincissantes pour combattre la rétention d'eau dont elles souffrent lors de leur syndrome prémenstruel : d'autres se montrent sceptiques sur cette démarche pour lutter contre le caractère saisonnier des ventes (60 % des achats ont lieu entre mars et août, mais la proportion baisse).

Toutes les marques diversifient leurs produits en s'efforçant de répondre à des besoins spécifiques de l'utilisatrice : traitement d'« étirement », de « fond » ou d'« entretien » ; elles proposent des crèmes, mais aussi des gels (plus légers à l'application et nécessitant moins de massage), des savons, des gants, de massage... Face à l'offensive des produits meilleur marché, les grandes marques misent aussi sur la « part de rêve » diffusée en parfumerie ou le « conseil » apporté par la distribution en pharmacie, que ne sauraient fournir les grandes surfaces. « Une stratégie payante », affirme l'une d'elles. Dans tous les sens du terme.

Françoise Vaysses



LA COTE DES MOTS

Prudentiel(le)

Le tout nouveau *Robert & Collins* du management est très probablement le premier dictionnaire à intégrer l'adjectif *prudentiel(le)*. Curieusement, toutefois, si ce mot figure en entrée dans la partie français-anglais de l'ouvrage, dans la partie anglais-français *prudentiel* ne renvoie pas à l'adjectif *prudentiel(le)*, mais à *prudent*, de *prudence*... tout en mentionnant : *prudential rules*, « règles prudentielles ».

L'anglomanie a encore frappé, semble-t-il - sans doute par souci de brièveté, pour éviter des formulations comportant une préposition (*de* ou *par*). On voit donc surgir des « règles et mécanismes prudentiels » destinées à prémunir un système de paiement contre des crises financières possibles, des « responsabilités prudentielles » qui seraient assumées par des banques centrales nationales, etc., avec l'acception - floue - « de précaution », « de garantie », « de supervision », « de sécurité », etc. Quant aux *ratios prudentiels*, à la lecture des rapports et de textes divers qui comportent l'expression, on peut se demander s'il s'agit bien de « ratios de capitaux ».

Si l'adjectif *prudentiel(le)* est correctement construit sur *prudence*, à l'image de *préférence/préférentiel*, et si l'on ne retient pas contre ce mot sa provenance d'outre-Atlantique et d'outre-Manche, on ne peut tout de même pas légitimer son emploi tous azimuts. Va donc pour l'utiliser afin d'éviter la répétition de termes comme *de garantie*, *de prudence*, *de réserve*, *préventif(ive)*, *de prévention*, *de sécurité*, *de sûreté*, *d'assurance*, *de prévoyance*, etc.

Mais il ne serait ni sain ni sûr... plutôt de multiplier ses acceptions, et d'en faire - de plus - un synonyme de « d'intervention », « de contrôle », « de supervision », etc. Pour les ratios, le ombre des expressions précises est suffisamment vaste, selon nous, et ne nécessite pas l'intervention contestable de ces « ratios prudentiels ».

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

VOLVO ACTIONNAIRE MAJORITAIRE DE PROCORDIA à la suite d'un accord

entre le gouvernement suédois et Volvo, conclu le 4 mai (*Le Monde* du 6 mai).

FUSION DE MATRA ET D'HACHETTE. Ren-

dus publie le 5 mai, l'opération aboutira à la création d'une société holding qui prendra la forme d'une société en commandite par actions (*Le Monde* daté des 6 et 7 mai).

UNE BAISSE DU TAUX D'INTERVENTION

DE LA BANQUE D'ANGLETERRE sur le marché monétaire a été décidée le 5 mai. Répercuté par les banques, il passe de 10,5 % à 10 %, son plus faible niveau depuis juin 1988 (*Le Monde* du 7 mai).

UN ACCORD DE MAÎTRISE DES DÉPENSES

DE SANTÉ a été approuvé le 5 mai par M. René Teulade, ministre des affaires sociales. Cet accord entraîne, dès le 6 mai, la majoration des honoraires des médecins généralistes qui passent à 100 francs, au lieu de 90 francs (*Le Monde* du 7 mai).

« AMOCO-CADIZ » : quatorze ans après la

marée noire, Amoco a remboursé le 5 mai aux communes bretonnes et à l'Etat respectivement 212 millions et 1 milliard de francs (*Le Monde* du 7 mai).

UN PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES

PUBLIQUES ALLEMANDES a été présenté le 6 mai par M. Theo Waigel, ministre des finances (*Le Monde* du 7 mai).

SUÈDE : DE NOUVELLES MESURES D'AUS-

TÉRITÉ affectant principalement le secteur public ont été annoncées le 6 mai par le gouvernement pour faire face au déficit budgétaire (*Le Monde* du 7 mai).

REPRISE DU TRAVAIL DANS LES SERVICES

PUBLICS ALLEMANDS. Après onze jours de grève, le gouvernement et les salariés du secteur public sont parvenus le 8 mai à un compromis prévoyant 5,4 % d'augmentation salariale ainsi que des primes (*Le Monde* du 9 mai).

FRANCE : BAISSE DU TAUX DE BASE BAN-

CAIRE de 10,35 à 9,85 %. Les banques ont annoncé le 8 mai une diminution d'un demi-point de leur taux de base, qui conditionne les taux d'intérêt (*Le Monde* du 9 mai).

LUNDI 11 MAI. Manille : Elections générales

aux Philippines.

MARDI 12 MAI. Paris : Michel Charasse fait

le point de la situation budgétaire devant la commission des finances de l'Assemblée nationale : bilan 1991, exécution 1992, grandes lignes 1993.

Tokyo : Visite au Japon du vice-prési-

dent américain, Dan Quayle (jusqu'au 16 mai).

MERCREDI 13 MAI. France : Voyage officiel

de François Mitterrand dans les pays baltes (du 13 au 14 mai en Lituanie, du 14 au 15 mai en Estonie, le 15 mai en Lettonie).

Journée de lutte à l'appel de la CGT.

Manifestation à l'appel de la CGT et de la Fédération nationale des ports et docks, à l'occasion de la discussion à l'Assemblée nationale du projet modifiant le statut des docks.

Bonn : Le gouvernement allemand arrête

les grandes lignes du budget pour 1993. Lomé : Premier tour de l'élection présidentielle au Togo.

Niort (Deux-Sèvres) : Congrès de l'Asso-

ciation mondiale des services publics de l'emploi (jusqu'au 14 mai).

JEUDI 14 MAI. France : Rassemblement

national des infirmières de France à l'appel de la coordination nationale des infirmières.

VENREDI 15 MAI. Bruxelles : Les ministres

de la santé de la Communauté économique européenne se prononcent sur l'interdiction de la publicité sur le tabac.

Lisbonne : Réunion des ministres du

plan de la CEE (jusqu'au 16 mai).

Paris : Publication de l'indice de

production américaine pour avril.

SAMEDI 16 MAI. Koweït : Réunion ministé-

rielle des pays du Golfe et de la Communauté européenne.

Lagos : Primaires en vue des élections

législatives.

LUNDI 18 MAI. Paris : Réunion annuelle

de l'OCDE au niveau ministériel (jusqu'au 19).

Tokyo : Négociations multilatérales sur

le Proche-Orient : commission sur l'environnement (jusqu'au 24 mai).

HUMEUR • Par Josée Doyère

La course au DAB idoine

J'ai un peu assez de tous ces jours où vous parlez des banques ! On va finir par croire que je leur en veux ! Mais aussi, on n'a pas idée !

Cette fois, c'est le Crédit agricole de l'Yonne qui a fait des étirements, avec assez de maladresse. Inventer de faire payer 15 francs tout retrait par carte bancaire fait à un distributeur d'une autre banque, lorsqu'il existe dans la localité un distributeur du Crédit agricole... Ça vous laisse un peu sans voix.

Bon, ça coûte cher d'installer un DAB (c'est un distributeur automatique de billet) - 400.000 francs, il paraît. Et le Crédit agricole de l'Yonne en a installé plein dans le département, dans des villages où il n'y avait rien (et là, pas de risque pour la banque que les clients fassent des infidélités et aient la flemme de « traverser la rue »). D'ailleurs, de banque à banque, on se facture le fait de fournir des billets à d'autres clients que les siens à soi... Alors...

D'ailleurs, ça n'est pas encore complètement décidé. Et j'ai cru comprendre qu'à la caisse nationale du Crédit agricole, on va s'arranger pour calmer cette ardeur économi-quant logiquement, mais commercialement du plus mauvais effet, sans pour autant attendre l'indépendance de cette entité coopérative locale. Mais sur le principe, tous les banquiers (et pas seulement la banque verte) sont d'accord. Il

faudra bien y venir. D'ailleurs, c'est comme ça à l'étranger. Oui, mais souvenez-vous, à l'étranger, les comptes sont rémunérés, et à l'étranger on nous envoie la carte bancaire, utilisable partout.

Pour moi, cette initiative un peu surprenante pose deux sortes de questions. Tout d'abord, je voudrais bien savoir si, grâce à ce système - au cas où il se généraliserait - et pas seulement au Crédit agricole - mais à tous les réseaux bancaires - on ne va pas revenir en arrière, au temps où chaque banque avait sa propre carte. Si l'utilisation de notre merveilleuse carte bancaire devient tellement coûteuse et compliquée, on va tous se retrouver dans la situation précédente... et reprendre la course au DAB idoine le plus proche...

Et puis, comment on va s'y prendre pour nous faire avaler sans trop de douleur cette décision - encore une fois à sens unique. J'avais cru comprendre qu'un fournisseur proposait à son client un ou des services à un prix donné, et que le choix existait. Encore une fois, après nous avoir « vendus » la carte bleue comme un progrès inévitable, on va changer les règles du jeu, après coup et sans qu'on ait à donner notre accord. C'est un peu fort. Je n'aime pas être traitée comme une esclave, je veux être traitée comme une cliente. Est-ce trop demander ?

LOIS ET DÉCRETS

Conseiller d'entreprise agricole

Un arrêté crée une qualification de conseiller d'entreprise agricole pour des agents de développement agricole ayant suivi un cycle de formation spécialisée en conseil d'entreprise. Les candidats doivent avoir une expérience professionnelle minimum de cinq ans s'ils sont titulaires d'un brevet de technicien supérieur agricole, de trois ans s'ils ont un diplôme d'ingénieur. Les épreuves de sélection comprennent des tests de connaissances, une étude de cas et un entretien individuel.

La formation sera assurée par un centre agréé par le ministère de l'Agriculture. Elle durera huit semaines dont six centrées sur la fonction de conseil d'entreprise. Chaque candidat devra rédiger un mémoire qui doit être ensuite transmis au ministère de l'Agriculture. Le stagiaire devra choisir un directeur de mémoire parmi les chercheurs ou les experts compétents dans le domaine considéré. L'évaluation des candidats sera assurée par un jury composé de deux représentants du ministère de l'Agriculture, deux représentants des employeurs, un des conseillers d'entreprise agricole et un de l'Association nationale pour le développement agricole. Un représentant du centre de formation agréé et le directeur de mémoire pourront être consultés par le jury. Le titre de conseiller d'entreprise agri-

cole sera délivré à l'issue de cet examen. Arrêté du 13 avril 1992. Journal officiel du 22 avril, page 5683.

Vétérinaires

Un arrêté du ministère de l'Agriculture fixe à 14 en 1992 le nombre de candidats de nationalité française ou ressortissants de la CEE pouvant être autorisés à exercer en France la profession vétérinaire avec un diplôme non délivré en France ou dans les pays de la CEE, ou ne figurant pas dans la liste des équivalences reconnues par la CEE (les candidats devront subir des épreuves de contrôle des connaissances). Arrêté du 15 avril 1992. Journal officiel du 30 avril, page 6021.

Vétérinaires inspecteurs

Un arrêté annonce pour l'année 1992, l'ouverture d'un concours de recrutement de 13 vétérinaires-inspecteurs. Les registres d'inscription seront ouverts jusqu'au 29 mai ; les renseignements peuvent être obtenus auprès du ministère de l'Agriculture et de la forêt. 638 vétérinaires-inspecteurs ont en charge la protection des animaux et celle de la santé animale ; ils doivent veiller à l'hygiène des produits alimentaires d'origine animale et sont tenus de contrôler toutes les pollutions causées par les industries agroalimentaires et les exploitations agricoles. Arrêté du 28 avril 1992. Journal officiel du 2 mai, pages 6082 et 6083.

SOPHIA ANTIPOLIS, 14-17 JUIN 1992

TÉLÉCOMMUNICATIONS, PASSAGE AU 21^È SIÈCLE

NEUVIÈME CONFÉRENCE (ITS) SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le rendez-vous international sur la politique, l'économie et le management des télécommunications.

DES : PIERRE TARIANNE, UTT - Jacques LESOURNE, Le Monde - Bruno BROCHER, France Télécom - Michel FÉREYROL, CNET - Jean GUERIN, TELESAT

• des représentants de : Communauté des Communications Européennes, CCDE, AT&T, Digital Equipment, NFF, NYNEX, Olivetti, Bellcore (USA), GTE (USA), DBP (Allemagne), HTC (Hongrie), Tritel, Malsia, SOVINTEL (Russie), etc.

• et les spécialistes techniques du domaine : Thales, Institut Eurocom, TELECOM MIT, Harward, Amstel, Berkeley, Columbia, Rand, Stanford, Xerox, Paris, Tokyo, Osaka, Berlin, Chalmers, Bocom, Rome, SPRI, Warwick, Stockholm, Bangkok, Taiwan.

RENNES : ITS - 8^È CONFÉRENCE INTERNATIONALE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

46, RUE HARRIS - 78123 PARIS

Tél. : (1) 45 81 76 75 - Fax : (1) 45 81 88 88

24000
4600
dans 124 pa
273000

Europ

HUMEUR

Par Josée Don

La course au DAB

Le gâchis philippin

Suite de la page 29

Malheureusement, cet argent est souvent placé à l'étranger, principalement dans les banques américaines. Les Philippines détiendraient ainsi quelque 20 milliards de dollars (1) de capitaux hors du pays.

Ce pays possède également en abondance cadres, techniciens et main-d'œuvre parlant anglais, et héritiers d'une solide culture technique. Mais ces hommes et ces femmes partent pour l'étranger chercher fortune, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique du Nord. Une lourde perte humaine, même si les expatriés envoient plus de 2 milliards de dollars par an, la première recette du pays.

LEGS • Atonie, stagnation, retard, les tares de l'économie philippine s'expliquent d'abord par les dégâts du régime autoritaire de Ferdinand Marcos. L'homme, entouré d'une petite cour de privilégiés, a dominé ce peuple pendant vingt et un ans (de 1965 à 1986).

Le legs : entre 600 et 1 000 morts et disparus sans explication, des dizaines de milliers de personnes emprisonnées, 26 milliards de dollars de dette extérieure, dont une partie détournée, aucun progrès à l'exportation, et en fin de compte la démolition, au sens le plus profond du terme, de toute une nation.

La dictature, soutenue — guerre froide oblige — par l'ancienne puissance coloniale, les Etats-Unis, a pratiqué pendant des années une politique de monopoles agricoles et industriels barricadés derrière des barrières douanières ou légales qui changeaient au gré des humeurs. Et qui a échoué totalement, tout en ruinant le pays : la production a reculé de 15 % entre 1984 et 1985, fait uni-

que en Asie du Sud-Est. Ainsi, la Banque mondiale vient, après maintes hésitations, d'engager 120 millions de dollars dans un long programme destiné à sauver ce qui peut encore l'être des plantations de noix de coco, dont dépendent directement ou indirectement des Philippines. Premier producteur mondial, le pays avait tout pour développer une industrie secondaire de matières grasses à destination des secteurs agroalimentaires, chimiques, pharmaceutiques, cosmétiques : cette occasion a été perdue au profit d'autres producteurs mondiaux de matières grasses concurrentes.

RELANCE • Corazon Aquino a ramené un peu de confiance. Depuis six ans, elle a rétabli les institutions démocratiques, autorisé une liberté de presse rare en Asie, déjoué sept tentatives de coup de force, et relancé de 1987 à 1989 l'économie par la consommation. Elle a honoré la dette extérieure en ne l'augmentant qu'à peine, bien qu'une partie soit manifestement allée directement dans la poche du dictateur déchu et de ses proches et eût pu être reculée.

Mais elle n'a pas converti l'enthousiasme populaire qui s'exprimait à la chute de la dictature en consensus profond. Surtout, pas plus que ses principaux conseillers, elle n'a pas eu de projet économique. Des erreurs de gestion répétées, notamment sur les prix de l'énergie et les déficits publics, l'absence de vision à moyen terme, le refus persistant des parlementaires de revoir la fiscalité, ont provoqué à partir de 1990 une nouvelle crise financière.

Le ralentissement de l'économie mondiale aidant, les Philippines, qui font 35 % de leur commerce extérieur avec les

Etats-Unis et 20 % avec le Japon, ont vu leur croissance tomber de 6 % par an — entre 1987 et 1989 — à 3,2 % en 1990, puis à moins 0,05 % en 1991. 1992 ne sera guère meilleur.

Or, avec une croissance démographique de 2,3 % (soit 1,4 million de personnes supplé-

d'austérité qui s'est révélé excessif. La croissance économique s'arrête, la balance des paiements s'est rééquilibrée, mais par le ralentissement du commerce. Le peso s'est réévalué de quasiment 12 % par rapport au dollar américain, handicapant les nouveaux exportateurs de crevettes,

prises qui vont dans la bonne direction. La compagnie aérienne nationale, au déficit abyssal, a été privatisée et rachetée non par des étrangers mais par des capitaux locaux, pour quelque 230 millions de dollars. Le régime des changes a été libéralisé. Les investisseurs étrangers peuvent rapatrier libre-

des Philippines, c'est un gouvernement efficace, qui saurait secouer l'administration et lutter contre la corruption, encore répandue. Les élections du 11 mai sont importantes précisément parce qu'elles ont mis dans la course des candidats qui se situent hors des normes traditionnelles des parains politiques, tels Fidel Ramos, le militaire, candidat de Cory Aquino, ou Miriam Defensor Santiago, qui pourfend la corruption, la paresse de l'oligarchie et de la bureaucratie à l'ingénieur de réunions publiques où elle draine des foules considérables, souvent jeunes.

AVERTISSEMENT • « Nous sommes un peuple immature », juge sévèrement le cardinal Sin, archevêque de Manille. Artisan de la chute de la dictature, soutien indéfectible de Cory Aquino, elle-même fervente catholique, le cardinal a cependant, comme nombre de responsables de l'Eglise, été déçu par l'absence de réalisations en matière d'emploi, de protection sociale et de développement urbain.

« La démocratie est lente, inefficace, frustrante, mais c'est la seule voie ouverte. » L'avertissement du chef de la diplomatie américaine James Baker au président Fujimori, qui vient de suspendre les institutions constitutionnelles péruviennes, vaut pour les prochains dirigeants philippins. Car, face à tant de problèmes financiers, économiques et sociaux, il n'est pas sûr que le pluralisme ne vive pas de nouveaux jours difficiles dans ce pays, pourtant le plus anciennement démocratique de la région.

Jeff Britton

(1) Un dollar vaut environ 5,60 francs.



mentaires) par an, le pays, qui compte 65 millions d'habitants, a besoin d'une croissance économique au moins double pour élever le niveau d'investissement et de consommation. Et Cory Aquino n'aura pas aidé le pays en enlevant, sous la pression des secteurs conservateurs de la puissante Eglise catholique, pratiquement tout moyen aux groupes de planning familial.

AUSTERITE • Ne pouvant respecter ses engagements envers le Fonds monétaire international, Maoïlle a dû accepter un plan

de produits électroniques, de textiles, d'ameublements, ainsi que de chaussures, et de jouets, aux prises avec une très vive concurrence des pays voisins. Pis, la dette intérieure a explosé et atteint pratiquement 15 milliards de dollars à des taux d'intérêt supérieurs à 20 %.

Reste que tout le monde — Philippos, hommes d'affaires étrangers, diplomates et experts — est d'accord : il faudrait peu de chose pour que la « mayonnaise » prenne et que le pays amorce une croissance rapide. Au cours des derniers mois, des mesures ont été

ment leurs bénéfices et investir dans des secteurs plus nombreux, notamment s'ils exportent. Paradoxalement, pour la première fois dans ce pays très centralisé, de nouveaux pouvoirs et des ressources fiscales ont été confiés aux villes et aux provinces.

Surtout, les profits accumulés sur place n'ont pas, comme sous Marcos, pris le chemin de l'étranger, ce qui crée les conditions d'une relance des investissements. Déjà, depuis quatre ans, les biens d'équipement sont le premier poste d'importation hors énergie. Ce qui manque, de l'avis même

Nous sommes :

24 000 employés.
4 600 stations
dans 124 pays du monde.
273 000 véhicules.

Avec nos partenaires National, Tilden et Nippon, rassemblés à travers le réseau Intervent, Europcar Intervent vous permet de louer un véhicule aux 4 coins du monde.
En France, Europcar Intervent, c'est 495 points de vente dont 54 en Aéroport et 90 à proximité des gares où parcourez vous gratuitement la qualité des services Europcar Intervent. Pour nous joindre, appelez le (7) 30.43.82.82.



Europcar

Intervent

Etes-vous :

plutôt
satisfait ?

satisfait ?

très
satisfait ?



L'ECONOMIE

ACTUALITÉ

Alerte à l'emploi

Multiplication des faillites, baisse des créations d'entreprise, hausse du chômage et essoufflement de son « traitement social »... Comme en 1984, la France semble prise dans une grande crise, mais plus diffuse et plus décourageante

On l'a presque oublié, 1984 fut pour l'emploi l'année de la débâcle. Constaté qu'une « purge » est inévitable, le gouvernement renonce à freiner les réductions d'effectifs : sidérurgie, construction navale, chimie, charbonnages, les plans de restructuration se succèdent. En un an, l'industrie perd plus de 200 000 postes, que les services ne rattrapent pas, le nombre de demandeurs d'emploi saute de près de 300 000 et le taux de chômage passe au-delà de la barre des 10 % de la population active. Depuis lors, le « traitement social », l'extension des emplois précaires, les aides aux embauches dans les PME et enfin la croissance, de la mi-1987 à la mi-1990, avaient permis de freiner l'ascension, puis, provisoirement, de faire reculer de près d'un point le taux de chômage et d'effacer le souvenir terrible.

Sommes-nous aujourd'hui revenus au point de départ ? Des banquiers, des élus locaux, l'impression monte de toutes parts : la situation de l'emploi serait plus grave que jamais. Au cours des derniers mois, ils auraient assisté à une dégradation d'autant plus redoutable qu'elle se serait produite sans éclats, ou presque. Un désastre différé menacerait, que les statistiques ne permettraient pas de repérer.

A la base de ce raisonnement, il y a quelques constats indiscutables. D'abord, à cause du ralentissement économique, le taux des faillites augmente depuis des mois, tandis que le volume des créations d'entreprises diminue. Après un effet de mode, et trois années de croissance retrouvée, bien des sociétés naissantes ont été cueillies « à froid » dans leur développement : à un moment où elles étaient particulièrement vulnérables : les cinq premières années d'existence d'une entreprise sont les plus sensibles, la mortalité en frappant une sur deux.

AU TAPIS • D'offensives, les sociétés de capital-risque sont devenues friables et ont adopté un profil bas. Plus anciennes, et a priori mieux aguerries, certaines PME-PMI se sont laissées surprendre. Ayant cru à la reprise, elles étaient parfois engagées sur d'ambitieux programmes d'investissement quand la conjoncture s'est affaïssée. Certaines d'entre elles, et parmi celles qui inspiraient le plus confiance, sont allées au tapis.

Dans les régions et dans de nombreux bassins d'emploi, cela commence à avoir des conséquences d'autant plus graves que, quelques années plus tôt, il avait fallu péniblement négocier une restructuration stratégique.

Rappelons-nous : à la suite des grandes restructurations industrielles du milieu de la décennie 80, les responsables locaux, contraints et forcés, avaient mis sur l'essor de petites entreprises nouvelles. Les uns après les autres, ils s'étaient convertis au credo du « *small is beautiful* » et cherchaient à se redéployer ou, mieux, à se diversifier pour prendre moins de risques. Zones vouées à la mono-industrie et villes matrières puis abandonnées par de grands groupes jurant qu'on ne les y reprendrait plus et plaçaient tous leurs espoirs dans la multiplication de projets prometteurs mais modestes.

INDIFFÉRENCE • Aujourd'hui, certains déchantent. Dans le pays nantais, délaissé par la construction navale, quelques points d'appui se sont révélés défectueux. En Lorraine, région traumatisée par les malheurs de la sidérurgie, il suffit qu'une implantation échoue pour que le doute saisisse ceux qui militaient pour le redressement. Dans le Midi, à Montpellier-la-sur-douze, on s'impatiente de ne pouvoir palper concrètement ce que le mythe faisait miroiter, et du côté de Nice, aujourd'hui, la rumeur veut qu'IBM quitte La Gaude. On pourrait multiplier les exemples qui, à chaque fois, reviennent à observer les mêmes phénomènes.

Débarrassés des lambeaux anciens, les tissus économiques, patiemment raccommodés, restent trop fragiles. À tout moment, les nouveaux rêves risquent de s'évanouir pour des populations à peine sorties d'un état de choc, tant l'éclosion est difficile, et le futur peu clair. Un seul raté, et tout le discours sur la nécessité du développement économique local peut s'effondrer, victime du découragement. Si on ajoute à cela que la perte d'une petite unité de quelques dizaines de salariés ne provoque pas l'effroi de Paris, comme la fermeture d'une mine ou d'un haut-fourneau, le retour du déclin menace, et cette fois dans l'indifférence générale.

Cette série d'impressions pointillistes est-elle juste ? Correspond-elle à des données précises ou

relève-t-elle d'un climat de morosité suicidaire ? Après tout, avec un très faible taux de croissance, la France a été capable de créer des emplois supplémentaires en 1991 : 31 000 salariés de plus, selon l'INSEE, 14 000 selon l'UNEDIC (l'assurance-chômage).

A tel point que l'on en vient à penser, selon un raisonnement qu'affectionne Pierre Bérégovoy, le premier ministre, que notre pays s'oriente vers « une croissance plus riche en emplois » annoncée par les secteurs des services. Sur le plan macro-économique, les performances ne sont pas médiocres,

précaire, le chômage de longue durée et ce qu'on appelle à l'époque les « nouveaux pauvres », précurseurs du « *malaise des banlieues* » d'aujourd'hui.

Quelques indicateurs permettent de défendre cette thèse. Les taux de chômage ne sont pas identiques, 10,6 % de la population active en 1984, 9,8 % en 1991, mais les progressions épousent la même courbe, comme jamais entre-temps : elles sont même plus fortes actuellement. De janvier à décembre 1991, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 272 000, contre 273 000 de jan-

à-dire hors secteur public et non-salarial, il y avait 12,8 millions de salariés en 1984 et 11,9 en 1991, 13,9 millions en 1991. C'est-à-dire que le mouvement de création d'emplois n'a pas suffi pour absorber le surplus, et que cela risque de continuer.

NOYAU DUR • Sur le plan social aussi, un parallèle est possible : à huit ans de distance, on voit les dispositifs de traitement social arriver en bout de course et il s'avère urgent de trouver de nouvelles réponses. Avec 684 000 bénéficiaires, les préretraites sont arrivées à leur summum en 1984. Un chiffre qu'on ne retrouvera plus, en raison d'un usage répétitif de la formule et de la montée en charge de la retraite à soixante ans : elles n'étaient plus que 250 000 en 1991.

Pour compenser, on aura inventé les TUC - de l'ordre de 100 000 en 1985 - puis les « contrats emploi-solidarité » (CES), que Pierre Bérégovoy voudrait aujourd'hui porter à 600 000 ; Michel Delebarre aura créé les stages pour les chômeurs de longue durée, que Martine Aubry a amplifiés... Les emplois de la grande industrie disparaissent ; cette fois, c'est l'automobile qui inquiète. A nouveau, on misait sur de nouvelles activités de services, avec des arguments largement développés à nouveau aujourd'hui.

Structurellement, ensuite, les schémas de 1984 et de 1991 s'enchaînent et s'interpénètrent. Parce que les activités traditionnelles étaient en danger de mort, on avait renoncé à continuer de protéger le « noyau dur » des salariés : les hommes de vingt-cinq à quarante-neuf ans employés dans l'industrie, privilégiés par rapport aux plus âgés et aux plus jeunes.

PRÉCAIRE • En conséquence, le taux de chômage des ouvriers et des employés qualifiés s'accroît brutalement. L'influence de ce changement se fait encore sentir en 1991 : si le nombre des chômeurs âgés de plus de cinquante ans est resté stable d'une époque à l'autre et si le chômage des jeunes a largement fléchi (de 465 000 à 289 000 pour les hommes), l'effectif des demandeurs d'emploi âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans s'est gonflé d'un tiers, passant de 599 000 hommes à 821 000 et de 488 000 femmes à 962 000, alimentant le chômage de longue durée.

Enfin, des bouleversements se sont produits, qui expliquent les difficultés actuelles et font écho aux solutions d'alors. Avec le développement du travail précaire, notamment la hausse vertigineuse de l'intérim, qui ne s'est ralentie que récemment, le marché de l'emploi s'est déstructuré. Ce qui rend les reconstructions de l'emploi plus difficiles. Les jeunes et les femmes en souffrent les premiers.

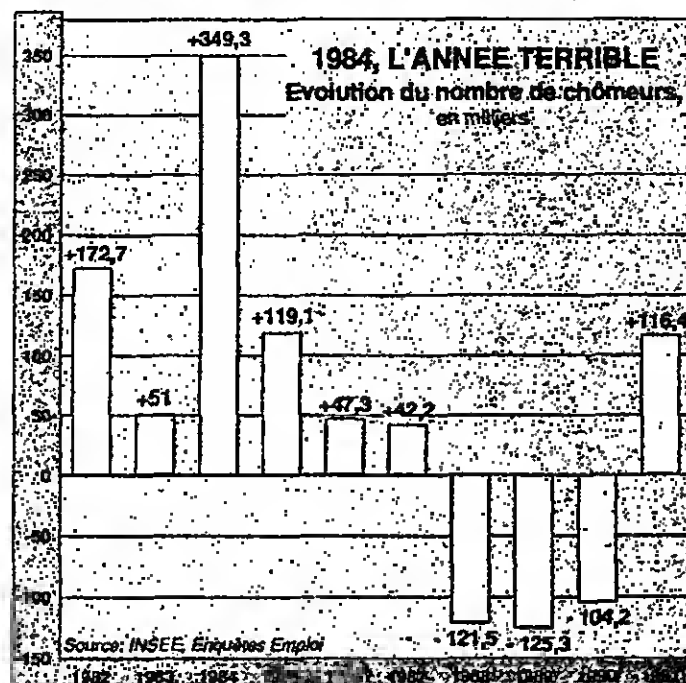
De plus, le fléchissement de l'activité économique se fait plus pernicieux que les grands mouvements d'ajustement des années 80. Désormais, toutes les catégories socioprofessionnelles sont touchées, comme en témoigne l'accroissement du chômage des cadres, 31,6 % en un an, en mars 1992, ce qui fait dire aux dirigeants de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) que les plus compétents ne sont pas épargnés, contrairement à ce qui s'était produit en 1984.

MUTATION • Cela même s'explique par le changement d'orientation intervenu en 1984 et les transformations qui l'ont suivi, comme la répartition des emplois entre petites, moyennes et grandes entreprises. En 1990, celles de moins de dix salariés employaient 24,1 % du total des salariés, soit nettement plus qu'en 1984 (22,9 %) ; il en allait de même pour celles de 10 à 49 salariés (28,7 % au lieu de 27 %) et celles de 50 à 1 999 salariés (22,9 % contre 21,7 %) : le volume d'emplois des plus grandes a baissé en proportion.

Cette importante mutation s'est répétée sur le gestion de l'emploi. Les difficultés de la conjoncture se sont reportées sur les PME.

Plus « réactives » mais plus vulnérables, les petites entreprises s'ajustent plus rapidement à la hausse comme à la baisse. Elles créent plus vite des postes, et la croissance est donc « plus riche en emplois » dès que le vent est bon. Mais elles réduisent également la voilure de façon quasi instantanée dès que le grain approche, et propagent ainsi leurs angoisses sur tout le territoire, y compris avec ce que cela suppose d'attitudes moutonnaires. C'est cette brise mauvaise que banquiers et élus locaux ressentent aujourd'hui. Jusqu'où enlèvera-t-elle et combien durera-t-elle ?

Alain Lebaube



bien au contraire. Sauf pour le chômage. C'est là, en effet, que les comparaisons avec le passé récent sont les plus préoccupantes. A voir les évolutions de ces derniers mois, on peut même retrouver des similitudes avec la terrible année 1984 : dans les chiffres, les tendances... et les remèdes.

STIGMATES • D'une manière plus diffuse, cette fois, nous serions en train de revivre les énormes souffrances que avaient agité la société française quand Laurent Fabius, à la tête du gouvernement, se résolut à tailler dans le vil, à restructurer, à moderniser, et à provoquer en cascade les maux dont nous portons encore les stigmates : le travail

vier à décembre 1984. Mais sur quinze mois, en mars 1985, la progression était revenue à 168 000, tandis qu'en mars 1992, elle était de 230 000.

Certes, à croissance à peu près équivalente (1,3 % en 1984, 1,2 % en 1991), le solde des emplois reste, malgré tout, positif depuis 1986-1987, alors qu'au milieu de la décennie précédente, plus de deux cent mille disparaissaient chaque année, en moyenne. Mais ce serait oublier les besoins en emplois nés de la croissance de la population : celle-ci, qui atteignait seulement les 23,7 millions en 1984, frôle maintenant les 25 millions. Or, dans le « champ » des entreprises cotisant à l'UNEDIC (c'est-

Corse au double visage

Suite de la page 29

La part du bâtiment et des travaux publics est à peu près double alors que celle du secteur tertiaire atteint 80 %, poursuit le document (1).

En fait, le secteur public et parapublic reste la première « activité » corse avec 33 % du PIB - et 60 % des ressources des ménages -, assez loin devant le commerce, qui ne représente que 25 %, avec près de 5 000 établissements. L'étroussure du marché capillaire s'ajoute de surcroît aux handicaps fondamentaux que sont l'insularité et les prétextes qu'elle génère, l'absence de route principale Ajaccio-Bastia à au moins trois voies, ainsi que le poids de la tradition qui n'encourage guère l'esprit d'entreprise.

DÉPENDANCES • Le tableau de toutes ces dépendances peut faire figure de constat d'échec. Pourtant, le même document européen estime que les bases du développement économique paraissent partiellement assurées : « Les résultats ne sont pas négligeables. Un secteur agricole moderne et obtient des rendements élevés s'est développé dans les plaines, et le tourisme est devenu une activité de premier plan accueillant plus d'un million de personnes par an. Cependant, l'industrie reste embryonnaire. La modernisation de l'agriculture et le développement du tourisme n'ont pas eu l'effet

dynamisant attendu et n'ont profité qu'à des régions limitées. » Les indicateurs plaident, quoi qu'il en soit, la Corse parmi les régions les plus défavorisées d'Europe, et il est vrai que l'île fait aux yeux de beaucoup figure de « zone délaissée », voire « sous-développée ». Le produit intérieur brut (PIB) par habitant n'y atteint que 75 400 F par an, contre 101 900 F pour la France entière, et le taux de chômage (11 %) est largement supérieur à la moyenne nationale (9,8 %). Valeur ajoutée par habitant comme salaire moyen sont les plus faibles de France métropolitaine, et le tissu « industriel » se limite à deux secteurs : l'énergie et l'agroalimentaire.

Mais le niveau de vie y est aussi élevé que dans la plupart des régions favorisées. Une récente étude du service régional de l'INSEE souligne que « les Corses sont plutôt mieux équipés que leurs concitoyens du continent en lave-vaisselle, réfrigérateur-congélateur, magnétoscope et TV couleur ». De même, 57 % des insulaires sont propriétaires de leur logement contre 53 % en France entière. Enfin, il n'est pas sans intérêt de noter aussi que, dans les communes urbaines et dans celles du littoral, 27 % des maisons individuelles, soit 18 000, ont été construites depuis 1982.

L'explication de ce paradoxe tient d'abord à l'importance des prestations sociales,

dont le niveau par habitant est supérieur de 20 % à la moyenne nationale, en raison notamment des retraites et pensions. Elle tient aussi au poids de l'économie souterraine, qui, ici comme ailleurs, échappe par définition aux statistiques officielles.

Il y a donc distorsion entre ce qu'on appelle l'économie et le niveau de vie, et c'est bien à tort que la Corse est souvent qualifiée de « région la plus pauvre de France ». Mais c'est une impression que la catastrophe de Furiani a pu confirmer à encre de raisonnements schématisés. La réalité est évidemment tout autre.

Si plusieurs centaines de blessés ont dû être évacués vers des hôpitaux de Marseille et de Nice, ce n'est pas parce que l'équipement hospitalier de l'île laissait à désirer : Bastia a un hôpital flambant neuf et Ajaccio en a deux, plus anciens il est vrai, mais bien équipés, sans compter des cliniques privées. Mais les huit cents blessés de Furiani représentaient 2 % de la population de Bastia. A Marseille, la même proportion se serait traduite par 20 000 personnes et à Paris par 100 000. Aurait-on alors dénoncé le sous-équipement ou le sous-développement devant l'absolue nécessité de transporter des blessés dans les villes environnantes ?

Paul Silvani

(1) Les régions et l'Europe (1989).

Good morning, Vietnam

Les Américains viennent de lever l'embargo sur les télécommunications avec Ho-Chi-Minh-Ville ouvrant ainsi aux industriels un marché de plusieurs millions de dollars par an

BANGKOK, de notre correspondant en Asie du Sud-Est

AT&T, American Telephone and Telegraph, géant américain des télécommunications, n'a pas perdu son temps. Le 13 avril, Washington annonçait la levée de l'embargo sur les télécommunications directes entre le Vietnam et les Etats-Unis. Trois jours plus tard, à Hanoï, James Hansen, vice-président pour l'Asie du Sud-Est d'AT&T, signait avec Dang Van Than, directeur général de la Compagnie des postes et télécommunications, un accord sur l'ouverture de deux cent dix lignes entre les Etats-Unis et le Vietnam. Cent soixante lignes seront établies entre Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon) et les Etats-Unis, les soixante dernières reliant, via la France, Hanoï aux Etats-Unis. Ces services seront disponibles avant la fin du mois de mai.

L'embargo économique américain décrété en 1954 contre le Vietnam du Nord avait été étendu à l'ensemble du pays après la victoire communiste de 1975. Mais, dans le domaine des télécommunications, les quelque 700 000 Vietnamiens qui se sont installés depuis aux Etats-Unis pouvaient contourner l'interdit en appelant à travers le Canada, Hongkong ou

l'Australie. Ce « marché noir » du téléphone revenait, cependant, à 7 dollars (1) la minute. Sous réserve de l'accord des autorités fédérales américaines, AT&T proposera des tarifs nettement moins élevés : de 2,51 à 2,91 dollars la première minute, de 1,77 à 2,17 dollars les suivantes. Selon la Compagnie vietnamienne des postes et télécommunications, il s'agit, pour AT&T, d'un marché annuel de 10 millions de dollars, ce que James Hansen s'est toutefois refusé à confirmer.

Se satisfaisant de la coopération du Vietnam à la fois dans la recherche des Américains disparus pendant la guerre et dans l'application des accords de Paris sur le Cambodge, le gouvernement américain a donc assoupli un embargo économique vieux de dix-sept ans. Cependant, dans le domaine des télécommunications, Américains, Français, Allemands et Italiens ont déjà entrepris de moderniser le réseau vietnamien. Après avoir installé plusieurs milliers de lignes téléphoniques à Hanoï et à Ho-Chi-Minh-Ville, Alcatel vient, pour sa part, de signer un contrat d'un montant de 10 millions de dollars pour couvrir le pays d'un système de radiotéléphone. Siemens sera chargé d'équiper le nord du pays tandis qu'Alcatel en fera autant dans le Sud. La compagnie australienne

OTC a déjà contribué, de son côté, à l'établissement de communications entre les principales villes du Vietnam et l'étranger.

Comme un nombre croissant d'Américains d'origine vietnamienne retournent chaque année au Vietnam soit pour des visites de famille, soit pour affaires, les compagnies aériennes américaines souhaitent également bénéficier d'une exemption d'embargo. Mais, jusqu'ici, elles n'ont pu intervenir que dans le cadre d'opérations dites humanitaires : l'évacuation de Vietnamiens autorisés légalement à s'expatrier aux Etats-Unis, ce qui devrait être le cas d'environ cent mille personnes en 1992. Des appareils de Northwest Airlines, de Hawaiian Airlines et d'American TransAir ont déjà effectué, dans ce cadre, des vols directs entre Ho-Chi-Minh-Ville et San Francisco. L'établissement de relations aériennes commerciales semble, quant à lui, prématuré, ce d'autant que de nombreuses compagnies américaines, notamment de Delta Airlines, pour obtenir une part dans un marché que se partagent, aujourd'hui, des compagnies régionales et européennes.

Jean-Claude Pomonti

(1) 1 dollar vaut environ 5,60 F.

هكنا من الضل

PUBLICITÉ

Pour la
première fois,
Le Monde
publie
les photos d'un
accouplement.

orning. Vietnam

L'accouplement d'un portable avec son socle de bureau qui le transforme en ordinateur de bureau



1 - Vous utilisez votre portable Compaq, au format bloc-notes, où vous voulez.



2 - Vous le refermez, vous le mettez dans votre serviette et vous le ramenez à votre bureau.

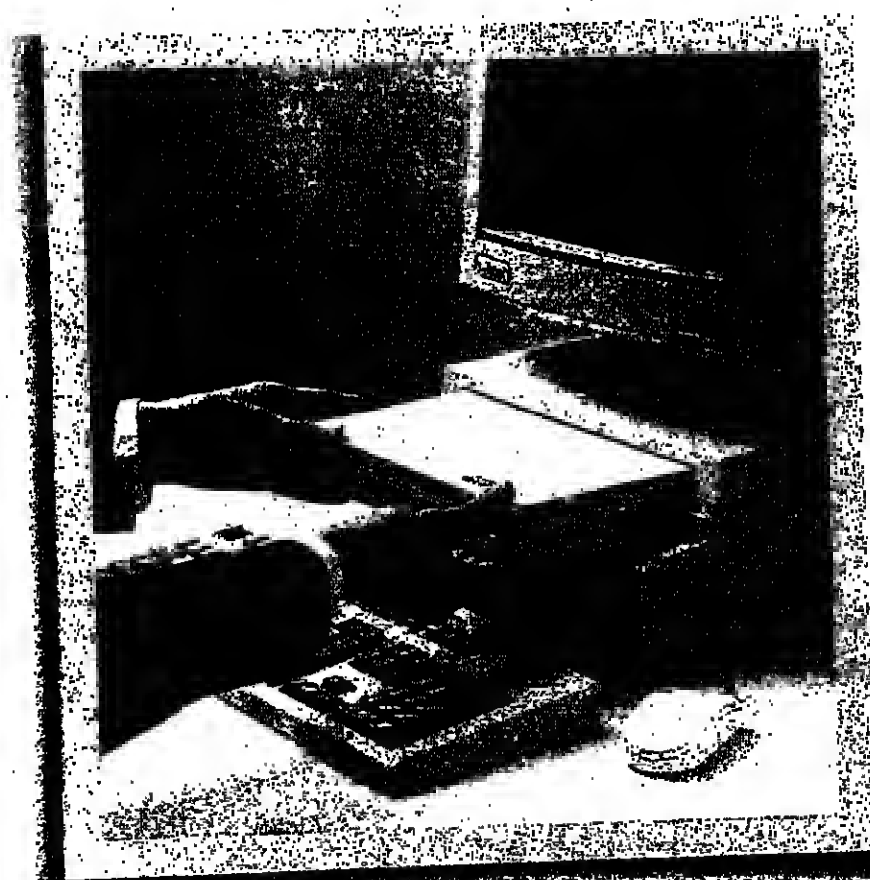
Avec un seul ordinateur vous

Le principe est simple : avec une seule machine, vous bénéficiez, sans aucun compromis, de la légèreté de l'informatique mobile et du confort de l'informatique de bureau. Le résultat bouleverse la vie quotidienne des utilisateurs. Le bloc-notes Compaq, équipé d'un processeur i386SL à 20 ou 25 MHz et d'un disque dur de 40 à 120 Mo, dispose d'une autonomie de 6 heures, tient dans un format A4 et ne pèse que

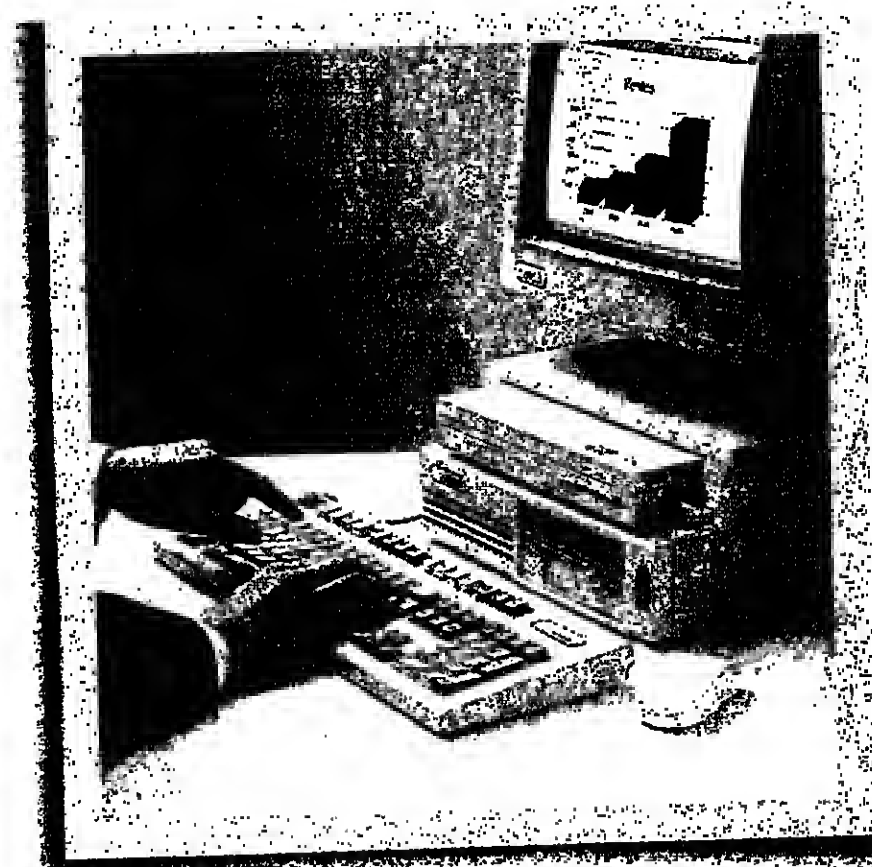
2,7 kg. Ce sont les COMPAQ LTE Lite/20 et COMPAQ LTE Lite/25.

Vous glissez tout simplement votre bloc-notes dans le socle. Vous êtes alors immédiatement relié au réseau de votre entreprise. Vous imprimez, modifiez, transmettez les documents que vous avez préparés à l'extérieur. Et quand vous emportez à nouveau votre bloc-notes en déplacement, vous repartez avec votre

ent en portable Compaq on soc de connexion qui le transforme ordinateur de bureau.



3 - Arrivé au bureau, vous le glissez dans le socle de connexion.



4 - Vous avez un ordinateur de bureau.

ordinateur vous travaillez partout.

outil de travail, au complet. Vos données vous suivent partout, naturellement, puisqu'il n'y a qu'un seul processeur et qu'un seul disque dur. C'est en effet très simple. Mais ça change tout. Et qui d'autre que Compaq pouvait réaliser cette idée?

Pour plus d'informations 3 6 1 6 COMPAQ.

à suivre.

COMPAQ

PERSPECTIVES

ENQUÊTE

Les « privés » sortent de l'ombre

Comme leurs confrères nippons, les détectives privés français se tournent vers l'enquête industrielle et commerciale au détriment des filatures d'époux infidèles. Un tremplin dont ils souhaitent se servir pour rénover leur statut

Le borsalino, l'imper froissé et les lunettes noires du détective adossé à un réverbère appartiennent désormais à la mythologie du cinéma américain des années 50. « Aujourd'hui, 80 % des missions que nous effectuons sont commanditées par des entreprises », affirme le responsable d'un important cabinet d'agents de recherches. En multipliant leurs domaines d'intervention, les détectives ont effectivement fidélisé une clientèle « économique ». Les banques, les compagnies d'assurances ou le milieu industriel hésitent plus à faire appel à ces professionnels de la recherche tous azimuts. Sur environ mille cinq cents agents privés déclarés en préfecture — seule condition d'accès à l'exercice de cette profession, en plus de l'honorabilité du candidat, — ils sont six cents à pratiquer régulièrement cette activité libérale et une quarantaine d'agences en France réalisent un chiffre d'affaires parfois bien supérieur à 5 millions de francs.

BLINDAGES • Sur leurs carnets de commandes, les enquêtes de moralité ou de préembauche succèdent aux missions de contre-espionnage, lors desquelles les salles du conseil d'administration ou de direction sont passées au peigne fin à l'aide d'un matériel sophistiqué. Les

micros dissimulés dans les murs ou sous les tables ne résistent pas à cet examen minutieux. Selon Pierre Nguyen, président du Conseil national des agents de recherches (CNAR), plus de 15 % de ce type d'interventions se soldent par la déconvenue d'indésirables oreilles magnétiques. Mais le contre-espionnage industriel ne s'arrête pas là. La protection des procédés de fabrication, la lutte contre le piratage informatique justifient également le recours à certains cabinets spécialisés.

DÉTournement • Ce « blindage » de l'intérieur prévaut aussi dans les rapports des entreprises avec leur clientèle. Les enquêtes de solvabilité sont monnaie courante pour les services contentieux des banques françaises. Par le biais de leurs avocats, ils contactent des détectives qui se chargent de vérifier la situation financière de certains clients, ou de rechercher des débiteurs en cavale. Dans le milieu de la vente, à l'occasion du licenciement d'un commercial, il n'est pas rare non plus qu'un détective soit chargé de veiller sur les risques de détournement de clientèle.

Armées de patience, ces « sentinelles » des affaires rémunérées en

moyenne 3 000 francs par jour ne bénéficient pourtant d'aucun arsenal juridique particulier pour instruire les dossiers qui leur sont confiés. Leur témoignage comme leur pouvoir d'investigation — de la fouille des poubelles au reportage photographique — équivalent à ceux d'un citoyen lambda. Formés pour la plupart sur le terrain, les membres de cette profession sont d'anciens policiers, agents de la RATP ou autres vendeurs représentants placés. Seuls points en commun : un goût prononcé pour l'aventure et la débrouille.

Mais, aujourd'hui, les « privés » souhaitent faire progresser leur statut afin de sortir de cet anonymat juridique. Depuis la loi vichyssoise du 28 septembre 1942 instaurant la profession de détective privé, seuls quelques soubresauts législatifs sont intervenus, tels que celui rebaptisant en décembre 1980 les détectives en « agents privés de recherches ».

En affichant cette volonté de rénovation, c'est leur crédibilité qui est en jeu, car les dérapages dans l'exercice de cette profession existent. Comme l'explique le responsable d'une agence parisienne : « On voit que certaines bêtises gâchent le recours aux écoutes téléphoniques,



ou emploient pour des « filoches » des personnes non déclarées. » Au ministère de l'Intérieur, on reconnaît que certaines pratiques des agents de recherches privés sont surveillées de près par les services de police.

FILTRE • Afin d'éviter ces procédés illégaux, la Fédération nationale des détectives et agents privés de recherches (FNDAFPR), regroupant plusieurs syndicats professionnels, a notamment réclaté le remplacement de la simple déclaration en préfecture par une autorisation administrative qui permettrait de filtrer de manière plus efficace l'accès à la profession.

Une revendication que Pierre Castagnon, délégué interministériel aux professions libérales, n'estime pas être à l'ordre du jour. « La priorité devait être donnée à la mise en place d'un office professionnel de qualification, et à l'élaboration d'un code de déontologie reconnu par tous les membres de la profession », précise-t-il. Des négociations que certains syndicats représentatifs ont entamées, mais sur lesquelles l'unanimité n'a pas encore apposé son sceau.

Etienne Marion

PRÉFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Direction des relations avec les collectivités et établissements publics locaux

3^e bureau

RÉALISATION DE LA PREMIÈRE LIGNE DU MÉTRO VAL DU DISTRICT DE RENNES

2^e AVIS

Il est rappelé que se déroulent jusqu'au samedi midi 20 juin 1992 les enquêtes prescrites par arrêté en date du 13 avril 1992 :

- dans les communes de RENNES et CHANTEPIE, en application des articles R 11-14-1 à R 11-14-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, une enquête sur l'utilité publique du projet de réalisation de la première ligne du métro VAL du district de RENNES (maîtrise d'ouvrage district) et des opérations d'accompagnement (maîtrise d'ouvrage ville de RENNES) ;

- dans la commune de CHANTEPIE, en application de l'article L 123-8 du code de l'urbanisme, une enquête sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols avec le projet.

La commission d'enquête désignée par le tribunal administratif est constituée par :

- M. Charles SIMON, ingénieur en retraite — président ;
- M. Jean-Michel MOULIN, ingénieur de l'armement — membre titulaire ;
- M. Raymond JOSSE, professeur agrégé, maître de conférences honoraires à la Sorbonne — membre titulaire ;
- M. Claude PERRIER, ancien délégué régional à l'architecture et à l'environnement — membre titulaire ;
- M. Jean Baptiste RENAULT, inspecteur des domaines en retraite — membre titulaire ;
- M. Albert HUGUEN, ingénieur en chef du génie rural et des eaux et forêts en retraite — membre suppléant ;
- M. Pierre LE TENAFF, ingénieur divisionnaire des travaux publics en retraite — membre suppléant ;

Le siège des enquêtes est fixé à la mairie de RENNES.

Les pièces du dossier principal de l'enquête portant sur l'utilité publique du projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobiles paraphés par un membre de la commission d'enquête seront déposés à la mairie de RENNES — place de la Mairie — du lundi 11 mai 1992 au samedi matin 20 juin 1992, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 heures.

Des dossiers et registres subsidiaires pourront également être consultés :

- à la mairie annexe de Villejean, cours Kennedy, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 heures,
- à la mairie annexe du Blosson, boulevard de Yougoslavie, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h 30, le samedi de 9 h 30 à 12 heures,
- au district urbain de l'agglomération rennaise — direction des transports urbains et des infrastructures — 16, rue du Puits-Mauger (2^e étage), RENNES du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 17 h, le samedi de 9 h à 12 h 15,
- à la mairie de CHANTEPIE, du lundi au vendredi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 45 à 18 h 15, le samedi de 8 h 45 à 12 heures.

Les observations pourront être consignées sur le registre ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la mairie de RENNES.

Pendant ce même délai, un dossier et un registre relatifs à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols seront déposés à la mairie de CHANTEPIE.

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête recevront en personne les observations du public :

- le lundi 11 mai 1992 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h,
- le mardi 19 mai 1992 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h,
- le mercredi 27 mai 1992 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h,
- le jeudi 4 juin 1992 de 10 h à 12 h,
- le vendredi 12 juin 1992 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h,
- le samedi 20 juin 1992 de 10 h à 12 h, à la mairie de RENNES,
- le samedi 20 juin 1992 de 14 h 30 à 16 h 30, à la mairie de CHANTEPIE.

Une copie du rapport ou des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée dans les mairies du district et au siège du district urbain pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture des enquêtes.

Pour le préfet,
le secrétaire général
Albert DAUSSIN-CHARPANTIER

Suite de la page 29

Les deux agences sont nées à l'orée du développement industriel du Japon, à la fin du siècle dernier. Les premières sociétés de renseignements, apparues en Angleterre un siècle plus tôt, se multipliaient aux Etats-Unis dans les années 30. On compte aujourd'hui près de cinq mille agences de détectives privés au Japon dont les noms s'égrenent sur une dizaine de pages de l'annuaire téléphonique. Les banques disposent de leurs propres organismes de renseignements sous forme de mutuelle (comme, au demeurant, les prêteurs-usuriers, *sarakin*, qui ont néanmoins pignon sur rue).

FILM NOIR • Beaucoup de ces agences, dénommées au Japon « bureaux pour inspirer la confiance » (*koshinjū*) sont spécialisées dans les enquêtes sur les individus. Certaines sont minuscules. Une table et un téléphone dans une pièce au fond d'un dédale de couloirs d'un immeuble minable : un décor de film noir américain. La plupart ont mauvaise presse en raison de violations multiples aux droits de l'individu. Aussi les plus sérieuses ont-elles changé d'appellation et se sont spécialisées dans les informations sur les affaires.

Sur ce marché en pleine expansion, évalué à quelque 500 millions de dollars, a fait son entrée en 1989 le géant américain de l'information économique, Dun and Brandstreet Corp. (60 000 employés et un chiffre d'affaires annuel de 5 milliards de dollars). Son activité au Japon consiste à fournir aux entreprises étrangères (dont beaucoup désormais sont européennes) des informations sur leurs partenaires potentiels et, inversement, d'en donner aux clients japonais sur les sociétés d'outre-mer.

Donald L. Schmidt, président de Dun and Brandstreet au Japon, voit une différence fondamentale dans la demande d'information des Occidentaux et des Japonais, révélée par des enquêtes : « Ce que veulent les premiers, ce sont des informations ponctuelles, pour une affaire précise. Les Japonais cherchent en revanche à se faire une idée précise de leur partenaire dans la perspective d'une relation à long terme. »

TDB ou TSR sont de taille plus modeste que le géant américain. La première compte 80 bureaux à travers le Japon et 2 500 employés dont 1 500 sont des enquêteurs. TSR a 120 bureaux comptant un millier

enquêteurs. Les deux agences fournissent à leurs clients (dont certains sont des abonnés) des informations sur l'histoire, les activités, les actionnaires, les profits, les fournisseurs et clients ainsi que l'endettement. Les entreprises mais aussi des biographies détaillées sur les dirigeants. Elles évaluent en outre la gestion de l'entreprise objet de l'enquête (1).

TDB possède des dossiers sur 900 000 sociétés et TSR effectue annuellement de 700 à 800 000 enquêtes. Elles tiennent entre autres, régulièrement remise à jour, la liste des sociétés sous la coupe de la pègre. Parmi leurs clients, les agences comptent des entreprises — dont de plus en plus de firmes étrangères — mais aussi, parfois, des administrations.

L'endettement est le principal objet des enquêtes. Au Japon, les traites sont couramment à quatre mois : « Le système des traites est beaucoup plus risqué que les chèques ou les crédits à court terme pratiqués aux Etats-Unis, par exemple : en raison de la durée de mise en recouvrement, les dettes du créancier peuvent s'être entre-temps accumulées », explique Toshibiko Yamazaki. C'est pourquoi les clients sont moins intéressés par les profits de telle ou telle entreprise que par sa capacité à faire face à ses engagements.

L'autre grande activité est d'annoncer les faillites. La plupart ne prennent pas la forme d'une liquidation officielle suivant une procédure légale. En général, une entreprise est considérée comme étant en faillite à partir du moment où une banque refuse d'honorer une traite pour la seconde fois consécutive. La faillite est alors organisée de manière informelle : le président ou le PDG s'excusant auprès des créanciers et leur offrant en compensation une partie des avoirs.

PRIMEUR • « La plupart du temps, c'est au fil d'une enquête que l'on apprend que telle autre entreprise est en rupture de paiement. Ou bien parce que nous recevons en même temps plusieurs demandes convergentes, ce qui attire notre attention », dit Takatsu Takashi, de TDB. La faillite est alors annoncée dans les bulletins quotidiens des agences. Souvent, ce sont des journalistes, liés à des enquêteurs, qui ont la primeur de l'information.

Bien entendu, le stockage et le maniement de l'information sont informatisés. Mais les contacts personnels restent la

première source d'information des enquêteurs. Qu'ils travaillent pour une agence respectable ou non, ceux-ci évoluent dans les replis de la société adossée, dans cette zone grise, foisonnante de rumeurs et d'informations, où l'on peut tout savoir si on a les contacts.

Dans cet espace giboyeux s'arbitrent les affaires et se côtoient ceux qu'on appelle les « journalistes noirs » (les marchands de rumeurs, parmi lesquels on trouve d'anciens gauchistes reclassés, qu'alimentent près d'une centaine de magazines à scandales), les petits comme les grands, maîtres chanteurs, les intermédiaires de tout poil ou les voyous.

Le groupisme est l'une des caractéristiques de la société japonaise. A côté des groupes formels d'appartenance (une entreprise, un syndicat), il y a aussi ceux informels des réseaux : jeux de relations plus ou moins élaborées reposant sur des appartenances régionales ou sportives, un cursus universitaire ou des affinités rassemblant des individus d'horizons les plus divers qui convergent au fond d'eux-mêmes un vieux lien. Ce sont des groupements à l'état latent, extensibles, dont il suffit parfois d'avoir un fil pour dérouler l'écheveau. Les catalyseurs des réseaux sont souvent les tenanciers de bars qui recensent les contacts et les actives à la demande d'un habitué.

Par sa myriade de réseaux, la société japonaise est une énorme machine à brasser l'information et la rumeur.

Le fonctionnement des réseaux est facilité au Japon par la grande concentration des pôles de pouvoir (Tokyo ou Osaka), alors qu'aux Etats-Unis ils sont plus diversifiés et géographiquement dispersés. La société japonaise connaît en outre un taux de criminalité faible par rapport aux autres pays développés. « Ce qui facilite les contacts : il y a moins d'apprehension à l'égard d'un enquêteur s'annant à votre porte », souligne Toshibiko Yamazaki.

Vue de l'extérieur, la société japonaise paraît secrète. Par sa

myriade de réseaux, elle est en réalité une énorme machine à brasser l'information, et la rumeur. L'envers de cette communication intense, un manque évident au principe de respect de la vie privée. Il est souvent difficile de dissocier ce qui relève de l'entreprise et ce qui touche à la vie privée de son PDG : s'il s'agit d'une PME, les avoirs de ce dernier peuvent être un élément non négociable dans la solvabilité ou non de la société.

Au fil de leurs investigations, les enquêteurs tombent parfois sur des détails plus personnels : Les plus grandes agences n'en tirent pas profit. Les autres ont moins de scrupules. Ainsi, l'une d'entre elles est-elle spécialisée dans les liaisons des « barons » de l'économie et des hommes politiques avec telle ou telle hôtesse ou patronne de bar.

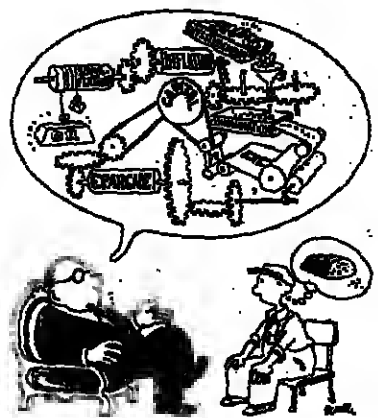
RACINES • Les Japonais sont toujours préoccupés par l'origine d'un partenaire, d'un futur gendre, d'un employé. Vieux réflexe d'une société où les relations de voisinage ont longtemps prévalu. Ce souci de connaître les « racines » explique la prolifération des agences de renseignement sur les individus. L'un des pionniers de la profession est une vieille dame, Midori Satō, qui fonda son agence au lendemain de la guerre et la dirige encore à soixante-dix ans.

Certaines agences enquêtent sur les nouvelles recrues à la demande de directions d'entreprise mais aussi, c'est le cas de Research Information Center (RIC), de la personne concernée qui demande une enquête sur elle-même. Ce que de tels clients veulent savoir : comment ils sont vus par leurs chefs et s'ils sont destinés à avoir une promotion, commente Kosei Tashiro, ancien policier qui dirige RIC. Cette incertitude sur soi apparemment pathologique s'explique : beaucoup de jeunes salariés brillants, objet des sollicitations des chasseurs de têtes, hésitent avant de changer d'employeur. Autre figure, extrême, de la manie de s'informer des Japonais.

Philippe Pons

(1) Les agences publient en outre des annuaires : TSR vient de publier avec *Kanpaku* le premier annuaire en anglais (cinq volumes) des entreprises japonaises comportant les données de base sur cent mille sociétés ainsi que des analyses des dix principales régions industrielles.

L'investissement direct



En quoi consiste-t-il ?

■ L'investissement direct est un engagement de capitaux à l'étranger pour l'exercice d'activités durables. Dans le cadre d'une technique d'expansion parallèle à l'exportation, les entreprises choisissent de produire sur place, d'y assurer la distribution ou la fourniture de services. L'investissement direct se distingue ainsi nettement de l'investissement de portefeuille qui est un achat de titres à seule fin de bénéficier des dividendes.

Les principaux types d'investissement direct sont :

- les créations de filiales et extensions de filiales existantes ;
- les joint-ventures, permettant de bénéficier des connaissances du marché et de tempérer les critiques éventuelles d'ingérence étrangère ;
- les achats d'entreprises et fusions, effectués amicalement ou par OPA. Permettant de réduire les risques et de supprimer les délais, ils sont à présent les plus pratiqués (117,8 milliards de dollars en 1990). Pourtant les achats d'entreprises existantes ne peuvent absolument pas être considérés comme des investissements productifs contribuant à la croissance. De ce fait, l'investissement direct change de caractère pour devenir moins une contribution à l'accroissement des capacités productives qu'un instrument de concurrence et de redistribution des marchés entre grands groupes.

Le financement est assuré surtout par des transferts de capitaux repris dans les balances des paiements et par les réinvestissements, mais aussi par les opérations des filiales agissant souvent pour la société-mère, les emprunts aux banques étrangères et les recours aux marchés de capitaux étrangers qui ne sont pas pris en compte dans les chiffres officiels.

Comment le connaît-on ?

■ A partir des diverses sources disponibles, toutes très approximatives et jamais exhaustives, l'investissement direct peut être examiné et comptabilisé de plusieurs façons différentes :

- d'après les flux d'investissements directs indiqués par les balances des paiements à leur chapitre « investissements directs ». Limités aux transferts de capitaux effectués pour créer ou contrôler des entreprises à l'étranger, ces chiffres donnent une vue tronquée et la notion de contrôle est floue. Ces données globales concernent toujours les investissements nets, déduction faite des désinvestissements, et pour cette raison ils minimisent les apports réels des entreprises. Mais cette source est la plus accessible et la plus généralement utilisée, reprise par le FMI qui cherche à harmoniser les données ;

- d'après les flux réels des entreprises : le nombre et les montants des achats et fusions les plus importants, publiés à présent par des cabinets spécialisés, donnent une bonne image de la concurrence entre grands groupes ;

- d'après les stocks, c'est-à-dire l'actif des filiales à l'étranger, évalués périodiquement par des organismes officiels (FMI, Banque de France, département du commerce américain). Les stocks se distinguent des flux cumulés d'investissements en ce qu'ils tiennent compte en principe de la mise en valeur de l'investissement initial et donneraient donc une image plus juste ;

- d'après les résultats directs de l'investissement direct (ventes, importations, exportations des filiales). Ils sont actuellement connus surtout aux Etats-Unis par les publications annuelles du département du commerce, résumées dans le *Survey of Current Business*, mais aussi partiellement au Japon (MITI, JETRO, ministère des finances) et progressivement en France (publications annuelles du SESSI sur les implantations étrangères, récents travaux de la Banque de France et enquête de la DREE sur les filiales françaises à l'étranger).

Quelles en sont les motivations ?

■ L'investissement direct s'inscrit dans une stratégie à long terme où l'entreprise dépasse le cadre national. Mais les objectifs recherchés comme les calculs suivis sont très divers et souvent des plus complexes : recherche de la taille critique, accroissement de la part de marché, lutte contre les protections tarifaires ou normes discriminatoires, présence sur un marché porteur, amélioration des coûts.

L'investisseur compte alors sur les avantages comparatifs rendus possibles par cette nouvelle implantation : bas salaires ou, au contraire, haute compétence de la main-d'œuvre, proximité du marché et meilleure connaissance de la demande, spécialisation et division du travail entre diverses unités de production.

“La vie économique est autre chose qu'un réseau d'échanges, elle est un réseau de forces. L'économie n'est pas guidée seulement par la recherche du gain, mais aussi par celle du pouvoir.”

François Perroux

Malgré de multiples tentatives, aucune théorie générale n'est parvenue à une explication satisfaisante de l'investissement direct sous toutes ses formes. Actuellement coexistent diverses orientations qui se sont succédées historiquement : sécurité des approvisionnements en vivres et matières premières, stratégie de marché avec production sur place permettant la vente dans de meilleures conditions, rationalisation de la production utilisant les bas salaires et les économies d'échelle avec division du travail à l'intérieur du groupe, orientation récente vers la fourniture de services ou la domination par les technologies, avec fréquente intervention de montages financiers complexes.

La rentabilité immédiate n'est pas toujours le but principal. Les grands groupes ont souvent plutôt un objectif stratégique (présence sur un marché porteur, élimination d'un concurrent) dans une optique de recherche de puissance à l'échelle internationale permettant de dominer les coûts et de fixer des prix.

L'investissement direct n'est pas une fin en soi mais un moyen, en dépit des effets de mode et des tentations de la spéculation. C'est un choix stratégique sans garantie de succès, impliquant de grands moyens financiers, la participation de banques et de forts risques d'endettement. Les échecs sont loin d'être rares, mais généralement soigneusement tus.

Cet investissement ne peut se juger qu'avec le temps, d'après les résultats et en fonction d'objectifs souvent mal connus. Comment en juger valablement *a priori* à partir des seuls mouvements de capitaux, sans connaissance de leur utilisation ? Selon les critères et points de vue, les jugements ne peuvent être que très différents.

BIBLIOGRAPHIE

- FMI, *Balance of Payments Statistics*, Yearbooks 1 et 2.
- ONU Center on Transnational Corporations, *Rapport 1991 : la Triade dans l'investissement direct à l'étranger*.
- *Survey of Current Business*, quatre articles annuels sur l'investissement américain à l'étranger et étranger aux Etats-Unis.
- *Cahiers français*, n° 243 et 253.
- *Global Companies and Public Policy*, de Julius DeAnne, Royal Institute of International Affairs, Londres 1990, ainsi que *Foreign Direct Investment : the Neglected*

Quels en sont les effets ?

■ Ils ne sont pas proportionnels au flux d'investissement. Les effets directs se traduisent d'abord dans les ventes et achats des filiales, puis dans les facilités d'approvisionnement, l'élargissement des débouchés, l'abaissement des coûts pour le groupe investisseur, éventuellement par des restructurations d'activité améliorant la rentabilité (spécialisation, délocalisation de production). Les bilans de société sont pourtant très discrets à ce sujet.

Les effets indirects, souvent considérables à divers niveaux (région, secteur, pays d'accueil, pays investisseur) et sur des plans multiples (emploi, production, échanges, niveau technologique...), ne sont généralement pas quantifiables, car ils dépendent de réactions complexes. On connaît les emplois créés par une implantation étrangère, mais dans quelle mesure ne sont-ils pas compensés ailleurs par des suppressions brutales ou progressives ?

L'investissement direct introduit une autre forme de commerce qui se déploie parallèlement aux exportations avec souvent un effet d'entraînement. Les ventes des filiales industrielles américaines à l'étranger représentent près de trois fois la valeur des exportations des Etats-Unis. Les productions extérieures doivent donc être prises en compte pour évaluer la pénétration des marchés étrangers et les équilibres économiques. Cependant, les investissements directs se sont de plus en plus développés dans les secteurs tertiaires, où justement l'exportation ne peut être aussi efficace, et plus de la moitié de ceux des grands pays investisseurs concernent à présent les services.

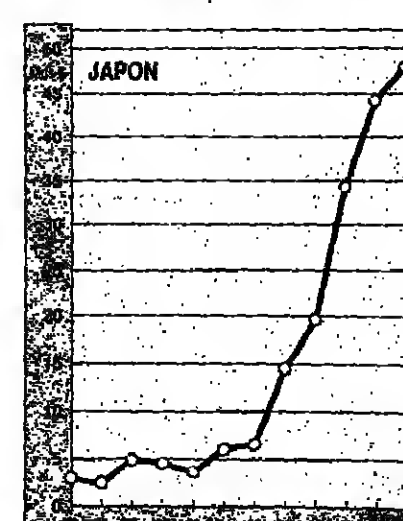
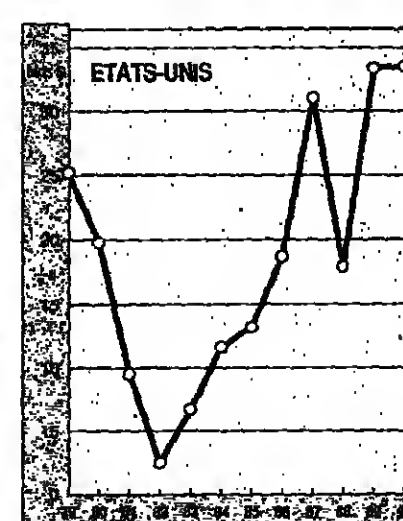
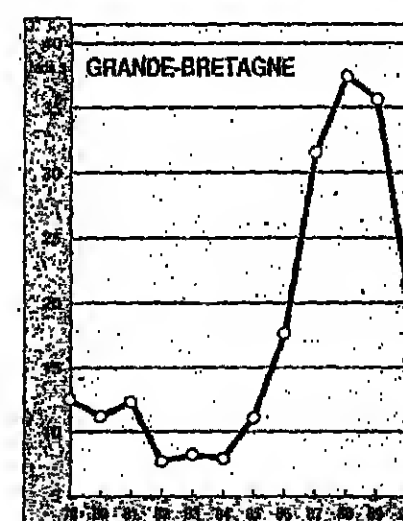
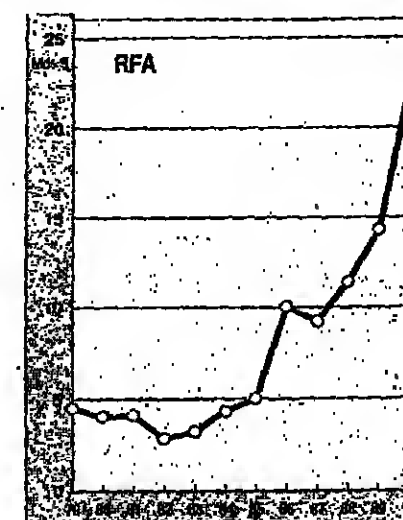
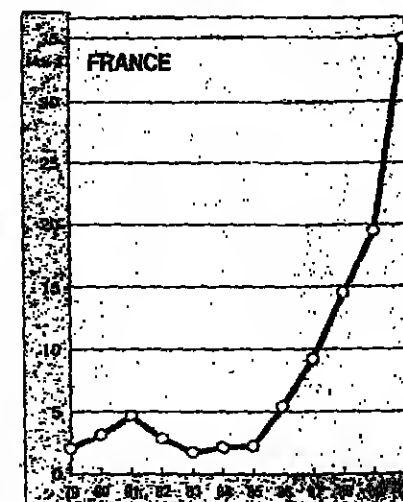
Les revenus de l'investissement direct, dans la mesure où ils sont rapatriés, viennent compenser en partie les sorties de capitaux qui lui sont liés. Ils dépendent de l'ampleur des investissements directs antérieurs, de leur ancienneté et de leur bonne gestion.

“Nous devons maintenant élaborer une autre mesure des liens économiques entre pays, qui examinera les opérations en fonction de la nationalité des opérateurs plutôt que du lieu où elles sont effectuées.”

Julius DeAnne

La multiplication des implantations a entraîné le développement des échanges intrafirmes, évalués à plus de 30 % des échanges industriels entre pays développés, qui contribue encore à rendre plus délicate l'évaluation des relations entre nations. L'internationalisation de la production et les larges choix de décision dont disposent les multinationales locales comme étrangères pour produire ou ne pas produire, acheter ou vendre limitent les marges de manœuvre des Etats pour une politique industrielle nationale, imposant un cadre nouveau à la réflexion politique comme à l'action syndicale.

Flux annuels par pays investisseurs



L'investissement direct a été et demeure l'instrument financier des multinationales pour étendre leurs activités au monde entier. C'est à partir de l'investissement direct que de grands groupes : IBM, Ford, Siemens, Philips, Sony, Nestlé ont construit au-delà des frontières.

Il a permis l'internationalisation de la production, ce qui suffit à souligner son importance. En dix ans, la part des filiales industrielles étrangères est passée de 22,5 % à 28,4 % dans la production de la France et de 24,9 % à 31 % dans ses exportations industrielles. La situation est comparable dans les autres grands pays d'Europe, et, aux Etats-Unis, plus du quart des 400 principales sociétés sont des filiales étrangères contrôlant 36 % de leurs importations. Les grandes sociétés françaises sont elles aussi de plus en plus actives au-delà des frontières, chez Packard, Lafarge, Saint-Gobain, Michelin, L'Oréal, L'Air liquide, plus de la moitié du chiffre d'affaires réalisé dans leur production à l'étranger.

Après une crise de quatre ans, les flux de l'investissement direct ont presque quadruplé en cinq ans pour atteindre, selon le FMI, 229,5 milliards de dollars en 1990, avec 85 % d'investissements croisés entre pays industriels. Mais de fortes modifications interviennent chaque année dans les positions respectives des cinq grands pays investisseurs qui fournissent près des trois quarts des investissements directs mondiaux.

La Grande-Bretagne, qui avait ravi la première place aux Etats-Unis en 1987, a réduit ses investissements directs d'un tiers en deux ans. Le Japon a pris la première place depuis 1989 (48 milliards de dollars en 1990). Amorcé avec quelque retard, le progrès des firmes françaises, soutenu à un rythme remarquable (+50 % en moyenne annuelle sur cinq ans, d'après les chiffres français), s'est maintenu jusqu'à présent. Cependant, un recul général des investissements directs marquera l'année 1991, annoncé par un ralentissement, sensible déjà avant la crise du Golfe. Sur l'ensemble de l'année, les achats d'entreprises, principal type d'investissements directs, ont diminué de 55 % et les investissements étrangers aux Etats-Unis, le courant le plus important, ont reculé de 59 %. Ce recul est lié à la longue période de récession et stagnation dont souffre l'économie mondiale.

Dossier établi par Jean Lempérière

HOTEL DU RHONE
GENEVE

Parce que
sa situation
est idéale.

Tél. (41 22) 731 98 31
Fax (41 22) 732 45 59

Le revenu minimum
garanti

REPÈRES

La faim
dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F/100 titres
LA DECOUVERTE

LEXIQUE

DÉSINVESTISSEMENT. - Liquidation d'investissements directs.

INVESTISSEMENT BRUT. - Montant des capitaux transférés à l'étranger pour la création de filiales et la prise de contrôle de sociétés existantes.

INVESTISSEMENT NET. - Investissement brut moins le montant des désinvestissements.

RÉINVESTISSEMENT. - Part de dividende de l'investisseur non rapatrié mais engagé à nouveau comme investissement direct à l'étranger.

JOINT-VENTURE. - Sociétés mixtes associant une ou plusieurs sociétés locales.

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

La crise europeo-allemande

A maints égards, la République fédérale avait fini par s'imposer comme le modèle pour le reste de l'Europe : pour sa politique de désinflation, pour sa monnaie et ses symboles, pour ses relations industrielles et, plus récemment, pour sa méfiance à l'égard des monopoles. Or voici l'Allemagne en proie à une nouvelle forme de division. Cette division est celle qu'on attendait le moins. Les dirigeants de Bonn ont voulu acheter la paix sociale à l'Est. Ils l'ont compromise à l'Ouest. Par la formidable augmentation des dépenses, ils ont ébranlé l'ordre financier qui en était un des fondements.

D'importantes et soudaines revendications de salaires, une grève largement suivie pour les soutenir, ce sont là des signes qui ne trompent pas. Avant d'y voir une grave menace d'inflation pour l'avenir, il convient de les considérer comme une forte présomption que l'inflation est déjà plus violente que ne le disent les chiffres.

Les statistiques disponibles sont pourtant franches. Le passé récent qu'elles relatent est probablement déjà dépassé. La hausse des prix était, en mars, en rythme annuel, de 4,8 %. C'était nettement plus qu'en France (3,2 %) et même qu'en Grande-Bretagne (4,1 %). On regimbe volontiers, dans ces deux pays, contre l'hégémonie, réelle ou supposée, du voisin germanique. On commence à s'y demander ce que deviendra, ou ce que deviendrait, l'Europe économique et monétaire sans son mentor. La question vient d'autant plus à l'esprit que les accords de Maastricht ont été conçus sur une certaine idée de la distribution des pouvoirs en Allemagne.

Comme beaucoup de traités, celui-là est le résultat d'un compromis entre des préoccupations opposées. Aux évocations les plus convaincantes du modèle allemand, c'est-à-dire, en tout premier lieu, aux Allemands eux-mêmes (c'est un bon point pour le modèle), le traité donne des satisfactions : la future construction aura pour « objectif principal » la stabilité des prix, la future Banque centrale européenne jouira d'un statut d'indépendance rappelant celui de la Bundesbank. A ceux qui, évaluent, au contraire, pour soulci primordial de ne plus laisser la « Buba » déterminer seule (comme ils supposent que c'est, en fait, le cas aujourd'hui) le niveau des taux d'intérêt pour toute l'Europe, le dispositif arrêté paraît tout aussi rassurant. Au sein du conseil de la BCE, chaque gouverneur de banque centrale nationale ne disposera que d'une seule voix.

La détérioration de la situation en Allemagne contraint à remettre en question les présupposés des deux thèses en présence. Pas plus les critiques habituellement formulées contre la Bundesbank, accusée d'être en position d'imposer à ses partenaires une politique trop « restrictive », que les vœux optimistes des tenants du « modèle allemand » version Maastricht ne résistent à l'épreuve des faits. La crise que traverse la République fédérale apporte un démenti aux unes comme aux autres.

Un fait considérable laisse penser qu'on arrive à la fin d'une expérience qui aura, plus que toute autre, façonné la politique et les mentalités au cours des dix ou douze dernières années. Cette expérience, qui n'a cessé de servir de référence implicite aux travaux de Maastricht, c'est la place prépondérante qu'occupe, dans les différents pays, le politique monétaire. Quand les gauchistes disaient qu'un pouvoir inviolable est axé sur le monde par quelques puissantes banques d'émission et leur agent, le FMI, ils disent une vérité. Ils oublient d'ajouter que c'est par défaut.

Personne n'a mieux caractérisé ce phénomène que son plus illustre initiateur : Paul Volker. Appelé en pleine crise d'inflation à la tête du Système de réserve fédérale pendant l'été 1979 (il y resta huit ans), il laisse les taux d'intérêt américains monter au-dessus de 20 %. Au moyen de ce remède de cheval, il enclenche le mouvement de désinflation, sauve le dollar. Une fois retiré des affaires, Volker parlait (en 1988), dans une célèbre conférence, du triomphe des banques centrales (« triumph of central banking »). Par cette expression, il entendait désigner un des plus extraordinaires retournements de situation qui se soient produits dans le monde à la charnière des années 70 et des années 80.

A partir de ce moment-là, les responsables de l'émission de monnaie et de la politique du crédit recouvrèrent leur rôle traditionnel de régulateurs de la vie économique. Cette fonction, ils l'avaient presque partout perdue au lendemain de la guerre, sous l'influence des nouvelles doc-

trines d'inspiration keynésienne attribuant à l'Etat lui-même, en tant qu'ordonnateur des dépenses publiques, la responsabilité de régler le niveau de l'activité. Quand il devint patent que, à force de vouloir jouer avec les déficits, les gouvernements avaient complètement cessé de commander à la conjoncture et de maîtriser une inflation qu'ils avaient déclenchée, ils furent trop heureux de se décharger de leurs responsabilités sur les fameuses « autorités monétaires ».

Contrairement aux apparences, la remise en selle des « banquiers centraux » tourna la dos à la tradition allemande à laquelle les négociateurs de Maastricht étaient censés se référer. Les Allemands eux-mêmes se gardèrent bien d'insister, et pour cause. C'est au nom de cette tradition que Helmut Kohl avait pourtant commencé sa carrière de chancelier. De 1982 à 1986 ou 1987, son gouvernement avait essaimé les finances publiques. Les résultats ne se firent pas attendre : inflation faible, taux d'intérêt inférieurs à 5 % de septembre 1983 à 1988. Une telle politique rappelait l'époque où fut élaborée la charte de la Bundesbank (au milieu des années 50). Le déficit budgétaire y était interdit par la Constitution. L'indépendance reconnue à l'Institut d'émission était conçue non pas tant comme un contrepoids que comme un complément.

Le fait considérable qui est en train de tout remettre en question, et pas seulement en Allemagne, c'est que, un peu partout, les déficits budgétaires, à nouveau, explosent. Au niveau où sont les taux, les facultés d'emprunt des Trésors publics cessent de paraître quasi illimitées. Forte, voire irrésistible sera la tentation, si rien d'essentiel n'est fait pour renverser la vapeur, d'avoir recours à la création monétaire par la bande : souscription des obligations d'Etat par des banques commerciales... financées par l'Institut d'émission. On y est déjà. La crédibilité retrouvée des banques centrales risque de ne pas résister à ces pratiques.

Mais la reprise de l'activité, dira-t-on, va regarnir les caisses publiques. De mauvais augure est l'impuissance ou la pusillanimité dont pratiquement tous les gouvernements ont donné le spectacle pendant la période précédente de vaches grasses (1988-1990). Ils se sont montrés incapables d'empêcher que les dépenses consacrées au service de la dette publique ne prennent chaque année une place plus importante, en valeur relative et absolue, dans le total des dépenses. Conséquence : le déficit se nourrit de lui-même. Pour briser cette fatalité, il est fallu contraindre le déficit au-dessous d'un certain seuil. Pour chaque pays, on a en doute, il existe, outre la récession, des circonstances particulières toutes prêtes à servir d'alibi aux politiciens. Outre-Atlantique, c'est la déconfiture des caisses d'épargne. Outre-Rhin, la réunification a bon dos.

La vérité est que, la prospérité aidant, le cabinet Kohl a commencé à en prendre à son aise dès l'année 1989. Passons sur les péripéties de cette période. Les tensions sur les marchés financiers allemands se manifestèrent par une hausse rapide des taux à long terme, dix-huit mois avant la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989). Nixon, Reagan, Bush, Mitterrand première manière (1981-1982) font presque pâle figure à côté de Kohl et de son équipe pour ce qui concerne leur propension à ouvrir des découverts tous azimuts. Dans ces conditions, quel sens y a-t-il à s'en prendre aux taux élevés décidés par la Bundesbank ? Celle-ci ne fait que réagir, avec les moyens du bord, à une politique dont elle a dénoncé par avance les effets. Les relèvements d'impôts auxquels s'est résolu Bonn, importants mais tardifs, ont certes empêché une dérive encore plus dangereuse. Une terrible mécanique a été mise en marche. Un seul exemple : la Fonds pour l'unité (déjà plus de 100 milliards de francs d'emprunts) n'est qu'une opération de débudgétisation. Le déficit réapparaît dans un compte spécial.

Sur la lancée actuelle, les emprunts directs et indirects du secteur public pourraient élever cette année à un montant situé entre 160 et 190 milliards de deutschemarks (650 milliards de francs). La somme correspondante était, en 1990, de 80 milliards. L'Allemagne a certainement les ressorts pour se redresser. Le plus inquiétant est qu'en multipliant les subventions et les revenus compensatoires à l'Est, c'est toute une population qu'on installe dans l'assistance. A ce régime, les Allemands de l'Ouest ne se seraient jamais relevés après 1948.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

Les limites de la globalisation

A la cohérence caractéristique de la guerre froide s'est substitué aujourd'hui un découplage de la puissance économique et de la force politique des nations

L'ORDRE MONDIAL RELÂCHÉ. SENS ET PUISSANCE APRES LA GUERRE FROIDE. sous la direction de Zaki Laidi. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Berg, 1992. 263 pages, 147 F.

Le titre de l'ouvrage collectif dirigé par Zaki Laidi - *L'ordre mondial relâché* - est, convenons-en, peu attirant. Il serait dommage toutefois qu'il dissuade. D'autant plus que son sous-titre devrait, lui, exciter la curiosité. En prenant comme fil directeur les rapports entre « sens et puissance », ce livre propose en effet une lecture extrêmement éclairante de l'évolution récente des relations internationales, dans les domaines tant politique qu'économique. A ce titre, il constitue un antidote salutaire à tous les discours simplistes et légalistes sur la formation d'un « grand village planétaire ». Non qu'on y conteste la réalité du mouvement de globalisation économique. Mais parce que l'on a montré clairement les limites : si grand village il y a, il est lointain de s'étendre à toute la planète.

BIPOLARITÉ. Au fil des chapitres qui font clairement le point sur la place de chaque grande région dans l'ordre mondial, on y comprend aussi pourquoi globalisation économique et homogénéisation politique ne vont pas nécessairement de pair. La thèse centrale du livre est précisément que le relâchement actuel de cet ordre mondial résulte du découplage de la puissance économique et de la force politique des nations. Ce découplage ouvre grand la possibilité d'une coexistence, à côté d'un temps mondial,

qui est aujourd'hui largement celui du monde occidental, de « contre-temps » régionaux dont la montée de l'islamisme n'est qu'un exemple parmi les plus flagrants.

Tel n'était pas le cas dans l'ordre mondial caractéristique de la guerre froide. Une cohérence assez forte existait alors entre la génération de puissance, économique ou militaire, et la « production de sens ». Les deux pôles de puissance étaient producteurs de valeurs nationales à vocation universaliste. Leur organisation interne avait pour beaucoup contribué à l'empire de leur hégémonie était réelle. De cette cohérence entre sens et puissance a résulté un ordre mondial relativement stable et prévisible, car reposant sur ce principe, somme toute extrêmement simple, de bipolarité.

L'effondrement de la puissance économique soviétique ne pouvait que bouleverser cette situation. D'autant plus gravement d'ailleurs que, parallèlement, deux grandes puissances économiques - le Japon et l'Allemagne - ne sont plus aujourd'hui génératrices de « messages » à destination mondiale ; elles ont même, dans nombre de circonstances, un comportement quasi « provincial ».

Le résultat de cette transformation, rapide et radicale, est un système de relations internationales plus complexe que multipolaire, producteur plus d'une absence d'ordre que de désordre à proprement parler. Système élogiquement qualifié par ces auteurs de « postmoderne ». *Raisonné en termes postmodernes, c'est essayer de réfléchir à ce qui, aujourd'hui, paraît caractéristique empiriquement l'ordre mondial*.

relâché : le transitoire, l'instable, le désarticulé et l'ambivalent. Si l'on devait résumer d'un mot les caractéristiques de cet ordre international nouveau, on pourrait dire, de façon plus prosaïque, qu'il est « kaléidoscopique ».

KALÉIDOSCOPE. Confronté à ce monde où les rapports entre les nations ne sont régis par aucune logique simple, chaque pays doit en permanence trouver sa réponse aux ébranlements qui accompagnent la décomposition de l'ordre ancien. Or rien n'est moins facile pour une démocratie que d'inventer, à jet presque continu, une doctrine ou, plus modestement, une attitude, face à des situations extérieures neuves et souvent imprévisibles.

Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir des hésitations qui ont partout en Occident accompagné la désagrégation de l'URSS ou de la Yougoslavie... La guerre du Golfe a constitué ici un test révélateur. Elle a illustré notamment l'incapacité du système politique japonais à « produire en temps utile des décisions hardies et claires capables de faire sens » au regard de l'opinion publique mondiale. Récemment le contraste entre puissance et sens aura été aussi massif.

Il en est de même, d'une certaine façon, au niveau de la collectivité internationale : sera-t-elle capable dans les années qui viennent de parvenir à produire un « ordre mondial plus stable ? Telle est la question que le livre très fin conduit à poser. Elle est essentielle. Car on peut douter que l'ordre mondial relâché qui prévaut puisse être favorable, à terme, à un progrès économique soutenu.

Antoine Baudier

NOTES DE LECTURE

semecots étrangers directs en France, définition extensive de la concentration d'entreprises soumise à la Commission de la concurrence. En revanche, on assiste à une répression renforcée de l'entente et de l'abus de position dominante, les enquêteurs ayant plus de possibilités d'investigation et les infractions étant plus lourdement pénalisées. Un bon guide pour s'y retrouver dans un paysage souvent mouvant.

P. D.
LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ. Reportages. Préface de René Dumont. Le Monde Éditions, 190 pages, 96 francs.

A chacun son indécence : les pays riches ont leurs nouveaux pauvres, et les pays pauvres leurs milliardaires. Ces reportages dans dix pays riches et dix pays pauvres témoignent de ce double paradoxe. Travail de terrain, riche d'images, de visages, de malaises.

Les pauvres des pays riches n'ont plus rien de débonnaire ni de philosophe. Oubliés les Diogène des parvis ou des ponts, Archimède et Boudou. On ne choisit plus l'errance ou l'oisiveté, on en meurt : à Paris comme à Tokyo, les pauvres meurent de tuberculose, cette maladie si démodée. Tombant dans la pauvreté, on franchit un seuil qualitatif et irréversible, même si la classe moyenne n'est pas loin, dont on vient souvent. *« Pev de chances de réinsertion », dit Alain Lebaube, étudiant la pauvreté en France, alors que le coût du doctard est formidables.*

Mais quel est le coût de la honte ? Vagabonds de Waterloo en Angleterre, malfa-d'œuvre taillable et corvéable de Kamagasaki au sud d'Osaka - épouvantable marché des journaux dépeint par Philippe Pons - jeunes clochards de Stockholm observés par Françoise Nitto, misérables de Suisse... Tous ces pauvres sont des hommes, plutôt jeunes. Exception : l'Allemagne, où la nouvelle pauvreté frappe les femmes, comme aux Etats-Unis, les pays aux 32 millions de pauvres.

La richesse dans les pays

démunis est encore plus insupportable. Milliardaires populistes de Turquie ou de Bolivie, barons de la cocaïne prêtant à faible intérêt et réembauchant les mineurs licenciés par l'Etat décrits par Nicole Bonnet, modernes Maharajahs observés par Laurent Zecchini : grands foudraux corrompus du Nigeria, banquiers parvenus du Mexique... La fortune croît à l'ombre de la corruption.

Les tableaux auraient pu être signés « Ecole de Zola », et la réussite du livre tient à son parti pris naturaliste : misère et richesse sont d'abord faites d'humanité et d'humanité. Les portraits sont surprenants. Ainsi celui de Roseylin, princesse aborigène, abandonnée sur un trottoir de Sidney. Au-delà, le lecteur trouvera dans cet ouvrage des statistiques, des informations (il y a autant de pauvres en Suisse qu'en France) et des calculs de seuils de pauvreté. Livre vivant, mais inquiétant : l'exclusion est partout, croissante, et désagréablement proche.

B. M.

L'HOMME CALCULABLE de Jacques Henric. Les Belles Lettres, collection « Léonard », 160 pages, 63 francs.

Tellement s'époumone Jacques Henric qu'il nous coupe le souffle. Nous, petits-bourgeois, qui narcissiquement nous haïssons tant, compassés et piteux, copieusement salivés et servis nous sommes... Mais nous avons l'avantage du nombre ! La classe moyenne triomphe, métastatique, nivelante, démocrate et médiocre, suisse pour tout dire, prise entre la double socialisation de l'Etat et du marché.

Jacques Henric ferraille contre cinq milliards d'individus moins deux douzaines (Sade, La Fontaine, Céline, etc.), assassine Camus puis essuie son épée sur le dos du docteur Lacan (ça, fallait oser : tuer le petit-bourgeois par le psy !), éructe dans une longue incantation qui tient tant du rôle agonique que de la salubre injure. Amateurs des petites soirées cultivées s'abstenir.

B. M.

Les sureffectifs dans l'industrie Les leçons de Billancourt

par DANIEL LABBÉ, FRÉDÉRIC PÉRIN
et EMMANUEL FROISSART (*)

UNE histoire se termine à Renault-Billancourt. Elle se termine de façon bien différente du fracas symbolique dans lequel cette usine a vécu : la guérilla sociale et la gestion impersonnelle des hommes. Un processus de négociation permanente avec des syndicats a permis le reclassement d'une grande majorité des salariés présents à la fin de 1989. Un processus qui offre aujourd'hui de nouvelles perspectives sur la gestion des hommes et les emplois.

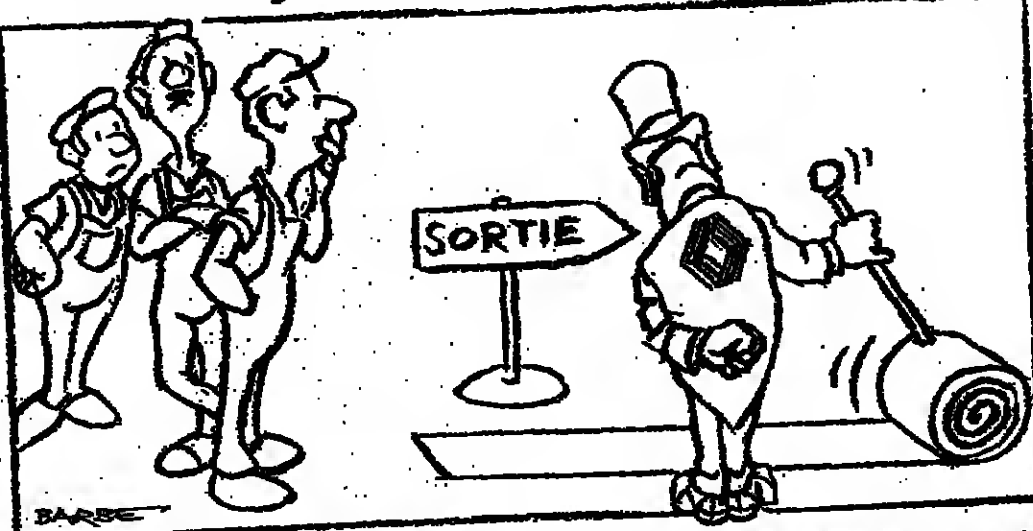
La fermeture avait été annoncée trente mois à l'avance, en novembre 1989. Pourtant, les quelque 1000 salariés que comptait encore cette usine, étaient en majorité des ouvriers âgés, sans qualification, immigrés, illettrés. Leur reclassement, même s'il existait des possibilités d'emploi dans d'autres sites Renault, n'était pas une mince affaire. Un accord de type particulier a été conclu quelques semaines après l'annonce de la fermeture : il définissait surtout des objectifs et des lieux de négociation permanente. Dans des réunions paritaires de « suivi », les syndicats signataires ont participé au processus de fermeture, sans se départir de leur rôle. Les militants ont été impliqués d'un bout à l'autre, dans les réunions mais aussi au jour le jour, comme relais dans la résolution des problèmes.

Etre en règle ou réussir ?

Ensemble, les partenaires ont dû faire face à des aléas imprévus, adapter les actions aux évolutions économiques, mais aussi aux désirs des salariés. Quand des centaines d'entre eux, par exemple, ont dit qu'ils refusaient de partir en province, tout le monde s'est mis à réfléchir différemment sur le reclassement à l'extérieur de l'entreprise. Il faut des règles du jeu, des contraintes effiçaces. Rien ne progresse sans un pouvoir de direction affirmé et assumé.

Cette logique nouvelle n'est pas seulement une logique de négociation, c'est toute une conception de la gestion des hommes. « Etre en règle », c'est suivre la logique dominante dans les restructurations : aligner des offres d'emplois, des stages de formation, des moyens d'accueil. N'est-ce pas pour cela que les salariés ne se saisissent pas des propositions qui leur sont faites et préfèrent partir en voyage avec un chèque ?

Ne doit-on pas s'attacher d'abord aux résul-



tats ? Que des propositions de reclassement soient formellement adressées à chaque salarié, cela ne peut suffire. S'il n'y a pas de préparation, d'explication, c'est faire du juridique et se moquer des gens. Que signifie écrire à qui ne sait pas lire ?

A Billancourt, des propositions d'emploi ont bien été adressées aux salariés, mais seulement après un patient travail d'accompagnement qui les rendait crédibles. Il est difficile de partir dans une usine de province quand la famille est installée à Paris, et de quitter Renault quand cette entreprise est la seule qu'on ait jamais connue. S'attacher à la logique des procédures au détriment de la logique des hommes produit trop de dégâts.

Rechercher les emplois disponibles dans l'entreprise ou à l'extérieur ne sert pas non plus quand la recherche est déconnectée des projets individuels. A Billancourt, les offres d'emploi collectées par centaines dans les premiers mois n'ont pas trouvé preneurs. Mais quand les individus ont été prêts, la mobilité a fonctionné là où on ne l'attendait pas. Des salariés ont créé leur propre emploi dans des secteurs très divers, du taxi à l'hôtel savoyard. Les premières expériences réussies de reclassement ont permis d'identifier des « filières » dans des activités comme l'aménagement de véhicules et le second œuvre bâtiment, où on peut s'orienter efficacement des dizaines de personnes.

En un mot, c'est sur les salariés qu'a porté l'effort principal : les moyens ont été mis au service de leurs souhaits et de leurs projets, en relation avec l'environnement. Si on veut que les reclassements se fassent vraiment, il faut le temps d'accompagner les gens, collectivement et individuellement. Prendre en compte les problèmes matériels d'une mutation en province, mais aussi les peurs irrationnelles de tel ou tel groupe.

La dynamique des hommes est primordiale. Sur eux on a choisi de centrer l'action, non sur les emplois et les formations. A Billancourt ont eu lieu des entretiens avec chacun sur son avenir, ce qui n'était jamais arrivé auparavant. Ces entretiens ont été menés par la maîtrise. Pas plus que les ouvriers, elle n'en avait l'habitude : les ouvriers étaient des matricules, qui devaient obéir aux consignes.

Le bon usage du temps

Billancourt n'a évidemment pas l'exclusivité de ce genre de difficulté. Aider à construire des projets individuels, c'est apprendre à travailler avec les individus. Rude affaire. L'implication de l'encadrement et de la maîtrise est déterminante. Pour y parvenir, il faut leur faire partager les objectifs. A Billancourt on a pu surmonter progressivement les pesanteurs de l'habitude.

A la fin avril 1992, sur 3 910 personnes à reclasser, 1 200 étaient parties ou allaient partir en préretraite, 1 500 avaient été reclassées dans d'autres établissements de Renault (1) et 580 environ avaient opté pour une reconversion à l'extérieur, la grande majorité avec un projet d'emploi, et parmi eux, 80 ont créé leur entreprise ; 125 personnes ayant refusé de bénéficier des mesures du plan social avaient été licenciées, enfin 60 départs « naturels » avaient été enregistrés.

Enfin, 450 personnes restaient à reclasser. Les efforts menés permettant d'envisager le reclassement interne de 200 à 300 personnes et une centaine de reclassements à l'extérieur. Le processus n'est donc pas terminé. Il n'a pas été sans difficultés ni sans échecs. Il reste que la catastrophe sociale, prévisible si la guérilla s'était poursuivie, ne s'est pas produite. Et malgré les insuffisances, les salariés quittant Billancourt ont été « gérés » comme cela ne s'était jamais fait du vivant de l'usine.

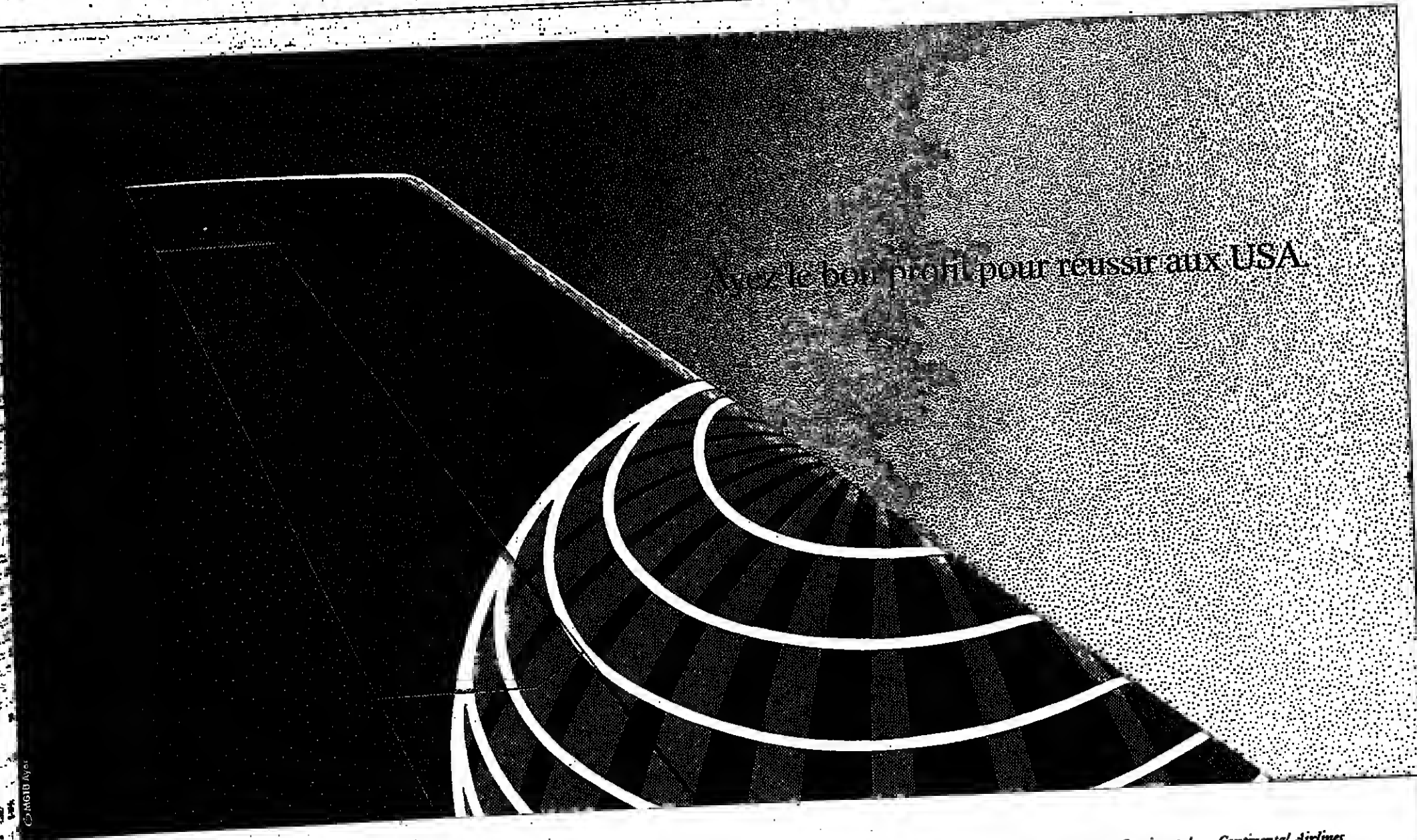
Que valent ces principes pour des projets plus ordinaires ? Trente mois pour former un établissement, ce n'est pas commun. Mais le temps d'un projet, c'est quelquefois un temps choisi. Les décisions de fermeture, nous en connaissons beaucoup qui sont prises loin en amont mais annoncées quelques mois avant l'échéance, par peur des réactions hostiles. La temps, c'est aussi une donnée dont on choisit la mode d'emploi. On peut passer des mois à faire de la guérilla de procédures, contre des syndicats oppositionnels. Les trente mois de Billancourt ont été complètement utilisés pour le travail de reclassement lui-même.

On a parié sur l'intelligence du plus grand nombre, et ce pari a été gagné. Nul n'était prêt à changer. La population était la plus difficile possible. Des gens se sont construits leur emploi alors qu'on les disait assistés et sans compétence. La hiérarchie a su, quant à elle, s'emparer de responsabilités nouvelles.

Construire avec chacun, ce n'est certainement pas une solution miracle, mais c'est une voie praticable pour les projets de changement social.

(1) Sur ce chiffre, 200 sont restées sur le site, mais rattachées à d'autres structures.

(*) Emmanuel Froissart et Frédéric Périn, dirigeants du cabinet IDEE, ont accompagné d'un bout à l'autre le processus décrit. Daniel Labbé représente la CFDT à la commission paritaire de suivi de l'accord.



Nouveau vol direct Paris/Houston.
Plus de 100 correspondances quotidiennes depuis Houston.

Ouverture de la ligne Paris-Houston le 2 juin 1992, sous réserve d'approbation gouvernementale.

Avec Continental Airlines, l'Amérique devient de plus en plus simple. Désormais, chaque jour, notre nouveau vol direct Paris-Houston vous permet de profiter sur place de plus de 100 correspondances vers de multiples destinations. Et pour vous rendre les choses encore plus agréables, Continental Airlines met à votre disposition,

pour tous ses vols Paris/ Etats-Unis en Première Classe et Classe Affaires, son service quatre étoiles : voiture avec chauffeur, de chez vous à Orly, Concierge International pour faciliter vos formalités et accès aux salons prestige du President's Club. Décidément, avec ses vols Paris-Houston, Paris-Newark et leurs nombreuses

correspondances, Continental Airlines est vraiment la compagnie qui vous simplifie l'Amérique.

Continental Airlines
92, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris - Tél. : 42.25.31.61.
ou chez votre agent de voyages.

Continental Airlines
La compagnie qui vous simplifie l'Amérique.

CONJONCTURE

« L'UNIFICATION allemande a été une formidable locomotive pour les exportations européennes. » Ce fait communément admis mérite d'être quelque peu nuancé. Après un rebond significatif entre la mi-1990 et le début de 1991, le volume global des importations de marchandises de l'Allemagne a cessé de s'accroître depuis l'été passé. Leur montant, qui avait augmenté de 8 % au premier semestre 1991, reste certes à un niveau élevé, mais en repli de 1 % en moyenne pendant la seconde moitié de l'année. Par ailleurs, l'Europe ne paraît pas forcément la bénéficiaire privilégiée des développements récents.

A supposer en effet que les prix des différents fournisseurs de l'Allemagne aient évolué de manière uniforme, ce repli global des importa-

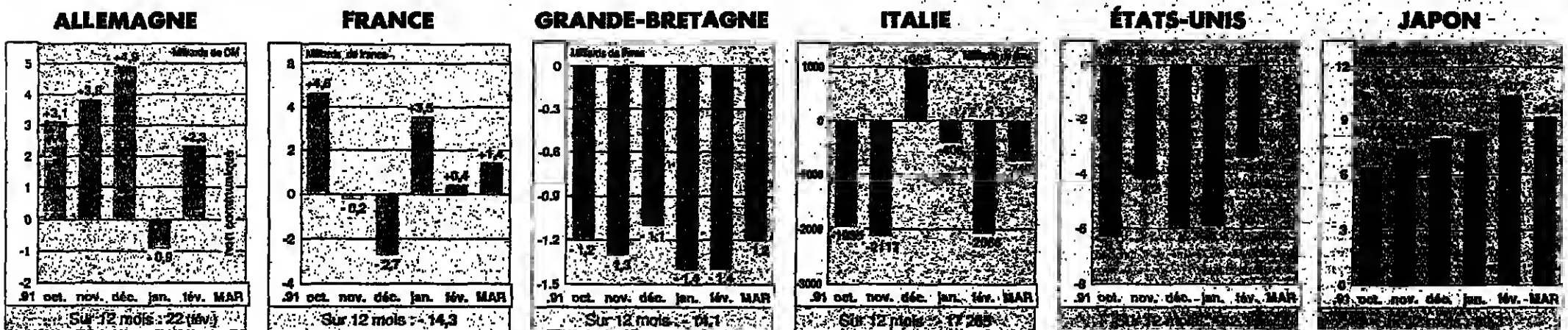
INDICATEUR • Le commerce extérieur
Doutes sur le moteur

tions recouvrerait une contraction de 1,8 % pour les importations provenant des pays de la CEE, et une progression de 5 % pour les Etats-Unis (soit respectivement -1 % et +6 % en valeur).

Ces observations sont conformes aux résultats récents du commerce extérieur français. Entre le premier trimestre 1991 et le premier trimes-

tre 1992, la France a enregistré une progression de 7,4 milliards de francs de ses exportations. Sur ce total, 4,3 milliards proviennent d'un accroissement de ventes vers la Communauté européenne, à raison de 400 millions vers le Benelux, 1,2 milliard vers l'Italie, 1,7 milliard vers l'Espagne, mais seulement 500 millions vers l'Allemagne. Les ventes françaises à destination des Etats-Unis (en augmentation de 1,6 milliard de francs) ont de même rapporté trois fois plus que celles réalisées outre-Rhin au cours de l'année écoulée.

La dynamique allemande, qui n'explique pas l'intégralité des bons résultats commerciaux de la France, n'est pas davantage le moteur des exportations intra-européennes depuis quelques mois.



Soldes commerciaux exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB pour tous les pays, sauf le Japon, FOB-CAF) et monnaies nationales, sauf Japon (en dollars). Sources nationales.

DEPUIS le début de cette année, les perspectives économiques s'améliorent dans notre pays. Dans son dernier point conjoncturel, l'INSEE laisse attendre un rythme de croissance annualisé de 2,5 % pour le premier semestre. La déception de la rentrée 1991 qui avait vu un coup d'arrêt au mouvement de reprise ébauché après la crise du Golfe, ne serait-elle qu'un mauvais souvenir?

Les choses ne sont malheureusement pas aussi tranchées. La croissance qui s'est réveillée apparaît encore fragile et, en tout état de cause, d'ampleur modérée. D'où la persistance prévisible d'un niveau élevé de chômage, même si les différentes mesures prises par le gouvernement permettent de stopper la montée du nombre de demandeurs d'emploi. Dans ce contexte, la maîtrise de l'inflation comme la bonne tenue des échanges commerciaux devraient se confirmer.

Du côté de l'offre, on observe une reprise de la production industrielle à partir du point bas de décembre dernier. La baisse de 0,9 % en février ne remet pas en cause les premiers signes d'une conjoncture moins morose. Elle recouvre en effet une hausse de la production manufacturière de 0,6 %, masquée par un recul de 4,3 % de la

PAYS • La France
Une croissance modérée

production d'énergie liée à un fort déstockage et une hausse de 2,6 % de la production agro-alimentaire. Toutefois, l'indice retrouve tout juste son niveau de l'été 1991.

Les enquêtes de conjoncture auprès des industriels sont plus favorables : un peu plus de la moitié d'entre eux envisagent maintenant une croissance de leur production dans les trois prochains mois. Parallèlement, les stocks se sont quelque peu allégés et les carreaux de commandes regarnis. Cependant, la configuration des réponses à ces enquêtes apparaît, à l'heure actuelle, similaire à celle de 1985 où la croissance de la production industrielle n'avait atteint que 0,7 % et celle du PIB marchand 1,9 %.

En tout début d'année, l'élément le plus dynamique de la demande a sans doute été la consommation des ménages. La consommation en produits manufacturés s'est accrue de 3,9 % en janvier puis de 1,2 % en février. Mais cette hausse a principalement été tirée par des achats de biens durables, en particulier en matériels audio-

visuels (du fait des Jeux olympiques d'Albertville) et d'automobiles (contrepoint de la grève de la fin 1991 chez Renault). Mais à vu une brutale correction à la baisse (-5,4 %), de sorte que la hausse enregistrée au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre de 1991 est revenue à 0,9 %.

Au-delà de ces fluctuations de courte période, jouent les gains de pouvoir d'achat et le comportement d'épargne. Le pouvoir d'achat des ménages ne devrait progresser qu'à un rythme relativement faible, de l'ordre de 2 % l'an, du fait de la modération des évolutions salariales et, surtout, de la stagnation de l'emploi. L'incertitude est plus grande sur le comportement d'épargne. En 1991, les ménages, en dépit du ralentissement de leur revenu réel, n'ont pas réduit leur épargne pour maintenir leur consommation, bien au contraire. Du fait des comportements de précaution suscités par la crise du Golfe et par la montée du chômage, et du point bas du cycle de biens durables, le taux d'épargne est passé de 12,2 % du revenu disponible en 1990 à

12,6 % en 1991. L'enquête de conjoncture de l'INSEE auprès des ménages de janvier 1992 ne préfigure pas de retournement sensible, tout au plus un léger inféchissement. De fait, une forte inéquité persiste sur l'évolution de l'emploi.

Au total, le scénario le plus probable paraît être celui d'une hausse en tendance de la consommation au volume à un rythme un peu supérieur à 2 % l'an, la baisse du taux d'épargne étant limitée à quelques dixièmes de point.

Au premier trimestre, les exportations industrielles civiles ont soutenu l'activité, progressant en valeur de 1,3 % par rapport au dernier trimestre de l'an dernier. La demande étrangère est, selon l'enquête d'avril de l'INSEE, de mieux en mieux orientée (le solde des opinions favorables est à présent passé de -4 en janvier à +3 en avril). Cette amélioration des débouchés extérieurs que l'on retrouve dans la plupart des pays vient à l'appui du scénario de reprise mondiale se développant dans le courant de l'année. La cette hypothèse se confirme, les exportations, dont la compétitivité-prix continue de s'améliorer vis-à-vis de la plupart des pays européens, constitueraient, comme en 1991, un élément de soutien de l'activité.

Reste le point noir parmi les composantes de la demande : l'investissement. L'investissement logement devrait au mieux se stabiliser malgré les mesures de soutien prises. Les mises en chantier de logements ont baissé de 2 % l'an dernier après une chute de 9,7 % en 1990. Pour les bureaux et les bâtiments industriels, les surfaces se sont réduites en 1991, le mouvement s'accroissant en cours d'année. Les importations de biens d'équipement, très sensibles à toute évolution de l'investissement productif, sont au premier trimestre légèrement inférieures en valeur au niveau moyen de 1991 et le rebond de mars s'explique dans une large mesure par des achats exceptionnels (achats d'avions et de bateaux).

Enfin, selon l'enquête de l'INSEE de janvier dernier sur les investissements dans l'industrie concurrentielle, ces investissements baisseraient en valeur de 1 % en 1992, soit une contraction en volume d'environ 4 % succédant à celle de 9 % de 1991. Le caractère modéré et encore incertain de la reprise des débouchés, conjugué au tassement sensible du taux d'utilisation des capacités de production et au niveau élevé des taux d'intérêt, s'oppose encore à une reprise de l'investissement productif. Comme le signale l'INSEE, l'amélioration actuelle des perspectives observée en France comme chez nos partenaires « ne débouchera sur une reprise soutenue que si disparaissent les comportements attentistes en matière d'investissement. »

Hervé Monet
économiste d'entreprise

SECTEUR • L'automobile
Seule, l'Allemagne...

1991 restera sans doute comme une année noire pour les industriels de l'automobile. La récession économique et la crise du Golfe ont survécu alors que ce secteur industriel, cyclique par excellence, était en période de basses eaux. Seul ray de lumière : le marché allemand s'est accru de 24 % sous l'effet de la réunification. Conséquence : le marché européen dans son ensemble est resté quasiment stable, avec seulement une baisse de 0,4 % et près de 13,5 millions de véhicules vendus, alors que le marché américain régressait de 12 %, et le marché japonais de 2,5 %.

Les constructeurs américains ont particulièrement souffert de la conjoncture : ils ont été touchés à la fois par la forte baisse de leur marché intérieur et par la concurrence des constructeurs japonais qui, massivement implantés sur leur territoire, y détiennent 30 % du marché. Chacun des trois grands a terminé l'année avec de lourdes pertes - 795 millions de dollars pour Chrysler, 2,258 milliards pour Ford et 4,224 milliards pour General Motors.

Leurs vastes programmes de restructuration, se traduisant, entre autres, par des dizaines de milliers de suppression d'emplois, destinés à améliorer leur productivité afin de se rapprocher des performances des usines japonaises, n'avaient encore pu porter leurs fruits.

En revanche, l'année 1992 semble s'annoncer sous de meilleurs auspices pour les constructeurs d'outre-Atlantique. Ford et General Motors ont annoncé des bénéfices pour le premier trimestre. Seul Chrysler demeure « dans le rouge » avec une perte de 341 millions de dollars pour la période, hors charges sociales exceptionnelles dues à des modifications comptables.

Pour ne pas se retrouver dans la même situation que leurs homologues américains, les constructeurs européens ont obtenu que les frontières ne soient ouvertes que progressivement aux japonais, avant la libéralisation totale prévue à l'aube du deuxième millénaire.

L'année 1991 a ainsi été marquée par l'accord entre la Communauté européenne et le ministre japonais du commerce international et de l'industrie (le MITI), conclu le 31 juillet, qui fixe les conditions de cette ouverture progressive. Il prévoit que les importations japonaises ne pourront dépasser 1,23 million de véhicules en 1999, soit 8,15 % du marché.

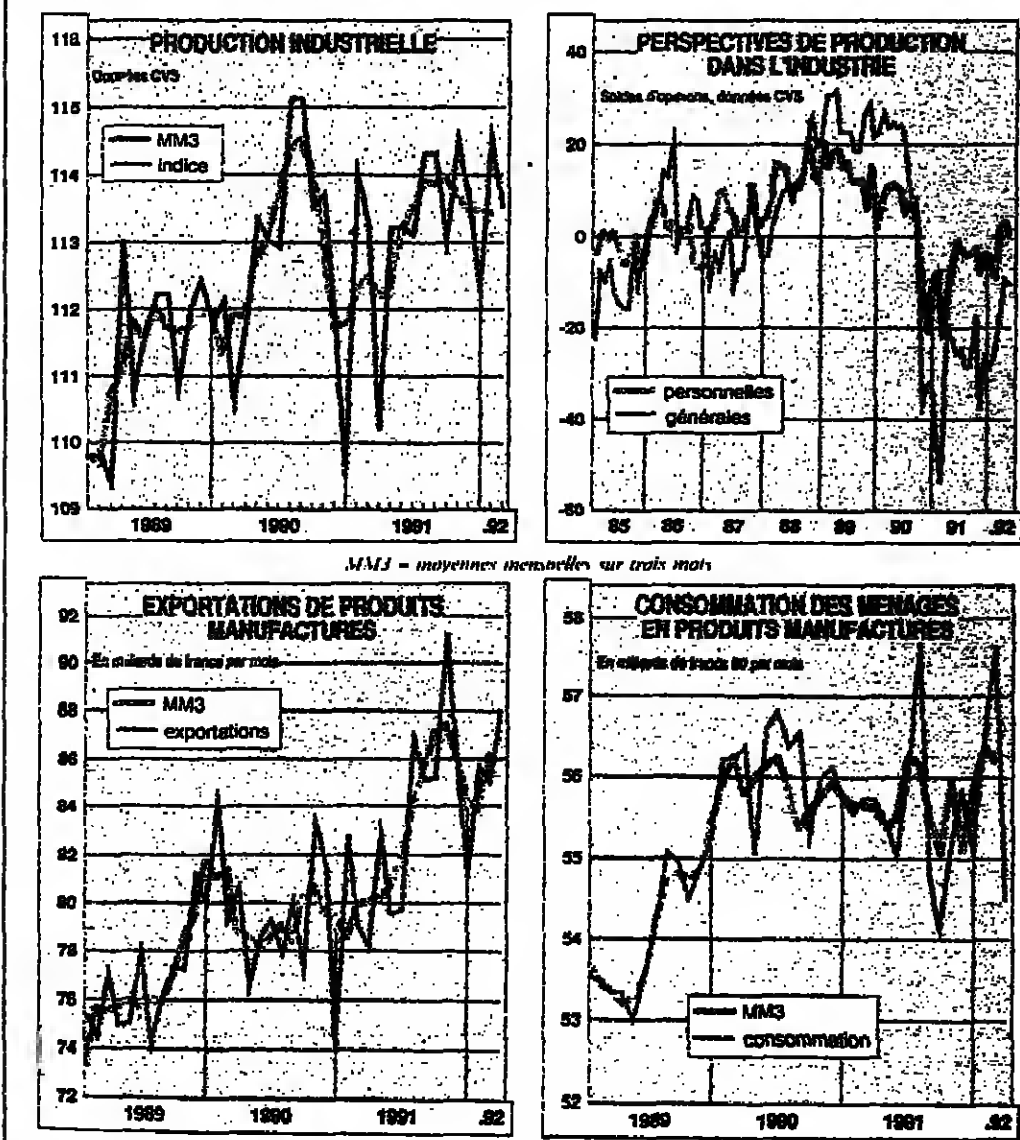
La production des « transplants », c'est-à-dire des usines japonaises en Europe, sera plafonnée à 1,2 million de véhicules. Ces chiffres pourront être modifiés en fonction de l'évolution réelle du marché.

Qualité de « pseudo-accord » par Jacques Calver, le président de PSA (Peugeot-Citroën), ce texte a déclenché des polémiques : certains points, comme la question cruciale des transplants ne figurant pas dans le texte principal, mais dans la transcription écrite de « déclarations conclusives » faites au téléphone, ont pu se demander s'ils seront ou non respectés.

Les barrières actuelles ont néanmoins permis de limiter à 12,4 % en 1991 la part des constructeurs japonais sur le marché européen, contre 11,6 % en 1990. Outre les japonais, les constructeurs ayant le mieux tiré leur épingle du jeu sur ce marché sont ceux qui avaient de bons réseaux commerciaux en Allemagne : les allemands, bien sûr, mais aussi General Motors (Opel) et Ford, qui possèdent des usines dans ce pays, et le français Renault.

Pour 1992, les prévisionnistes sont pessimistes en raison des perspectives de ralentissement économique en Allemagne et en l'absence de signe de véritable reprise ailleurs. On compte sur les marchés espagnol, français et anglais pour sauver la mise, mais seul le premier confirme jusqu'à présent cette hypothèse. Le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) prévoit ainsi une baisse des immatriculations de 3 % sur l'année.

Amie Kahn



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.